99e ANNÉE
VOL. 99

N° 40
5877

Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 7 octobre 1967

Quebec, Saturday, October 7, 1967

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le ***mercredi***, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. It that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on ***Wednesday***, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE / PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT
L'Imprimeur de la reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: $1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: $1.50 la douzaine.

Abonnement: $10 par année à compter de janvier.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: $1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: $1.50 per dozen.

Subscriptions: $10 per year from January.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Quebec, May 5, 1962

13377 — 1-52-o

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.
Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes

Acrytec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1967, constituant en corporation: Léonce Bouchard, 160, l'Ormière, Gérard Bouchard, 162, l'Ormière, tous deux de Neufchâtel, et Robert Brulé, Lanoraie, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de substances plastiques et d'acrylique de toutes sortes, sous le nom de « Acrytec inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Vanier, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3706-67

Les Agences Tasso inc.
Tasso Agencies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1967, constituant en corporation: Émile Tasso, marchand, Cecile Tasso, ménagère, épouse séparée de biens dudit Émile Tasso, tous deux de 4125, Blueridge Crescent, et André Tasso, ingénieur professionnel, 1947 ouest, boulevard de Maisonneuve, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Letters Patent

Acrytec inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léonce Bouchard, 160 l'Ormière, Gérard Bouchard, 162 l'Ormière, both of Neufchâtel, and Robert Brulé, Lanoraie, all three industrialists, for the following purposes:

To manufacture and deal in plastic and acrylic substances of all kinds, under the name of "Acrytec inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 5,000 common shares of $10 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Vanier, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3706-67

Les Agences Tasso inc.
Tasso Agencies Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Émile Tasso, merchant, Cecile Tasso, housewife, wife separate as to property of the said Émile Tasso, both of 4125 Blueridge Crescent, and André Tasso, professional engineer, 1947 de Maisonneuve Boulevard West, all three of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'équipement technique et de laboratoire, outils et toutes sortes de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Les Agences Tasso inc. — Tasso Agencies Inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 350, avenue Victoria, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3701-67

Almac Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1967, constituant en corporation: Oscar Respitz, 4945, avenue Glencairn, Montréal, Sydney B. Sederoff, 80, avenue Crestwood, Montréal Ouest, tous deux avocats, et Max S. Kaufman, avocat et conseil en Loi de la reine, 574, avenue Claremont, Westmount, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de réservoirs, équipement pour liquides, fardiers, unités de ravitaillement en combustible, équipement de transport et carrosseries de toute sorte et de toute description, sous le nom de « Almac Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3723-67

A. Ambrosino inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1967, constituant en corporation: Antonio Ambrosino, 6930, Stuart, app. 2, Michele Ambrosino, 6925, Stuart, et Vincenzo Esposito, 4260, Barclay, app. 5, tous trois commerçants, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « A. Ambrosino inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6930, Stuart, suite 2, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3473-67

Angelco Containers Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1967, constituant en corporation: Hilliard Ginsberg, 3650, Mountain, Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, et Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de tonneaux, barils et contenants de toutes sortes, sous le nom de « Angelco Containers Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

To deal in technical and laboratory equipment, tools and all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Les Agences Tasso inc. — Tasso Agencies Inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 350 Victoria Avenue, Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3701-67

Almac Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Oscar Respitz, 4945 Glencairn Avenue, Montreal, Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood Avenue, Montreal West, both advocates, and Max S. Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 574 Claremont Avenue, Westmount, for the following purposes:

To manufacture and deal in tanks, liquid handling equipment, floats, refueling units, transportation equipment and bodies of every kind and description, under the name of "Almac Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3723-67

A. Ambrosino inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antonio Ambrosino, 6930 Stuart, Apt. 2, Michele Ambrosino, 6925 Stuart, and Vincenzo Esposito, 4260 Barclay, Apt. 5, all three traders of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "A. Ambrosino inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 6930 Stuart, Suite 2, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3473-67

Angelco Containers Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Hilliard Ginsberg, 3650 Mountain, Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, and Sheldon Finkelstein 5712 Wilderton all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in drums, barrels and containers of all types, under the name of "Angelco Containers Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and 100 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3594-67

Artistat Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1967, constituant en corporation: Henry Steinberg, avocat, 360 ouest, rue St-Jacques, Laura E. Cobb, 4055, Décarie, tous deux de Montréal, et Agnes M. Hanna, 1267, Rolland, Verdun, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Faire affaires dans l'art commercial et graphique, et exercer le commerce général de publicité et d'annonce dans toutes ses spécialités, sous le nom de « Artistat Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3634-67

L'Association des ateliers protégés du Québec
The Quebec Association of Sheltered Workshops

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Dr J. Ronald D. Bayne, médecin, 6, avenue Winchester, Harry Ward, secrétaire-trésorier, Division de Québec, Association Canadienne des paraplégiques, 4807, avenue Westmore, John Avon, directeur des services d'emploi et des ateliers protégés, Institut National Canadien pour les aveugles, 1441, Crescent, app. 10, John F. Tanner, directeur, Unité d'entraînement pour les adultes, Association des enfants arriérés de Montréal, 6155, Émile-Nelligan, Henry Durost, administrateur en chef, Douglas Hospital, 4328, Sherbrooke ouest, app. 15A, tous cinq de Montréal, Maurice Girard, directeur du service de réhabilitation, Hôpital des Laurentides, 453, Madeleine, Saint-Jérôme, et Lucille Jarry, éducatrice pour déficients mentaux, épouse séparée de biens de Claude Marchand, 1325, Muir, Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Aider chaque personne handicapée à jouir du même droit au travail d'après ses capacités autant que tout autre membre de la société, sous le nom de « L'Association des ateliers protégés du Québec — The Quebec Association of Sheltered Workshops ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 4545, chemin de la Reine-Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3094-67

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3594-67

Artistat Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henry Steinberg, advocate, 360 St. James Street West, Laura E. Cobb, 4055 Décarie, both of Montreal, and Agnes M. Hanna, 1267 Rol and, Verdun, the latter two secretaries, spinsters, for the following pruposes:

To dea in commercial art and graphic art, and to carry on a general advertising and publicity business in all its branches, under the name of "Artistat Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 3,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3634-67

L'Association des ateliers protégés du Québec
The Quebec Association of Sheltered Workshops

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Dr. J. Ronald D. Bayne, doctor, 6 Winchester Avenue, Harry Ward, secretary-treasurer, Quebec Division, Canadian Association of Paraplegics, 4807 Westmore Avenue, John Avon, employment services and sheltered workshops director, The Canadian National Institute for the Blind, 1441 Crescent, Apt. 10, John F. Tanner, director, Adult Training Unit, The Association for Retarded Children of Montreal, 6155 Émile-Nelligan, Henry Durost, director in chief, Douglas Hospital, 4328 Sherbrooke West, Apt. 15A, all five of Montreal, Maurice Girard, Director of the Rehabilitation Department, des Laurentides Hospital, 453 Madeleine, Saint-Jérôme, and Lucille Jarry, teacher for the mentally deficient, wife separate as to property of Claude Marchand, 1325 Muir, Saint-Laurent, for the following purposes:

To help any handicapped person to enjoy the same working rights according to his capacities as well as any other member of the society, under the name of "L'Association des ateliers protégés du Québec — The Quebec Association of Sheltered Workshops".

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at 4545 de la Reine-Marie Road, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3094-67

Association générale des Étudiants de l'École des Beaux-Arts de Montréal (A.G.E.E.B.A.M.)

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-François Brossin, 105, Milton, app. 1206, Armand Picard, 11385, Jean-Massé, tous deux étudiants, de Montréal, et Michèle Benoit, étudiante, fille majeure, 205, Mont-Royal ouest, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Étudier, promouvoir, protéger et développer de toutes manières les intérêts matériels, culturels et sociaux de ses membres, sous le nom de « Association générale des Étudiants de l'École des Beaux-Arts de Montréal (A.G.E.E.B.A.M.) ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $10,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3712-67

Association générale des Étudiants de l'École des Beaux-Arts de Montréal (A.G.E.E.B.A.M.)

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-François Brossin, 105 Milton, Apt. 1206 Armand Picard, 11385 Jean-Massé, both students, of Montreal, and Michèle Benoit, student, fille majeure, 205 Mount-Royal West, Mount-Royal, for the following purposes:

To study, promote, protect and develop in all manners the material, cultural and social interests of its members, under the name of "Association générale des Étudiants de l'École des Beaux-Arts de Montréal (A.G.E.E.B.A.M.)".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3712-67

Association générale des étudiants du Collège de Jonquière

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 2e jour de mai 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Pierre Gravel, 335, Lamarche, Serge Trinque, 331, Lamarche, et Camille Hardy, 223, Albanel, tous trois étudiants, d'Arvida, pour les objets suivants:

L'étude, la défense et le développement des intérêts académiques, économiques, sociaux et moreaux de ses membres, sous le nom de « Association générale des étudiants du Collège de Jonquière ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 1886-67

Association générale des étudiants du Collège de Jonquière

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd of May, 1967, have been issued by the Administrator of the Government of the Province to incorporate a corporation without share capital: Pierre Gravel, 335 Lamarche, Serge Trinque, 331 Lamarche, and Camille Hardy, 223 Albanel, all three students of Arvida, for the following purposes:

The study, defence and development of the academic, economic, social and moral interests of its members, under the name of "Association générale des étudiants du Collège de Jonquière".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $20,000.

The head office of the corporation is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

21427 1886-67

Les Auvents Acme & Cie ltée Acme Awning & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1967, constituant en corporation: Roger Choquette, commerçant, Léonie Chiasson, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Roger Choquette, et Robert Choquette, commerçant, tous trois de 10965, Jeanne-Mance, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce et la réparation des auvents et des marchandises de toile de toutes sortes, sous le nom de « Les Auvents Acme & Cie ltée — Acme Awning & Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Les Auvents Acme & Cie ltée Acme Awning & Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Choquette, trader, Léonie Chiasson, housewife, wife contractually separate as to property of the said Roger Choquette, and Robert Choquette, trader, all three of 10965 Jeanne-Mance, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in and repairing awnings and all kinds of canvas merchandise, under the name of "Les Auvents Acme & Cie ltée — Acme Awning & Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

Le siège social de la compagnie est 828, rue Rachel est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3625-67

Bagnole Auto-Lave inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1967, constituant en corporation: Claude Gratton, typographe, Pierrette Cormier, ménagère, épouse dudit Claude Gratton, tous deux de 3120, boulevard Langelier et Jean Daigneault, marchand, 8005, De Normanville, app. 3, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de laveur d'automobiles, camions avec machine automatique ou autrement, sous le nom de « Bagnole Auto-Lave inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2210, rue Lespérance, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3647-67

Besmetal Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1967, constituant en corporation: Pierre Dessaulles, John H. Dawson, tous deux avocats, Andrée Provencher, Margaret Maher, et Mariette Senneville, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, tous cinq de 800, Carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de l'aluminium, de l'acier inoxydable, bronze, fer, plastiques, magnésium, et de tous les autres métaux, de leur minerai jusqu'au produit ouvré, sous le nom de « Besmetal Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 1,800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Félix-du-Cap-Rouge, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3725-67

Jean-Paul Bissonnette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1967, constituant en corporation: Roger Guimont, secrétaire, 87, 20e rue, Alfred Leclerc, comptable, 165, 15e rue, tous deux de Noranda, et Paul Denoncourt, secrétaire, 336, rue Ménard, Rouyn, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous produits, articles et marchandises, sous le nom de « Jean-Paul Bissonnette inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3682-67

The head office of the company is at 828 Rachel St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3625-67

Bagnole Auto-Lave inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Gratton, typographer, Pierrette Cormier, housewife, wife of the said Claude Gratton, both of 3120 Langelier Blvd., and Jean Daigneault, merchant, 8005 De Normanville, Apt. 3, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business washing automobiles and trucks with automatic machines or otherwise, under the name of "Bagnole Auto-Lave inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 2210 Lespérance St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3647-67

Besmetal Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Dessaulles, John H. Dawson, both advocates, Andrée Provencher, Margaret Maher, and Mariette Senneville, the three latter secretaries, filles majeures, all five of 800 Carré Victoria, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in aluminum, stainless steel, bronze, iron, plastics, magnesium and in all other metals from their raw state to the finished product, under the name of "Besmetal Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 1,800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Félix-du-Cap-Rouge, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3725-67

Jean-Paul Bissonnette inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Guimont, secretary, 87, 20th St., Alfred Leclerc, accountant, 165, 15th St., both of Noranda, and Paul Denoncourt, secretary, 336 Ménard St., Rouyn, for the following purposes:

To carry on business dealing in all products, articles and merchandise, under the name of "Jean-Paul Bissonnette inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Noranda, judicial district of Rouyn-Noranda.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3682-67

C. Boilard inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1967, constituant en corporation: Claude Boilard, courtier d'assurances, Gaëtane Turgeon, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit Claude Boilard, tous deux de 15, rue Chantal, et Yves Leclerc, vendeur, tous trois de Pont-Rouge, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « C. Boilard inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 15, rue Chantal, Pont-Rouge, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3526-67

C. Boilard inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Boilard, insurance broker, Gaëtane Turgeon, secretary, wife contractually separate as to property of the said Claude Boilard, both of 15 Chantal St., and Yves Leclerc, salesman, all three of Pont-Rouge, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "C. Boilard inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 15 Chantal St., Pont-Rouge, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3526-67

R. Bouchard Service station inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1967, constituant en corporation: Éphrem Bouchard, garagiste, 6315, De Marseille, Élie Tousignant, commerçant, 5240, 3e avenue, et Theresa Brenner, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Normand Bourret, 10339, St-Laurent, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, camions, avions, canots-automobiles, moteurs et autres appareils électriques ou électroniques, sous le nom de « R. Bouchard Service station inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3656-67

R. Bouchard Service station inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ephrem Bouchard, garageman, 6315 De Marseille, Élie Tousignant, trader, 5240, 3rd Ave., and Theresa Brenner, secretary, wife contractually separate as to property of Normand Bourret, 10339 St-Lawrence, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, trucks, airplanes, motor boats, motors and other electrical or electronic apparatus, under the name of "R. Bouchard Service station inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3656-67

Boulevard l'Oasis inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1967, constituant en corporation: Jean-Claude Mathieu, administrateur, 43, rue Bernier, Beauport, Robert Mathieu, soudeur, 383, 47e rue est, Charlesbourg, et Jean Poliquin, gérant, 890, rue Paradis, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire le commerce de piscines, accessoires et équipements de piscines, produits chimiques, accessoires de jardin et autres instruments et appareils, sous le nom de « Boulevard l'Oasis inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Beauport, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3741-67

Boulevard l'Oasis inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Claude Mathieu, administrator, 43 Bernier Street, Beauport, Robert Mathieu, welder, 383, 47th Street East, Charlesbourg, and Jean Poliquin, manager, 890 Paradis Street, Sainte-Foy, for the following purposes:

To deal in pools, accessories and pool equipment, chemical products, garden accessories and other instruments and appliances, under the name of "Boulevard l'Oasis inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Beauport, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3741-67

Maurice Bourbonnais ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Maurice Bourbonnais ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued

patentes, en date du 30e jour d'août 1967, constituant en corporation: Normand Duval, 2185, Nicolas-Perrot, André Perreault, 4680, Montclair, tous deux avocats, de Montréal, et Guy Tremblay, gérant de bureau, 10817, St-Julien, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce et la réparation de tous appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Maurice Bourbonnais ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 600 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 210, rue Guizot est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3693-67

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Normand Duval, 2185 Nicolas-Perrot, André Perreault, 4680 Montclair, both lawyers of Montreal, and Guy Tremblay office manager 10817 St-Julien, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as electricians and to deal in and repair all electrical appliances and accessories, under the name of "Maurice Bourbonnais ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and into 600 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 210 Guizot Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3693-67

Cable Realty Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1967, constituant en corporation: Harold Philip Gordon, avocat, Margot Mary Quinn, et Denise-Marie Landry, ces deux dernières secrétaires, célibataires, tous trois de 1155 ouest, boulevard Dorchester, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de biens immobiliers, sous le nom de « Cable Realty Ltd. », avec un capital total de $300,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 295,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3718-67

Cable Realty Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harold Philip Gordon, advocate, Margot Mary Quinn, and Denise-Marie Landry, the latter two secretaries, spinsters, all three of 1155 Dorchester Boulevard West, Montreal, for the following purposes:

To deal in immoveable property, under the name of "Cable Realty Ltd.", with a total capital stock of $300,000, divided into 5,000 common shares of the par value of $1 each and 295,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3718-67

Camp Olympique de Tir à la Volée du Québec inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Léopold Forté, courtier en immeuble, 5833, Pierre-Bédard, Pascal Musachio, manufacturier de fer ornemental, 2730, Charland, Michel Diodati, maître barbier, 9357, des Prairies, Stéfano Ceccarelli, constructeur, 9018, Jeanne-Mance, Gaston Volpato, gérant de produits de charcuterie, 7517, Champagneur, Gilles Barrette, distributeur d'huile, 5960, boulevard Pie IX, tous six de Montréal, Luc Geoffroy, avocat, 821, boulevard Briand, Chambly, Yves Forté, manufacturier de fourrure, 376, Notre-Dame-de-Fatima, Laval, et Nicholas Forgacs, géologiste, 2980, Provost, Lachine, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif et promouvoir en particulier le sport du tir à la volée, sous le nom de « Camp Olympique de Tir à la Volée du Québec inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $50,000.

Le siège social de la corporation est 5e avenue, Sainte-Anne-des-Plaines, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3436-67

Camp Olympique de Tir à la Volée du Québec inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Léopold Forté, real estate broker, 5833 Pierre-Bédard, Pascal Musachio, ornamental iron manufacturer, 2730 Charland, Michel Diodati, master barber, 9357 des Prairies, Stéfano Ceccarelli, builder, 9018 Jeanne-Mance, Gaston Volpato, pork-butchery products manager, 7517 Champagneur, Gilles Barrette, oil distributor, 5960 Pie IX Blvd., all six of Montreal, Luc Geoffroy, advocate, 821 Briand Blvd., Chambly, Yves Forté, furrier, 376 Notre-Dame-de-Fatima, Laval, and Nicholas Forgacs, geologist, 2980 Provost, Lachine, for the following purposes:

To form and direct a sports club, and to promote, in particuler, skeet shooting, under the name of "Camp Olympique de Tir à la Volée du Québec inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $50,000.

The head office of the corporation is at 5th Ave., Sainte-Anne-des-Plaines, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3436-67

Canarondack Quarries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1967, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, Iona, Irving L. Adessky, 56, Heath Place, tous deux avocats, de Montréal, et Dionysia Zerbisias, avocate, célibataire, 5525, Westbourne, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une carrière et toutes les activités incidentes et connexes, sous le nom de « Canarondack Quarries Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3721-67

Canarondack Quarries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona, Irving L. Adessky, 56 Heath Place, both advocates, of Montreal, and Dionysia Zerbisias, advocate, spinster, 5525 Westbourne, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a quarry and all activities incidental and related thereto, under the name of "Canarondack Quarries Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3721-67

Chez Garnier ltée
House of Garnier Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1967, constituant en corporation: Barry H. Shapiro, 5367, Westmore, Theodore H. Shapiro, 5175, Côte St-Luc, app. 15, Earl S. Cohen, 5475, Rosedale, app. 304, tous trois de Montréal, et Charles E. Flam, 5782, Trinity, Côte Saint-Luc, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter un ou des magasins de robes, sous le nom de « Chez Garnier ltée — House of Garnier Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $1 chacune et 3,990 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3617-67

Chez Garnier ltée
House of Garnier Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Barry H. Shapiro, 5367 Westmore, Theodore H. Shapiro, 5175 Côte St. Luc, Apt. 15, Earl S. Cohen, 5475 Rosedale, Apt. 304, all three of Montreal, and Charles E. Flam, 5782 Trinity, Côte Saint-Luc, all four advocates, for the following purposes:

To own and operate a dress shop or shops, under the name of "Chez Garnier ltée — House of Garnier Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $1 each and 3,990 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3617-67

Cinéma V ltée
Cinéma V Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1967, constituant en corporation: Charles Wolfson, avocat et conseil en Loi de la reine, 4865, chemin Queen Mary, app. 17, Richard Boucher, courtier en immeuble, 6625, 33e avenue, et Isabel Brodeur, secrétaire, fille majeure, 3456, rue Aylmer, app. 12, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des théâtres, cinémas, hippodromes, salles de concert et places d'amusement, sous le nom de « Cinéma V ltée — Cinéma V Ltd. », avec un capital total de $350,000, divisé en 3,500 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1204 est, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3719-67

Cinéma V ltée
Cinéma V Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Charles Wolfson, advocate and Queen's Counsel, 4865 Queen Mary Road, Apt. 17, Richard Boucher, realtor, 6625, 33rd Avenue, and Isabel Brodeur, secretary, spinster of the full age of majority, 3456 Aylmer Street, Apt. 12, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate theatres, movie houses, hippodromes, concert halls and places of amusement, under the name of "Cinéma V ltée — Cinéma V Ltd.", with a total capital stock of $350,000, divided into 3,500 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 1204 St. Catherine Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3719-67

Club de Hockey Senior de Drummondville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1967, constituant en corporation: Mireille Gaudet, épouse séparée de biens de Réginald Ruest, 701a, St-Pierre, Cécile Caron, épouse séparée de biens de Auguste Houde, 302, Laurier, Lucille Desmarais, épouse séparée de biens de Lucien Allie, 1375, Mayrand, toutes trois secrétaires, Paul Chassé, avocat, et Louise Couture, institutrice, épouse séparée de biens dudit Paul Chassé, ces deux derniers de 331, Celanese, tous cinq de Drummondville, pour les objets suivants:

Former et exploiter un ou plusieurs clubs de hockey professionnels ou amateurs, sous le nom de « Club de Hockey Senior de Drummondville inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 800 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Drummondville, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3702-67

Club de Hockey Senior de Drummondville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mireille Gaudet, wife separate as to property of Réginald Ruest, 701a St-Pierre, Cécile Caron, wife separate as to property of Auguste Houde, 302 Laurier, Lucille Desmarais, wife separate as to property of Lucien Allie, 1375 Mayrand, all three secretaries, Paul Chassé, advocate, and Louise Couture, teacher, wife separate as to property of the said Paul Chassé, the two latter of 331 Celanese, all five of Drummondville, for the following purposes:

To operate one or several professional or amateur hockey clubs, under the name of "Club de Hockey Senior de Drummondville inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 800 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Drummondville, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3702-67

Club de Hockey Shawinigan inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Joseph Lavallée, officier de placement, 53, Spruce, app. 7, Guy Chrétien, pharmacien, 541, Station, Jules Suzor, officier de bureau, 2182, de la Montagne, Charles-Auguste Trudel, entrepreneur-peintre, 2682, rue Georges, Réal Héroux, imprimeur, 2652, Georges, tous cinq de Shawinigan, Paul Robert, hôtelier, Sainte-Thècle, Fernand Boucher, administrateur agréé, 440, des Laurentides, Saint-Gérard-des-Laurentides, Émilien Houde, courtier en valeurs mobilières, 840, 6e avenue, Grand'Mère, et Gérard Boisvert, agent distributeur, 2920, boulevard Ste-Marguerite, Saint-Maurice, pour les objets suivants:

Former et exploiter un club sportif et promouvoir en particulier le sport du hockey, sous le nom de « Club de Hockey Shawinigan inc. »,

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $20,000.

Le siège social de la corporation est Auditorium municipal de la cité de Shawinigan, district judiciaire de Saint-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3544-67

Club de Hockey Shawinigan inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Joseph Lavallée, employment officer, 53 Spruce, Apt. 7, Guy Chrétien, pharmacist, 541 Station, Jules Suzor, office agent, 2182 de la Montagne, Charles-Auguste Trudel, contractor-painter, 2682 Georges Street, Réal Héroux, printer, 2652 Georges, all five of Shawinigan, Paul Robert, innkeeper, Sainte-Thècle, Fernand Boucher, chartered administrator, 440 des Laurentides, Saint-Gérard-des-Laurentides, Émilien Houde real estate broker, 840, 6th Avenue, Grand-Mère, and Gérard Boisvert, distributing agent, 2920 Ste-Marguerite Boulevard, Saint-Maurice, for the following purposes:

To form and operate a sports club and to promote hockey in particular, under the name of "Club de Hockey Shawinigan inc.".

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $20,000.

The head office of the corporation is at the Municipal Auditorium of the city of Shawinigan, judicial district of Saint-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3544-67

Club Optimiste Orsainville, Québec
Optimist Club of Orsainville, Quebec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Armand Létourneau, secrétaire-trésorier, 4417, des Lierres, Réal Savard, 2426, des Pruches, et Laurent Lavoie, 1445, rue Maine, ces deux derniers courtiers d'assurances, tous trois d'Orsainville, pour les objets suivants:

Club Optimiste Orsainville, Québec
Optimist Club of Orsainville, Quebec

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Armand Létourneau, secretary-treasurer, 4417 des Lierres, Réal Savard, 2426 des Pruches, and Laurent Lavoie, 1445 Maine St., the two latter insurance brokers, all three of Orsainville, for the following purposes:

Développer l'optimisme comme philosophie de la vie, sous le nom de « Club Optimiste Orsainville, Québec — Optimist Club of Orsainville, Quebec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $200,000.

Le siège social de la corporation est à Orsainville, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3596-67

To develop optimism as a philosophy of life, under the name of "Club Optimiste Orsainville, Québec — Optimist Club of Orsainville, Quebec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation is at Orsainville, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3596-67

Club récréatif Shawlab
Shawlab Recreational Club

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Elphège Beaulieu, technologue, 1010, avenue Dawson, Dorval, Anthony Rustin, ingénieur en recherches, 162, avenue Coolbreeze, Louis Carbonneau, technologue, 66, avenue Aurora, Émile Moreau, technicien, 23, avenue Parkland, Max Hahto, chimiste en recherches, 71, avenue Pardo, tous quatre de Pointe-Claire, Arnold da Costa, chimiste en recherches, 291, Bellevue Drive, Pincourt, Maurice Francoeur, 376, rue Ranger, Denis Guimond, 300, rue Chicoine, tous deux techniciens, de Dorion, Glen Moore, chimiste, 462, Place Oakville, Dollard-des-Ormeaux, Raymond Lanthier, chef de groupe en recherches, 10408, rue Belvedère, Pierrefonds, et Huguette Bruneau, secrétaire, fille majeure, 1, Chemin de la Baie, Vaudreuil, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger un club pour les commodités, le divertissement et les facilités des membres de la corporation et autres, sous le nom de « Club récréatif Shawlab — Shawlab Recreational Club ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder ou détenir, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est à Chemin Ste-Marie, Sainte-Anne-de-Bellevue, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 2269-67

Shawlab Recreational Club

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Elphège Beaulieu, technologist, 1010 Dawson Avenue, Dorval, Anthony Rustin, research engineer, 162 Coolbreeze Avenue, Louis Carbonneau, technologist, 66 Aurora Avenue, Émile Moreau, technician, 23 Parkland Avenue, Max Hahto, research chemist, 71 Pardo Avenue, all four of Pointe-Claire, Arnold da Costa, research chemist, 291 Bellevue Drive, Pincourt, Maurice Francoeur, 376 Ranger Street, Denis Guimond, 300 Chicoine Street, both technicians, of Dorion, Glen Moore, chemist, 462 Oakville Place, Dollard-des-Ormeaux, Raymond Lanthier, research group leader, 10408 Belevedere Street, Pierrefonds, and Huguette Bruneau, secretary, fille majeure, 1 Chemin de la Baie, Vaudreuil, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a club for the accommodation, recreation and convenience of the members of the corporation and others, under the name of "Club récréatif Shawlab — Shawlab Recreational Club".

The amount to which the value of the immoveable property which may be owned or held by the corporation is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation is at Chemin Ste-Marie, Sainte-Anne-de-Bellevue, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 2269-67

Club social l'Adagio inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Donat Garneau, commis-voyageur, 5421, Royale, André Paré, barbier, 5325, Royale, et Pierre Lefrançois, commis de bureau, 2, de l'Église, tous trois de Saint-Jean-de-Boischatel, pour les objets suivants:

Établir et opérer un club social pour la récréation et la détente de l'esprit et du corps de ses membres et de leurs invités, sous le nom de « Club social l'Adagio inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $18,000.

Le siège social de la corporation est à Saint-Jean-de-Boischatel, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3722-67

Club social l'Adagio inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Donat Garneau, travelling salesman, 5421 Royale, André Paré, barber, 5325 Royale, and Pierre Lefrançois, office clerk, 2 de l'Église, all three of Saint-Jean-de-Boischatel, for the following purposes:

To establish and operate a social club for the mental and physical recreation and relaxation of its members and their guests, under the name of "Club social l'Adagio inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $18,000.

The head office of the corporation is at Saint-Jean-de-Boischatel, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3722-67

Club social Pie IX inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Lamarre, juge municipal à sa retraite, 6805, 21e avenue, Albert Trudeau, 6460, 9e avenue, Marcel Couture, 5494, Bélanger est, tous deux marchands, Joseph Prescott, voyageur de commerce, 5857, Cartier, Ubald St-Vincent, hôtelier, 5724, Pie IX, Roger Laframboise, gérant, 5726, Pie IX, Gilles Bellemare, vendeur, 4235, Bélanger, Gaston Lafranchise, professeur, 4103, Mentana, Robert Villeneuve, épicier, 4368, Jeanne-d'Arc, et Albert Lefebvre, courtier en assurances, 6010, 40e avenue, tous dix de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et exploiter un club social pour la récréation et la détente de l'esprit et du corps de ses membres et leurs invités, sous le nom de « Club social Pie IX inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation est 4041, boulevard Rosemont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3742-67

Concorde Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1967, constituant en corporation: J. Roy Hoffman, avocat et conseil en Loi de la reine, 5615, Pinedale, Côte Saint-Luc, Oscar Respitz, 4945, Glencairn, Montréal, et Sydney B. Sederoff, 80, Crestwood, Montréal Ouest, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'appareils de radio, de télévision, de stereo, de phonographes, équipement et machinerie de bureau et de maison, équipement communications audio-visuels, sous le nom de « Concorde Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 390 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3648-67

La Corporation d'Épargne de Laval ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 18e jour de juillet 1967, constituant en corporation: René Laflamme, courtier d'assurances, 8405, 5e avenue, Denis Pitre, inspecteur pour les Caisses populaires, 8595, Robert, Armand Desmarais, pharmacien, 8640, Robert, Yves Legault, notaire, 670, Gentilly, tous quatre de Laval, et Marcel Provost, marchand, 7141, 15e avenue, Saint-Michel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « La Corporation d'Épargne de Laval ltée », avec un capital total de $250,000, divisé en 6,000 actions classe « A » de $25 chacune, 2,000 actions classe « B » de $25 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $25 chacune.

Club social Pie IX inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Roland Lamarre, Municipal Judge on his pension, 6805, 21st Avenue, Albert Trudeau, 6460, 9th Avenue, Marcel Couture, 5494 Bélanger East, both traders, Joseph Prescott, travelling agent, 5857 Cartier, Ubald St-Vincent, innkeeper, 5724 Pie IX, Roger Laframboise, manager, 5726 Pie IX, Gilles Bellemare, salesman, 4235 Bélanger, Gaston Lafranchise, professor, 4103 Mentana, Robert Villeneuve, grocer, 4368 Jeanne-d'Arc, and Albert Lefebvre, insurance broker, 6010, 40th Avenue, all ten of Montreal, for the following purposes:

To establish and direct a social club for the recreation and relaxation of the spirit and mind of its members and their guests, under the name of "Club social Pie IX inc.".

The amount to which is limited the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $100,000.

The head office of the corporation is at 4041 Rosemont Boulevard, Montreal, judicial distrcit of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3742-67

Concorde Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: J. Roy Hoffman, advocate and Queen's Counsel, 5615 Pinedale, Côte Saint-Luc, Oscar Respitz, 4945 Glencairn, Montreal, and Sydney B. Sederoff, 80 Crestwood, Montreal West, the latter two advocates, for the following purposes:

To manufacture and deal in radio, television, phonograph, stereo equipment, office and home equipment and machinery, audio-visual equipment and communications, under the name of "Concorde Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 390 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3648-67

La Corporation d'Épargne de Laval ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: René Laflamme, insurance broker, 8405, 5th Ave., Denis Pitre, Caisses populaires inspector, 8595 Robert, Armand Desmarais, pharmacist, 8640 Robert, Yves Legault, notary, 670 Gentilly, all four of Laval, and Marcel Provost, merchant, 7141, 15th Ave., Saint-Michel, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "La Corporation d'Épargne de Laval ltée", with a total capital stock of $250,000, divided into 6,000 class "A" shares of $25 each, 2,000 class "B" shares of $25 each and 2,000 preferred shares of $25 each.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 2102-67

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 2102-67

La Corporation du Centre d'Accueil de Lachine
The Corporation of the Lachine Senior Citizens' Home

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Guy Chartier, industriel, 540, 19e avenue, Michel Trépanier, notaire, 45, 19e avenue, et J.-Edmond Gagnon, avocat, 3935, rue Victoria, tous trois de Lachine, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes, un foyer leur permettant de vivre en toute sécutité et dans l'atmosphère d'un veritable esprit de famille, sous le nom de « La Corporation du Centre d'Accueil de Lachine — The Corporation of the Lachine Senior Citizens' Home ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $4,000,000.

Le siège social de la corporation est à Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3133-67

La Corporation du Centre d'Accueil de Lachine
The Corporation of the Lachine Senior Citizens' Home

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Jean-Guy Chartier, industrialist, 540, 19th Ave., Michel Trépanier, notary, 45, 19th Ave., and J.-Edmond Gagnon, advocate, 3935 Victoria St., all three of Lachine, for the following purposes:

To give aged couples and aged persons of both sexes, a home permitting them to live in safety and in the atmosphere of a true family spirit, under the name of "La Corporation du Centre d'Accueil de Lachine — The Corporation of the Lachine Senior Citizens' Home".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is $4,000,000.

The head office of the corporation is at Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3133-67

Delta Clothing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1967, constituant en corporation: Mathias Kozina, 150, Ashton, Saint-Laurent, Roger Craig, 68, Courcelette, Outremont, tous deux avocats, et Liliane Azar, secrétaire, célibataire, 3594, boulevard Rosemont, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fabricants de vêtements et d'articles vestimentaires de toutes sortes, sous le nom de « Delta Clothing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3709-67

Delta Clothing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mathias Kozina, 150 Ashton, Saint-Laurent, Roger Craig, 68 Courcelette, Outremont, both lawyers, and Liliane Azar, secretary, spinster, 3594 Rosemont Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers of clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Delta Clothing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3709-67

Les Distributeurs de bois St-Laurent inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1967, constituant en corporation: Henri Beaudry, 159, Principale, Saint-Romuald-d'Etchemin, Gabrielle Vallée, 798, de Longpré, Sainte-Foy, et Gaston Michaud, 6835, Place Boivin, Charlesbourg, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les Distributeurs de bois St-Laurent inc. », avec un capital total de $300,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 590 actions privilégiées de $500 chacune.

Les Distributeurs de bois St-Laurent inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri Beaudry, 159 Main, Saint-Romuald-d'Etchemin, Gabrielle Vallée, 798 de Longpré, Sainte-Foy, and Gaston Michaud, 6835 Place Boivin, Charlesbourg, all three advocates, for the following purposes:

The lumber industry and business, under the name of "Les Distributeurs de bois St-Laurent inc.", with a total capital stock of $300,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 590 preferred shares of $500 each.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3678-67

Dorais & Dorais inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1967, constituant en corporation: Michel Dorais, marchand, Pierrette David, ménagère, épouse séparée de biens dudit Michel Dorais, tous deux de 100, rue Nicholson, et Gaston Dorais, marchand, 128, rue Académie, tous trois de Salaberry-de-Valleyfield, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce de toutes sortes d'accessoires pour fins domestiques ou commerciales, sous le nom de « Dorais & Dorais inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 293, chemin Larocque, Salaberry-de-Valleyfield, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3288-67

Drali inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1967, constituant en corporation: Jean-Guy, avocat, 5400, rue De Louisbourg, Marie Gazo, 1931, rue Sauriol est, Jacqueline Thibaudeau, 9415, rue Basile-Routhier, et Gisèle Royer, 6041, rue Émile-Nelligan, ces trois dernières secrétaires, filles majeures, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Drali inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagne est 1, Place Ville Marie, Chambre 1901, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3607-67

Electri-Test inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1967, constituant en corporation: Noël Roméo, maître-électricien, 5450, boulevard Pie IX, Gabriel Laganière ingénieur-électricien, 5985, 36e avenue, Jacques Goutier, électricien, 1724, Jacques-Le Maistre, tous trois de Montréal, Fernand Roméo, administrateur, 64, rue Parissi, Laval, et J.-Jacques Crôteau, avocat, 8281, rue du Mail, Anjou, pour les objets suivants:

Établir et maintenir un laboratoire et un bureau pour opérations de recherche scientifique et d'étude dans le domaine de l'électricité, sous le nom de « Electri-Test inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 15,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune et en 25,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $1 chacune.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3678-67

Dorais & Dorais inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michel Dorais, merchant, Pierrette David, housewife, wife separate as to property of the said Michel Dorais, both of 100 Nicholson, and Gaston Dorais, merchant, 128 Académie St., all three of Salaberry-de-Valleyfield, for the following purposes:

To carry on business as electricians, and to deal in all kinds of appliances for domestic or commercial purposes, under the name of "Dorais & Dorais inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 293 Larocque Road, Salaberry-de-Valleyfield, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3288-67

Drali inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Guy, advocate, 5400 De Louisbourg St., Marie Gazo, 1931 Sauriol St. East, and Jacqueline Thibaudeau, 9415 Basile-Routhier St., and Gisèle Royer, 6041 Émile-Nelligan St., the three latter secretaries, filles majeures, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Drali inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Room 1901, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3607-67

Electri-Test inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Noël Roméo, master electrician, 5450 Pie IX Blvd., Gabriel Laganière, electrical engineer, 5985, 36th Ave., Jacques Goutier, electrician, 1724 Jacques-Le Maistre, all three of Montreal, Fernand Roméo, administrator, 64 Parissi St., Laval, and J.-Jacques Crôteau, advocate, 8281 du Mail St., Anjou, for the following purposes:

To establish and administrate a laboratory and an office for scientific research and study in the field of electricity, under the name of "Electri-Test inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 15,000 common shares of a nominal value of $1 each and 25,000 preferred shares of a nominal value of $1 each.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3459-67

Eltech Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Conrad Shatner, avocat, 4725, avenue Fulton, Anne Neaman, 4825, Maplewood, tous deux de Montréal, et Jo Ann Israel, 3606, The Boulevard, Westmount, ces deux dernières secrétaires, célibataires, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'appareils et machinerie électriques, sous le nom de « Eltech Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $10 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3775-67

Les Entreprises Baril & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1967, constituant en corporation: Bernard Baril, Denis Baril, tous deux commerçants, et Huguette Baril, commerçante, fille majeure, tous trois de Princeville, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Les Entreprises Baril & fils inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 25,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Princeville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3574-67

Les Entreprises Ravenelle, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1967, constituant en corporation: Jean Ravenelle, pharmacien, Andrée David, ménagère, épouse dudit Jean Ravenelle, tous deux de 465, Sylvestre, et Louise Ravenelle, secrétaire, fille majeure, 1091, Girouard, tous trois de Saint-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de tous produits, articles et marchandises et exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Les Entreprises Ravenelle, ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 9,800 actions privilégiées classe "A" de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 465, rue Sylvestre, Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3730-67

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3459-67

Eltech Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Conrad Shatner, attorney, 4725 Fulton Avenue, Anne Neaman, 4825 Maplewood, both of Montreal, and Jo Ann Israel, 3606 The Boulevard, Westmount, the latter two secretaries, spinsters, for the following purposes:

To manufacture and deal in electrical apparatus and machinery, under the name of "Eltech Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3775-67

Les Entreprises Baril & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard Baril, Denis Baril, both traders, and Huguette Baril, trader, fille majeure, all three of Princeville, for the following purposes:

The industry and business dealing of wood, under the name of "Les Entreprises Baril & fils inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 25,000 common shares of $1 each and into 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Princeville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3574-67

Les Entreprises Ravenelle, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Ravenelle, pharmacist, Andrée David, housewife, wife of said Jean Ravenelle, both of 465 Sylvestre, and Louise Ravenelle, secretary, fille majeure, 1091 Girouard, all three of Saint-Hyacinthe, for the following purposes:

To manufacture and deal in all products, articles and merchandise and to operate a holding, investment and management company, under the name of "Les Entreprises Ravenelle, ltée", with a total capital stock of $100,000, divised into 100 common shares of $10 each, 9,800 preferred class "A" shares of $10 each and into 1,000 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 465 Sylvestre Street, Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3730-67

Les Entreprises Yvan incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1967, constituant en corporation: Yvan Joyal, assistant-gérant, Hélène Bourgoing, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Yvan Joyal, tous deux de 6454, Des Ormeaux, Anjou, et Roland Joyal, gérant d'hôtel, Wakefield, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants, grills et cocktail lounges, sous le nom de « Les Entreprises Yvan incorporée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2310, boulevard Marie-Victorin, Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3636-67

Les Entreprises Yvan incorporée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvan Joyal, assistant manager, Hélène Bourgoing, housewife, wife contractually separate as to property of the said Yvan Joyal, both of 6454 Des Ormeaux, Anjou, and Roland Joyal, hotel manager, Wakefield, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, restaurants, grills and cocktail lounges, under the name of "Les Entreprises Yvan incorporée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 2310 Marie-Victorin Blvd., Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3636-67

Eyton-Jones & Inglis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1967, constituant en corporation: Daniel Morris, 6165, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, Irving Halperin, 5609, chemin Queen Mary, Hampstead, tous deux avocats, Phyllis Stern, secrétaire, épouse séparée de biens de Allen Yaphe, 2200, rue Gold, Saint-Laurent, et Georgette Lavoie, secrétaire, fille majeure, 9340, Lajeunesse, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Eyton-Jones & Inglis Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 831, boulevard Décarie, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3740-67

Eyton-Jones & Inglis Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Daniel Morris, 6165 Notre-Dame-de-Grâce, Montreal, Irving Halperin, 5609 Queen Mary Road, Hampstead, both advocates, Phyllis Stern, secretary, wife separate as to property of Allen Yaphe, 2200 Gold Street, Saint-Laurent, and Georgette Lavoie, secretary, fille majeure, 9340 Lajeunesse, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Eyton-Jones & Inglis Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at 831 Décarie Boulevard, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3740-67

N. Faucher ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, 5872, Ferncroft, Asher Kahn, 489, Dufferin, tous deux de Hampstead, et Irving Narvey, 2300, Gold, Saint-Laurent, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de meubles et nouveautés de toute description, sous le nom de « N. Faucher ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3774-67

N. Faucher ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Yanofsky, 5872 Ferncroft, Asher Kahn, 489 Dufferin, both of Hampstead, and Irving Narvey, 2300 Gold, Saint-Laurent, all three advocates, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of every description, under the name of "N. Faucher ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3774-67

Fonds Laval inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Fonds Laval inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1967, have been issued

patentes, en date du 7e jour d'août 1967, constituant en corporation: Claude Lefebvre, 600, Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697, Auteuil, tous deux de Laval, et Jacques Mochon, 1458, Bennett, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction et de placement, sous le nom de « Fonds Laval inc. », avec un capital total de $700,000, divisé en 14,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de $10 chacune et en 56,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3653-67

G. C. G. ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1967, constituant en corporation: Claude de Carufel, 5955, rue Gérin-Lajoie, Gilles Archambault, Le Cartier, rue Sherbrooke ouest, tous deux de Montréal, et Gérard Thibault, 1985, boulevard Laurier, Sillery, tous trois hommes d'affaires, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « G. C. G. ltée », avec un capital divisé en 1,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3399-67

Grinstein Trading Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1967, constituant en corporation: Ernest James Lattimer, 10, avenue Rosemont, Joseph Seymour Blumer, 225, avenue Oliver, tous deux avocats, de Westmount, Fleurange Décarie, secrétaire, célibataire, 1710 ouest, Dorchester, Montréal, et Pearl Steels, secrétaire, épouse séparée de biens de Edwyn Ewart Steels, 545, avenue Springfield, Greenfield Park, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de marchandises, articles et produits, sous le nom de « Grinstein Trading Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3643-67

Honest Maurice Department Store Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1967, constituant en corporation: Morris Winer, 1380, Franklyn Drive, Max Winer, 1354, boulevard Normandie, tous deux marchands, de Laval, et Henry Nevard, avocat, 4377, avenue Westmount, Westmount, pour les objets suivants:

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Lefebvre, 600 Fontainebleau, Jean-Claude Mercure, 697 Auteuil, both of Laval, and Jacques Mochon, 1458 Bennett, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction and investment company, under the name of "Fonds Laval inc.", with a total capital stock of $700,000, divided into 14,000 class "A" shares of a nominal value of $10 each and 56,000 class "B" shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3653-67

G. C. G. ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude de Carufel, 5955 Gérin-Lajoie St., Gilles Archambault, Le Cartier, Sherbrooke St. West, both of Montreal, and Gérard Thibault, 1985 Laurier Blvd., Sillery, all three businessmen, for the following purposes:

To carry on business as retaurateurs, under the name of "G. C. G. ltée", with a capital stock divided into 1,000 shares of no nominal value.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3399-67

Grinstein Trading Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ernest James Lattimer, 10 Rosemount Avenue, Joseph Seymour Blumer, 225 Oliver Avenue, both advocates, of Westmount, Fleurange Décarie, secretary, spinster, 1710 Dorchester West, Montreal, and Pearl Steels, secretary, wife separate as to property of Edwyn Ewart Steels, 545 Springfield Avenue, Greenfield Park, for the following purposes:

To deal in all types of goods, wares and merchandise, under the name of "Grinstein Trading Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3643-67

Honest Maurice Department Store Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Morris Winer, 1380 Franklyn Drive, Max Winer, 1354 Normandie Boulevard, both merchants, of Laval, and Henry Nevard, advocate, 4377 Westmount Avenue, Westmount, for the following purposes:

Exercer le commerce d'un magasin à rayons, sous le nom de « Honest Maurice Department Store Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 190 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2017 est, avenue Mont Royal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3739-67

Hymus Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1967, constituant en corporation: Lazarus L. Tinkoff, 250, avenue Clark, Westmount, Donald W. Seal, 371, Alexis-Nihon, Saint-Laurent, David Goldenblatt, 7925, chemin Kingsley, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, et Ben H. Lechter, bijoutier, 2015, rue Drummond, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble et de placement, sous le nom de « Hymus Development Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2015, rue Drummond, suite 300, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3776-67

Lador Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1967, constituant en corporation: Alan M. Stein, 5042, Ponsard, Montréal, Gordon E. Naimer, 4667, Vézina, Hampstead, tous deux avocats, et Pat Patterson, administrateur de ventes, 2168, Addington, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'achat et de vente d'équipement de toute description, sous le nom de « Lador Equipment Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3652-67

Maurice Lahoud Ford Vente & Service inc.
Maurice Lahoud Ford Sale & Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1967, constituant en corporation: Maurice Lahoud, homme d'affaires, Marie Farrah, ménagère, épouse commune en biens dudit Maurice Lahoud, tous deux de 1283, Place de Mérici, et Maurice Jacques, avocat, 1251, de Beauville, tous trois de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

To carry on the business of a departmental store, under the name of "Honest Maurice Department Store Ltd.", with a total capital stock of $20,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 190 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 2017 Mount Royal Avenue East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3739-67

Hymus Development Corp.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lazarus L. Tinkoff, 250 Clark Avenue, Westmount, Donald W. Seal, 371 Alexis-Nihon, Saint-Laurent, David Goldenblatt, 7925 Kingsley Road, Côte Saint-Luc, all three advocates, and Ben H. Lechter, jeweller, 2015 Drummond Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a realty and investment company, under the name of "Hymus Development Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 3,900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2015 Drummond Street, Room 300, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3776-67

Lador Equipment Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alan M. Stein, 5042 Ponsard, Montreal, Gordon E. Naimer, 4667 Vézina, Hampstead, both advocates, and Pat Patterson, sales executive, 2168 Addington, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of buying and selling equipment of every description, under the name of "Lador Equipment Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 30,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3652-67

Maurice Lahoud Ford Vente & Service inc.
Maurice Lahoud Ford Sale & Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Lahoud, businessman, Marie Farrah, housewife, wife common as to property of the said Maurice Lahoud, both of 1283 Place de Mérici, and Maurice Jacques, advocate, 1251 de Beauville, all three of Sainte-Foy, for the following purposes:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines, bateaux, appareils de vol et autres véhicules et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Maurice Lahoud Ford Vente & Service inc.— Maurice Lahoud Ford Sale & Service Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et 6,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2145, boulevard Charest ouest, Sainte-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3658-67

To carry on business as garagemen, and to deal in automobiles, motors, machines, boats, flying apparatus and other vehicles, and in all their accessories and parts, under the name of "Maurice Lahoud Ford Vente & Service inc.— Maurice Lahoud Ford Sale & Service Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 6,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2145 Charest Blvd. West, Sainte-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3658-67

Lake Chevrolet Oldsmobile Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1967, constituant en corporation: Alan Z. Golden, 625, rue Milton, Montréal, Daniel S. Miller, 5714, Edgemore, Côte Saint-Luc, tous deux avocats, et Helen Marshall, secrétaire, fille majeure, 5339, chemin Côte St-Luc, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme garagistes et exercer l'industrie et le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires et pièces, sous le nom de « Lake Chevrolet Oldsmobile Inc. », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Hudson, district judiciaire de Beauharmois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3736-67

Lake Chevrolet Oldsmobile Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Alan Z. Golden, 625 Milton Street, Montreal, Daniel S. Miller, 5714 Edgemore, Côte Saint-Luc, both advocates, and Helen Marshall, secretary, fille majeure, 5339 Côte St. Luc Road, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to manufacture and deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories and parts, under the name of "Lake Chevrolet Oldsmobile Inc.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company is at Hudson, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3736-67

Camille Laliberté inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Gilles Bertrand, 5640, avenue Decelles, Jean Guy, 5400, de Louisbourg, tous deux de Montréal, et Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, Mont-Royal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes, volailles et vivres d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « Camille Laliberté inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Élie-d'Orford, district judiciaire de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3799-67

Camille Laliberté inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Bertrand, 5640 Decelles Avenue, Jean Guy, 5400 de Louisbourg, both of Montreal, and Claude-E. Leduc, 105 Beverley Avenue, Mount Royal, all three lawyers, for the following purposes:

To deal in food products, grocers, meats, poultries and provisions of all kinds, under the name of "Camille Laliberté inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 common shares of $1 each.

The head office of the company is at Saint-Élie-d'Orford, judicial district of Saint Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3799-67

Laurendeau Entreprise ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1967, constituant en corporation: Edgar Laurendeau, entrepreneur, Viviane Boursier, ménagère, épouse commune en biens dudit Edgar Laurendeau, et Lucille Laurendeau, vendeuse, fille majeure, tous trois de Saint-Michel, comté de Bellechasse, pour les objets suivants:

Laurendeau Entreprise ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Edgar Laurendeau, contractor, Viviane Boursier, housewife, wife common as to property of said Edgar Laurendeau, and Lucille Laurendeau, saleswoman, fille majeure, all three of Saint-Michel, county of Bellechasse, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Laurendeau Entreprise ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Michel, comté de Bellechasse, district judiciaire de Montmagny.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3549-67

Manard Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1967, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 4681, avenue Westmount, Westmount, Jean Glushik, et Céline Trudeau, ces deux dernières secrétaires, célibataires, 5, Place Ville Marie, suite 445, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement, sous le nom de « Manard Holdings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 9,900 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune, 100 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 3300, rue Sartelon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3621-67

Roger Martin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1967, constituant en corporation: Roger Martin, dessinateur, Magloire Martin, et Claude Martin, ces deux derniers coupeurs, tous trois de 11715, rue Georges-Pichet, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Roger Martin inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3695-67

Mazza Pizza Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1967, constituant en corporation: Donald W. Seal, 371, Alexis-Nihon, Gary Moscowitz, 260, St-Aubin, tous deux de Saint-Laurent, et David Goldenblatt, 7925, Kingsley, Côte Saint-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Mazza Pizza Inc. », avec un capital

To carry on business as general building constructors and contractors, under the name of "Laurendeau Entreprise ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Michel, county of Bellechasse, judicial district of Montmagny.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3549-67

Manard Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Monet, advocate, 4681 Westmount Avenue, Westmount, Jean Glushik, and Céline Trudeau, the latter two secretaries, spinsters, of 5 Place Ville Marie, Suite 445, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Manard Holdings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 9,900 class "A" shares of the par value of $1 each, 100 class "B" shares of the par value of $1 each and 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

The head office of the company is at 3300 Sartelon Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3621-67

Roger Martin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Martin, designer, Magloire Martin, and Claude Martin, the latter two cutters, all three of 11715 Georges-Pichet Street, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Roger Martin inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of $100 each and into 2,000 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3695-67

Mazza Pizza Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald W. Seal, 371 Alexis-Nihon, Gary Moscowitz, 260 St. Aubin, both of Saint-Laurent, and David Goldenblatt, 7925 Kingsley, Côte Saint-Luc, all three attorneys, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Mazza Pizza Inc.", with a total

total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2731, Springland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3672-67

R. Ménard & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1967, constituant en corporation: Henri-Paul Lemay, 426, Champagneur, Outremont, Jean Rivard, 20, Place Côte Vertu, Saint-Laurent, tous deux avocats, et Micheline Corbeil, avocate, fille majeure, 2540, chemin Côte Sainte-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des épiceries, boucheries, super marchés, restaurants et magasins généraux, sous le nom de « R. Ménard & fils inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $1 chacune, 970 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Huntingdon, district judiciaire de Beauharnois.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3661-67

Mored Outlet Store Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1967, constituant en corporation: Leonard Simcoe, avocat, 2787, Benjamin-Sulte, Bessie Peters, secrétaire, épouse séparée de biens de Dave Peters, 3805, avenue Dupuis, et Doreen Applebaum, secrétaire, célibataire, 5608 nord, avenue Wolseley, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de nouveautés, coupons et autres accessoires de tous genres, sous le nom de « Mored Outlet Store Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3673-67

Moulées Dominic inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Georges Wurtele, avocat, 32, Blainville est, Sainte-Thérèse, Michel Hétu, notaire, 10, rue Féré, Saint-Eustache, et Yvette Fortin, secrétaire, fille majeure, 120, Équerre, Laval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de grains, céréales, moulées ou produits agricoles de toutes sortes, sous le nom de « Moulées Dominic inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $5 chacune et en 390 actions privilégiées de $100 chacune.

capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $1 each and 3,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2731 Springland, Montreal, judicial district of Montrea.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3672-67

R. Ménard & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Henri-Paul Lemay, 426 Champagneur, Outremont, Jean Rivard, 20 Place Côte Vertu, Saint-Laurent, both lawyers, and Micheline Corbeil, lawyer, fille majeure, 2540 Côte Sainte-Catherine Road, Montreal, for the following purposes:

To operate groceries, butcheries, super markets, restaurants and general stores, under the name of "R. Ménard & fils inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $1 each, 970 preferred class "A" shares of a nominal value of $100 each and into 2,000 preferred class "B" shares of a nominal value of $1 each.

The head office of the company is at Huntingdon, judicial district of Beauharnois.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3661-67

Mored Outlet Store Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Leonard Simcoe, advocate, 2787 Benjamin-Sulte, Bessie Peters, secretary, wife separate as to property of Dave Peters, 3805 Dupuis Avenue, and Doreen Applebaum, secretary, spinster, 5608 Wolseley Avenue North, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in dry goods, remnants and other accessories of all types, under the name of "Mored Outlet Store Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3673-67

Moulées Dominic inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges Wurtele, lawyer, 32 Blainville East, Sainte-Thérèse, Michel Hétu, notary, 10 Féré Street, Saint-Eustache, and Yvette Fortin, secretary, fille majeure, 120 Équerre, Laval, for the following purposes:

To deal in grain, cereal, feeds or agricultural products of all kinds, under the name of "Moulées Dominic inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $5 each and into 390 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est rue St-Charles ouest, Saint-Janvier-de-Blainville, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3778-67

Mount-Royal Tile and Terrazzo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1967, constituant en corporation: Antonino Lucia, 7302, 9e avenue, Emmanuele Lucia, 7304, 9e avenue, tous deux de Saint-Michel, Giuseppe Lucia, 7195, Bonpart, Saint-Léonard, et Vincenzo Leo, 6799, 26e avenue, Montréal, tous quatre poseurs de tuile, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction et faire le commerce de toutes sortes de matériaux, sous le nom de « Mount-Royal Tile and Terrazzo Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 30,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3464-67

L. Ouellet & fils ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1967, constituant en corporation: Jason Ruby, avocat, 47, Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, Glacia Miller, secrétaire, fille majeure, 3201, Forest Hill, et Evlyn Raphael, secrétaire, épouse séparée de biens de Charles Raphael, 4895, Carlton, ces dernières de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs et exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de « L. Ouellet & fils ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune, 1,000 actions privilégiées catégorie « A » de $1 chacune et 2,900 actions privilégiées catégorie « B » de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3645-67

Pâtisserie Julien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Julien Lapierre, pâtissier, Lorraine Gendreau, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Julien Lapierre, tous deux de route rurale numéro 1, et Willie Lapierre, journalier, 183, rue Paré, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, pâtissiers et confiseurs, sous le nom de « Pâtisserie Julien inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $10 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

The head office of the company is at St-Charles Street West, Saint-Janvier-de-Blainville, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3778-67

Mount-Royal Tile and Terrazzo Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Antonino Lucia, 7302, 9th Avenue, Emmanuele Lucia, 7304, 9th Avenue, both of Saint-Michel, Giuseppe Lucia, 7195 Bonpart, Saint-Léonard, and Vincenzo Leo, 6799, 26th Avenue, Montreal, all four tile-layers, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors and to deal in all kinds of material, under the name of "Mount-Royal Tile and Terrazzo Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 30,000 common shares of $1 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Saint-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3464-67

L. Ouellet & fils ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jason Ruby, advocate, 47 Place du Bois, Dollard-des-Ormeaux, Glacia Miller, secretary, spinster of the age of majority, 3201 Forest Hill, and Evlyn Raphael, secretary, wife separate as to property of Charles Raphael, 4895 Carlton, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors and to deal in building supplies, under the name of "L. Ouellet & fils ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each, 1,000 class "A" preferred shares of $1 each and 2,900 class "B" preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3645-67

Pâtisserie Julien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Julien Lapierre, pastry maker, Lorraine Gendreau, housewife, wife contractually separate as to property of said Julien Lapierre, both of Rural Route number 1, and Willie Lapierre, labourer, 183 Paré Street, all three of Granby, for the following purposes:

To carry on business as bakers, pastry makers and confectioners, under the name of "Pâtisserie Julien inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $10 each and into 360 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie est route rurale numéro 1, Granby, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3753-67

Les Placements B. C. D. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Pierre-L. Lapointe, 155, rue Marcotte, Saint-Laurent, Mark Rosenstein, 5003, avenue Lacombe, Montréal, tous deux avocats, et Marie-Thérèse Roy, secrétaire, fille majeure, 1605, rue Albert, Brossard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements B. C. D. inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3637-67

Les Placements Esplanade limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Paul Gingras, comptable agréé, syndic licencié, 1505, Côte de l'Église, Sillery, Louis Dorion, 1651, Place Bruyère, et Pierre Lesage, 772, Émile-Côté, ces deux derniers avocats, de Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire des opérations de prêts et placements de toutes sortes, sauf le commerce de banque, sous le nom de « Les Placements Esplanade limitée », avec un capital divisé en 8,003 actions ordinaires sans valeur nominale et en 20,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3914-67

Provinciale Forme ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1967, constituant en corporation: Jacques Trudeau, courtier, 676, Taschereau, Carmen Bisaillon, 1, Lachaîne, et Muguette Boisvert, 235, Montée Sanche, app. 2, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Sainte-Thérèse, pour les objets suivants:

Construire, fabriquer, acheter ou louer et vendre des formes nécessaires à l'érection de bâtiments de toutes sortes, sous le nom de « Provinciale Forme ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 197, rue Charles, Saint-Janvier, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3642-67

The head office of the company is at Rural Route number 1, Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3753-67

Les Placements B. C. D. inc.

Notice is given that under Part I of the Compagies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre-L. Lapointe, 155 Marcotte Street, Saint-Laurent, Mark Rosenstein, 5003 Lacombe Avenue, Montreal, both lawyers, and Marie-Thérèse Roy, secretary, fille majeure, 1605 Albert Street, Brossard, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements B. C. D. inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3637-67

Les Placements Esplanade limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Gingras, chartered accountant, licensed trustee, 1505 Côte de l'Église, Sillery, Louis Dorion, 1651 Place Bruyère, and Pierre Lesage, 772 Émile-Côté, the latter two lawyers of Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on loan and investment operations of all kinds, save the banking business, under the name of "Les Placements Esplanade limitée", with a capital stock divided into 8,003 common shares without nominal value and into 20,000 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3914-67

Provinciale Forme ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Trudeau, broker, 676 Taschereau, Carmen Bisaillon, 1 Lachaîne, and Muguette Boisvert, 235 Montée Sanche, Apt. 2, the latter two secretaries, filles majeures, all three of Sainte-Thérèse, for the following purposes:

To build, manufacture, buy or rent and sell forms necessary for the erection of buildings of all kinds, under the name of "Provinciale Forme ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 197 Charles Street, Saint-Janvier, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3642-67

Quebec Tractor Equipment Ltd.
Équipement de Tracteur du Québec ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1967, constituant en corporation: Gérard Lapointe, commerçant, Thérèse Blouin, ménagère, épouse dudit Gérard Lapointe, et Pierre-Paul Lapointe, commerçant, tous trois de 842, Murray, Québec, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de machines, tracteurs, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « Quebec Tractor Equipment Ltd.— Équipement de Tracteur du Québec ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 842, Murray, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3669-67

R. P. B. construction ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1967, constituant en corporation: Robert Boyer, 4931, Patricia, Robert Mason, 2053, avenue Vendôme, tous deux de Montréal, et Paul Carrière, 20236, chemin Lakeshore, Baie-d'Urfé, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de « R. P. B. construction ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dorval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3703-67

Rancourt & Veilleux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1967, constituant en corporation: Armand Rancourt, 83, 24e rue, Louis Veilleux, 80, rue Famine, tous deux commerçants, et Guy Couture, comptable agréé, 125, 2e avenue, tous trois de Saint-Georges, pour les objets suivants:

Industrie et commerce du bois, sous le nom de « Rancourt & Veilleux inc. », avec un capital total de $60,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 109, 24e rue, Saint-Georges-Est, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3707-67

Rex Air Québec distributeur inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1967, constituant en corporation: Oneil Picard, promoteur de ventes, Bernadette Gosselin, surveillante en électronique, épouse séparée de biens

Quebec Tractor Equipment Ltd.
Équipement de Tracteur du Québec ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Lapointe, trader, Thérèse Blouin, housewife, wife of said Gérard Lapointe, and Pierre-Paul Lapointe, trader, all three of 842 Murray, Quebec, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, tractors, motors, tools, instruments and hardware of all kinds, under the name of "Quebec Tractor Equipment Ltd. — Équipement de Tracteur du Québec ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company is at 842 Murray, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3669-67

R. P. B. construction ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Robert Boyer, 4931 Patricia, Robert Mason, 2053 Vendôme Avenue, both of Montreal, and Paul Carrière, 20236 Lakeshore Road, Baie-d'Urfé, all three attorneys, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "R. P. B. construction ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $10 each and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company is at Dorval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3703-67

Rancourt & Veilleux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Rancourt, 83, 24th St., Louis Veilleux, 80 Famine St., both traders, and Guy Couture, chartered accountant, 125, 2nd Ave., all three of Saint-Georges, for the following purposes:

The lumber industry and business, under the name of "Rancourt & Veilleux inc.", with a total capital stock of $60,000, divided into 4,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company is at 109, 24th St., Saint-Georges-East, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3707-67

Rex Air Québec distributeur inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Oneil Picard, sales promoter, Bernadette Gosselin, electronic supervisor, wife separate as to property of said Oneil Picard,

dudit Oneil Picard, tous deux de 2725, Liébert, Montréal, et Roméo Landry, analyste, 116, boulevard Meilleur, L'Assomption, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de machines, moteurs, outils, instruments et quincaillerie de toutes sortes, sous le nom de « Rex Air Québec distributeur inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2725, rue Liébert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3735-67

Sands Music Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1967, constituant en corporation: Harold Bloomfield, 4167, Jean-Brillant, Jean T. Vien, 10055, De Martigny, tous deux avocats, et Doris Langerak, secrétaire, célibataire, 3220, Ridgewood, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de toutes sortes d'équipement commercial de musique, instruments et machines comprenant des phonographes commerciaux et des machines distributrices automatiques, sous le nom de « Sands Music Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,800 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 7564, avenue Outremont, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3717-67

Service d'Entretien professionnel Idéal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1967, constituant en corporation: Marcel Beaudoin, relieur, 4662, 18e avenue, Montréal, Laurent Guinard, administrateur, 8670, DeLouresse, Anjou, et Gaëtan Beauchamp, électricien, 600, Évariste-Leblanc, Laval, pour les objets suivants:

Faire l'entretien général, la réparation de meubles, immeubles, ncluant lavages, cirages, peinture, menuiserie, plomberie et électricité, sous le nom de « Service d'Entretien professionnel Idéal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3674-67

Service de Pneus Fortin (Roberval) ltée (Roberval) Fortin Tire Service Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1967, constituant en corporation: Jean Fortin, industriel, 149, Fortier, Kénogami, Maurice Girard, vendeur, Roberval, et Denise Bouret, secrétaire, fille majeure, 1660, Hélène-Boulé, Québec, pour les objets suivants:

both of 2725 Liébert, Montreal, and Roméo Landry, analyst, 116 Meilleur Boulevard, L'Assomption, for the following purposes:

To manufacture and deal in machines, motors, tools, instruments and hardware of all kinds, under the name of "Rex Air Québec distributeur inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 2725 Liébert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3735-67

Sands Music Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harold Bloomfield, 4167 Jean-Brillant, Jean T. Vien, 10055 De Martigny, both lawyers, and Doris Langerak, secretary, spinster, 3220 Ridgewood, all three of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of commercial musical equipment, instruments and machines including commercial phonographs and vending machines, under the name of "Sands Music Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $1 each and 3,800 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 7564 Outremont Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3717-67

Service d'Entretien professionnel Idéal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Beaudoin, book-binder, 4662, 18th Ave., Montreal, Laurent Guinard, administrator, 6870 DeLouresse, Anjou, and Gaëtan Beauchamp, electrician, 600 Évariste-Leblanc, Laval, for the following purposes:

To carry out the general maintenance and repair of furniture, immovables, including washing, waxing, painting, joining, plumbing and electricity, under the name of "Service d'Entretien professionnel Idéal inc.",with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3674-67

Service de Pneus Fortin (Roberval) ltée (Roberval) Fortin Tire Service Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Fortin, industrialist, 149 Fortier, Kénogami, Maurice Girard, salesman, Roberval, and Denise Bouret, secretary, fille majeure, 1660 Hélène-Boulé, Quebec, for the following purposes:

Faire le commerce du caoutchouc naturel et synthétique et de la gutta-percha, sous le nom de « Service de Pneus Fortin (Roberval) ltée — (Roberval) Fortin Tire Service Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3298-67

Service des loisirs St-Irénée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Gilles Arcand, travailleur social, 3048, Workman, Roger Lalonde, chauffeur, 3035, Delisle, app. 4, Roger Beaudoin, peintre, 3033, Delisle, app. 1, Robert Walker, commis, 3478, Workman, Robert Léveillé, secrétaire, 2295, Messier, Yolande Nadeau, ménagère, épouse commune en biens de Maurice Chevalier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 775, Greene, et Lise Lalonde, empaqueteuse, fille majeure, 3403, Delisle, tous sept de Montréal, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Service des loisirs St-Irénée ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de $75,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 1739-67

Société de Gestion Bourassa inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1967, constituant en corporation: André Spatz, comptable, 10751 J.J. Gagnier, Daniel Rodrigue, courtier d'assurance, 10681, rue Vianney, Louis Gendron, 10780, rue Sackville, tous trois de Montréal, Bélair Cayer, 1655, des Falaises, Laval, tous deux vendeurs, et Pierre Favreau, gérant, 11137, rue Leblanc, Montréal-Nord, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, de construction, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Société de Gestion Bourassa inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 750 actions ordinaires d'une valuer nominale de $100 chacune et en 2,500 actions privilégiées d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2610, boulevard Henri-Bourassa est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3773-67

Société de Gestion Hôtelière de Montréal inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1967, constituant en corporation: Claude Tessier,

To deal in natural rubber and synthetics and gutta-percha, under the name of "Service de Pneus Fortin (Roberval) ltée — (Roberval) Fortin Tire Service Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Roberval, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3298-67

Service des loisirs St-Irénée

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gilles Arcand, social worker, 3048 Workman, Roger Lalonde, chauffeur, 3035 Delisle, Apt. 4, Roger Beaudoin, painter, 3033 Delisle, Apt. 1, Robert Walker, clerk, 3478 Workman, Robert Léveillé, secretary, 2295 Messier, Yolande Nadeau, housewife, wife common as to property of Maurice Chevalier, and duly authorized by him for the presents, 775 Greene, and Lise Lalonde, packer, fille majeure, 3403 Delisle, all seven of Montreal, for the following purposes:

The organization of a recreational centre, under the name of "Service des loisirs St-Irénée".

The amount to which is limited the value of the immoveable property which the corporation may acquire and possess, is $75,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 1739-67

Société de Gestion Bourassa inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Spatz, accountant, 10751, J.J. Gagnier, Daniel Rodrigue, insurance broker, 10681 Vianney Street, Louis Gendron, 10780 Sackville Street, all three of Montreal, Bélair Cayer, 1655 des Falaises, Laval, both salesmen, and Pierre Favreau, manager, 11137 Leblanc Street, Montreal-North, for the following purposes:

To carry on business as a real estate, construction, investment and holding company, under the name of "Société de Gestion Bourassa inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 750 common shares of a nominal value of $100 each and into 2,500 preferred shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company is at 2610 Henri-Bourassa Street East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3773-67

Société de Gestion Hôtelière de Montréal inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Claude Tessier, businessman, 365 Hill-

homme d'affaires, 365, Hillcrest, Rosemère, Françoise Dumais, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Gendron, 415, 13e rue, Laval, et Theresa Brenner, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Normand Bourret, 10339, St-Laurent, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Société de Gestion Hôtelière de Montréal inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3655-67

Société de gestion Roméo Fortin, ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1967, constituant en corporation: Roméo Fortin, entrepreneur, Odelie Morissette, ménagère, épouse dudit Roméo Fortin, tous deux de 268, Racine, Alma, Gérard Fortin, professeur, 205, 83e rue, Charlesbourg, Maurice Martel, avocat et conseil en loi de la Reine, 1301, St-Viateur ouest, Outremont, et Lucille Roy, secrétaire, épouse de Jean-Claude Blais, 24, Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Exercer les opérations d'une compagnie de portefeuille, de placement et de gestion, sous le nom de « Société de gestion Roméo Fortin, ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 10 actions ordinaires de $10 chacune, 9,985 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 50 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 268, Racine, Alma, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3677-67

La Société d'Entretien Impar ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1967, constituant en corporation: Raymond Côté, sociologue, 2175, rue Vézina, Québec, Léo-Paul Beausoleil, comptable, 7175, boulevard Cloutier, Charlesbourg, et Jean-Claude Mathieu, administrateur, 43, rue Bernier, Beauport, pour les objets suivants:

Entretien général de tous édifices, terrains et parterres, sous le nom de « La Société d'Entretien Impar ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3733-67

Superior Secretarial Services Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1967, constituant en corporation: James Warren Street, homme d'affaires, 7650, boulevard Bois-

crest, Rosemère, Françoise Dumais, secretary, wife contractually separate as to property of Joseph Gendron, 415, 13th St., Laval, and Theresa Brenner, secretary, wife contractually separate as to property of Normand Bourret, 10339 St. Lawrence, Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Société de Gestion Hôtelière de Montréal inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3655-67

Société de gestion Roméo Fortin, ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roméo Fortin, contractor, Odelie Morissette, housewife, wife of the said Roméo Fortin, both of 268 Racine, Alma, Gérard Fortin, professor, 205, 83rd St., Charlesbourg, Maurice Martel, advocate and Queen's Counsel, 1301 St-Viateur, West, Outremont, and Lucille Roy, secretary, wife of Jean-Claude Blais, 24 Gilles, Sainte-Thérèse-West, for the following purposes:

To carry on business as a holding, investment and management company, under the name of "Société de gestion Roméo Fortin, ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 10 common shares of $10 each, 9,985 preferred class "A" shares of $10 each and 50 preferred class "B" shares of $1 each.

The head office of the company is at 268 Racine, Alma, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3677-67

La Société d'Entretien Impar ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Côté, sociologist, 2175 Vézina St., Quebec, Léo-Paul Beausoleil, accountant, 7175 Cloutier Blvd., Charlesbourg, and Jean-Claude Mathieu, administrator, 43 Bernier St., Beauport, for the following purposes:

The general maintenance of all buildings, lands and lawns, under the name of "La Société d'Entretien Impar ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3733-67

Superior Secretarial Services Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: James Warren Street, businessman, 7650 Bois-Chatel Boulevard, Saint-Léonard, Jean

Chatel, Saint-Léonard, Jean Gagné, 10285, rue Jeanne-Mance, Montréal, et Yves-J. Demers, 55, rue de la Station, Delson, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Fournir à toute personne, société, compagnie ou organisation de tout genre les services de secrétariat et faire toutes les opérations nécessaires à cette fin, sous le nom de « Superior Secretarial Services Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1435, rue St-Alexandre, suite 715, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3764-67

Taber Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1967, constituant en corporation: Joseph Mendelson, 5622, Jellicoe, Côte Saint-Luc, Martin Gross, 1105, Ridgewood Drive, Laval, Eric Smith, 4580, chemin Queen Mary, Montréal, tous trois avocats, et Gordon Zelman, étudiant en droit, 447 nord, avenue Wolseley, Montréal ouest, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Taber Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune, 600 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 390 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 154, Wexford Crescent, Hampstead, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3613-67

Travaux mécanisés de Matane inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1967, constituant en corporation: Rodolphe Marquis, garagiste, 160, rue St-Antoine, Régis Gagnon, mécanicien, avenue d'Amours, tous deux de Matane, et Magella Paquet, mécanicien, Saint-René-de-Matane, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, échanger, réparer, louer des véhicules à moteur, camions et machines lourdes, sous le nom de « Travaux mécanisés de Matane inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3496-67

Two G'S Investments Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1967, constituant en corporation: Joseph Mendelson, 5622, Jellicoe, Côte Sainte-Luc, Martin Gross, 1105, Ridgewood Drive, Laval, et Eric Smith, 4580, chemin Queen Mary, Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Gagné, 10285 Jeanne-Mance Street, Montreal, and Yves-J. Demers, 55 de la Station Street, Delson, the latter two lawyers, for the following purposes:

To furnish any person, society, company or organization of any kind with secretarial services and to deal in all operations necessary for these purpose, under the name of "Superior Secretarial Services Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at 1435 St-Alexandre Street, Suite 715, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3764-67

Taber Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Mendelson, 5622 Jellicoe, Côte Saint-Luc, Martin Gross, 1105 Ridgewood Drive, Laval, Eric Smith, 4580 Queen Mary Road, Montreal, all three advocates, and Gordon Zelman, law student, 447 Wolseley Avenue North, Montreal West, for the following purposes:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Taber Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4 common shares of a par value of $100 each, 600 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 390 class "B" preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 154 Wexford Crescent, Hampstead, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3613-67

Travaux mécanisés de Matane inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Rodolphe Marquis, garageman, 160 St-Antoine St., Régis Gagnon, mechanic, d'Amours Ave., both of Matane, and Magella Paquet, mechanic, Saint-René-de-Matane, for the following purposes:

To buy, sell, exchange, repair, lease motor vehicles, trucks and heavy machinery, under the name of "Travaux mécanisés de Matane inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Matane, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3496-67

Two G'S Investments Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Joseph Mendelson, 5622 Jellicoe, Côte Saint-Luc, Martin Gross, 1105 Ridgewood Drive, Laval, and Eric Smith, 4580 Queen Mary Road, Montreal, all three advocates, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement et de portefeuille, sous le nom de « Two G'S Investments Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune, 600 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 390 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4475, 1ère rue, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3675-67

Universal Lining & Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1967, constituant en corporation: John Rea Howard, secrétaire, 1420, rue Towers, app. 703, Max Bernfeld, avocat et conseil en Loi de la reine, 4635, Clanranald, tous deux de Montréal, et Jack B. Bobrove, avocat, 5615, avenue Cork, Côte Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de nouveautés, fabricants de marchandises sèches, fourreurs, confectionneurs, bonnetiers, manufacturiers, exportateurs et importateurs, sous le nom de « Universal Lining & Supply Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 30,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 7,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3698-67

J. Vanier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1967, constituant en corporation: Serge Desrochers, 732, Wilder, Outremont, Gilles St-Pierre, 241, Ostiguy, Marieville, et Jean-Louis Dubé, 7020, Dollier, Saint-Léonard, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « J. Vanier inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1735, Du Bocage, Saint-Bruno-de-Montarville, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3689-67

Armand Vézina automobile ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de septembre 1967, constituant en corporation: Armand Vézina, vendeur, Réjeanne Ayotte, maîtresse de maison, épouse contractuellement séparée de biens dudit Armand Vézina, et Ginette Vézina, secrétaire, fille majeure, tous trois de Bourlamaque, pour les objets suivants:

To carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Two G'S Investments Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4 common shares of a par value of $100 each, 600 class "A" preferred shares of a par value of $1 each and 390 class "B" preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company is at 4475, 1st Street, Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3675-67

Universal Lining & Supply Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Rea Howard, secretary, 1420 Towers Street, Apt. 703, Max Bernfeld, advocate and Queen's Counsel, 4635 Clanranald, both of Montreal, and Jack B. Bobrove, advocate, 5615 Cork Avenue, Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as dry goods merchants, dry goods manufacturers, furriers, clothiers, hosiers, manufacturers, exporters and importers, under the name of "Universal Lining & Supply Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 30,000 common shares of a par value of $1 each and 7,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3698-67

J. Vanier inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Serge Desrochers, 732 Wilder, Outremont, Gilles St-Pierre, 241 Ostiguy, Marieville, and Jean-Louis Dubé, 7020 Dollier, Saint-Léonard, all three lawyers, for the following purposes:

To carry on business as general building constructors and contractors, under the name of "J. Vanier inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company is at 1735 Du Bocage, Saint-Bruno-de-Montarville, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3689-67

Armand Vézina automobile ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of September, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Vézina, salesman, Réjeanne Ayotte, housewife, wife contractually separate as to property of said Armand Vézina, and Ginette Vézina, secretary, fille majeure, all three of Bourlamaque, for the following purposes:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, moteurs hors-bord, chaloupes, canots, tentes, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Armand Vézina automobile ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $40 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Val d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3784-67

To carry on business as garage keepers and to deal in automobiles, motors, outboard motors, row boats, canoes, tents, machines and all their accessories and parts, under the name of "Armand Vézina automobile ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $40 each.

The head office of the company is at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3784-67

Les Viandes Demers limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1967, constituant en corporation: Gérard Demers, Jacques Demers, Jean-Paul Demers, tous trois commerçants, de Saint-Pierre-les-Becquets, et Dr Yvon Demers, médecin, 3182, de la Concorde, Sainte-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme bouchers et charcutiers et à cette fin exploiter un abattoir, sous le nom de « Les Viandes Demers limitée », avec un capital total de $500,000, divisé en 50,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Pierre-les-Becquets, district judiciaire de Nicolet.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3705-67

Les Viandes Demers limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Demers, Jacques Demers, Jean-Paul Demers, all three traders, of Saint-Pierre-les-Becquets, and Dr. Yvon Demers, physician, 3182 de la Concorde, Sainte-Foy, for the following purposes:

To carry on business as butchers and pork-butchers, add to operate a slaughter-house for this purpose, under the name of "Les Viandes Demers limitée", with a total capital stock of $500,000, divided into 50,000 common shares of $10 each.

The head office of the company is at Saint-Pierre-les-Becquets, judicial district of Nicolet.

RAYMOND DOUVILLE.
Assistant Secretary of the Province.

21427 3705-67

Lettres patentes supplémentaires

A. L. Industries & Co. Ltd.
Les Industries A. L. et Cie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour d'août 1967, à la compagnie « A. L. Industries & Co. Ltd.— Les Industries A. L. et Cie ltée », augmentant son capital de $40,000 à $120,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 800 actions privilégiées classe « B » de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 2488-65 — 1384/109

Supplementary Letters Patent

A. L. Industries & Co. Ltd.
Les Industries A. L. et Cie ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "A. L. Industries & Co. Ltd.— Les Industries A. L. et Cie ltée", increasing its capital from $40,000 to $120,000, the additional capital shares being divided into 800 preferred class "B" shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 2488-65 — 1384/109

Andest Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour d'août 1967, à la compagnie « Silverdale Parking System Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 17e jour de juillet 1961, changeant son nom en celui de « Andest Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 13651-61 — 1385/20

Andest Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Silverdale Parking System Ltd.", incorporated by letters patent dated the 17th day of July, 1961, changing its name to that of "Andest Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 13651-61 — 1385/20

Bazinet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour d'août 1967, à la compagnie « Bazinet inc. »,

Bazinet inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Bazinet inc.", increasing its

augmentant son capital de $200,000 à $500,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,000 actions ordinaires de $100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 5252-65 — 1385/74

Beckwith Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour d'août 1967, à la compagnie « General Tours Ltd. — General Tours ltée », constituée par lettres patentes en date du 8e jour de mars 1963, changeant son nom en celui de « Beckwith Corporation Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 1037-63 — 1385/75

Bertolli Canada Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'août 1967, à la compagnie « Bertolli Canada Ltd. », augmentant son capital de $50,000 à $100,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $5 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 13925-61 — 1384/93

The British Rubber Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour d'août 1967, à la compagnie « The British Rubber Company Limited », augmentant son capital par la création de 5,900 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 4573-48 — 1385/122

Colibri Furniture inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 26e jour de juillet 1967, à la compagnie « Colibri Furniture inc. », augmentant son capital de $3,000 à $50,000, le capital additionnel étant divisé en 235 actions privilégiées de $100 chacune et en 2,350 actions ordinaires de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 11417-61 — 1385/77

Corporation d'Épargne et de Placement Nationale
National Savings and Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour

capital stock from $200,000 to $500,000, the additional share capital being divided into 1,000 common shares of $100 each and 2,000 preferred shares of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 5252-65 — 1385/74

Beckwith Corporation Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "General Tours Ltd. — General Tours ltée", incorporated by letters patent dated the 8th day of March, 1963, changing its name to that of "Beckwith Corporation Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 1037-63 — 1385/75

Bertolli Canada Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of August, 1967, have been issued y the Lieutenant-Governor of the Province to "Bertolli Canada Ltd.", increasing its capital from $50,000 to $100,000, the additional capital stock being divided into 10,000 common shares of the par value of $5 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 13925-61 — 1384/93

The British Rubber Company Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "The British Rubber Company Limited", increasing its capital by the creation of 5,900 common shares without par value.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 4573-48 — 1385/122

Colibri Furniture inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Colibri Furniture inc.", increasing its capital from $3,000 to $50,000, the additional capital shares being divided into 235 preferred shares of $100 each and into 2,350 common shares of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 11417-61 — 1385/77

Corporation d'Épargne et de Placement Nationale
National Savings and Investment Corporation

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the

d'août 1967, à la « Corporation d'Épargne et de Placement Adanac — Adanac Savings and Investment Corporation », constituée par lettres patentes en date du 23e jour de juin 1948, changeant son nom en celui de « Corporation d'Épargne et de Placement Nationale — National Savings and Investment Corporation ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 3697-48 — 1385/28

Crown Laundry and Dry Cleaning Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'août 1967, à la compagnie « The Crown Laundry Company », constituée par lettres patentes en date du 9e jour de janvier 1902, changeant son nom en celui de « Crown Laundry and Dry Cleaning Company ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 10-02 — 1385/29

D. M. S. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour d'août 1967, à la compagnie « Les Habitations Brandon inc. », constituée par lettres patentes en date du 11e jour de novembre 1959, changeant son nom en celui de « D. M. S. inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 16156-59 — 1385/30

Roméo Fortin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 29e jour d'août 1967, à la compagnie « Roméo Fortin inc. », augmentant son capital de $40,000 à $140,000, le capital additionnel étant divisé en 9,950 actions privilégiées classe « A » de $10 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 10404-56 — 1385/102

Galerie Moos (1967) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 17e jour d'août 1967, à la compagnie « Central Homes Ltd.— Maisons Centrales ltée », constituée par lettres patentes en date du 26e jour de mars 1965, 1° changeant son nom en celui de « Galerie Moos (1967) Inc. »; 2° étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 1394-65 — 1384/104

Gauthier & Bonhomme inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Province to "Corporation d'Épargne et de Placement Adanac — Adanac Savings and Investment Corporation", incorporated by letters patent dated the 23rd day of June, 1948, changing its name to that of "Corporation d'Épargne et de Placement Nationale — National Savings and Investment Corporation".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 3697-48 — 1385/28

Crown Laundry and Dry Cleaning Company

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "The Crown Laundry Company", incorporated by letters patent dated the 9th day of January, 1902, changing its name to that of "Crown Laundry and Dry Cleaning Company".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 10-02 — 1385/29

D. M. S. inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Habitations Brandon inc.", incorporated by letters patent dated the 11th day of November, 1959, changing its name to that of "D. M. S. inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 16156-59 — 1385/30

Roméo Fortin inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Roméo Fortin inc.", increasing its capital stock from $40,000 to $140,000, the additional capital stock being divided into 9,950 preferred class "A" shares of $10 each and 500 preferred class "B" shares of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 10404-56 — 1385/102

Galerie Moos (1967) Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Central Homes Ltd.— Maisons Centrales ltée", incorporated by letters patent dated the 26th day of March, 1965, 1. changing its name to that of "Galerie Moos (1967) Inc."; 2. extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 1394-65 — 1384/104

Gauthier & Bonhomme inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of August, 1967,

patentes supplémentaires en date du 18e jour d'août 1967, à la compagnie « Agence d'Assurance Chomedey inc. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de juillet 1961, changeant son nom en celui de « Gauthier & Bonhomme inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 13444-61 — 1385/33

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Agence d'Assurance Chomedey inc.", incorporated by letters patent dated the 7th day of July, 1961, changing its name to that of "Gauthier & Bonhomme inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 13444-61 — 1385/33

T. Gruen & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour d'août 1967, à la compagnie « T. Gruen & Co. Ltd. », réduisant son capital de $40,000 à $15,000, le capital-actions annulé étant divisé en 25,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 4218-63 — 1385/80

T. Gruen & Co. Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "T. Gruen & Co. Ltd.", reducing its capital from $40,000 to $15,000, the capital stock annulled being divided into 25,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 4218-63 — 1385/80

Lotaparc Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 21e jour d'août 1967, à la compagnie « Lotaparc Inc. », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 5660-64 — 1384/111

Lotaparc Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Lotaparc Inc.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 5660-64 — 1384/111

Mart Steel & Metal Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour d'août 1967, à la compagnie « Mart Steel & Metal Corp. », augmentant son capital de $40,000 à $80,000, par la création de 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 14888-62 — 1385/83

Mart Steel & Metal Corp.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Mart Steel & Metal Corp.", increasing its capital from $40,000 to $80,000, by the creation of 100 common shares of the par value of $100 each and into 300 preferred shares of the par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 14888-62 — 1385/83

Mayfair Buildings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour d'août 1967, à la compagnie « Mayfair Buildings Ltd. », augmentant son capital de $20,000 à $60,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 10217-54 — 1385/10

Mayfair Buildings Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Mayfair Buildings Ltd.", increasing its capital from $20,000 to $60,000, the additional capital stock being divided into 4,000 preferred shares of the par value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 10217-54 — 1385/10

Nanart Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 27e jour de juillet 1967, à la compagnie « Nanart Inc. », réduisant son capital de $1,000,000 à $740,550,

Nanart Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of July, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Nanart Inc.", reducing its capital. from $1,000,000 to $740,550, the capital stock

le capital actions annulé étant divisé en 3,500 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 22,445 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 548-63 — 1384/114

Persona inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour d'août 1967, à la compagnie « Librairie Médicale de Montréal inc.— Montreal Medical Book Centre Inc. », constituée par lettres patentes en date du 7e jour de janvier 1966, changeant son nom en celui de « Persona inc. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 5731-65 — 1385/86

Placements Decem inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour d'août 1967, à la compagnie « Placements Decem inc. », augmentant son capital de $40,000 à $125,000, par la création de 450 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 1298-65 — 1385/87

Les Produits Laitiers Pelletier inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi RES compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 28e jour d'août 1967, à la compagnie « Les Produits Laitiers Pelletier inc. », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 1325-66 — 1385/89

Richmond Shoe Supplies Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 15e jour de juin 1967, à la compagnie « Richmond Shoe Supplies Limited », réduisant son capital de $120,000 à $20,000, le capital-actions annulé étant divisé en 100,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 2776-37 — 1385/41

Service d'Accueil aux Voyageurs et aux Immigrants

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes supplémentaires en date du 22e jour d'août 1967, à la corporation « Service d'Accueil aux Voyageurs et aux Immigrants », étendant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 13837-56 — 1384/125

annulled being divided into 3,500 class "A" preferred shares of the par value of $10 each and 22,445 class "B" preferred shares of the par value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 548-63 — 1384/114

Persona inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Librairie Médicale de Montréal inc.— Montreal Medical Book Centre Inc.", incorporated by letters patent dated the 7th day of January, 1966, changing its name to that of "Persona inc.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 5731-65 — 1385/86

Placements Decem inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Placements Decem inc.", increasing its capital stock from $40,000 to $125,000, by the creation of 450 common shares of a par value of $100 each and 400 preferred shares of a par value of $100 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 1298-65 — 1385/87

Les Produits Laitiers Pelletier inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 28th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Les Produits Laitiers Pelletier inc.", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 1325-66 — 1385/89

Richmond Shoe Supplies Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Richmond Shoe Supplies Limited", reducing its capital from $120,000 to $20,000, the capital stock annualled being divided into 100,000 preferred shares of the par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 2776-37 — 1385/41

Service d'Accueil aux Voyageurs et aux Immigrants

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Service d'Accueil aux Voyageurs et aux Immigrants", extending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 13837-56 — 1384/125

Soprebec limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour d'août 1967, à « La Corporation de Crédit Amico inc. », constituée par lettres patentes en date du 15e jour de décembre 1961, 1° changeant son nom en celui de « Soprebec limitée »; 2° subdivisant ses 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair en 5,000 actions ordinaires sans valeur au pair et ses 10,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de $50 chacune en 50,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune; 3° augmentant son capital de $200,000 à $500,000, par la création de 6,000 actions classe « A » d'une valeur au pair de $50 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 14732-61 1385/43

Soprebec limitée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "La Corporation de Crédit Amico inc.", incorporated by letters patent dated the 15th day of December, 1961, 1. changing its name to that of "Soprebec limitée"; 2. subdividing its 1,000 common shares without par value into 5,000 common shares without par value and its, 10,000 class "A" shares of a par value of $50 each into 50,000 class "A" shares of a par value of $10 each; 3. increasing its capital from $200,000 to $500,000, by the creation of 6,000 class "A" shares of a par value of $50 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 14732-61 — 1385/43

Spear Corporation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour d'août 1967, à la compagnie « Spear Corporation Ltd. », augmentant son capital de $200,000 à $320,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 12,000 actions catégorie « C » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 5658-65 — 1385/91

Spear Corporation Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Spear Corporation Ltd.", increasing its capital from $200,000 to $320,000, the additional capital stock being divided into 12,000 class "C' shares of the par value of $10 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 5658-65 — 1385/91

Téléphone Princeville ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 25e jour d'août 1967, à la compagnie « Téléphone Princeville ltée », modifiant ses pouvoirs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 2271-64 — 1385/92

Téléphone Princeville ltée

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Téléphone Princeville ltée", amending its powers.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 2271-64 — 1385/92

Vaco Products (of Canada) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 7e jour de juin 1967, à la compagnie « Vaco-Lynn Products of Canada Ltd. », constituée par lettres patentes en date du 10e jour de janvier 1949, changeant son nom ne celui de « Vaco Products (of Canada) Ltd. ».

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 1420-49 — 1385/44

Vaco Products (of Canada) Ltd.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of June, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Vaco-Lynn Products of Canada Ltd.", incorporated by letters patent dated the 10th day of January, 1949, changing its name to that of "Vaco Products (of Canada) Ltd.".

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant decretary of the Province.

21427-o 1420-49 — 1385/44

Vek Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 23e jour d'août 1967, à la compagnie « Vek Inc. », augmentant son capital de $1,000 à $31,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427 3478-63 — 1385/68

Vek Inc.

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Vek Inc.", increasing its capital from $1,000 to $31,000, the additional capital stock being divided into 30,000 preferred shares of the par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 3478-63 — 1385/68

Zee Investments Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 24e jour d'août 1967, à la compagnie « Zee Investments Limited », augmentant son capital de $250,000 à $300,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 50,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province.

RAYMOND DOUVILLE.

21427 6057-53 — 1385/95

Zee Investments Limited

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent bearing date the 24th day of August, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "Zee Investments Limited", increasing its capital from $250,000 to $300,000, the additional capital stock being divided into 50,000 class "A" preferred shares of the par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427-o 6057-53 — 1385/95

Ventes pour taxes

Cité de Montréal-Nord

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère à l'Hôtel de Ville de Montréal-Nord, MERCREDI le VINGT-CINQ OCTOBRE, 1967, à DIX heures de l'avant-midi, heure avancées, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Sales for Taxes

City of Montreal-North

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by auction at the office of the council of the city of Montreal North, on WEDNESDAY the TWENTY-FIFTH of OCTOBER, 1967, at TEN o'clock in the forenoon, daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Guiseppe Coli	8	861.
(avec bâtisse dessus érigée)		(with building thereon erected)
Olympia Development Corp.	15	199, 226, 229, 233.
Marconi Construction Ltée	18	853, 854.
	20	718.
Angelo Trimarchi	18	855, 856.
	20	716, 717, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727.
Scalia Construction Ltée	27	233.
	27	245-8.
(avec bâtisse dessus érigée)		(with building thereon erected)
	28	449-5.
(avec bâtisse dessus érigée)		(with building thereon erected)
Sydney O. Spinner	29	225.
(avec bâtisse dessus érigée)		(with building thereon erected)
Guardian Leaseholds Ltd.	36	733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740.
Mme-Mrs. Umberto Farinaro	38	1518.
(avec bâtisse dessus érigée)		(with building thereon erected)
Sciascia Construction Ltée	45	1428.
Lucien Bourget	48	48.
Eugène Vaillancourt	60	144P.

Une partie du lot cent quarante-quatre (144P), subdivision du lot originaire soixante (60), cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, en la municipalité de la Cité de Montréal-Nord, de figure rectangulaire, bornée vers le nord-est par le lot 60-5 (ave. Pelletier), vers le sud-est par partie dudit lot 60-144, vers le sud-ouest par partie du lot 70-147 et vers le nord-ouest par le lot 60-145, mesurant trois pieds (3') de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix-sept pieds (97') et contenant une superficie de deux cent quatre-vingt-onze pieds carrés, mesure anglaise (291 p.c.m.a.).

Part of lot one hundred and forty-four (144P) subdivision of original lot sixty (60), cadastre of the parish of Sault au Recollet in the municipality of the City of Montreal North. Of rectangular form. Bounded towards the northeast by lot 60-5 (Pelletier Avenue), towards the southeast by part of said lot 60-144, towards the southwest by part of lot 60-147, and towards northwest by lot 60-145. Measuring three (3') feet in width by a depth of ninety-seven (97') feet and containing an area of two hundred and ninety-one square feet, English measure (291 s.f.e.m.).

Jos L. Waxman,	60	145P.

es-qualité de syndic à l'actif de Corporation Financière B. J. Inc., faillie

(avec bâtisse dessus érigée)

Une partie du lot cent quarante-cinq (145P), subdivision du lot originaire soixante (60), cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, en la municipalité de la Cité de Montréal-Nord, de figure restangulaire, bornée vers le nord-est par le lot 60-5 (ave. Pelletier), vers le sud-est par le lot 60-144, vers le sud-ouest par

es-qual. of trustee to the assets of Corporation Financière B. J. Inc., bankrupt

(with building thereon erected)

Part of lot one hundred and forty-five (145P) subdivision of original lot sixty (60), cadastre of the parish of Sault au Recollet in the municipality of the City of Montreal North. Of rectangular form. Bounded towards the northeast by lot 60-5 (Pelletier Avenue) towards the southeast by lot 60-144, towards the southwest

partie du lot 60-147 et vers le nord-ouest par partie dudit lot 60-145, mesurant soixante pieds et cinq dixièmes de pied (60.5′) de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix-sept pieds (97′) et contenant une superficie de cinq mille huit cent soixante-huit pieds carrés, mesure anglaise (5,868 p.c. m.a.).

by part of lot 60-147, and towards northwest by part of said lot 60-145, measuring sixty feet and five tenths of a foot in width by a depth of ninety seven (97) feet and containing an area of five thousand eight hundred and sixty-eight square feet, English measure (5,868 s.f. e.m.).

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Guardian Leaseholds Ltd.	82	569P.

Une partie du lot cinq cent soixante-neuf (569P), subdivision du lot originaire quatre-vingt-deux (82), cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, en la municipalité de la Cité de Montréal-Nord, de figure rectangulaire, bornée vers le sud-ouest par le lot 82-549 (Boul. St-Vital), vers le nord-ouest par partie dudit lot 82-569, vers le nord-est par partie du lot 82-596, et vers le sud-est par le lot 82-570, mesurant douze pieds et cinq dixièmes de pied (12.5′) de largeur par une profondeur de quatre-vingt-dix pieds (90′) et contenant une superficie de mille cent vingt-cinq pieds carrés, mesure anglaise (1,125 p.c. m.a.).

Part of lot five hundred and sixty-nine (569P) subdivision of original lot eighty-two (82) cadastre of the parish of Sault au Recollet in the municipality of the City of Montreal North. Of rectangular form. Bounded towards the southwest by lot 82-549 (St. Vital Boulevard) towards the northwest by part of said lot 82-569 towards the northeast by part of lot 82-596, and towards the southeast by lot 82-570. Measuring twelve feet and five tenths of a foot (12.5) in width by a depth of ninety (90) feet and containing an area of one thousand, one hundred and twenty-five square feet, English measure (1,125 s.f.e.m.).

Adrien Rochon (avec bâtisses dessus érigées)	85	173, 174, 175, 176. (with buildings thereon erected)
Roland Gervais	90 93	15P, 16, 17. 64P, 63, 62.

(avec bâtisse dessus érigée)

Une partie du lot quinze (15P), subdivision du lot originaire quatre-vingt-dix (90), cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, en la municipalité de la Cité de Montréal-Nord, de figure rectangulaire, bornée vers le sud-ouest par partie du lot 93-64, vers le nord-ouest par le lot 90-16, vers le nord-est par partie du lot 90-36, vers le sud-est par partie dudit lot 90-15, mesurant dix pieds (10′) de largeur par une profondeur de quarante pieds (40′) et contenant une superficie de quatre cents pieds carrés, mesure anglaise, (400 p.c. m.a.).

Une partie du lot soixante-quatre (64P), subdivision du lot originaire quatre-vingt-treize (93), cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, en la municipalité de la Cité de Montréal-Nord, de figure rectangulaire, bornée vers le sud-ouest par le lot 93-53 (ave. Belleville), vers le nord-ouest par le lot 93-63, vers le nord-est par partie du lot 90-15, vers le sud-est par partie dudit lot 93-64, mesurant dix pieds (10′) de largeur par une profondeur de quarante pieds (40′) et contenant une superficie de quatre cents pieds carrés, mesure anglaise (400 p.c. m.a.).

(with building thereon erected)

Part of lot fifteen (15P) subdivision of original lot ninety (90) of the cadastre of the parish of Sault au Recollet in the municipality of the City of Montreal North. Of rectangular form. Bounded towards the southwest by part of lot 93-64, towards the northwest by lot 90-16, towards the northeast by part of lot 90-36 and towards the southeast by part of said lot 90-15. Measuring ten (10) feet in width by a depth of forty (40) feet and containing an area of four hundred square feet, English measure (400 s.f.e.m.).

Part of lot sixty-four (64P) subdivision of original lot ninety-three (93) of the cadastre of the parish of Sault au Recollet in the municipality of the City of Montreal North. Of rectangular form. Bounded towards the southwest by lot 93-53 (Belleville Avenue), towards, the northwest by lot 93-63, towards the northeast by part of lot 90-15 and towards the southeast by part of said lot 93-64. Measuring ten (10) feet in width by a depth of forty (40) feet and containing an area of four hundred square feet, English measure (400 s.f.e.m.).

H. B. Savage, es-qualité de syndic à l'actif de Mathias Bizier, failli (avec bâtisse dessus érigée)	116	134, 135. es-qualité of trustee to the assets of Mathias Bizier, bankrupt (with building thereon erected)
J. A. Léo Papineau	120	1P, 9P, 10P.

Une partie du lot un (1P), subdivision du lot originaire cent vingt (120), cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, en la municipalité de la Cité de Montréal-Nord, de figure trapézoïdale, bornée vers le nord-est par les lots 120-9 et 120-10, vers le sud-est par partie du lot 120-14, vers le sud-ouest par partie du lot 121-8 et vers le nord-ouest par la Rivière des Prairies, mesurant cent six pieds et soixante-quinze centièmes de pied (106.75′) dans sa limite nord-est, quatre-vingt-sept pieds et soixante-quinze centièmes de pied (87.75′) dans sa limite sud-ouest par une largeur de trente pieds (30′) et contenant une superficie de deux mille neuf cent dix-sept pieds carrés et cinq dixièmes de pied, mesure anglaise (2,917.5 p.c. m.a.).

Une partie du lot neuf (9P), subdivision du lot originaire cent vingt (120), cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, en la municipalité de la Cité de Montréal-Nord, de figure trapézoïdale, bornée vers le nord-est par partie dudit lot 120-9 (ave. Touchette), vers le sud-est par partie du lot 120-14, vers le sud-ouest par partie du lot 120-1, vers le nord-ouest par partie du lot 120-10, mesurant quatre-vingt-deux pieds et soixante-dix-sept centièmes de pied (82.77′) dans sa limite sud-est, quatre-vingt-onze pieds et vingt-sept centièmes de pied (91.27′) dans sa limite nord-ouest par une largeur de cinquante pieds (50′) et contenant une superficie de quatre mille trois cent cinquante pieds et cinq dixièmes de pied, mesure anglaise, (4,350.5 p.c. m.a.).

Une partie du lot dix (10P), subdivision du lot originaire cent vingt (120), cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, en la municipalité de la Cité de Montréal-Nord, de figure irrégulière, bornée vers le nord-est par partie dudit lot 120-10 (ave. Touchette),

Part of lot one (1P) subdivision of original lot one hundred and twenty (120) cadastre of the parish of Sault au Recollet in the municipality of the City of Montreal North. Of trapezoidal form. Bounded towards the northeast by lots 120-9 and 120-10, towards the southeast by part of lot 120-14, towards the southwest by part of lot 121-8 and towards the northwest by the River Des Prairies. Measuring one hundred and six feet and seventy-five hundredths of a foot (106.75) in its northeast line, eighty-seven feet and seventy-five hundredths of a foot (87.75) in its southwest line, by a width of thirty (30) feet and containing an area of two thousand, nine hundred and seventeen square feet and five tenths, English measure (2,917.5 s.f.e.m.).

Part of lot nine (9P) subdivision of original lot one hundred and twenty (120) cadastre of the parish of Sault au Recollet in the municipality of the City of Montreal North. Of trapezoidal form. Bounded towards the northeast by part of said lot 120-9 (Touchette Avenue), towards the southeast by part of lot 120-14, towards the southwest by part of lot 120-1, and towards the northwest by part of lot 120-10. Measuring eighty-two feet and seventy-seven hundredths of a foot (82.77′) in its southeast line, ninety-one feet and twenty-seven hundredths of a foot (91.27′) in its northwest line, by a width of fifty (50′) feet and containing an area of four thousand, three hundred and fifty square feet and five tenths, English measure(4,350.5 s.f.e.m.)

Part of lot ten (10P) subdivision of original lot one hundred and twenty (120) cadastre of the parish of Sault au Recollet in the municipality of the City of Montreal North. Of irregular form. Bounded towards the northeast by part of said lot 120-10 (Touchette

vers le sud-est par partie du lot 120-9, vers le sud-ouest par partie du lot 120-1 et vers le nord-ouest par la Rivière des Prairies, mesurant cent dix pieds (110′) dans sa limite nord-est, quatre-vingt-onze pieds et vingt-sept centièmes de pied (91.27′) dans sa limite sud-est, cinquante six pieds et soixante-quinze centièmes de pied (56.75′) dans sa limite sud-ouest et cent trente pieds (130′) plus ou mins dans sa limite nord-ouest et contenant une superficie de neuf mille cent pieds carrés plus ou moins, mesure anglaise (9.100 p.c. m.a.).

Avenue) towards the southeast by part of lot 120-9, towards the southwest by part of lot 120-1, and towards the northwest by the River Des Prairies. Measuring one hundred and ten (110′) feet in its northeast line, ninety-one feet and twenty-seven hundredths of a foot (91.27′) in its southeast line, fifty-six feet and seventy-five hundredths of a foot (56.75′) in its southwest line, and one hundred and thirty (130′) feet, more or less, in its northwest line and containing an area of nine thousand, one hundred square feet, more or less, English measure. (9,100 s.f.e.m.).

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet et situés dans la cité de Montréal-Nord.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occultes, attachées auxdits immeubles.

Donné en la cité de Montréal-Nord, ce 25e jour du mois de septembre, 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
RENÉ BERGERON, C.A.

21409-39-2-o

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet and situated in the city of Montreal North.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the city of Montreal North, this 25th day of September 1967.

RENÉ BERGERON, C.A.,
Secretary-Treasurer.

21409-39-2-o

Ville de Saint-Laurent

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous décrits, situés dans la ville de Saint-Laurent, seront vendus à l'enchère publique, à la salle du conseil de l'Hôtel de Ville, 777 boulevard Laurentien, Saint-Laurent, MERCREDI, le VINGT-CINQUIÈME jour d'OCTOBRE 1967 à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt plus les farais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

City of Saint-Laurent

Public notice is hereby given that the immovables described hereunder situated in the city of Saint-Laurent, will be sold by public auction, in the council hall of the City Hall, 777 Laurentian Boulevard, Saint-Laurent, on WEDNESDAY, the TWENTY-FIFTH day of OCTOBER, 1967, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes with interest, plus the costs which have been or may be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before thesale.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Prominent Investment Inc.	493	P. 3.
(avec bâtisse dessus érigée)		(with building thereon erected)
Henri Paul Larivière	258	214.
(avec bâtisse dessus érigée)		(with building thereon erected)
Natia Anita W. Orban	258	186.
(avec bâtisse dessus érigée)		(with building thereon erected)
Santino Sylvestre	258	286.
(avec bâtisse dessus érigée)		(with building thereon erected)
Emma L. Wong	483	219.
(avec bâtisse dessus érigée)		(with building thereon erected)
Raymond Lafrance	19	1396.
(avec bâtisse dessus érigée)		(with building thereon erected)
Yvette Kirouac	468	P. 770. P. 768. P. 769.
(avec bâtisse dessus érigée)		(with building thereon erected)
H D L S 1963 Ltée & Depositor Mortgage Corp.	P. 211.	
Maurice Savignac & Liliane Scott	239	28.
Threesome Investment Corp.	78	P. 201.
Threesome Investment Corp.	82	P. 160.
La Société des Placements Urbains Inc.	P. 82	
	P. 83.	
La Société des Placements Urbains Inc.	P. 84.	
	P. 85.	
La Société des Placements Urbains Inc.	P. 86.	
(avec bâtisse dessus érigée)		(with building thereon erected)
Muro Development Corp.	96	17.
(avec bâtisse dessus érigée)		(with building thereon erected)
Threesome Investment Corp.	P. 82.	

Les immeubles sudits sont tous du cadastre de la paroisse de Saint-Laurent et situés dans la ville de Saint-Laurent.

Permission a été accordée à la ville, le 11 septembre 1967, par la Commission municipale de Québec, d'énumérer de façon abrégée les numéros cadastraux des immeubles ci-dessus mentionnés.

Donné à Saint-Laurent, ce 25e jour de septembre 1967.

Le Greffier,
ADRIEN LIMOGES.

21410-39-2-o

The above immovables are all on the plan and in the book of reference of the parish of Saint-Laurent and situated in the city of Saint-Laurent.

Permission was granted to the municipality by the Quebec municipal affairs department, on September 11th, 1967, to enumerate so as to shorten them, the cadastral numbers of the immovables involved.

Given at Saint-Laurent, this 25th day of September 1967.

ADRIEN LIMOGES,
City Clerk.

21410-39-2-o

Cité de Hull

Avis est par les présentes donné par le soussigné, Greffier de la cité, que les propriétés immobilières ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère publique, JEUDI, le NEUVIÈME jour de NOVEMBRE 1967, à DIX heures de l'avant-midi, dans la salle municipale de l'Hôtel de Ville de la cité de Hull, à défaut de paiement des taxes municipales et/ou scolaires, ainsi que les frais encourus.

City of Hull

Notice is hereby given by the undersigned city clerk of the city of Hull that the immovable properties hereunder described will be sold by public auction on THURSDAY, the NINTH day of NOVEMBER, 1967, at TEN o'clock in the forenoon in the Municipal Hall of the city of Hull in defaut of payment of municipal and/or school taxes and costs incurred.

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
7	Robitaille, Jean-Claude *et al* (Caisse Populaire de Hull), 229-231 Papineau	4	70-2	$ 792.21	$ 579.78	$3.95	$1,375.94
118	Beaudoin, Alfred (Pierre DesRosiers), 8, Verdun	5	O-410	351.73	335.45	4.05	691.23
135	St-Martin, Lionel (Caisse Populaire Sacré-Coeur de Hull), 180, Sacré-Coeur	5	N.E. 181	166.99	.....	3.50	170.49
136-2	Savard, Gérard-Arthur (Caisse Populaire de Hull); (La Cie de Publications de la Patrie Ltée); (La Prévoyance Compagnie d'Assurances), 144-146, Sacré-Coeur	5	217 P. C-D. 1	423.59	.....	4.85	428.44
301	Fauvelle, Roger (Caisse Populaire de Hull), 134, Laval	5	N. 507, S. 496	331.80	.....	4.10	335.90
304	Antille, Paul-Émile, 117, Kent	5	S. 518	174.36	.....	2.70	177.06
360-1	Sincennes, Roger, 218, Kent	5	Machines	.....	47.63	2.10	49.73
431	Girouard, Guy (Charter Credit Corporation), 111, Dollard	5	S. 487	627.11	.....	3.50	630.61
441	Cyr, Rhéal, 137, Dollard	5	N. 444	253.95	232.36	3.25	489.56
525	Robitaille, J. Édouard (Succ.-est, F. A. Binet a/s-c/o Guaranty Trust of Canada), 143, Maisonneuve	4	69-1	456.16	442.64	3.50	902.30
528	Robitaille, Ls. Georges & Édouard, 143, Maisonneuve	4	43-2	72.66	61.20	2.90	136.76
686	Robitaille, Jos. Édouard (Shell Oil Co. of Canada), 150, Maisonneuve	4	44-2	77.47	64.85	3.50	145.82
724	Latour, Aimé & Mme-Mrs. Félix, 253-255, Champlain	5	S. 328	297.80	338.28	3.25	639.33
744	Guindon, Aurèle, 309, Champlain	5	N. 209	316.89	.....	2.70	319.59
889	Cyr, Hubert-Armand Brière (The Royal Trust Co.), 175-177, Notre-Dame	5	E. 537, P. 536	637.35	.....	4.90	642.25
983	Pilon, Aldoria (Seaboard Securities Canadian Ltd), 264, Notre-Dame	5	S. 283	201.17	.....	3.50	204.67

Quartier Frontenac — Frontenac Ward

1517	Picknell, Richard (Caisse Populaire de Hull), 151, Papineau	3	192-2, 824	$ 212.09	$ 149.86	$4.65	$ 366.60
1541	St-Louis, Paul (Caisse Populaire de Hull), 67, Papineau	2	96-4-1, 96-3-2	685.02	.....	4.10	689.12
1541-1	St-Louis, Paul, 67, Papineau	2	Sur-on 96-4-1, 96-3-2	.....	663.91	3.30	667.21
1576	Auger, Lucien, 28, Garneau	2	96-19-1	150.69	.....	2.70	153.39
1592	Sabourin, Mme-Mrs. Émile (Fidelity Finance Corp.), 68-70, Garneau	2	96-0-28	440.83	.....	3.50	444.33
1603	Lamoureux, Ovila (Stanley E. Cross), 96, Garneau	3	172-1	180.21	.....	3.50	183.71
1632	Leduc, Lucien (Dame Stewart R. Strutt), 79, Garneau	3	152-2	242.00	206.16	4.05	452.21
1658	Majeau, Urgel & Mme-Mrs. (Caisse Populaire, Ste-Bernadette de Hull), 9, Garneau	2	96-89A	.....	160.45	3.50	163.95

Quartier Frontenac (*suite*) — Frontenac Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
1692	Girouard, Guy (Caisse Populaire St-Joseph de Hull), (Albert de Bellefeuille), 64, Charlevoix	2	96-55-1	$ 344.15		$4.30	$ 348.45
1701	Bigras, Gilles (Caisse Populaire Ste-Bernadette de Hull), (Roland Prudhomme), 90, Charlevoix	3	143-1	475.27	$ 473.38	4.30	952.95
1783	Desjardins, Trefflé (Caisse Populaire de Hull), 195, St-Laurent	2	96-81B	439.15	289.58	3.50	732.23
1905	Labonté, Arthur, 52-54, St-Étienne	3	135-7-1	259.54		2.70	262.24
1959-1	Groulx, François, 13, Falardeau	3	Machines		314.29	2.10	316.39
2262	Chenier, Charles (Caisse Populaire de Hull), (Freedman Wholesale Ltd), 59, St-Hyacinthe	3	24-1	234.97		4.30	239.27
2263	Chenier, Charles (Caisse Populaire de Hull), (Freedman Wholesale Ltd), 61-67, St-Hyacinthe	3	21-1, 21-2, 10-18, 10-P, 8-17	1,534.59		6.10	1,540.69
2363	Letang, Émile (Dame Rose Patry Sauvé-Charter Credit Corporation-Matériaux Bonhomme Ltée), 31-33, St-Henri	3	75-P.-1	549.06	387.23	4.85	941.14
2387	Cross, Stanley, 91, St-Henri	3	11-3, 11-4	289.23		3.30	292.53
2427	Bélanger, Rolland (Domina Philion), 80, St-Henri	3	11-20	121.25	122.65	4.05	247.95
2448	Letang, Émile (Charter Credit Corporation Ltd), 16, St-Henri	3	102-1	156.62		3.50	160.12
2526	Campeau, Aurèle, 195, Leduc	3	131-2	384.66		2.70	387.36
2551	Giroux, Mme-Mrs. Antoine (Caisse Populaire de Hull), 50-52, Brébeuf	3	30 P. 8-1, 43-1	347.37		5.10	352.47
2600	Therrien, Royal-A. (Munic. Acceptance Corp. Ltd), 42, Falardeau	3	13-15-1	464.06		3.50	467.56
2601	Therrien, Royal-A. (Gaston Dagenais), 40, Falardeau	3	13-14	262.61		3.50	266.11
2602	Beaulne, Alfred (Antoinette Mercier), 38, Falardeau	3	13-13	225.32		3.50	228.82
2621	Beaulne, Alfred (Jean-Marie Leduc-Caisse Populaire de Hull), 39, Falardeau	3	13-30	226.81		4.05	230.86
2698	Trépanier, Bernard (Marie-Louise Sirois-Paul Leduc), 11, Mance	3	14-19	210.22		4.85	215.07
2802	Loyer, Albert (Caisse Populaire du Sacré-Coeur, Hull), 219, Laval	3	15-7	362.81		3.50	366.31

Quartier Montcalm — Montcalm Ward

3103	Sabourin, Rhéau (Associates Realty Co. Ltd), (Dame Yvette Gagnon Montpetit), 26, Courcelette	4	P. 406	$ 420.54		$4.30	$ 424.84
3188	Leduc, Claude, Yolande, Mme-Mrs. P. V. Gagnon, Mme-Mrs. Ernest, Ardouin, Mme-Mrs. Joseph (Royal Trust Company), 112, Principale	3	724-1, 723 P. 2	4,896.55	$5,595.26	4.65	10,496.46
3189	Leduc, Claude, Yolande, Mme-Mrs. P. V. Gagnon, Mme-Mrs. Ernest, Ardouin, Mme-Mrs. Joseph (Royal Trust Company), 116, Principale	3	723-P.-2	1,837.71	2,250.45	4.05	4,092.21
3219	Mousseau, Fernand (Royal Trust Company-Niagara Mortgage & Loan Co. Ltd-Rubin Brothers (Clothiers) Ltd.), 141, Principale	3	652-5, 652-6	6,587.61		5.45	6,593.06
3238	Leduc, Claude, Yolande, Mme-Mrs. P.V. Gagnon, Mme-Mrs. Ernest Ardouin, Mme-Mrs. Joseph, 25-33, Principale	3	711p2, 713 P. 714 P. 710	2,941.53	3,351.34	5.05	6,297.92
3267	St-Cyr, Wilfrid D. (L'Industrielle Co. d'Assurance sur la vie), (La Banqaue Provinciale du Canada), 160-168, Wellington	3	652-1, 652-10	1,513.55		4.90	1,518.45
3417	Guitard, Romuald *et al* (Caisse Populaire de Hull), 75, Hôtel de Ville	3	461		183.97	3.50	187.47
3459	Boucher, Armand (Caisse Populaire Ste-Bernadette de Hull), 79, Vaudreuil	3	387	243.98		3.50	247.48
3564	Sagetim Inc., (Guy Chenevert), 2, Bagot	2	0-214	133.74		3.50	137.24
3655	Gravel, Roland (Caisse Populaire Ste-Bernadette de Hull), 13, Iberville	2	117-2		223.28	4.05	227.33

Quartier Montcalm (*suite*) — Montcalm Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
3656	DeLong Real Estate Inc. (Seaboard Discount Canadian–Marlin Investment Corporation–Louis Laflamme & Trust), 11, Iberville	2	116-1	$ 525.68		$4.35	$ 530.03
3721	Sigouin, Roger (Caisse Populaire de Hull), (Dame Rita Barsaloue (Vve) (Wid.), 228, Papineau	4	90-1, 90-3	426.70		4.90	431.60
3722-1	Môtel Fontaine Bleue Inc. (Banque d'expansion Industrielle), 1, rue Montcalm St.	2	316-2		$9,051.82	4.05	9,055.87
2722-2	Môtel Fontaine Bleue Inc., rue Montcalm St.	2	P. Ruisseau de la Brasserie		172.78	2.65	175.43
3723	Môtel Fontaine Bleue Inc., 5, rue Montcalm St.	2	316-3		444.04	3.25	447.29
3736	Sagetim Inc. (Guy Chenevert), 91-95, Montcalm	2	E. 214	794.13		3.25	797.38
3739	Waxman, Joseph Syndic (Yvain Leblanc–Credit M. S. Inc.–Trust Général du Canada–Sogetim Inc.–B. & J. Finance Co. Inc.), 103, Montcalm	2	208	13,948.35		6.20	13,954.55
3764	Simard, Mme-Mrs. Arthur (Caisse Populaire Ste-Bernadette de Hull), (Craig Investment Limited), 138-140, Montcalm	2	149-2, 150	443.39	324.10	5.45	772.94
3774	Guévremont, Charles (Caisse Populaire Ste-Bernadette de Hull), 100, Montcalm	2	212-3	422.33		4.05	426.38
3815	McLeod, Georges & Mme-Mrs. (Seaboard Sec. Can. Ltd), 66-66A, Carillon	2	120-1		273.50	3.50	277.00
3825	Poirier, Lépold (Caisse Populaire de Hull), (Union Finance Co. Ltd), (Gestion Hulwata Limitée), 16, Carillon	2	291-2	517.71		5.10	522.81
3837	Boucher, Armand (Caisse Populaire Ste-Bernadette de Hull), 129, St-Rédempteur	2	166-2	425.15		3.50	428.65
3844	Cliche, Jean (Union du Canada Assurance-Vie), 153-155, St-Rédempteur	2	97-2; 98-2	328.35	204.92	4.65	537.92
3855	Beauchamp, Joseph (Munic. Acceptance Corp. Ltd), (Walter C. Cross), 132, St-Rédempteur	3	276, 296-8	339.63		4.65	344.28
3856	Fréchette, Edgar (Superior Discount Limited), 128-130, St-Rédempteur	3	295-3, 294, 296-7	171.61	188.82	5.25	365.68
3891	St-Cyr Wilfrid-D, (Caisse Populaire de Hull–L'Industrielle Cie d'Assurance-Vie–Ministère du Revenu National), 91-101, Eddy	3	428-1, 429-1, 430-1, 485-1	3,922.55		6.90	3,929.45
3928	Picard, Laurent (Société d'entreprise du Canada–Dame Jean-Baptiste Courval), rue Eddy St.	3	356-1	187.34		4.05	191.39
3929	Picard, Laurent (Société d'entreprise du Canada–Dame Jean-Baptiste Courval), 112 Eddy	3	405-1	997.46		4.05	1,000.51
3972	Rochon, Dioscoride (Caisse Populaire de Hull), St-Jacques	3	357-2, 360	86.16		4.10	90.26
3973	Rochon, Dioscoride (Caisse Populaire de Hull), 99, St-Jacques	3	359, 358-2	517.29		4.10	521.39
3992	Harper, Fernand (Caisse Populaire de Hull), 148, St-Jacques	3	213-1, 197-4..	266.45		4.10	270.55
4082	Baker, Adélard (Succ.-est. Régina Nadon-Nadeau)–Gilbert Pelletier–Bank of Montreal), 31, Châteauguay	3	702	422.22		4.60	426.82
4106	Gareau, Omer, 8, Châteauguay	3	449-2	166.97		2.70	169.67
4107	Fernand Mousseau Limitée (Philias Charron–H. Elzéar Ménard–Ed. Brunet & Fils Ltée–Aldège Cayer), 13, Laval	3	652-4	720.98		6.90	727.88
4118	Guitard, Maxime *et al* (Germain Clairoux), 71, Laval	3	460		479.85	3.80	483.65
4118-1	Leblanc, Florian, 71, Laval	3	Machines		235.40	2.10	237.50
4119	Laflamme, Louis (Caisse Populaire de Hull–Gérard Pépin), 73, Laval	3	458, 459	1,242.92		4.90	1,247.82
4123	Boucher, Armand (Nettoyeurs Hull Cleaners Inc.), 91, Laval	3	385	578.21		3.25	581.46
4146	Gendron, Raoul (Caisse Populaire de Hull–Ministère du Revenu National), 80-82, Laval	4	225-B	285.88		4.05	289.93

Quartier Montcalm (*suite*) — Montcalm Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
4331	Mutchmore, Mme-Mrs. Albert (Orville Pettapiese-Trust Général du Canada), 12 Champlain	4	S. 389	$ 756.24		$4.30	$ 760.54
4334	W. D. St-Cyr Limitée (Banque Provinciale du Canada), (Ministère du Revenu Provincial), Champlain	4	N. 403, n.o.-w. 404.	139.62		4.90	144.52
4335	W. D. St-Cyr Limitée, 13, Notre-Dame	4	Sur-on P. rue N.-Dame St.	112.43		1.55	113.98
4336	W. D. St-Cyr Limitée (Banque Provinciale du Canada-Ministère du Revenu Prov.), Notre-Dame	4	N. 405, N.E. 404	91.82		4.40	96.22
4337	W. D. St-Cyr Limitée (Banque Provinciale du Canada-Ministère du Revenu Prov.), Notre-Dame	4	397	133.06		3.80	136.86
4338	W. D. St-Cyr Limitée (Banque Provinciale du Canada-Ministère du Revenu Prov.), 15, Notre-Dame	4	390	491.98		3.80	495.78
4374	Roberge, succ.-est. Joseph, 70, Notre-Dame	4	246-3, 245-2	714.92		3.30	718.22
4382	Môtel Fontaine Bleue Inc. (Industrielle Cie d'Assurance), 25, Laurier	4	204-181		$5,492.66	6.10	5,498.76

Quartier Tétreault — Tétreault Ward

4528-1	Proulx, Armand (Royal Trust Company-Niagara Mortage Loan Co. Ltd), 28, Millar	1	317-P. 38, P. 39	$ 851.26		$3.90	$ 855.16
4679	Beauchamp, Clément en fiducie-in trust, 232, boul. Taché	1	255-12, 13, 14	578.42		3.90	582.32
4745	O'Neil, James-H. & Mme-Mrs. (Caisse Populaire Brébeuf), 37, de Lanaudière	1	32	352.40		3.50	355.90
4758	Parizeau, Émile (Maurice Faubert), 42, Prévost	1	338-9 P. 336	239.97		4.10	244.07
4759	Corneau, Hector (The Bank of Montreal), 44, Prévost	1	338-8, P. 336	854.45		4.10	858.55
4787	Filiou, Antonio (Alice Cotuan Desjardins), 15, Duhamel	1	83	640.95	$ 546.36	4.05	1,191.36
4788	Filiou, Antonio, rue Duhamel	1	82-B	57.13	65.96	3.25	126.34
4794-2	Beaudry, Mme-Mrs. Lucien (Seaboard Securities Can. Ltd), 46, Tétreau	1	95-B	562.18		3.50	565.68
4809-1	Filiou, Joseph, 15, Maricourt	1	339-32, 34	629.27		3.30	632.57
4894	Dériger, Bernard (Yvon Rinaville-Craig Investment Ltd.-Montreal Trust Company), 34, Coallier	1	85	672.84		5.10	677.94
4980	Gariépy, Jean-Jacques (Caisse Populaire de Hull), 23, Moncion	1	9-15-12	576.37		3.50	579.87
5123	Séguin, Pierre (The Royal Trust Co.-Niagara Mortgage & Loan Ltd), 25, St-Dominique	1	9-18-14	683.66		4.30	687.96
5124	Séguin, Pierre (Royal Trust Co.-Niagara Mortgage & Loan Co. Ltd), 23, St-Dominique	1	9-18-15	678.30		3.80	682.10
5129	Scarborough, Mme-Mrs. Georges-Henri (The Royal Trust Co.-Niagara Mort. & Loan Co. Ltd), 13, St-Dominique	1	9-18-20	570.49		4.30	574.79
5489	Page, Aldège, 9, Chatelain	1	255-160, 161	200.99		3.30	204.29
5497	Lacasse, Lionel (Caisse Populaire de Hull), 2, Chatelain	1	255-180	355.79		3.50	359.29
5515	Jetté, Albert (Dame Alice Cotuan Desjardins), 11, Duquesne	1	255-555-556	394.32		4.10	398.42
5546	Blondin, Albert (Union Finance Co. Limited), 48, Lavigne	1	255-686, E-687 P. 1174	512.30	448.27	5.25	965.82
5631	Desmarais, Gérard (Caisse Populaire de Hull-L'Assurance Mutuelle des Fabriques d'Ottawa), 77, St-Jean-Bosco	1	255-1024-A, 1025	394.09		4.90	398.99
5656	Chantigny, Arthur (Western Savings & Loan Assoc.), 100-102, St-Jean-Bosco	1	255-1104, 1105 P. 1148B	511.81		4.70	516.51

Quartier Tétreault (*suite*) — Tétreault Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
5669	Dumouchel, Raymond & Mme-Mrs. (Charter Credit Corp.), 46, St-Jean-Bosco	1	255-1078B, 1079, P. 1148B	$ 540.00		$4.70	$ 544.70
5677	Meunier, Lucien (Dame Léon Couture –J. Oscar Duquette–Fidelity Finance Corp.), 22, St-Jean-Bosco	1	255-1068, 1069A, P. 1148B	805.43		7.10	812.53
5742	Belair, Dominique (Caisse Populaire St-Joseph de Hull), 86, Delorimier	1	254-42	425.99	$ 239.93	4.05	669.97
5779	Charbonneau, Arthur (Caisse Populaire St-Jean-Bosco de Hull), 65, Rouville	1	254-191	299.87		3.50	303.37
5781	Boucher, P-Émile & Mme-Mrs. (Family Finance (1964) Ltd), 69, Rouville	1	254-193		318.66	3.50	322.16
5796	Marcil, Fernand & Mme-Mrs. (Caisse Populaire St-Jean-Bosco), 62, Rouville	1	254-211		178.93	3.50	182.43
5832	Boudria, Aurèle (Caisse Populaire St-Jean-Bosco de Hull), 61, Chauveau	1	254-221		158.07	4.05	162.12
6055	Asselin, Armand (Caisse Populaire de Hull–Isidore Michaud), 99, boul. St-Joseph	1	254-5, 6	1,060.99		4.10	1,065.09
6067	Laframboise, Honorius (Caisse Populaire de Hull), 75, boul. St-Joseph	1	255-907	333.29		3.50	336.79

Quartier Wright — Wright Ward

6589	Bastien, Philias (Mme-Mrs. Stewart R. Strutt), 52, Carrière	1	247-21	$ 250.19		$3.50	$ 253.69
6598	Léonard, Roméo (Maurice Charbonneau), 13, Rouleau	1	8-60	421.40		3.50	424.90
6623	Clairmont, Francis (Nick Skowronski) 4, Plessis	1	247-40	384.68	$ 304.22	4.05	692.95
6625–1	Filiou, Antonio (Emmanuel M. Glatt) Amherst	1	250-57	313.96	268.01	4.05	586.02
6625–2	Filiou, Antonio (Emmanuel M. Glatt) Amherst	1	250-56	41.70	60.37	3.80	105.87
6626	Filiou, Antonio (Emmanuel M. Glatt) Amherst	1	250-55	98.85	143.07	3.80	245.72
6640	Marengère, René (Caisse Populaire de Hull–Dame Gertrude Amyot-Simard, Club de Salaberry Inc.), 97, Amherst	1	247-0-87, 0-54	510.95		5.70	516.65
6654	Nault, Gabrielle, Amherst	1	247-420, P. 480	217.92		3.30	221.22
6655	Nault, Gabrielle (Caisse Populaire St-Joseph de Hull), 151, Amherst	1	247-419, 418 P. 480	340.87		4.65	345.52
6676	Strasbourg, Mme-Mrs. Édouard, 174, Amherst	1	247-411, 412, 8-27	520.19	246.11	4.45	770.75
6742	Sabourin, Émile (Royal Trust Co.–Niagara Mortgage & Loan Co. Ltd–Ronald Bélec), 107, Binet	1	247-796 P. 486	546.76		5.70	552.46
6783–3	Hull Woodwork Regd, 20, Beaudoin	1	250 N C. 59		737.46	2.70	740.16
6856	Pelland, Germain (Caisse Populaire St-Joseph de Hull), 8, Claude	1	248-89 P. 88	282.08		4.10	286.18
6864	Boily, Gérard (Jules Raymond–The Seaboard Discount Canadian Limited), 31 Brodeur	1	248-167, 168	298.60	267.15	5.45	571.20
6955	Lachance, Maurice (Mme-Mrs. Léonie Binet), Brodeur	1	248-183	137.56		3.50	141.06
6962	Sicotte, Rolland (Charles Charron–Isidore Léo Champagne–François d'Assise Renaud), 13, Dumas	1	E-349, E-350, E-351		269.49	6.85	276.34
7236	Villeneuve, Mme-Mrs. Octave, 156, Nicolet	1	246-P. S. 306, S. 307	151.98		3.30	155.28

Quartier Wright (*suite*) — Wright Ward (*continued*)

No Rôle Roll No.	Propriétaires — Adresse Proprietors — Address	Quartier Ward	Numéro du cadastre Cadastral number	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Frais Costs	Total
7313	Butler, Paul (Thomas J. Nankin), 145, Jeanne d'Arc	1	246-421	$ 282.16	$ 186.37	$3.80	$ 472.33
7337	Thom, Antonio (Dame Alexina Henry Laroeque), 57, Crémazie	1	257-35, 258-12	392.00		3.55	395.55
7339	Thom, Antonio (Dame Georgette Charbonneau Thibault), 51, Crémazie	1	257-33, N. 32.	564.33		4.10	568.43
7357	Ménard Ready Mix Limited (Beton Canadian Prepare–Luc Têtu–Centreside Douglas Dairy Ltd–Deschênes Constructions Ltd), 100, Lois	1	250-s.o.-w. 59	3,143.05		5.15	3,148.20
7473	Lachance, Maurice (Mme-Mrs. Léonie Binet), 255-257, St-Joseph	1	248-182	797.75		3.50	801.25
7497	Pelland, Germain, 147, boul. St-Joseph	1	254-317, 318, 319	1,191.68		3.90	1,195.58
7548	Régimbald, Maurice, (Seaboard Disc. Can. Ltd), 50, Demontigny	1	254-339	231.32		3.25	234.57
7552	Gravelle, Marcel, (Caisse Populaire Brébeuf–Jean Maurice Gravelle & autres, 62, Demontigny	1	247-594	973.99		4.05	978.04
7604-3	Bermain, Henri, (Caisse Populaire du Lac des Fées de Hull), 60, Davies	1	247-32	481.28		3.50	484.78
7644	Ouellette, Royal, (Robert C. P. Radmore–René Drolet), 34, Richelieu	1	247-169, S.170	578.83	346.39	5.20	930.42
7682-2	Villeneuve, Bernard, (Caisse Populaire St-Joseph de Hull), 100, Labelle	1	246-P. N. 306, P. N. P. 425	408.79	248.33	5.25	662.37
7687-1	Vachon, Roger, (Seaboard Securities Can. Ltd), 51, Labelle	1	247-430 P. P. 481	394.00		4.10	398.10
7688	Vachon, Roger, (Seaboard Securities Can. Ltd), 49, Labelle	1	247-429 P. 481	160.94		3.85	164.79
7694-1	Woodford, Charles, (Stanley E. Cross) Labelle	1	247-P. 623	82.10		3.50	85.60
7694-2	St-Martin, Mme-Mrs. Blanche (Union du Canada Assurance-vie–Guy Rochelieu–Gilles Rocheleau), 35, Labelle	1	247-622, P. 623	320.87		5.45	326.32
7715	Godmaire, Albert, (Superior Credit Corp. Limited), 34, Montmartre	1	247-643	243.09		3.50	246.59

Quartier Lafontaine — Lafontaine Ward

8051	Monfils, Lucien, 54, Jeanne d'Arc	1	246-508	$202.82		$2.70	$205.52
8204	Latreille, Ernest, (Dame Béatrice Labelle–René Bourdage), 73, Fontaine	1	244-208, 209..	324.72		4.90	329.62
8242	Payette, Paul, (Dame Joseph Charlebois), 175, Fontaine	1	4-1-76	519.20		3.25	522.45
8375	Albert, André, (Caisse Populaire St-Joseph de Hull–Gagné–Bourque Limitée), 167, Ste-Marie	1	4-1-32	511.92		4.30	516.22
8550	Bisson, Hervé, 148, Caron	1	244-624-21	281.24		2.70	283.94
8913	Desjardins, Trefflé (Caisse Populaire de Hull–Guy Chenevert Limitée), 18 Montpetit	1	141-19	466.21	304.36	4.60	775.17
8941	Delong Real Estate Inc., (Dame Fabien Bénard–Martin Investment Limited–Louis Laflamme In Trust) 8, Larose	1	141-160	397.59		4.85	402.44
8958	Laberge, Léonard, 26, Gratton	1	141-177	336.11		2.70	338.81
9297-1	Chaussé, Florent, (Caisse Populaire St-Joseph de Hull), 107, Émond	1	4-86-2	587.22		3.50	590.72
9376-4	Sanscartier, Gérard, (Caisse Populaire de Hull–Vincent Barri–Sa Majesté la Reine au droit de la Province de Québec–Sa Majesté la Reine, au droit du Canada, 112, Maurice	1	4-109	739.39		5.90	745.29

Quartier Dollard (canton de Hull) — Dollard Ward (township of Hull)

No Rôle / Roll No.	Propriétaires — Adresse / Proprietors — Address		Numéro du cadastre / Cadastral number	Taxes mun. / Mun. taxes	Taxes scol. / School taxes	Frais / Costs	Total
9519	Belleau, Jean, (Caisse Populaire de Hull), 126, Raymond	5	6 B-51	8581.72	.....	83.50	$8585.22
9520-11	Desève, Gérard & Mme-Mrs. (Fidelity Finance Corp.-Louis Gendron), 70, St-Raymond	5	5-459	.....	$1,022.54	4.05	1,026.59
9836	Thauvette, Laurent, Brady	5	6 B-P. 325	211.53	.....	3.30	214.83
9837-1	Thauvette, Laurent, Brady	5	6 B-324	340.35	.....	3.30	343.65
9974-60	Chenier, J. P. (Société Centrale d'Hypothèques & Logement), 124, Mutchmore	5	4 F-4 P. S. 18	221.22	.....	3.50	224.72
9974-68	Chenier, J. P. (Société Centrale d'Hypothèques & Logement), 140 Mutchmore	5	4 F-4 P. S. 14	225.11	.....	3.50	228.61
9974-158	Tremblay, Sylvio-Jean (Canada Trust Company- Massomigliano Moretto), 203-205 Mutchmore	5	5-923		744.46	4.30	748.76
10410	Bisson, J. G. Construction Limitée, Bédard	5	P. 6 B	.....	18.93	2.70	21.63
10430	Thauvette, Laurent, Legault	5	6 B-508	273.92	.....	2.70	276.62
10431	Thauvette, Laurent, Legault	5	6 B-507	203.53	.....	2.70	206.23
10432	Thauvette, Laurent, Legault	5	6 B-506	210.18	.....	2.70	212.88
10433	Thauvette, Laurent, Legault	5	6 B-505	193.14	.....	3.30	19.44
10557-92	National Life Ass. Co. 16, Meilleur	5	6A-431	.....	355.18	2.70	357.88
A-9520-11	Desève, Gérald (Fidelity Finance Corporation-Louis Gendron), 70, St-Raymond	5	5-459	643.32	.....	4.05	647.37
A-9520-12	Baker, Adélard (Arquilla Germain-Seaboard Securities Canadian Limited), 66, St-Raymond	5	5-460	374.88	.....	4.30	379.18
A-11004-1	Bertrand, Horace (Fidelity Finance Corporation-Allied Building Supply (Ottawa) Ltd-Interprovincial Building Credits Ltd-La Caisse Populaire St-Raymond de Hull), 141, Archambault	5	5-332, 5-333, P. 327	645.60	.....	7.10	652.70
A-11019-2	Brunette, Gaétan (The Royal Trust Company-Placements Sentinelle Incorp.-Roger Raymond), 209, Archambault	5	5-P. S. 163	499.92	.....	5.10	505.02
A-11019-3	Brunette, Gaétan (The Royal Trust Company-Placements Sentinelle Incorp.-Roger Raymond), 211, Archambault	5	5-P. N. 163	651.33	.....	5.10	656.43
A-11165	Desèves, Gérald (Fidelity Finance Corporation), 615-617, St-Joseph	5	4G-45	1,367.70	1,554.16	4.05	2,925.91
A-11193	François Amyot (En fiducie-in trust) (Edmond Potvin), 706, boul. St-Joseph	5	P.5	1,002.39	.....	3.50	1,005.89
A-11194	Amyot Ready Mix Co. Limited (Canada Permanent Trust Company), 700, boul. St-Joseph	5	P. 5	4,617.11	.....	4.05	4,621.16
A-11195	Le Conseil 1693 Chevalier de Colomb (Caisse Populaire de Hull), 690, boul. St-Joseph	5	P. 5	2,273.31	.....	3.50	2,276.81
A-11244	Goulet, Aimé (Caisse Populaire St-Raymond de Hull-Beneficial Finance Co. of Canada), 67, Des Oliviers	5	5-531, 534	270.44	189.43	5.20	465.07
A-11291-3	Liberty, Robert D. (Joseph Urgel L'Écuyer), 45, Meunier	5	5-94-9	520.67	.....	3.50	524.17
A-11387-3	Meilleur, Maurice (Caisse Populaire St-Joseph de Hull), 25, Marengère	5	4E-100, 101	393.47	.....	4.10	397.57

Donné à Hull, ce 28 septembre 1967.
Le Greffier de la cité de Hull,
ROLAND STEVENS.
21430-40-2-o

Given at Hull, this September 28, 1967.
ROLAND STEVENS,
City Clerk of the city of Hull.
21430-40-2-o

Ville de Montréal

Avis de vente d'immeubles

Avis public est par les présentes donné que les propriétés immobilières ci-après mentionnées et plus spécialement désignées dans une cédule déposée dans mon bureau, le vingt-cinquième jour de septembre 1967, seront vendues par moi, à mon bureau dans la ville de Montréal, le VENDREDI, PREMIER jour de DÉCEMBRE 1967, à DIX heures du matin, à raison d'une réclamation de la ville de Montréal, pour taxes et contributions foncières annuelles ou spéciales.

City of Montreal

Notice of sale of immovables

Public notice is hereby given that the immovable properties hereinafter mentioned and more particularly described in a schedule filed in my office, on the twenty-fifth day of September, 1967, will be sold by me, at my office, in the city of Montreal, on FRIDAY, the FIRST day of DECEMBER 1967, at TEN o'clock in the forenoon, upon claim by the city of Montreal for annual or special real estate taxes and assessments.

Compte No Amount No.		No Civique, Rue — Civic No. Street	Cadastre — Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement — Registration division	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Montant réclamé — Amount Claimed
110190	01	346-348 Notre-Dame est	P56	.....	Quartier Est.....	Dame-Mrs. Habib T. Sheito *et al*	$1,550.96
110290		57-53 St-Jacques ouest	P154 153-1 153-2	.....	Quartier Centre.....	Estate Benny Sadovnick.....	15,926.11
121095		1817-27 Grand Trunk	P909 910	.....	Quartier Ste-Anne.....	Léon Turgeon.....	1,093.06
130607		Canning.....	190 P202 189	.....	Quartier St-Antoine....	Samuel Plotkin *et al*.....	237.15
130608		545-39 Canning..	P191	.....	Quartier St-Antoine....	Samuel Plotkin *et al*.....	1,252.18
130609		535-29 Canning..	P191	.....	Quartier St-Antoine....	Samuel Plotkin *et al*.....	1,480.86
140539		Sud de 1217 de La Montagne	1522 1522 P1515 1522	P4..... P3 P5	Quartier St-Antoine....	Hôtel de LaSalle 1965 Inc.....	15,280.30
140542		1217 de La Montagne	1522 1522	P3..... P3	Quartier St-Antoine....	Hôtel President Inc.....	5,989.03
171142		3570-72 Clark....	107	P4.....	Quartier St-Laurent...	Victor Dupuis.....	828.30
171747		Guilbault.....	18 18	8..... P12-1	Quartier St-Laurent....	Herco Investments Inc.....	1,286.92
171748		Guilbault.....	18 18	7..... P12-1	Quartier St-Laurent....	Herco Investments Inc.....	1,309.59
190450		1410-16 Ste-Élisabeth	P484	.....	Quartier St-Louis.....	Raymond Lavoie.....	716.89
190916		188-198 Dorchester Est	P218 P217	.....	Quartier St-Louis.....	Zygmunt Orbach *et al*.....	10,311.39
200134		Labelle.....	P473 472	.....	Quartier St-Jacques....	G. Albert Gauthier Ltée.....	693.80
200954		2030-38 Montcalm	1149	.....	Quartier St-Jacques....	Dame-Mrs. Wilfrid Malenfant.	564.70
220412		1620-24 Dorion...	P565 P566	.....	Quartier Ste-Marie....	Dame-Mrs. Larry Walsh.....	466.40
230497		1460-68 Frontenac 2531-29 ruelle Mondelet	166 166 166	P628.... P627 P626	Village incorporé d'Hochelaga	Noël Anfousse.....	762.28
230563		557-541 Frontenac 2566-62 Cadot	166 166 166	P6..... P7 P5	Village incorporé d'Hochelaga	Succ. Hormisdas Meunier dit Lagacé *et al*	1,960.07
230631		516-526 Marlborough	P143	.....	Village incorporé d'Hochelaga	Dame-Mrs. Benjamin Weltman	942.45
230759		2465-71 Logan...	1363	46.....	Quartier Ste-Marie....	She' 'on Walsh.....	1,245.62
230874		Ste-Catherine Est	1473 1473 1473	4..... 5 P10	Quartier Ste-Marie....	Giovanni Cuffaro.....	1,179.48

Le lot 1473 P10 est cadastré comme ruelle

Lot No. 1473 P10 is registered on the cadastre as a lane.

Compte No Amount No.	No Civique, Rue — Civic No. Street	Cadastre — Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement — Registration division	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Montant réclamé — Amount Claimed
230875	Ste-Catherine Est	1473 1473	6 7	Quartier Ste-Marie	Giovanni Cuffaro	$1,116.28
231264	1472-76 Frontenac	166 166	P627 P628	Village incorporé d'Hochelaga	Noël Anfousse	581.36
240077	2537-41 Manufacturers	P2819		Municipalité de la paroisse de Montréal	Roger Panneton	527.10
240645	518-16 Ste-Madeleine	P259		Quartier Ste-Anne	Nick Pietrowski	333.52
241223	688 Liverpool	3239 3239	24 23	Municipalité de la paroisse de Montréal	Charles Boudrias	240.65
241515	2423-25 Rozel	3346 3369-A 3345	6 P9 6	Municipalité de la paroisse de Montréal	Samuel E. Cohen Ltd.	331.30
250718	2540-44C Albert	P746 P745 P745		Municipalité de la paroisse de Montréal	J. A. Hébert	522.68
251074	802-12 Fulford 2203-01 Coursol	87	40	Quartier St-Antoine	J. P. Boucher	641.92
260351	1819 Boul. Dorchester West	1622	P9	Quartier St-Antoine	William I. Miller *et Al*	1,785.84
260352	1817 Boul. Dorchester West	1622 1622	P8 P9	Quartier St-Antoine	William I. Miller *et Al*	1,806.70
260561	1840 Boul. de Maisonneuve 1835-33 Ste-Catherine Ouest	P1658 P1659 1657		Quartier St-Antoine	Jack Farber	9,067.44
261766	1963-61 Tupper	1628 1628SFP 1628SFP 1628SFP	FP1 FP2 FP3 FP4	Quartier St-Antoine	Maurice Savignac Attention: M. Gérard Blais, Syndic	2,119.70
261839	1275 Du Fort	1627 1628-F 1628-F 1627 1627 1627 1628-F 1628-F	P10 PF-1 PF-3 P7 P8 P9 PF-2 PF-4	Quartier St-Antoine	Maurice Savignac	1,430.35
261840	1271 Du Fort	1628-F 1628-F 1628-F 1628-F	FP-4 FP-1 FP2 FP3	Quartier St-Antoine	Maurice Savignac	1,579.32
261860	2100 Chomedey	1654	225	Quartier St-Antoine	Victor Dupuis	2,987.41
262145	1746 Cedar Ave	1725 1725	23 P22	Quartier St-Antoine	Tov Ber Investment Corp	11,219.54
262146	1748 Cedar Ave	1725	P22	Quartier St-Antoine	Tov Ber Investment Corp	6,372.98
280656	3722-24A Ave Coloniale	P970 971	 P1	Quartier St-Louis	Sidney Spinner	3,409.82
281135	3958 Ave Laval	904	8	Quartier St-Louis	John Spulock	417.41
281224	287 Carré St-Louis	902 902	7 6	Quartier St-Louis	Joseph Hausberg	3,472.86
281463	3663 Drolet	902 902	99A 98B	Quartier St-Louis	Alfred Dastou	1,725.91
281476	3670 St-Denis	902	118	Quartier St-Louis	Alfred Dastous	2,621.06
290083	3964-66 Rivard	1202	43	Quartier St-Jacques	Estate Charles Hill *et al*	589.68
290656	969-71-73 Cherrier	1211	5	Quartier St-Jacques	Lorenzo Séguin *et al*	746.61
301533	2520 Wurtele	148	2480	Village incorporé d'Hochelaga	Alex Prodius *et al*	210.84
301706	2181-71 Florian	148	2030	Village incorporé d'Hochelaga	André Chassaing	869.82
301707	2169-59 Florian	148	2029	Village incorporé d'Hochelaga	André Chassaing	833.49

Compte No / Amount No.	No Civique, Rue — Civic No. Street	Cadastre — Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement — Registration division	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Montant réclamé — Amount Claimed
301708	2157-49 Florian	148	2028	Village incorporé d'Hochelaga	André Chassaing	$ 833.42
301721	Lespérance	148	2046	Village incorporé d'Hochelaga	La Laiterie Idéale Ltée	266.28
301722	2080 Lespérance	148 148 148 148	P2050 2047 2048 2049	Village incorporé d'Hochelaga	La Laiterie Idéale Ltée	1,188.19
302488	2073-69 Ave Marchand	1359 1359	P128 P127	Quartier Sainte-Marie	Paul Welsh	238.44
313053	Arr. Sherbrooke Est	148	P1653 P1654 P1650 P1651 P1652 P1655 P1656	Village Incorporé d'Hochelaga	Gaston Guay	1,267.66
Ligne homologuée avec toutes les servitudes actives et passives y attachées.				Homologated line with all the active and passive servitudes attached thereto.		
313193	Darling	P30		Village Incorporé d'Hochelaga	Falcon Investment Corporation	83.51
321447	3127-31 Adam	76	44	Village Incorporé d'Hochelaga	Eddy Witkowski	650.06
330973	2732 Boul. Pie IX	14	768	Village Incorporé d'Hochelaga	Richard Sawh *et al*	3,868.29
332823	2050-52 St-Clément	1A	173	Village Incorporé d'Hochelaga	Gérard Houle	421.07
353336	4003-01 Monsabré	21	1202-2 1203-1	Paroisse de la Longue-Pointe	Dame-Mrs. Adélard Desjardins	1,105.80
353594	3032-34 Lacordaire	21	781	Paroisse de la Longue-Pointe	Paul Welsh	413.01
355397	2260 De Cadillac	28	233 232 231 230 P229	Paroisse de la Longue-Pointe	Chevaliers de Colomb du Conseil Notre-Dame des Victoires No 3480	2,639.04
355746	5347-45 De Cadillac	29	991	Paroisse de la Longue-Pointe	Gaétan Robillard	915.05
358761	5697-95 Langelier	41	1488	Paroisse de la Longue-Pointe	Louis Laberge	1,684.34
373484	5040-42 Desmarteau	403	882	Paroisse de la Longue-Pointe	Léo Paul Ménard	1,065.45
373632	4977-75 Desmarteau	403	896	Paroisse de la Longue-Pointe	Roger David	625.56
374154	4997-95 Paul Pau	404	807	Paroisse de la Longue-Pointe	Léo Perreault Ltée	1,376.12
374865	2813-11 Joseph Nolin	405	70	Paroisse de la Longue-Pointe	Léopold Perreault	1,174.90
375896	2930 Fletcher Ave	407 407	P532 533	Paroisse de la Longue-Pointe	Antonino Spada	682.90
376372	2870-74 Ave Bilaudeau	407 407	568 569	Paroisse de la Longue-Pointe	Léopold Perreault	1,600.30
377627	3077-73 Ave Hector	408	P394	Paroisse de la Longue-Pointe	Sidney Spinner	1,006.08
381599	6155 La Fontaine	35	96-1-1	Paroisse de la Longue-Pointe	Flex I Con Mnfg Co. Ltd	13,166.07
382138	Place Beauchesne	P395		Paroisse de la Longue-Pointe	Milford Investment Corporation	1,895.76
382215 05	2064-66 Place Arthur Buies	395	437	Paroisse de la Longue-Pointe	Jean Beauchamp	1,460.88
386090	9720-22 Ste-Claire	409 409	276-2 277	Paroisse de la Longue-Pointe	Léopold Perreault	814.27
387007	De Marseille	326	P172	Paroisse de la Longue-Pointe	Samuel D. Miller *et al*	53.80

Compte No Amount No.	No Civique, Rue — Civic No. Street	Cadastre — Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement — Registration division	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Montant réclamé — Amount Claimed
388058	De Teck	396 396	742-P2 742-1	Paroisse de la Longue-Pointe	Lucien Hamelin	$ 114.93
391404	6644-48 Ave Chauvin	41	1456	Paroisse de la Longue-Pointe	Vincenzo Di Maulo	2,046.95
392008	5960 Turenne	28 28	648-1 647	Paroisse de la Longue-Pointe	Albert Dodier dit Odier	1,083.55
392403	6044 Gérin Lajoie	29	1021	Paroisse de la Longue-Pointe	Dame-Mrs. Guy Marseille	1,062.22
394071	6577-75 Guillaume Couture	40	574	Paroisse de la Longue-Pointe	Albert Dodier	880.34
395100	St-Zotique est	P22 P22		Paroisse de la Longue-Pointe	Executive Holdings Inc	2,990.93
396147	5455 Bélanger est	17 17	700 701	Paroisse de la Longue-Pointe	Pierino Sicuro	2,741.42
398363	De Normandie	398	736	Paroisse de la Longue-Pointe	Marcel Sylvestre	417.86
401007	1557-55 Leprohon 5770-66 Angers	4196 4195 4195 4196	4 1 2 5	Municipalité de la paroisse de Montréal	J.-Jules Beauchamp	3,252.06
402409	6066-70 Laurendeau	4670	808-1	Municipalité de la paroisse de Montréal	Roger Vanier	2,189.07
402410	6074-80 Laurendeau	4670 4670	808-2 809	Municipalité de la paroisse de Montréal	Roger Vanier	2,687.52
402411	6082-86 Laurendeau	4670	810	Municipalité de la paroisse de Montréal	Roger Vanier	2,638.50
403143	York Lane	3407	P229	Municipalité de la paroisse de Montréal	D. Smith Realty Co. Limited	435.92
411665	6665-55 Beaulieu	P3849		Municipalité de la paroisse de Montréal	Jean G. Martin	1,148.98
413054	Voisin de 6388 Jogues	3616 3616 3616	770 771 772	Municipalité de la paroisse de Montréal	Henrico Construction Corp	1,078.46
414333	Arr. Jogues	3615	P114	Municipalité de la paroisse de Montréal	Florian Vinet *et al*	226.79
422047	5121-23 St-Ambroise	3413	138	Municipalité de la paroisse de Montréal	Maurice Noël	348.99
432315	5233-35 Dalou	49	132-2	Municipalité de la paroisse de Montréal	Irving Dym	533.62
437285	3599 Marlowe Avenue	184	426-A	Municipalité de la paroisse de Montréal	Dame-Mrs. Wilbur Wong	939.74
440144	4573-75 Harvard Avenue	175 175	691 690-2	Municipalité de la paroisse de Montréal	Marcel Marsan	923.56
440996	3784 avenue Melrose	174	21	Municipalité de la paroisse de Montréal	Dame-Mrs. Maurice Raymond	667.68
446112	Beaconsfield Avenue	165	P350	Municipalité de la paroisse de Montréal	Ernest Lizauer	144.39
451050	3545 Belmore Avenue	147	26	Municipalité de la paroisse de Montréal	Eric A. Hernblade	636.02
471955	4050 Jean Talon ouest	101 101	378 377	Village incorporé de la Côte-des-Neiges	Nat Win Inc	31,090.95
473268	6920-40 Lemieux	111 111 111 111	421 422 423 424	Village incorporé de la Côte-des-Neiges	Dame-Mrs. Herman Zelikovic	8,590.31
473274	5080 Ave de Courtrai	111 111	427 428	Village incorporé de la Côte-des-Neiges	American Realty Investors Corp	5,269.11
474359	3005 Goyer	71 68	167 378	Village incorporé de la Côte-des-Neiges	Pyramid Realties Corp	7,070.82
500410	Ave de l'Hôtel de Ville	P36		Village incorporé de St-Jean-Baptiste	Jack Waxman	106.67

Ligne homologuée avec toutes les servitudes actives et passives y attachées.

Homologated line with all the active and passive servitudes attached thereto.

Compte No / Amount No.	No Civique, Rue — Civic No. Street	Cadastre — Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement — Registration division	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Montant réclamé — Amount Claimed
500520	4156-58 Ave Laval	15	1237	Village incorporé de St-Jean-Baptiste	Onufry Magera	$ 396.56
501460	4422-24 St-André	11	83	Village incorporé de St-Jean-Baptiste	Anatole Pépin	476.16
501564	4410-12 De Montana	11 11 11	21 20 19	Village incorporé de St-Jean-Baptiste	Najeer Lawand and Sons Ltd	5,257.03
501836	4444-46 De La Roche	7 7	178 177	Village incorporé de St-Jean-Baptiste	Pierre Puech *et al*	6,858.28
502166	823-827 Marie-Anne est	12	62	Village incorporé de St-Jean-Baptiste	René Avon	717.52
520308	4581-85 Ave de l'Esplanade	14 14	P155 P154	Village incorporé de la Côte St-Louis	Dame-Mrs. Dometeusz Hrycajkaw	602.34
520363	4630-26 St-Urbain	11	1677-B	Village incorporé de la Côte St-Louis	S M H F Corporation	913.09
520364	4624-20 St-Urbain	11	1678-A	Village incorporé de la Côte St-Louis	Samuel Perelman	775.09
521471	Arr. St-Dominique	133	P2	Village incorporé de la Côte St-Louis	Jacob Katz	9.55
521543	4605-4595 Drolet	165 165 165	43-1 42-3 42-2	Village incorporé de la Côte St-Louis	Pierre Décarie	852.13
531754	5274-80 De Lanaudière	331	P198	Village incorporé de la Côte St-Louis	Anatole Pépin	629.98
531817	911-07 Ave Mt-Royal est	325 325 325	P92 91 P92	Village incorporé de la Côte St-Louis	Najeeb Lawand and Sons Ltd	5,465.26
532080	968-72 Laurier est	328	P277-2	Village incorporé de la Côte St-Louis	Dame-Mrs. Joseph Henri Dufour	865.86
560142	5956-44 Park Ave	12 12	17-16 17-15	Village incorporé de la Côte St-Louis	Samuel Perelman	4,490.60
560146	5914-16 Park Ave	12	P17-12	Village incorporé de la Côte St-Louis	Issie Caron	1,007.80
560337	6001-05 Park Ave	12	P20-17	Village incorporé de la Côte St-Louis	Venizelos Mandas	1,087.01
560789	5571-79 de l'Esplanade	11	P804	Village incorporé de la Côte St-Louis	Abraham Garmaise *et al*	800.58
561718	5855 Blvd St-Laurent	10 10 10	P429 P429 P427	Village incorporé de la Côte St-Louis	General Motors Products of Canada Limited	1,094.65
561719	Blvd St-Laurent	10	430	Village incorporé de la Côte St-Louis	General Motors Products of Canada Limited	944.81
561720	Blvd St-Laurent	10	431	Village incorporé de la Côte St-Louis	General Motors Products of Canada Limited	690.30
561721	Blvd St-Laurent	10	432	Village incorporé de la Côte St-Louis	General Motors Products of Canada Limited	719.94
561722	Blvd St-Laurent	10	P433	Village incorporé de la Côte St-Louis	General Motors Products of Canada Limited	1,281.31
562040	12-16 Maguire	10 10 10	P26 P25 P27	Village incorporé de la Côte St-Louis	Omer Meunier dit Lagacé	1,827.18
581234	7529-35 Wiseman	636 636	241 242-2	Paroisse de Saint-Laurent	Léopold Perreault	1,370.32
581900	7055 Ave Champagneur	637 637	209 210	Paroisse de Saint-Laurent	Léopold Perreault	1,290.08
583595	8129 Durocher	638	1078	Paroisse de Saint-Laurent	Ernest Paetzold	504.46
584577	6527-31 Blvd St-Laurent	10	P1216	Village incorporé de la Côte St-Louis	Vincenzo Di Maulo *et al*	1,519.10

Compte No. Account No.	No Civique, Rue — Civic No. Street	Cadastre — Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement — Registration division	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Montant réclamé — Amount Claimed
585980	909-911 Jean Talon ouest	634	98	Paroisse de Saint-Laurent	John Papadopoulos alias Pappas	$ 887.35
586605	7785-87 Wiseman Ave	636	356	Paroisse de Saint-Laurent	Léopold Perreault	883.44
586606	7789-91 Wiseman Ave	636	357	Paroisse de Saint-Laurent	Léopold Perreault	885.96
586736	50-52 Mozart est	10 10	1140-1 1139-1	Village incorporé de la Côte St-Louis	Léopold Perreault	1,087.36
586737	60 Mozart est	10 10	1140-2 1139-2	Village incorporé de la Côte St-Louis	Léopold Perreault	905.84
586738	70 Mozart est	10 10	1140-3 1139-3	Village incorporé de la Côte St-Louis	Léopold Prereault	1,189.90
586739	80-82 Mozart est	10 10	1140-4 1139-4	Village incorporé de la Côte St-Louis	Léopold Perreault	1,058.74
611720	1045-31 St-Zotique est 6700-04 Christophe Colomb	5	499	Village incorporé de la Côte St-Louis	Dame-Mrs. Habit T. Sheito *et al*	2,871.44
612444	5857-55 De Normanville	4	P174	Village incorporé de la Côte St-Louis	Louigi Cudde	444.24
613143	St-Zotique est	5	P510	Village incorporé de la Côte St-Louis	Dame-Mrs. Habit T. Sheito *et al*	117.99
632223	7091 Ave Papineau	481 481	721 P720	Paroisse du Sault-au-Récollet	Pierrino Sicuro	1,459.65
634087	7890 Ave De Lorimier	478 478	P341 P340	Paroisse du Sault-au-Récollet	Roger Lalande	2,644.83
634751	8047-51 Ave De Lorimier	477 477	872-2 P872	Paroisse du Sault-au-Récollet	Aristide Formoso	957.41
636736	1890-1900 Everett	481	1370	Paroisse du Sault-au-Récollet	F M. Realties Inc. *et al*	3,308.31
650839	6737-33 Louis Hémon	208 208	774 775-1	Village incorporé de la Côte-de-la-Visitation	Matteo Paduano	1,002.56
652097	6828-30 D'Iberville	208 207	P1386 P6-1	Village incorporé de la Côte-de-la-Visitation	Dama-Mrs. Alpha Desrosiers	454.25
652913	6240-42, 2e Avenue	207	675	Village incorporé de la Côte-de-la-Visitation	Stanley Kisiel	469.
653428	5792-96, 2e Avenue	172	2473	Village incorporé de la Côte-de-la-Visitation	René Dubois	1,197.34
656351	5141, 11e Avenue	184	136	Village incorporé d'Hochelaga	Colas Construction Co.	6,051.13
664655	5700 Des Cèdres	186 186	131-B 132	Village incorporé de la Côte-de-la-Visitation	Jacques Parent	520.88
670202	2835 Laurier	172 172	476 475	Village incorporé de la Côte-de-la-Visitation	John Ceyko	6,563.67
670987	2585 Holt	172 172	P2523 2524	Village incorporé de la Côte-de-la-Visitation	La Laiterie Rosemont Dairy Inc.	1,946.77
671009	2381-85 Des Carrières	208 208 208 208	822 823 824-2 825-2	Village incorporé de la Côte-de-la-Visitation	Dame-Mrs. Réal Clavette	1,728.48
671964	3340-46 St-Zotique est	201 201	265 264	Village incorporé de la Côte-de-la-Visitation	Angelo R. Marsillo	1,292.57
672353	6955, 23e Avenue 4200-06 Bélanger est	192 192	P1098 1097	Village incorporé de la Côte-de-la-Visitation	Mlle-Miss Judith Asselin	6,745.22
674123	3222-26 Beaubien est	206 206	P495 496	Village incorporé de la Côte-de-la-Visitation	Paul Mattey	1,892.48
675521	6570 Blvd de l'Assomption	188 188 188	234-2 235 236-1	Village incorporé de la Côte-de-la-Visitation	Nikolaos L Lervos	301.90
676096	Arr. 43e Avenue	188	P339	Village incorporé d'Hochelaga	Solco Investment Corporation	17.49

Compte No. Amount No.	No Civique, Rue — Civic No. Street	Cadastre — Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement — Registration division	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Montant réclamé — Amount Claimed
680228	Arr. Chambord . .	488	P1094 . .	Paroisse du Sault-au-Récollet	Gérard Giroux	$ 148.52
680299	7350-48 Chambord	488 488 488	P990 . . . 989 988	Paroisse du Sault-au-Récollet	Dame-Mrs. Marcel Ostiguy . . .	2,650.24
682812	8620-12 Foucher	2629 2629	P799 . . . 800	Paroisse de Saint-Laurent	Mlle-Miss Ida Côté	1,316.43
684213	7101-05 St-Denis	8	P436 . . .	Village incorporé de la Côte-St-Louis	Joseph Lipari	3,839.80
684214	7107-11 St-Denis	8	P436 . . .	Village Incorporé de la Côte Saint-Louis	Dame-Mrs. Joseph Lipari	3,355.50
684564	7688-80 St-Denis	2643 2643	273 272-2	Paroisse de Saint-Laurent	Dominique Cobetto	1,633.60
685094	8153-57 des Belges	2630	P469 . . .	Paroisse de Saint-Laurent	Jean Paul Robillard	557.20
685581	7760 Chambord . .	488	P1094 . .	Paroisse du Sault-au-Récollet	Devon Investment Inc. Att.: Léo Perreault	2,425.77
690963	8333-37 avenue Casgrain	2643 2643 2643	P2119 . . P2120 P2121	Paroisse de Saint-Laurent	Dame-Mrs. J. Dolor Lord	464.50
691516	33 Villeray	643-C	1	Quartier St-Laurent	Léo Perreault	2,772.10
691651	Jean Talon Ouest.	642	P108	Paroisse de Saint-Laurent	Léopold Perrault	214.52
691652	Jean Talon Ouest.	642	P109	Paroisse de Saint-Laurent	Léopold Perrault	214.52
691653	Jean Talon Ouest.	642	P110	Paroisse de Saint-Laurent	Léopold Perrault	223.31
691654	Jean Talon Ouest.	642	P111	Paroisse de Saint-Laurent	Léopold Perrault	223.31
691655	7250-80 Mile End.	642	P145	Paroisse de Saint-Laurent	Léo Perrault Ltée	7,566.99
691855	Mile End	642	129	Paroisse de Saint-Laurent	Léopold Perrault	213.90
696993	9980 Place Guillaume-Chambon	213	113	Paroisse du Sault-au-Récollet	Juseppe Tizzoni	2,500.30
697325	1225 Port Royal Est	332 332	60-2 59-2	Paroisse du Sault-au-Récollet	Joseph Albert Nadeau	493.32
712996	9910 Tolhurst	345 345	1121 1122	Paroisse de Saint-Laurent	Dame-Mrs. Maurice Dompierre	1,188.84
713363	9704 Meunier 265-55 Port Royal Ouest	344	858	Paroisse de Saint-Laurent	Noël Saro *et al*	1,310.85
723169	10470 avenue Hamel	217 217	28. 29	Parcisse du Sault-au-Récollet	Lucien Rioux	592.92
730544	10510-14 Boul. St-Laurent	262 262	319-1 . . . 320	Paroisse du Sault-au-Récollet	John Ceyko	2,466.62
731401	10615 avenue de l'Esplanade	268 268	227 228	Paroisse du Sault-au-Récollet	Philippe Depocas	1,156.60
734697	1966-64 Fleury Est	164	863	Paroisse du Sault-au-Récollet	André Daoust	634.10
736898	avenue Pothier . . .	204 204	110 111-1	Paroisse du Sault-au-Récollet	Deauville Construction Inc.	937.69
740038 30	2812-10 Terrasse de Louisbourg	6 2	184-8 . . . 119-3	Paroisse de Saint-Laurent	La Maison Moderne Ltée	1,921.81
740038 50	2782-80 Terrasse de Louisbourg	2	119-5 . . .	Paroisse de Saint-Laurent	Dame-Mrs. Pierre Michel	1,668.81
740038 60	2762-60 Terrasse de Louisbourg	2	119-6 . . .	Paroisse de Saint-Laurent	Dame-Mrs. Pierre Michel	1,668.81
740042 50	10890-94 Frigon . .	325	377	Paroisse du Sault-au-Récollet	Dame-Mrs. Edouard Pilon	1,803.58

Compte No / Amount No.		No Civique, Rue — Civic No. Street	Cadastre — Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement — Registration division	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Montant réclamé — Amount Claimed
740048	80	Lachapelle.....	P65	.....	Paroisse de Saint-Laurent	Jean-Paul Simard.....	$ 53.44
740051	50	Rue Métivier....	82	172.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	401.56
740051	60	Rue Métivier....	82	171.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	367.66
740051	70	Rue Métivier....	82	170.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	398.16
740051	80	Rue Métivier....	82	169.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	367.66
740051	90	Rue Métivier....	82	168.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	396.47
740052	10	Rue Métivier....	82	167.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	404.94
740052	20	Rue Métivier....	82	166.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	660.77
740052	30	Rue Métivier....	82	165.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	463.35
740052	60	Rue Métivier....	82	179.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	367.66
740052	70	Rue Métivier....	82	180.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	398.16
740055	20	Chemin du Golf..	83	65.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	376.05
740055	30	Chemin du Golf..	83	66.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	376.05
740055	40	Chemin du Golf..	83	67.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	403.15
740555	50	Chemin du Golf..	83	68.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Palcements Urbains 1963 Inc.	403.15
740005	80	Chemin du Golf..	83	61.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	460.74
740055	90	Chemin du Golf..	83	60.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	406.54
740056	10	Chemin du Golf..	83	59.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	406.54
740056	20	Chemin du Golf..	83	57.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	376.05
740056	30	Chemin du Golf..	83	56.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	348.95
740056	40	Chemin du Golf..	83	55.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	382.82
740056	50	Chemin du Golf..	83	54.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	535.27
740056	60	Chemin du Golf..	83	53.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	494.61
740056	70	Chemin du Golf..	83	52.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	376.05
740056	80	Chemin du Golf..	83	51.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	348.95
740056	90	Chemin du Golf..	83	50.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	430.25
740057	10	Ave Jean Bouillet.	84	45.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	741.67
740057	20	Ave Jean Bouillet.	84	46.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	446.78
740057	30	Ave Jean Bouillet.	84	47.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	568.54
740057	40	Ave Jean Bouillet.	84	60.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	569.95

Compte No / Amount No.	No Civique, Rue / Civic No. Street	Cadastre / Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement / Registration division	Nom du propriétaire / Name of proprietor	Montant réclamé / Amount Claimed
740058 30	Ave Louis Jadon..	85	37.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	$ 481.51
740058 50	Ave Louis Jadon..	85	39.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	494.95
740059 50	Rue Métivier....	85 84	62..... 67	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Palcements Urbains 1963 Inc.	476.60
740059 60	Rue Métivier....	84	65.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	656.15
740059 70	Rue Métivier....	84 85	64..... 56	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	549.33
740059 90	Rue Métivier....	85	58.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	473.39
740060 10	Rue Métivier....	85	59.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	649.00
740060 20	Rue Métivier....	85	41.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	572.66
740060 30	Rue Métivier....	86 85	281..... 40	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	446.29
740060 40	Rue Métivier....	86	282.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	481.51
740060 50	Rue Métivier....	86	274.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	481.51
740060 60	Rue Métivier....	86	275.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	481.51
740060 70	Rue Métivier....	86	276.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	446.30
740060 80	Rue Métivier....	86	277.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	481.51
740060 90	Rue Métivier....	86	278.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	527.14
740061 40	Ave Thomas Aubert	84 85	51..... 47	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	481.51
740061 50	Ave Thomas Aubert	85	48.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	481.51
740061 60	Ave Thomas Aubert	85	49.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	446.29
740061 70	Ave Thomas Aubert	85	50.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	619.98
740061 90	Ave Thomas Aubert	85	53.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	481.51
740062 10	Ave Thomas Aubert	85	54.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	481.51
740062 30	Ave Thomas Aubert	84	62.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	501.84
740062 40	Ave Thomas Aubert	84	61.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	537.41
740063 90	Rue Métivier....	P83	.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	216.82
740064 10	Rue Métivier....	82 83	176..... 72	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	399.77
740064 20	Rue Métivier....	82	177.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	362.49
740064 30	Rue Métivier....	82	178.....	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	409.92
740064 40	Chemin du Golf..	83 82	76..... 185	Paroisse de Saint-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	348.95
740064 50	Chemin du Golf..	82	184.....	Paroisse de St-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	382.82
740064 60	Chemin du Golf..	82	183.....	Paroisse de St-Laurent	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	376.05

Compte No. / Amount No.	No Civique, Rue — Civic No. Street	Cadastre — Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement — Registration division	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Montant réclamé — Amount Claimed
740064 70	Chemin du Golf..	83 82	73..... 181	Paroisse de St-Laurent.	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	$ 437.03
740064 80	Chemin du Golf..	83	74.....	Paroisse de St-Laurent.	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	396.38
740442	6800 Boul. Gouin ouest	82 P83 P84 P85 P86	P9.....	Paroisse de St-Laurent.	La Société des Placements Urbains 1963 Inc.	46,431.83
740478	6427-17 Boul. Gouin ouest	79	34.....	Paroisse de St-Laurent.	Omer H. Meunier dit Lagacé..	1,763.80
742662	12285 Guertin....	19	76.....	Paroisse de St-Laurent.	Charles Mc Dowall.....	725.50
746301	12340 Cousineau.	79 79	P36.... 35	Paroisse de St-Laurent.	Dame-Mrs. Armand Desjardins *et al*	840.44
747684	Ave Alfred Laliberté	327	300....	Paroisse du Sault-au-Récollet	E R Gallant Construction Ltd.	362.58
747685	Ave Alfred Laliberté	327	299....	Paroisse du Sault-au-Récollet	E R Gallant Construction Ltd.	362.58
747686	Ave Alfred Laliberté	327	298....	Paroisse du Sault-au-Récollet	E R Gallant Construction Ltd.	362.58
747687	Ave Alfred Laliberté	327	297....	Paroisse du Sault-au-Récollet	E R Gallant Construction Ltd.	446.17
747688	Ave Alfred Laliberté	327 326	296.... 456	Paroisse du Sault-au-Récollet	E R Gallant Construction Ltd.	446.17
747728	11793-95 Alfred Laliberté	4 4 5 5	25..... P24 54 P55	Paroisse de St-Laurent.	Georgio Marano *et al*.....	1,056.61
747729	11797-99 Alfred Laliberté	5 4 5 4	P56.... P24 P55 P23	Paroisse de St-Laurent.	Georgio Marano *et al*.....	1,056.61
747741	11843-45 Ave Alfred Laliberté	4 5	15..... 64	Paroisse de St-Laurent.	Dominico Petrella.....	967.30
748328	12350 Place de la Capricieuse	27	23.....	Paroisse de St-Laurent.	La Maison Moderne Ltée.....	2,090.94
749556	12093-89 James Morrice	328	112....	Paroisse du Sault-au-Récollet	Guy St-Georges..... ...	1,024.56
749560	12069-65 James Morrice	328	116....	Paroisse du Sault-au-Récollet	Mlle-Miss Gertrude H. Prucha.	1,004.36
852148	5e Avenue.....	160	355....	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Gabriel Gagnon..... ...	92.90
854058	11e Avenue.....	150 150	151.... 150	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Orlando Bruni.....	50.67
855218	14e Avenue.....	142 142	512.... 513	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Domenico Petrello.....	51.41
859211	26e Avenue.....	134	484....	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	23.72
860325	27e Avenue.....	133	1106....	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	34.56
860544	9816-18, 28e Avenue	133 133 133 133 133	P171.... P166 P169 P170 P172	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Lucien Cocheline *et al*.....	610.37
860562	28e Avenue.....	133	350....	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Estate Grace Duffett.....	126.40
860618	9322, 28e Avenue.	133 133	567.... 568	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Jacques Cloutier.....	286.14

Compte No Amount No.	No Civique, Rue — Civic No. Street	Cadastre — Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement — Registration division	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Montant réclamé — Amount Claimed
860672	28e Avenue	133	954	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Nillie Elliot	$ 43.95
860734	28e Avenue	133	1349	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	27.10
860793	28e Avenue	133	1382	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	29.14
860829	28e Avenue	133 133 133	1012 1011 1010	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	C W H Rondeau *et al*	146.39
860861	28e Avenue	133	812	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Anthony Gudge	57.37
860872	28e Avenue	133 133	801 800	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	68.44
860885	28e Avenue	133	788	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Anthony Gudge	123.94
861010	9970, 29e Avenue	132	123	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Dame-Mrs. Paul-Émile Demers	236.19
861198	9935, 29e Avenue	132	98	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Jean-Marie Martin	353.08
861453	30e Avenue	132	25	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Charlemagne Aubin	82.52
862721	38e Avenue	121	310	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	28.46
862767	38e Avenue	121 121	564 565	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Pasquale De Luca	59.62
862813	38e Avenue	121 121	814 815	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	60.99
863222	39e Avenue	121	757	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	28.46
863245	39e Avenue	121 121	900 899	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	56.91
863301	39e Avenue	121	938	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	31.16
863307	39e Avenue	121	932	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	31.16
863359	39e Avenue	121	656	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Pasquale De Luca	30.50
863429	9845, 39e Avenue	121 121	281 282	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Dame-Mrs. Napoléon Beaulieu *et al*	74.46
864142	59, 41e Avenue	108	58	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Dominico Sicari	767.68
864212	42e Avenue	108	176	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	67.76
865510	48e Avenue	102	752	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	31.85

Compte No / Amount No.	No Civique, Rue / Civic No. Street	Cadastre / Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement / Registration division	Nom du propriétaire / Name of proprietor	Montant réclamé / Amount Claimed
867190	53e Avenue	97	38	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Nicola Ciamarra *et al*	$ 56.23
867191	10006, 53e Avenue	97	39	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Maurice Fortin	131.71
867582	54e Avenue	96	157	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	47.15
867586	54e Avenue	96 96	153 152	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	54.20
867636	54e Avenue	96 96	88 87	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	54.20
867638	54e Avenue	96 96	85 86	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	54.20
867640	54e Avenue	96 96	83 84	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	54.20
867642	54e Avenue	96 96	81 82	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	54.20
867644	54e Avenue	96 96	79 80	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	54.20
867646	54e Avenue	96 96	77 78	Paroisse Saint-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	54.20
867648	54e Avenue	96 96	76 75	Paroisse St-Joseph de la Rivières-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	54.20
867755	54e Avenue	96 96	463 462	Paroisse St-Joseph de la Rivières-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	52.85
867757	54e Avenue	96 96	461 460	Paroisse St-Joseph de la Rivières-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	52.85
867759	54e Avenue	96 96	459 458	Paroisse St-Joseph de la Rivières-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	52.85
867761	54e Avenue	96 96	457 456	Paroisse St-Joseph de la Rivières-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	52.85
867763	54e Avenue	96	455	Paroisse St-Joseph de la Rivières-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	26.43
867764	54e Avenue	96 96	454 453	Paroisse St-Joseph de la Rivières-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	52.85
867766	54e Avenue	96 96	452 451	Paroisse St-Joseph de la Rivières-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	52.85
867768	54e Avenue	96 96	450 449	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	52.85
867770	54e Avenue	96 96	439 438	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Developemnt Ltd	52.85
867772	54e Avenue	96 96	437 436	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	52.85
867774	54e Avenue	96	435	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	26.43
867775	54e Avenue	96 96	433 434	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	52.85
867777	54e Avenue	96 96	432 431	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	52.85
867789	54e Avenue	96 96	420 419	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	52.85
867801	54e Avenue	96 96	408 407	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	52.85

Compte No Amount. No	No Civique, Rue — Civic No. Street	Cadastre — Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement — Registration division	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Montant réclamé — Amount Claimed
867848	54e Avenue	96 96	343 344	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Stefan Jacuboswki	$ 65.73
868031	55e Avenue	96	662	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	33.21
868032	55e Avenue	96	661	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	33.21
868057	55e Avenue	96	629	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	63.39
868064	8870, 55e Avenue	96 96 96	622 623 621	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	François Des Rochers	339.59
868085	55e Avenue	96	600	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	113.90
868087	55e Avenue	96 96	599 598	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	126.77
868093	55e Avenue	96 96 96	584 585 583	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	190.15
868836	56e Avenue	96 96	1042 1043	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Maurice Bleau	52.72
869230	Arr. 11231, 5e Rue 57e Avenue	94	P196	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Jean Guy Morrissette	65.90
870067	58e Avenue	88	202	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Andrew R. Richarson	120.01
870226	58e Avenue	88 88	705 706	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Hervé Fortin	84.07
870228	58e Avenue	88 88	708 707	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Hervé Fortin	72.39
870230	58e Avenue	88 88	709 710	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Hervé Fortin	72.39
870293	58e Avenue	88 88	618 617	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Roland Amesse	36.21
870766	Boul. Rivière-des-Prairies	87	P92	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	76.90
870767	Boul. Rivière-des-Prairies	87	P91	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	76.90
870939	60e Avenue	87	209	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	49.53
870940	60e Avenue	87	208	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	49.53
870965	60e Avenue	87	180	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Dominique Sicari	53.25
871000	60e Avenue	79	P149	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	32.05
871001	60e Avenue	79	148	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	49.53
871002	60e Avenue	79	147	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Priaires	Canadian Four Seasons Development Ltd	49.53
871003	60e Avenue	79	146	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	49.53
871004	60e Avenue	79	145	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	49.53
871005	60e Avenue	79	144	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	49.53
871267	61e Avenue	79	156	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	49.53
871268	61e Avenue	79	155	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	49.53
871269	61e Avenue	79	154	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	49.53

Compte No Amount No.	No Civique, Rue — Civic No. Street	Cadastre — Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement — Registration division	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Montant réclamé — Amount Claimed
871270	61e Avenue	79	153	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	$ 49.53
871271	61e Avenue	79	152	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	49.53
871272	61e Avenue	79	P151	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	32.05
871624	62e Avenue	76 76	1131 1132	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	46.08
871626	62e Avenue	76 76	1130 1129	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	46.08
871630	62e Avenue	76 76	1125 1126	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	46.75
871989	63e Avenue	76 76	1089 1088	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	47.43
871991	63e Avenue	76 76	1090 1091	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	47.43
871993	63e Avenue	76 76	1093 1092	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	46.75
871995	63e Avenue	76 76	1094 1095	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	46.75
871997	63e Avenue	76 76	1096 1097	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	46.08
871999	63e Avenue	76 76 76	1100 1098 1099	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	68.44
872054	63e Avenue	76 76 76	1210 1212 1211	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	79.95
872058	63e Avenue	76 76	1208-A 1209	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	40.71
872060	63e Avenue	76 76	1207 1208	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	55.56
872062	63e Avenue	76 76	1206 1205	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	56.24
872064	63e Avenue	76 76	1203 1204	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	56.91
872066	63e Avenue	76 76	1201 1202	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	57.60
872068	63e Avenue	76 76	1200 1199	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	58.27
872070	63e Avenue	76 76	1198 1197	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	58.95
872072	63e Avenue	76 76	1195 1196	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	59.62
872074	63e Avenue	76 76	1194 1193	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	60.31
872076	63e Avenue	76 76	1192 1191	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	61.66
872093	63e Avenue	76 76 76	1054 1052 1053	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	68.44
872096	63e Avenue	76 76	1051 1050	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	46.08
872098	63e Avenue	76 76 76	1048 1047 1046	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	69.79
872101	63e Avenue	76 76	1045 1044	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	47.43
872103	63e Avenue	76 76	1042 1043	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	47.43

Compte No / Amount No.	No Civique, Rue / Civic No. Street	Cadastre / Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement / Registration division	Nom du propriétaire / Name of proprietor	Montant réclamé / Amount Claimed
872105	63e Avenue	76 76	1041 1040	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	$ 47.43
872173	63e Avenue	76 76	598 599	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	38.14
872512	65e Avenue	76 76	549 550	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	56.24
872518	65e Avenue	76 76	555 556	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	54.89
872589	65e Avenue	76 76	1006 1007	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	47.43
872591	65e Avenue	76 76	1008 1009	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	47.43
872593	65e Avenue	76 76	1010 1011	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	46.75
872595	65e Avenue	76 76	1012 1013	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	46.75
872597	65e Avenue	76 76	1014 1015	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	46.08
872599	65e Avenue	76 76	1016 1017	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	46.08
872601	65e Avenue	76 76 76	1019 1018 1020	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	68.44
872618	65e Avenue	76 76	1187 1186	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	55.56
872620	65e Avenue	76 76	1185 1184	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	53.54
872628	65e Avenue	76 76	1176 1177	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	56.91
872632	65e Avenue	76 76	1173 1172	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	58.27
872634	65e Avenue	76 76	1170 1171	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	58.95
872636	65e Avenue	76 76	1169 1168	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	59.62
872638	65e Avenue	76 76	1166 1167	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	60.31
872640	65e Avenue	76 76	1164 1165	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	61.66
872664	65e Avenue	76 76	966 967	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	50.14
872666	65e Avenue	76 76 76	963 964 965	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	75.89
872669	65e Avenue	76 76	962 961	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	50.83
872671	65e Avenue	76 76	959 960	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	51.49
876577	9678, 83e Ave	33	452	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Gérard Destroismaisons	150.60
876716	83e Avenue	33 33 33	317-8 317-7 317-6	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	56.91
876719	83e Avenue	33 33 33	317-9 317-10 317-11	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	66.40
876818	83e Avenue	33	130	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	8.81
876871	83e Avenue	33	77	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	6.77

Compte No / Amount No.	No Civique, Rue — Civic No. Street	Cadastre — Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement — Registration division	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Montant réclamé — Amount Claimed
876904	83e Avenue	33	21	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	$ 29.14
876945	83e Avenue	33	132	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	14.91
878323	88e Avenue	23 23	910 909	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	36.21
878334	88e Avenue	23	920	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	25.08
878708	89e Avenue	23	392	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	25.08
878968	89e Avenue	23	180	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	25.75
878970	89e Avenue	23	178	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	25.75
878971	89e Avenue	23	177	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	25.75
878972	89e Avenue	23	176	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	25.75
878973	89e Avenue	23	175	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	25.75
878976	89e Avenue	23	172	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd	25.75
880228	9855-57, 94e Ave	21	565	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Albert Maltais	217.76
882184	101e Avenue	15	405	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Ovila Bleau	19.09
Ligne homologuée avec toutes les servitudes actives et passives y attachées.					Homologated line with all the active and passive servitudes attached thereto.	
891021 01	16354-A, Blvd Gouin est	1	36	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Charles Lareault	140.56
891022	16354 Blvd Gouin est	1	11	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Charles Lareault	451.80
891135	Blvd Gouin est	P12		Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Columbia Construction Ltée *et al*	15,465.10
Ligne homologuée avec toutes les servitudes actives et passives y attachées.					Homologated line with all the active andpasssive servitudes attached thereto.	
891454	Arr. Blvd Gouin est	P75		Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Pariries	Perzow Entreprises Inc. *et al*	3,439.14
891865 40	1ère Rue	135 136	P14 1190	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Edouard Laplante	16.41
894212	3e Rue	160	272	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd.	28.46
895117	4e Rue	76 76 76	370 372 371	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Guy Paré	80.42
895227	4e Rue	100 100 100	129 128 127	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Angelo R. Marsillo	69.68
895245	4e Rue	102	329	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd.	30.50
895785	5e Rue	102 102	296 295	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Forest Gardens Development Ltd.	56.52
896321	11190, 5e Rue	96 96 96	1288 1289 1290	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Jean-Bte Alarie	214.10
897325	6e Rue	121	582	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd.	31.16
897739	7e Rue	96	443	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd.	33.21

Compte No Amount No.	No Civique, Rue — Civic No. Street	Cadastre — Cadastral	Subdivision	Division d'enregistrement — Registration division	Nom du propriétaire — Name of proprietor	Montant réclamé — Amount Claimed
897740	7e Rue	96 96	442 441	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd.	$ 67.08
897750	7e Rue	96 96	1419 1420	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd.	69.79
897752	7e Rue	96	1421	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd.	33.21
898980	9e Rue	133	1093	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd.	42.69
899542 05	Arr. Blvd Henri Bourassa est	P119		Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Bentivegna Bartolo	28.70
899649	11381 Blvd Henri Bourassa est	76 76 76	1214 1215 1216	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Canadian Four Seasons Development Ltd.	432.99
890046	De Clichy	92 92	10 11	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Jean D'Apice	65.63
890472	Blvd Gouin est	93 92 92	13 12 13	Paroisse St-Joseph de la Rivière-des-Prairies	Jean D'Apice	309.80

Conformément à l'article 896 de la charte de la ville de Montréal, (401, ptie; I Geo. VI, c. 103, a. 62), un dépôt correspondant à 10% de l'évaluation municipale inscrite au rôle en vigueur lors de cette vente, sera exigible du plus haut enchérisseur avant l'adjudication finale.

Le Shérif,
BERNARD SARRAZIN, C.R.

Bureau du Shérif,
Montréal.
21428-o

In accordance with the article 896, of the charter of the city of Montreal, (401, pt; I Geo. VI, c. 103, a. 62), a deposit equal to 10% of the amount of the municipal valuation entered on the roll in force at the time of the sale, shall be exacted from the highest bidder, before final adjudication.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal.
21428-o

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Erratum

Dans l'arrêté en conseil numéro 1583 du 14 juin 1967, publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 juin 1967, concernant des modifications au décret relatif à l'industrie du sac à main dans la province de Québec, le taux de $1.21 apparaissant dans la première colonne des salaires déterminés pour le monteur de porte-monnaie, à la page 3810, doit se lire $1.12.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 7 octobre 1967.
21429-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2685

Québec, le 28 septembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT une modification au décret relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de soumettre à l'appréciation et à la décision

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Erratum

In Order in Council number 1583, dated June 14, 1967 published in the *Québec Official Gazette* of June 23, 1967, and concerning amendments to the decree respecting the Handbag Industry in the Province of Québec, on page 3810, the wage rate shown in the first column for change purse framers should read $1.21 instead of $1.12.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, October 7, 1967.
21429-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2685

Québec, September 28, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING an amendment to the decree respecting the Dress Industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the Minister of Labour has given notice that he intended to submit to the Lieutenant-Governor in Council

du lieutenant-gouverneur en conseil, une modification au décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec, à l'effet de radier comme partie contractante, « The Association of Washable Cotton Service Apparel Manufacturers of the Province of Québec »;

ATTENDU QUE l'avis requis par la Loi à ce sujet a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 22 avril 1967;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3519, soit modifié comme suit:

« The Association of Washable Cotton Service Apparel Manufacturers of the Province of Québec » est radiée comme partie contractante, dans ledit décret numéro 3519, et elle cesse d'être considérée à ce titre, à toute fin que de droit.

Le Greffier du Conseil Exécutif,

21429-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2686

Québec, le 28 septembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie du camionnage dans la région de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 706 du 7 juillet 1954 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 12 août 1967;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 706, soit modifié comme suit:

1° L'article VII intitulé « Jours fériés payés » est modifié en introduisant après le troisième paragraphe, le paragraphe suivant:

« Toutefois pour avoir droit aux jours fériés ci-haut mentionnés, le salarié doit avoir travaillé le jour ouvrable précédent et le jour ouvrable suivant, à moins qu'il n'ait justifié son absence à la satisfaction de son employeur. »

2° Un nouvel article VII-A intitulé « Congé de deuil » est ajouté au présent décret:

« VII-A. *Congé de deuil:* Le salarié qui perd son épouse, un de ses enfants, son père ou sa mère, a droit à un congé de deuil payé le jour de l'inhumation, à condition d'avoir été au service de son employeur depuis au moins trois (3) mois. Le salarié payé à l'heure reçoit, en pareil cas, une indemnité maximale égale à neuf fois le taux

for consideration and decision, an amendment to Decree number 3519 of September 24, 1940, and amendments, respecting the Dress Industry in the Province of Québec, for the purpose of stricking out, as contracting party, "The Association of Washable Cotton Service Apparel Manufacturers of the Province of Québec";

WHEREAS the notice required by the Act for such purpose has been published in the *Québec Official Gazette* on the 22nd of April 1967;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objection brought forth has been duly considered;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said Decree, number 3519, be amended as follows:

"The Association of Washable Cotton Service Apparel Manufacturers of the Province of Québec" is stricken out as contracting party to the said Decree, number 3519, and that it ceases to be considered as such, for all purposes of the law.

JACQUES PRÉMONT,

21429-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2686

Québec, September 28, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Cartage Industry in the Québec region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Cartage Industry in the Québec region, made obligatory by Decree number 706 of July 7, 1954 and amendments, have petitioned the Minister of Labour to submit to the Lieutenant-Governor in Council, for consideration and decision, certain amendments to the said decree:

WHEREAS the said petition has been published in the *Québec Official Gazette* on August 12, 1967;

WHEREAS no objection has been brought forth against the approval of the amendments proposed;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said Decree, number 706, be amended as follows:

1. Section VII (*Paid Holidays*) is amended by adding the following after the third paragraph:

"To be entitled to the abovementioned holidays with pay, the employee shall have worked the working day immediately preceding and following such holiday unless his employer deems the reason for his absence satisfactory."

2. The following section VII-A entitled "Special Leave" is added to the decree:

"VII-A. *Special leave:* An employee who has three (3) months' service with his employer is entitled to special leave with pay on the burial day of his spouce, child, father or mother provided he has three (3) months' service with his employer. An hourly-paid employee shall be entitled to a maximum of nine hours regular

horaire normal si l'inhumation a lieu pendant une journée de travail de la semaine normale de l'établissement où il travaille.

L'employeur ne peut réduire le salaire hebdomadaire d'un salarié rémunéré à la semaine, lorsque ce dernier prend un tel congé de deuil au cours de la semaine normale de travail de l'établissement. »

3° Le sous-paragraphe 3 du paragraphe « *b* » de l'article XIII intitulé « Service de démanagement à longue distance » est biffé.

4° Le paragraphe « *c* » suivant est ajouté à l'article XIII intitulé « Service de déménagement à longue distance » :

« Cependant, l'aide affecté au travail prévu au paragraphe « *b* » est rémunéré suivant le taux horaire minimal prévu à l'article IV du présent décret ou suivant son taux horaire effectif, s'il est supérieur au taux minimal. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,
21429-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2535

Québec, le 20 septembre, 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'extension d'une convention collective de travail relative aux employés de garage dans la région de Drummond.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

L'Association des Marchands d'Auto de Montréal (Section Drummondville);

L'Association Indépendante des Détaillants d'essence du comté de Drummond,

d'une part, et

L'Association des Employés de Garage de Drummondville Inc.,

d'autre part,

pour les employeurs, les artisans et les salariés des métiers et occupations visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 juillet 1967;

ATTENDU QUE les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans les métiers et occupations visés et dans le champ d'application territorial indiqué dans ladite requête;

ATTENDU QUE les prescriptions de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément aux dispositions de la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143) avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 8 juillet 1967.

pay in such instance, provided the burial day is on one of the standard working days of the firm employing him.

The employer shall not reduce the wages of a weekly-paid employee who takes such leave during the establishment's standard work week."

3. Paragraph 3, subsection "*b*", section XIII (*Long distance moving service*) is abrogated.

4. The following subsection "*c*" is added to section XIII (*Long distance moving service*):

"However, the helper doing work described in subsection "*b*" above shall be paid the hourly wage rates provided for in section IV of the present decree or according to his actual hourly wage rates should the latter be higher than the minimum rates."

JACQUES PRÉMONT,
21429-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2535

Québec, September 20, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the extension of a collective labour agreement respecting garage employees in the Drummond region.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), the contracting parties mentioned hereinbelow have petitioned the Minister of Labour to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"*L'Association des Marchands d'Auto de Montréal (Section Drummondville)*";

"*L'Association Indépendante des Détaillants d'essence du comté de Drummond*",

AND ON THE OTHER PART:

"*L'Association des Employés de Garage de Drummondville Inc.*",

for the employers, artisans and employees of the trades and occupations concerned, according to the conditions described in the *Québec Official Gazette* on July 8, 1967;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired preponderant significance and importance for the establishment of working conditions in the trades and occupations concerned and in the territorial jurisdiction described in the said petition;

WHEREAS the provisions of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS, in conformity with the provisions of the Act, the objection brought forth has been duly considered;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said petition be accepted pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Québec, 1964, chapter 143), with, however, the following new provisions being substituted for the conditions described in the *Québec Official Gazette* on July 8, 1967.

ARTICLE I
Définitions

Aux fins du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot « apprenti » désigne toute personne qui apprend un des métiers ou occupations régis par le présent décret.

b) Le mot « artisan » comprend toute personne qui exécute habituellement de ses propres mains un travail faisant l'objet du présent décret, à forfait ou autrement, par convention verbale ou écrite. Doit être considéré comme « artisan » aux fins du présent décret, toute personne physique ou morale, société ou corporation qui, pour son propre compte, répare un ou plusieurs véhicules à moteurs, fait du travail de carrosserie, fait le réglage des moteurs ou exécute tout autre travail visé par le décret sur le ou lesdits véhicules, dans un but de vente ou de spéculation.

Est présumé réparer des véhicules à moteur dans un tel but, toute personne qui entreprend, dans une même année, la réparation de plus d'un véhicule à moteur.

c) Le terme « assistant du chef de service » désigne tout salarié qui assiste le gérant de service à la réception de la clientèle, à la distribution et à la coordination du travail, à l'inscription des commandes et des réclamations dans un atelier de mécanique ou de réparation ou dans un garage assujetti au présent décret.

d) Le terme « atelier de mécanique » désigne un établissement où l'on refait, remet en état, répare, règle ou travaille des moteurs et diverses autres parties ou pièces de véhicules à moteur.

e) Le mot « compagnon » désigne toute personne qui a terminé son apprentissage et obtenu le certificat de qualification requis pour pratiquer l'un des métiers de l'industrie de l'automobile visé par le décret.

Pour avoir le droit d'exploiter un garage, un atelier de réparation, une station-service, tout artisan, employeur, employeur professionnel doit être lui-même compagnon ou doit avoir à son emploi un ou plusieurs compagnons qualifiés en rapport avec le genre d'établissement qu'il exploite.

f) Le mot « démonteur » désigne toute personne qui est employée au démontage et à la démolition des véhicules à moteur dans le but de vendre ou d'emmagasiner les pièces ou d'en vendre le métal comme rebut.

g) Le mot « garage » désigne tout endroit où l'on fait tout travail ou tout commerce qui se rapporte aux véhicules à moteur ou à l'une ou l'autre de leurs pièces et en particulier tout endroit où l'on remise, modifie, répare ou démonte lesdits véhicules.

h) Le terme « gardien préposé à la surveillance et à l'entretien » désigne tout salarié dont les principales occupations sont de surveiller un établissement, d'y faire le nettoyage, de voir au chauffage de l'établissement, de garer les véhicules ou d'effectuer divers services d'urgence.

i) Le terme « graisseur spécialisé » désigne tout salarié dont le principal travail consiste à graisser un véhicule à moteur et d'en faire le vidange d'huile entièrement ou partiellement.

j) Le mot « laveur » désigne tout salarié qui, comme principal travail, lave, nettoie, polit ou essuie au complet ou en partie tout véhicule à moteur.

k) Le mot « livreur » désigne tout salarié dont le principal travail est de faire la livraison et le transport des marchandises avec un véhicule dont il a la charge.

ARTICLE I
Definitions

In this decree,

(*a*) "apprentice" means anyone who learns one of the trades or occupations covered by the present decree;

(*b*) "artisan" means any person who usually performs with his own hands work covered by the present decree, by contract or otherwise, by written or verbal agreement. For the purposes of the present decree, should be considered as "artisan" any person, company or corporation who (that) on his (its) own account repairs one or more motor vehicles, does body work, tuneups or carries out any other work governed by the decree on one or more of the said motor vehicles for sale or speculation purposes.

Anyone who undertakes the repair of more than one motor vehicle with this intent in the course of the same year, is considered as repairing motor vehicles;

(*c*) "service manager's assistant" means any employee who assists the manager in receiving customers, distributing and co-ordinating work, recording customer's requests and claims in a machine or repair shop or in a garage subject to the present decree;

(*d*) "machine shop" means an establishment where motors and various other motor vehicle components or parts are remade, reconditioned, repaired, adjusted or worked upon;

(*e*) "journeyman" means anyone who has completed his apprenticeship and has obtained the necessary competency certificate for plying one of the automobile industry trades covered by the decree.

To be entitled to operate a garage, a repair shop or a service station, every artisan, employer or professional employer shall himself be a journeyman or he shall have on his staff one or more journeymen qualified for the type of establishment he operates.

(*f*) "dismantler" means anyone who dismantles or works at dismantling motor vehicles for the purpose of selling or storing the parts thereof or the metal therefrom as scrap.

(*g*) "garage" means any place where any work is done or transactions take place with regards to motor vehicles and any of their component parts; it especially means any place where such motor vehicles are stored, transformed, repaired or dismantled.

(*h*) "watchman-maintenance man" means any employee whose work consists mainly in watching and cleaning the establishment, looking after its heating, storing vehicles and carrying out varied emergency tasks.

(*i*) "lubrication technician" means any employee whose work consists mainly in lubricating motor vehicles and changing the oil thereof in whole or in part.

(*j*) "washer" means any employee whose work consists mainly in washing, cleaning, polishing, wiping, in whole or in part, any motor vehicle.

(*k*) "deliveryman" means any employee whose work consists mainly in delivering and transporting goods with a vehicle of which he is in charge;

l) Le mot « pompiste » désigne tout salarié, homme ou femme, qui travaille dans un poste d'essence.

m) Le terme « poste d'essence » désigne tout endroit fixe ou mobile où l'on fait exclusivement la vente d'essence ou de lubrifiants pour l'usage des véhicules à moteur, que ledit établissement soit exploité par un propriétaire ou un locataire, comme annexe d'un établissement principal.

n) Le terme « poste de lavage » désigne tout endroit où le travail principal est le lavage et le polissage des véhicules à moteur.

o) Le terme « poste de vente d'accessoires ou pièces » comprend les marchands ou garagistes qui vendent au gros ou au détail des pièces ou accessoires de véhicules à moteur, ainsi que tout établissement ou endroit où se fait le déballage, l'emmagasinnage, la vente et la livraison des pièces de rechange et accessoires d'automobile.

p) Le terme « poste de vente de pneux ou atelier de vulcanisation » comprend tout établissement spécialisé, de gros ou de détail, qui vend, échange, répare tout pneu, neuf ou usagé, ou chambre à air pour tout véhicule à moteur et qui peut faire l'alignement et l'équilibrage des roues.

q) Le terme « préposé aux pièces » désigne tout commis, vendeur de pièces et d'accessoires de véhicule à moteur, le commis à la réception, à l'expédition et à la classification de la marchandise; le commis au registre, à l'inventaire ou à la correspondance du rayon des pièces ou d'accessoires, dans un établissement assujetti au présent décret.

r) Le terme « préposé au service » désigne tout salarié qui:

1° vend de l'essence ou des lubrifiants;
2° vend, monte et répare les pneus;
3° lave, nettoie, polit lubrifie et remise les véhicules à moteur;
4° donne un service de dépannage;
5° vend et monte les silencieux et les amortisseurs, les courroies, les batteries, les boyaux, les termostats, les essuie-glaces, les phares, les filtres et toutes autres pièces et accessoires qui peuvent être ajoutés ou enlevés sans nuire au fonctionnement normal des véhicules à moteur. Il peut aussi faire l'entretien des véhicules à moteur, neufs ou usagés dans le but de les préparer à la vente et à la livraison dans les établissement où un tel commerce existe.

s) Le mot « salarié » désigne tout apprenti, manoeuvre, ouvrier qualifié ou compagnon, artisan, commis ou salarié qui exécute individuellement, en équipe ou en société, du travail régi par le présent décret, et toute personne travaillant, à salaire ou à commission, pour le compte d'un employeur ou d'un employeur professionnel régi par le décret.

t) Le terme « station-service » désigne tout poste dans lequel on:

1° vend de l'essence et des lubrifiants;
2° vend, monte et répare les pneus;
3° lave, nettoie, polit, lubrifie et remise les véhicules à moteur;
4° donne un service de dépannage;
5° vend et monte les pièces d'équipement et accessoires de véhicules à moteur spécifiés à l'article I-e.

Toutefois, si une station-service possède une section de mécanique ou de réparation de véhicules à moteur, ladite section est considérée aux fins du présent décret, comme un garage et est assujettie aux conditions de travail des garages ou ateliers de mécanique.

(*l*) "pump attendant" means any male or female employee who works in a gasoline station.

(*m*) "gasoline station" means any mobile or stationary place where only motor vehicle gasoline and lubricants are sold, whether or not such establishment is operated by a proprietor or lessee, as a secondary business concern.

(*n*) "car wash" means any place where the main occupation is washing and polishing motor vehicles.

(*o*) "accessories or parts store" means and includes dealers or garages where motor vehicle parts or accessories are sold on a wholesale or retail basis; it also means any establishment or place where spare parts and automotive accessories are unpacked, stored, sold and delivered;

(*p*) "tire store or vulcanizing shop" means and includes any specialized retail or wholesale establishment selling, exchanging or repairing new or used tires or inner tubes for all motor vehicles. Wheels may be aligned and balanced in this establishment.

(*q*) "parts clerk" means any clerk working inside the establishment and selling motor vehicle parts and accessories; any clerk assigned to receiving, shipping, and sorting merchandise; any clerk assigned to records, stock or correspondance of a parts and accessories department in an establishment subject to the present decree.

(*r*) "service man" means any employee who:

1. sells gasoline or lubricants;
2. sells, installs or repairs tires;
3. washes, cleans, polishes and stores motor vehicles;
4. gives break-down service;
5. sells and installs mufflers, shock-absorbers, belts, batteries, hoses, thermostats, windshield wipers, lights, filters and all other parts and accessories that can be added or removed without impairing the motor vehicle's normal operation. He may also do maintenance work on new or used motor vehicles for the purpose of preparing them for sale or delivery, in establishments where this is done.

(*s*) "employee" means any apprentice, labourer, skilled workman or journeyman, artisan, clerk or employee who performs alone, on a shift or in partnership any work governed by this decree and any person working on a salary or commission basis for an employer or professional employer governed by the decree.

(*t*) "service station" means any place where:

1. gasoline and lubricants are sold;
2. tires are sold, installed and repaired;
3. motor vehicles are washed, cleaned, polished, lubricated and stored;
4. break-down service is provided;
5. motor vehicle parts, equipment and accessories listed in section I-e are sold and installed.

However, should a service station have a motor vehicle machine or repair department, the said department, for purposes of the present decree, is considered as a garage and is subject to the working conditions set forth for garages or machine shops.

u) Le terme « terrain de démontage » désigne tout endroit où les véhicules à moteur ou certaines de leurs pièces sont démontées dans un but de vente, d'emmagasinage, ou sont démolis dans le but de vendre le métal comme rebut.

v) Le terme « véhicule à moteur » désigne tout véhicule ou toute machine mue par une autre force que la force musculaire et adaptée à la traction ou au transport des personnes et des choses.

ARTICLE II

Champ d'application

a) *Champ d'application professionnel:* sont assujettis aux dispositions du présent décret les employeurs, les employeurs professionnels, les artisans et les salariés des garages, ateliers de mécanique, postes d'essence, station-service, postes de lavage, postes de vente d'accessoires ou pièces, terrains de démontage, postes de vente de pneus ou ateliers de vulcanisation, et de tout établissement où se fait le déballage, l'emmagasinage, la vente et la livraison des pièces de rechange et accessoires d'automobiles, situés dans le champ d'application territorial du présent décret.

Cependant, le présent décret ne s'applique pas:

1° à un garage municipal tant et aussi longtemps que les conditions de travail y sont fixées par une convention collective particulière.

2° aux établissements industriels exploitant de façon accessoire un garage, un atelier de mécanique, une station-service ou un poste d'essence, pour autant qu'ils limitent exclusivement leurs services à leurs besoins et à leurs propres biens et qu'ils n'accomplissent aucun travail pour la clientèle publique.

3° aux ateliers qui font exclusivement le montage et la réparation de machineries agricoles.

4° au chef du service des pièces et accessoires, ni au chef de service, ni enfin au chef de département de carrosserie-peinture et de mécanique. Pour l'application du présent paragraphe, le chef du service après vente, le chef du service de carrosserie-peinture ou de mécanique doivent être considérés comme tel s'ils ont chacun au moins quatre (4) salariés sous leurs ordres.

b) *Champ d'application territorial:* Le présent décret s'applique au district électoral de Drummond.

ARTICLE III

Durée du travail et horaires

Zone I:

A) *Employés de garage, préposés aux pièces de rechange, préposés au service et livreurs:*

a) La semaine normale de travail est de quarante-cinq (45) heures réparties sur cinq (5) jours du lundi au vendredi.

b) La journée normale de travail est de neuf (9) heures étalées de 8 h à midi et de 13 h à 18 h.

B) *Spécialiste en pneus dans les postes de vente de pneus ou ateliers de vulcanisation.*

a) La semaine normale de travail est de cinquante-trois (53) heures réparties sur cinq jours et demi (5½) du lundi au samedi midi.

b) Du lundi au vendredi, la journée normale de travail est de dix (10) heures étalées de 7 h à

(*u*) "wrecking yard" means any place where motor vehicles or certain parts thereof are dismantled for sale, storage, or for selling the metal therefrom as scrap.

(*v*) "motor vehicle" means any vehicle or machine whose motive power is not muscular and is adapted to hauling or transporting persons or things.

SECTION II

Jurisdiction

(*a*) *Professional jurisdiction:* The provisions of the decree cover employers, professional employers, artisans and employees working in garages, machine shops, gasoline stations, service stations, car washes, accessories or parts stores, wrecking yards, tire stores or vulcanizing shops and in all establishments where automotive spare parts and accessories are unpacked, stored, sold and delivered, located in the territorial jurisdiction of the decree.

Exceptions: The decree does not cover:

1. a municipal garage as long as the working conditions are determined by a private collective agreement;

2. industrial establishments operating a garage, machine shop, service station or gasoline station as an accessory thereto, provided that services are restricted to their own needs or equipment and that no work is done for the public;

3. shops exclusively engaged in the assembly and repair of farm equipment;

4. the head or manager of an accessories and parts department; the head or manager of the service department; the head of the mechanical, paint or body shop. For the purposes of enforcing this subsection, the head of the after-sale service department, the head of the mechanical, paint or body shop shall be considered as such, provided they have at least four (4) employees working under them.

(*b*) *Territorial jurisdiction:* The decree covers the electoral district of Drummond

SECTION III

Standard work week and work day

Zone I:

(A) *Garage employees, spare parts men, service men and deliverymen:*

(*a*) Standard hours of work shall not exceed forty-five (45) a week and nine (9) a day. The standard working week consists of five (5) working days, Monday through Friday.

(*b*) The standard work day shall be scheduled between 8:00 a.m. and noon and between 1:00 and 6:00 p.m.

(B) *Tire specialists in tire stores or vulcanizing shops:*

(*a*) Standard hours of work shall not exceed fifty-three (53) a week. The standard working week consists of five and a half (5½) working days, Monday through Saturday noon.

Standard hours of work shall not exceed ten (10) a day, Monday through Friday.

(*b*) The standard work day shall be scheduled between 7:00 a.m. and noon and between 1:00

midi et de 13 h à 18 h. Le samedi, la journée normale est de cinq (5) heures étalées de 7 h à midi.

C) *Préposés au service dans les stations-service et pompistes dans les postes d'essence.*

La semaine normale de travail est de cinquante-trois (53) heures avec un maximum de dix (10) heures normales par jour.

Tout salarié a droit chaque semaine à un jour complet de vingt-quatre (24) heures de repos qui doit lui être donné autant que possible le dimanche. Pour tout travail exécuté pendant ces 24 heures de repos, le taux de salaire normal doit être majoré de 100%.

Zone II:

A) *Employés de garage, préposés aux pièces de rechange, préposés au service et livreurs:*

a) La semaine normale de travail est de quarante-neuf (49) heures réparties sur cinq jours et demi (5½) du lundi au samedi midi.

b) Du lundi au vendredi, la journée normale de travail est de neuf (9) heures étalées de 8 h à midi et de 13 h à 18 h. Le samedi, la journée normale est de quatre (4) heures étalées de 8 h à midi.

B) *Spécialiste en pneus dans les postes de vente de pneus ou ateliers de vulcanisation:*

a) La semaine normale de travail est de cinquante-trois (53) heures réparties sur cinq jours et demi (5½) du lundi au samedi midi.

b) Du lundi au vendredi, la journée normale de travail est de dix (10) heures étalées de 7 h à midi et de 13 h à 18 h. Le samedi, la journée normale est de cinq (5) heures étalées de 7 h à midi.

C) *Préposés au service dans les stations-service et pompistes dans les postes d'essence.*

La semaine normale de travail est de cinquante-trois (53) heures avec un maximum de dix (10) heures par jour.

Tout salarié a droit à un jour complet (24 heures) de repos chaque semaine, qui doit lui être donné autant que possible le dimanche. Pour tout travail exécuté pendant ces 24 heures de repos, le taux de salaire normal doit être majoré de 100%.

ARTICLE IV

Heures supplémentaires: Zones I et II

a) Tout travail exécuté en plus ou en dehors des heures normales de la journée normale et de la semaine complète de travail, est rémunéré au taux majoré de 50%.

b) Tout travail exécuté le dimanche doit être rémunéré au taux de salaire majoré de 100%, sauf dans les stations-service et les postes d'essence.

c) Tout travail exécuté les jours fériés, chômés et payés, entraîne une majoration de 100% du taux de salaire en plus du paiement de l'indemnité du jour férié.

Dans les stations-service et dans les postes d'essence, les salariés doivent être rémunérés au taux normal en plus de toucher l'indemnité du jour férié.

p.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday, and, between 7:00 a.m. and noon on Saturday.

(C) *Service men in service stations and pump attendants in gasoline stations:*

Standard hours of work shall not exceed fifty-three (53) a week and ten (10) a day.

Every employee is entitled to one full day's (24 hours) rest each week which should be given him as far as possible on Sunday. Double time shall be paid for all work performed during such day's rest.

Zone II:

(A) *Garage employees, spare parts men, service men and deliverymen:*

(*a*) Standard hours of work shall not exceed forty-nine (49) a week and nine (9) a day. The standard working week consists of five and a half (5½) working days. Monday through Saturday noon.

(*b*) The standard work day shall be scheduled between 8:00 a.m. and noon and between 1:00 p.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday and between 8:00 a.m. and noon on Saturdays.

(B) *Tire specialists in tire stores or vulcanizing shops:*

(*a*) Standard hours of work shall not exceed fifty-three (53) a week, Monday through Saturday noon and ten (10) a day, Monday through Friday.

(*b*) The standard work day is scheduled:

1. between 7:00 a.m. and noon and between; 1:00 p.m. and 6:00 p.m., Monday through Friday
2. between 7:00 a.m. and noon on Saturday.

(C) *Service men in service stations and pump attendants in gasoline stations:*

Standard hours of work shall not exceed fifty-three (53) a week and ten (10) a day.

Every employee is entitled to one full day's (24 hours) rest each week which should be given him as far as possible on Sunday. Double time shall be paid for all work performed during such day's rest.

SECTION IV

Overtime: Zones I and II

(*a*) Time and one half shall be paid for all work performed over and above the standard work day or work week.

(*b*) Except in service stations and gasoline stations, double time shall be paid for all work performed on Sunday.

(*c*) Besides payment for the holiday, double time shall be paid for all work performed on a general holiday with pay.

Besides payment for the holiday, employees in service stations and in gasoline stations shall be paid straight time.

d) Le même principe que celui qui est énoncé aux paragraphes *a*) *b*) et *c*) du présent article s'applique aux salariés rémunérés sur une base hebdomadaire, s'ils sont appelés à travailler un jour férié ou un jour férié, chômé et payé.

e) Toute majoration de salaire pour le temps supplémentaire doit être calculée sur le salaire payé et non sur le salaire minimum.

f) Le préposé au service dans les stations-service et le pompiste dans les postes d'essence doit être rémunéré au taux majoré de 50% pour tout travail accompli en plus de cinquante-trois (53) heures dans une même semaine.

(*d*) The provisions of subsections "*a*", "*b*" and "*c*" above shall apply to weekly-paid employees who are requested to work on a general holiday or on a general holiday with pay.

(*e*) Overtime rates shall be computed on the actual wages paid and not on the minimum wages.

(*f*) Service men in service stations and pump attendants in gasoline stations shall be paid time and one half for all work performed over and above fifty-three (53) hours in a same week.

ARTICLE V

Heures de présence

a) La mention d'un nombre quelconque d'heures normales de travail ne constitue pas une garantie de travail. Cependant, tout salarié doit être rémunéré selon les dispositions du présent décret pour toutes les heures où il a été présent et disponible durant sa journée normale de travail, que son temps ait été vendu ou non. Cette disposition n'a pas pour effet d'empêcher un employeur de faire des licenciements.

SECTION V

Presence at work

(*a*) Any mention of standard working hours does not constitute a work guarantee. However, every employee shall be remunerated according to the provisions of the present decree for all hours during which he has been present and available during his standard working day, whether he has been kept busy or not. This provision does not prevent an employer from laying-off employees.

ARTICLE VI

Tableau des emplois et des salaires

Pour les fins d'application des taux de salaire, des heures de travail et des jours chômés et payés, le champ d'application territorial est divisé en deux (2) zones et les taux minimaux suivants doivent être payés aux salariés ci-après mentionnés.

Zone I: La Cité de Drummondville et un rayon de trois (3) milles de ses limites.

Zone II: Le reste du champ d'application territorial.

SECTION VI

Schedule of occupations and wage rates

For purposes of enforcing wage rates, hours of work and general holidays with pay, the territorial jurisdiction is divided into two (2) zones.

The following minimum rates shall be paid to the employees listed below.

Zone I: The city of Drummondville and a 3-mile radius of its limits.

Zone II: The remainder of the territorial jurisdiction.

Zone I	*1er janvier 1968* *January 1, 1968*	*1er octobre 1968* *October 1, 1968*	*1er janvier 1969* *January 1, 1969*
Compagnon (tous les métiers) — Journeyman (all trades):			
Classe « A » — Class "A"	$ 2.24	$ 2.39	$ 2.49	$ 2.59
Classe « B » — Class "B"	2.02	2.17	2.27	2.37
Classe « C » — Class "C"	1.85	2.00	2.10	2.20
Apprenti (tous les métiers) — Apprentices (all trades):				
1re année — 1st year	1.31	1.46	1.56	1.66
2e année — 2nd year	1.47	1.62	1.72	1.82
3e année — 3rd year	1.63	1.78	1.88	1.98
4e année — 4th year	1.75	1.90	2.00	2.10
Redresseur de châssis, alignement et suspension de l'automobile — Automobile frame, alignment and suspension technicians:				
Classe « A » — Class "A"	2.24	2.39	2.49	2.59
Classe « B » — Class "B"	2.02	2.17	2.27	2.37
Classe « C » — Class "C"	1.85	2.00	2.10	2.20
Préposé au service et laveur — Service man and washer:				
1re année — 1st year	1.31	1.46	1.56	1.66
2e année — 2nd year	1.47	1.62	1.72	1.82
3e année — 3rd year	1.63	1.78	1.88	1.98
Graisseur spécialisé — Lubrication technician	1.90	2.05	2.15	2.25
Spécialiste en pneus — Tire specialist:				
1re année — 1st year	1.31	1.46	1.56	1.66
2e année — 2nd year	1.47	1.62	1.72	1.82
3e année — 3rd year	1.63	1.78	1.88	1.98

Zone I	1er janvier 1968 / January 1, 1968	1er octobre 1968 / October 1, 1968	1er janvier 1969 / January 1, 1969
	Par semaine — Per week		
Concierge ou gardien de nuit — Janitor or night watchman	$ 60.00	$ 65.00	$ 68.50	$ 72.00
Préposé aux pièces — Parts clerk:				
1er semestre — 1st six months	45.00	50.00	53.50	57.00
2e semestre — 2nd six months	50.00	55.00	58.50	62.00
2e année — 2nd year	55.00	60.00	63.50	67.00
3e année — 3rd year	60.00	65.00	68.50	72.00
4e année — 4th year	75.00	80.00	83.50	87.00
5e année — 5th year	90.00	95.00	98.50	102.50
	Par heure — Per hour			
Démonteur — Dismantler:				
1re année — 1st year	$ 1.20	$ 1.35	$ 1.45	$ 1.55
2e année — 2nd year	1.31	1.46	1.56	1.66
3e année — 3rd year	1.42	1.57	1.67	1.77
4e année — 4th year	1.58	1.73	1.83	1.93
Pompiste — Pump attendant	1.47	1.62	1.72	1.82
	Par semaine — Per week			
Livreur — Deliveryman				
1er semestre — 1st six months	$ 55.00	$ 60.00	$ 63.50	$ 67.00
2e semestre — 2nd six months	60.00	65.00	68.50	72.00
après un an — After one (1) year	65.00	70.00	73.50	77.00

Zone II: Les taux minimaux ci-haut mentionnés sont réduits de $0.10 sous l'heure.

Zone II: Hourly minimum wage rates are ten cents (10¢) lower than the above-mentioned.

ARTICLE VII

Changement d'affectation

L'employeur peut exiger de tout salarié de son établissement, l'exécution de tout travail d'une catégorie inférieure à celle qui est déterminée dans son certificat de qualification, pourvu que l'intéressé continue de recevoir le salaire qui s'applique à la catégorie des salariés à laquelle il appartient d'après son certificat de qualification.

SECTION VII

Work of a lower category

The employer may have any employee in his establishment perform work of a category lower than what is called for in the employee's competency certificate, provided that such employee continues to be paid the wage rate applicable to the category of employees to which he belongs as specified on his competency certificate.

ARTICLE VIII

Indemnité de présence

Tout salarié qui n'a pas reçu au préalable un avis qu'on n'avait pas besoin de ses services et qui se présente pour sa tâche régulière habituelle doit recevoir une indemnité égale à quatre (4) heures au taux de salaire normal.

SECTION VIII

Show-up indemnity

Any employee who has not been notified beforehand that his services would not be required and who reports in to work as usual, shall receive an indemnity equal to four hours' work at his regular wage rate.

ARTICLE IX

Indemnité de dérangement

Tout salarié rappelé au travail après avoir quitté l'établissement doit être payé au taux majoré applicable des heures supplémentaires et il a droit à une indemnité égale à deux (2) heures au taux normal. Il est entendu que le salarié n'est pas obligé de retourner au travail.

SECTION IX

Call-back pay

Any employee who is called back to work after having left the establishment shall be paid at the applicable overtime wage-rate and shall be entitled to two (2) hours' wages at the regular rate. It is understood that the employee is not compelled to return to work.

ARTICLE X

Travail interdit

Aucun travail de carrosserie ou de mécanique ne peut être fait ailleurs que dans les garages, les ateliers de mécanique et les stations-service, reconnus comme tels.

SECTION X

Work forbidden

No body-work or mechanical work may be performed in places other than garages, machine shops, or service stations that are recognized as such.

ARTICLE XI

Paiement du salaire

1° Le salaire doit être versé au salarié le jeudi de chaque semaine.

SECTION XI

Payment of wages

1. Employees shall be paid their wages on Thursday, every week.

2° La paie doit être accompagnée des mentions écrites suivantes:

a) Le nom et prénom du salarié;
b) l'emploi occupé par le salarié;
c) la date du paiement et les périodes de travail qui correspondent au paiement;
d) le taux horaire du salaire;
e) le nombre d'heures normales;
f) le nombre d'heures supplémentaires;
g) le montant du salaire brut;
h) la nature et le montant des retenues opérées;
i) le montant du salaire net versé au salarié.

ARTICLE XII

Jours fériés

a) Il ne doit y avoir aucun travail normal les dimanches et les jours fériés chômés et payés suivants: Le jour de l'An, le 2 janvier, la Saint-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail et le jour de Noël.

Au premier octobre 1967, le lendemain de Noël (26 décembre) sera ajouté aux jours fériés chômés et payés mentionnés ci-dessus.

b) Tout salarié qui, à moins d'absence autorisée ou motivée, a travaillé la veille ouvrable et le lendemain ouvrable de chacun des jours fériés susmentionnés, doit recevoir s'ils tombent un jour ouvrable, pour chaque jour férié, une indemnité égale à son gain pour une journée normale de travail.

c) Cependant, le 2 janvier et le 26 décembre sont des jours fériés chômés garantis et s'ils tombent un jour non ouvrable, ils doivent être reportés au premier jour ouvrable qui suit le jour de l'An ou le jour de Noël.

d) Cependant, dans la zone II, on ne doit pas considérer le 26 décembre comme un jour férié, chômé et payé.

ARTICLE XIII

Congés payés

a) *Période de référence:* La période de temps pendant laquelle un salarié acquiert progressivement le droit au congé annuel intégral, s'étend du 1er mai de l'année précédente au 30 avril de l'année en cours.

b) *Appréciation du droit au congé:*

1° *Moins d'un an de service:* Tout salarié qui le 1er mai de l'année courante justifie de moins d'un an de service continu, doit recevoir un congé dont la durée est d'au tant de demi-jours qu'il y a de mois de service continu.

2° *Une semaine:* Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie d'un (1) an ou plus de service continu doit recevoir un congé dont la durée est d'une semaine entière.

3° *Deux semaines:* Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de cinq (5) ans ou plus de service continu doit recevoir un congé dont la durée est de 2 semaines entières.

4° *Trois semaines:* Tout salarié qui, le 1er mai de l'année courante, justifie de quinze (15) ans ou plus de service continu doit recevoir un congé dont la durée est de 3 semaines entières.

c) *Indemnité de congés:* 1° Tout salarié qui a droit à moins d'une semaine entière de congés doit recevoir une indemnité de congés égale à deux pourcent (2%) du salaire gagné pendant la période de référence.

2° Tout salarié qui bénéficie d'une (1), de deux (2) ou de trois (3) semaines de congés a droit à son choix, pour chaque semaine de congés,

2. Payment of wages shall be accompanied by the following written particulars:

(*a*) family name and first name of employee;
(*b*) occupation held by employee;
(*c*) date of payment and work periods corresponding to payment;
(*d*) hourly wage rate;
(*e*) number of standard hours worked;
(*f*) number of overtime hours worked;
(*g*) gross amount of wages;
(*h*) nature and amount of deductions made;
(*i*) net take-home pay paid to employee.

SECTION XII

General holidays

(*a*) No regular work shall be performed on Sunday and the following general holidays with pay: New Year's Day, January 2nd, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day and Christmas Day.

Effective October 1967, December 26th will be added to the abovementioned general holidays with pay.

(*b*) Every employee who, unless on authorized leave or absent for a good reason, works the working day immediately preceding and following each of the abovementioned holidays that falls on a working day, shall be entitled to an indemnity equal to one full day's pay for each general holiday.

(*c*) Notwithstanding the foregoing, January 2nd and December 26th shall be guaranteed holidays with pay, and their observance shall be transferred to the first working day following them, should they fall on non-working days.

(*d*) Notwithstanding the foregoing, December 26th shall not be considered as a general holiday with pay in zone II.

SECTION XIII

Annual vacation with pay

(*a*) *Qualifying period:* The period during which an employee gradually acquires entitlement to the complete annual vacation extends from the 1st of May of the preceding year to the 30th of April of the year in progress.

(*b*) *Entitlement to annual vacation:*

1. *Less than one year's service:* Every employee who, on May 1st of the current year has less than one year's continuous service, is entitled to one half-day's annual vacation per service month.

2. *One week:* Every employee who, on May 1st of the current year has one or more year's continuous service, is entitled to one (1) full week's annual vacation.

3. *Two weeks:* Every employee who, on May 1st of the current year has five (5) or more years' continuous service, is entitled to two (2) full weeks' annual vacation.

4. *Three weeks:* Every employee who, on May 1st of the current year has fifteen (15) or more years' continuous service is entitled to three (3) full weeks' annual vacation.

(*c*) *Vacation pay:* 1. Every employee who has less than one full week's vacation, shall be entitled to vacation pay equal to two per cent (2%) of wages earned during the qualifying period.

2. Every employee who has one (1), two (2) or three (3) week's vacation is entitled to either vacation pay equal to two per cent (2%) for

à une indemnité égale à deux pour cent (2%) du salaire gagné pendant la période de référence, ou égale au salaire d'une semaine normale de travail pour chaque semaine de congé.

d) Période des congés: À moins d'entente contraire entre un salarié et son employeur, les congés annuels doivent être pris de la façon suivante:

La première et la deuxième semaine: entre le 1er mai et le 1er novembre.

La troisième semaine: entre le 1er novembre et le 1er mai.

Pour chaque semaine de congés, l'employeur doit accorder la préférence à chaque salarié selon l'ordre d'ancienneté.

Si le salarié bénéficie de deux (2) semaines de congés ou plus, ces deux semaines pourront être prises de façon consécutive si l'intéressé le désire.

Cependant, la troisième semaine de congés ne peut être prise entre le 1er mai et le 1er novembre tant et aussi longtemps qu'il y a un ou plusieurs salariés qui ont droit à une ou deux semaines de congés et qui ne les ont pas encore prises.

e) Paiement de l'indemnité de congés: L'employeur doit verser au salarié l'indemnité de congés à laquelle il a droit avant son départ en vacances.

f) Indemnité compensatrice de congés payés: 1° Tout salarié qui quitte volontairement son emploi ou qui est congédié pour juste motif, doit recevoir, au moment de son départ, l'indemnité des congés acquis avant le 1er mai précédent, et qui n'ont pas été pris, plus 2%, 4% ou 6% des gains réalisés depuis le 1er mai.

2° Par dérogation aux dispositions du paragraphe 1° qui précède, le salarié qui quitte son employeur sans donner l'avis de départ requis selon le paragraphe précédent, n'a droit qu'à une indemnité égale à: deux pour cent (2%), s'il justifie de plus de cinq (5) ans de service continu.

S'il justifie de plus de quinze (15) ans de service continu, il a droit à une indemnité égale à quatre pour cent (4%).

g) Jours fériés: Si un ou plusieurs jours fériés chômés et payés tombent pendant la période des congés annuels d'un salariés, celui-ci a alors droit à autant de jours de congés compensatoires qu'il y a de tels jours fériés ou, s'il le désire, à l'indemnité prévue pour ces jours fériés.

each week's vacation calculated on the wages earned during the qualifying period or to the equivalent of one full week's pay for each week's vacation, as he chooses.

(d) Vacation time: Unless otherwise agreed upon between employee and employer, annual vacations shall be taken as follows:

First and second weeks: between May 1st and November 1st.

Third week: between November 1st and May 1st.

The employer shall have employees choose each week's vacation according to seniority.

If an employee is entitled to two (2) or more weeks' vacation such two weeks may be taken consecutively if the employee so wishes.

Employees shall choose their vacation weeks according to seniority. However, the third vacation week may not be taken between May 1st and November 1st as long as one or more employees who are entitled to one or two weeks' vacation have not taken theirs.

(e) Vacation pay: Every employee shall be given his vacation pay before leaving on vacation.

(f) Vacation compensation: 1. Every employee who voluntarily quits his job or who is dismissed for just cause shall receive, at severance time, compensation for unused vacations acquired before the previous May 1st, plus 2%, 4% or 6% of total wages earned since such May 1st.

2. Notwithstanding subsection 1. above, the employee who quits his employer's service without giving notice, as stipulated in the preceding subsection, is only entitled to the following compensation: two per cent (2%), if he has more than five (5) years' continuous service; four per cent (4%) if he has more than fifteen (15) years' continuous service.

(g) General holidays in vacation period: Should one or more general holidays with pay fall during an employee's vacation period, he shall be entitled to an additional day's vacation for each such holiday or payment therefor if he so wishes

ARTICLE XIV

Délai-congé

L'employeur qui veut se dispenser des services d'un salarié doit lui donner un préavis d'une semaine. Si l'employeur omet de donner ce préavis le salarié peut réclamer l'équivalent de son salaire régulier pour une semaine normale de travail. De même, le salarié qui veut quitter son emploi doit donner un préavis d'une semaine à moins d'entente contraire avec l'employeur.

Pour les salariés possédant une carte de compétence, l'employeur devra leur donner une semaine d'avis si tel salarié a un (1) mois de service pour l'employeur.

Pour les salariés ne possédant pas de certificat de qualification, l'employeur devra leur donner une semaine d'avis si tel salarié à trois (3) mois de service pour l'employeur.

SECTION XIV

Term of notice

Any employer who wishes to lay off an employee shall give him a week's notice. Failing this, the employee may claim the equivalent of one week's wages. Likewise, an employee who wishes to quit his job shall give his employer one week's notice, unless otherwise agreed upon.

The employer shall give one (1) week's notice to employees who have their competency certificate, provided they have one (1) month's service with the said employer.

Should they not hold a competency certificate, the employer shall give them one week's notice if they have three (3) months' service with the said employer.

ARTICLE XV

Salubrité

1° Tout employeur doit dans les 5 mois suivant l'entrée en vigueur du présent décret, installer un système de ventilation qui permet le rejet à l'extérieur des gaz et des autres produits dont la présence en trop grande quantité dans un garage est nuisible à la santé des salariés, spécialement durant les mois d'hiver.

2° Tout véhicule enneigé ou glacé doit être déneigé et déglacé avant le début de la réparation ou l'entretien; et ce, pour protéger la santé des salariés.

ARTICLE XVI

Costumes et uniformes

Dans les stations-service et postes d'essence, si l'employeur ou la compagnie l'exige, le salarié doit fournir lui-même son costume ou complet pour le premier six (6) mois. Après cette période, l'employeur s'engage à rembourser cinquante pour cent (50%) du coût brut du costume.

Pour les salopettes et les couvre-tout, l'employeur s'engage à les fournir et à les faire nettoyer. Cependant, l'employeur ne peut exiger un costume ou complet avant six (6) mois.

ARTICLE XVII

Apprentissage

1° La durée de l'apprentissage est de quatre (4) ans. Cependant à la fin de sa troisième année, tout apprenti peut exiger un examen qui, s'il est réussi, lui donne droit à la carte correspondante de compagnon. L'employé qui échoue aux examens peut se présenter de nouveau après douze (12) mois.

2° Il ne doit pas y avoir plus d'un (1) apprenti par deux (2) compagnons ou préposés aux services.

3° Aucun apprenti ne peut être accepté avant d'avoir atteint l'âge de seize (16) ans. Il doit avoir au moins terminé sa cinquième année du cours élémentaire.

4° Tout apprenti qui a fréquenté une école régie par la Loi de l'enseignement spécialisé ou qui a acquis de l'expérience ailleurs, doit recevoir un crédit proportionné à la durée de ses études et au résultat de ses examens. Cependant, en cas de conflit, le comité paritaire doit faire passer un examen afin d'établir sa classification.

ARTICLE XVIII

Durée du décret

Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 30 septembre 1969. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre un avis écrit à ce contraire dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le 30 septembre de l'année 1969 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail. »

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

21429-o

SECTION XV

Salubrity

1. Five months from the effective date of this decree, every employer shall install a ventilation system which will adequately expell exhaust and other gases whose heavy concentration in garage air is harmful to employees' health, especially during winter months.

2. Every vehicle that is covered with snow or ice shall be de-iced and snow shall be removed before repair or maintenance work is begun so as to protect workmen's health.

SECTION XVI

Uniforms

For the first six months, employees working in service stations and gasoline stations shall supply the uniform if so requested by the employer or company. After such time, the employer agrees to reimburse 50% of the uniform's cost.

As regards overalls and coveralls, the employer undertakes to supply and launder them at his own expense. However, no employer may exact a uniform before six (6) months.

SECTION XVII

Apprenticeship

1. Apprenticeship lasts four (4) years. After completing three years, every apprentice may request to sit for an examination. The successful apprentice is entitled to the corresponding journeyman's card. Unsuccessful candidates may sit for another examination after a 12-month period.

2. There shall be no more than one (1) apprentice for each two (2) journeymen or service men.

3. No candidate may be accepted for apprenticeship before his 16th birthday. He shall at least have completed Grade 5 of the elementary course.

4. Every apprentice who has attended a school governed by the Specialized Schools Act or who has gained experience elsewhere, shall be granted credits proportionate to the lenght of his studies and to his examination results. In doubtful cases, the Parity Committee shall have the apprentice undergo an examination in order to determine his classification.

SECTION XVIII

Term of the decree

The present decree becomes effective on the date it is published in the *Québec Official Gazette* and remains in force until September 30, 1969. It automatically renews itself from year to year thereafter, unless one of the contracting parties gives the other a notice ot the contrary no more than sixty (60) and no less than thirty (30) days before September 30th of 1969 or of any subsequent year. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour."

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

21429-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2381

Québec, le 7 septembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les amendements aux Règlements en exécution de la Loi des appareils sous pression.

ATTENDU QUE conformément à l'article 27 de la Loi des appareils sous pression (S.R.Q. 1964, chapitre 156), le Lieutenant-gouverneur en conseil peut édicter tous les règlements nécessaires pour la mise en vigueur et le bon fonctionnement de ladite loi;

ATTENDU QU'il est devenu nécessaire d'apporter des changements aux conditions d'admission aux examens et aux certificats d'inspecteurs d'appareils sous pression;

ATTENDU QUE la Loi des appareils sous pression contient des dispositions concernant les inspecteurs des appareils régis par cette loi;

ATTENDU QU'il est opportun d'extraire les dispositions relatives aux inspecteurs des chaudières à vapeur et des appareils sous pression des Règlements en exécution de la Loi relative aux mécaniciens des machines fixes et de les insérer dans les Règlements en exécution de la Loi des appareils sous pression;

IL EST ORDONNÉ, sur la recommandation de l'Honorable ministre du Travail:

QUE les modifications aux Règlements concernant les chaudières à vapeur et les appareils sous pression, dont le texte est ci-annexé, soient adoptés.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

Modifications aux règlements concernant les chaudières à vapeur et appareils sous pression

SECTION XIV

Inspecteurs de chaudières à vapeur et appareils sous pression

Règlement 1401 – Certificat d'inspecteur

Lex certificats d'inspecteurs sont divisés en classes correspondant aux caractéristiques des installations de machines fixes que le détenteur peut inspecter sous la direction de l'inspecteur en chef:

a) Certificat d'inspecteur de classe « C »:

Le détenteur de ce certificat peut procéder à l'inspection:

1° de toute chaudière en fonte;

2° de tout réservoir à l'air, à l'eau chaude ou autre;

3° de tout appareil non soumis au contact du feu et dont la soupape de sûreté est réglée à une pression n'excédant pas cent vingt-cinq (125) livres au pouce carré;

b) Certificat d'inspecteur de classe « B »:

Le détenteur de ce certificat peut procéder à l'inspection:

1° de tout appareil non soumis au contact du feu;

2° de toute chaudière à vapeur dont la soupape de sûreté est réglée à une pression n'excédant pas cent vingt-cinq (125) livres au pouce carré;

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2381

Québec, September 7, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the Regulations enacted under the Pressure Vessels Act.

WHEREAS, pursuant to section 27 of the Pressure Vessels Act (RSQ 1964, c. 156), the Lieutenant-Governor in Council may enact all the regulations necessary for the enforcement and proper implementation of the said Act;

WHEREAS it has become expedient to make certain changes in the admission requirements for examinations and certificates of pressure vessel inspectors;

WHEREAS the Pressure Vessels Act contains provisions governing inspectors of the apparatuses covered by the said Act;

WHEREAS it is timely to extract the provisions governing inspectors of steam boilers and pressure vessels from the "Regulations under the Stationary Enginemen Act" and to insert them in the "Regulations under the Pressure Vessels Act";

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the amendments to the Regulations respecting Steam Boilers and Pressure Vessels, text of which follows, be adopted.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

Amendments to regulations respecting steam boilers and pressure vessels

DIVISION XIV

Steam boiler and pressure vessel inspectors

Rule 1401 – Inspector's certificate

Inspectors' certificates are divided into classes corresponding to the characteristics of the stationary engine installations that the holder may inspect under the Chief inspector's direction:

(a) Class "C" inspector's certificate:

The holder of this certificate may carry out the inspection of:

1. any cast iron boiler;

2. any air tank, hot water tank or other tank;

3. any unfired vessel whose safety valve is set for a pressure not exceeding one hundred and twenty-five (125) pounds per square inch;

(b) Class "B" inspector's certificate:

The holder of this certificate may carry out the inspection of:

1. any unfired vessel;

2. any steam boiler whose safety valve is set for a pressure not exceeding one hundred and twenty-five (125) pounds per square inch;

3° de toute chaudière à l'eau chaude dont la soupape de trop plein est réglée à une pression n'excédant pas cent soixante (160) livres au pouce carré et la température ne dépasse pas 250°F;

c) Certificat d'inspecteur de classe « A »:

Le détenteur de ce certificat peut procéder à l'inspection de toute machine fixe et de tout appareil régis par la Loi des appareils sous pression.

Règlement 1402 – Révocation des certificats

Le Bureau des examinateurs peut annuler ou suspendre un certificat d'inspecteur si le détenteur tombe sous le coup de l'une des incapacités ou infractions suivantes:

a) habitudes d'intempérance ou usage de drogue;

b) démence ou impotence;

c) incompétence ou négligence grave dans l'exécution de son travail;

d) obtention de son certificat par fraude ou sous de fausses représentations;

e) aide une ou plusieurs personnes à obtenir frauduleusement leur certificat;

f) permission à une autre personne d'utiliser son certificat;

g) falsification ou permission à d'autres de falsifier son certificat.

Règlement 1403 – Examen pour certificat d'inspecteur

Pour obtenir un certificat d'inspecteur, le candidat doit subir avec succès l'examen préparé à cet effet pour la classe à laquelle il est candidat, s'il satisfait au préalable aux conditions suivantes:

a) pour l'examen au certificat d'inspecteur de classe « C »:

1° être détenteur d'un certificat de mécanicien de machines fixes de chauffage — moteurs à vapeur de 2e classe;

2° ou avoir fait un stage d'apprentissage valable de quatre (4) ans dans l'industrie de la fabrication ou de la réparation des chaudières à vapeur et appareils sous pression;

b) pour l'examen au certificat d'inspecteur de classe « B »:

1° être détenteur d'un certificat d'inspecteur de classe « C » et avoir travaillé à ce titre durant une période de vingt-quatre (24) mois ou plus;

2° ou être détenteur d'un certificat de mécanicien de machines fixes de chauffage — moteurs à vapeur de première classe.

3° ou être détenteur d'un certificat d'inspecteur émis par une autre province et fournir la preuve d'avoir travaillé à ce titre durant au moins six (6) mois dans cette autre province;

c) pour l'examen au certificat d'inspecteur de classe « A »:

1° être détenteur d'un certificat d'inspecteur de classe « B » et avoir travaillé à ce titre durant une période de vingt-quatre (24) mois ou plus;

2° ou être détenteur d'un certificat de mécanicien de machines fixes de chauffage — moteurs à vapeur de première classe et avoir travaillé à ce titre durant au moins deux (2) ans dans une installation de première classe et, durant cette période, avoir agi en qualité de chef mécanicien de machines fixes durant au moins douze (12) mois.

3. any hot water boiler whose relief-valve is set for a pressure not exceeding one hundred and sixty (160) pounds per square inch and whose temperature does not exceed 250°F;

(c) Class "A" inspector's certificate:

The holder of this certificate may carry out the inspection of any stationary engine and of any vessel contemplated in the Pressure Vessels Act.

Rule 1402 – Cancellation of certificates

The Board of Examiners may cancel or suspend an inspector's certificate if the holder has any of the following incapacities or is guilty of any of the following infractions:

(*a*) intemperate habits or use of drugs;

(*b*) insanity or infirmity;

(*c*) incompetency or serious negligence in the performance of his work;

(*d*) obtainment of his certificate through fraud or under misrepresentations;

(*e*) helping one or several persons to fraudulously obtain their certificates;

(*f*) allowing any other person to use his certificate;

(*g*) falsifying or allowing others to falsify his certificate.

Rule 1403 – Examination for obtainment of inspector's certificate

In order to obtain an inspector's certificate, the candidate must successfully pass an examination specially prepared for the class in which he is a candidate, provided he previously meets the following requirements:

(a) for the Class "C" inspector's certificate examination:

1. hold a stationary engineman's 2nd Class certificate for heating installations and steam engines;

2. or, have completed a valid 4-year apprenticeship in the steam engine or pressure vessel fabrication or repair industry;

(b) for the Class "B" inspector's certificate examination:

1. hold a Class "C" inspector's certificate and have worked as such for twenty-four (24) months or more;

2. or, hold a stationary engineman's 1st Class certificate for heating installations and steam engines;

3. or, hold an inspector's certificate issued by another province and produce proof of having worked as such for at least six (6) months in such other province;

(c) for the Class "A" inspector's certificate examination:

1. hold a Class "B" inspector's certificate and have worked as such for twenty-four (24) months or more;

2. or, hold a stationary engineman's 1st Class certificate for heating installations and steam engines and have worked as such for at least two (2) years in a 1st class installation; have worked as chief stationary engineer at least twelve (12) months.

Règlement 1404 – Reprise d'examen

À la suite d'un échec, un candidat ne peut se présenter à nouveau avant quatre-vingt-dix (90) jours de la date de son dernier examen.

Règlement 1405 – Honoraires

Les honoraires d'examen, de reprise d'examen et de renouvellement de certificat sont les suivants:

Inspecteur — Inspector	*Examen* *Examination*	*Reprise d'examen* *Supplemental examination*	*Renouvellement de certificat* *Certificate renewal*
Classe-Class « A », « B » ou-or « C »	$25.00	$15.00	$10.00»

21429-o

Rule 1404 – Supplemental examination

Ninety (90) days shall have expired since the last exam before the unsuccessful candidate be allowed to write a supplemental examination.

Rule 1405 – Fees

Examination, supplemental examination and certificate renewal fees are as follows:

21429-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2544

Québec, le 20 septembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT les règlements de circulation pour le Tunnel Louis-Hippolyte-Lafontaine.

ATTENDU QUE le paragraphe 6 des règlements de l'arrêté en conseil numéro 340 du 20 février 1967 porte à ambiguïté;

ATTENDU QUE dans l'intérêt public, il y a lieu de prendre toutes les dispositions possibles pour assurer une plus grande sécurité sur les routes et à plus forte raison dans les tunnels;

ATTENDU QU'il est d'intérêt général d'amender l'arrêté en conseil numéro 340 du 20 février 1967;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre des Transports et Communications, suite à une requête du ministère de la Voirie:

QUE le paragraphe 6 des règlements de circulation pour le tunnel Louis-Hippolyte-Lafontaine de l'arrêté en conseil numéro 340 du 20 février 1967 soit remplacé par le suivant:

« 6° Il est interdit à tout entrepreneur de remorquage autre que celui choisi exclusivement par le ministre de la Voirie d'enlever un véhicule immobilisé ainsi que tout objet causant une obstruction dans le tunnel et ses approches ainsi que dans les échangeurs de la route transcanadienne à l'intérieur des limites suivantes: à partir d'un point de la route transcanadienne située à l'intersection des voies du chemin de fer Canadien National, dans la cité de Jacques-Cartier, jusqu'à l'intersection de la route transcanadienne avec la rue Sherbrooke, dans la cité de Montréal. Advenant une obstruction causée par un véhicule-automobile, ou par un objet quelconque, dans le tunnel, ses approches, et les échangeurs, les préposés à la garde du tunnel ou la Sûreté provinciale, feront remorquer ou déplacer l'obstruction par l'entrepreneur choisi à cette fin par le ministre de la voirie et, ce, aux conditions arrêtées entre cet entrepreneur et ledit ministre. »

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

21431-o

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2544

Québec, September 20, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING traffic regulations for the Louis-Hippolyte-Lafontaine Tunnel.

WHEREAS paragraph 6 of the regulations of Order in Council number 340 dated February 20, 1967, leads to ambiguity;

WHEREAS, in the interest of the public, it is expedient to take all possible measures to assure a greater security on the roads and all the more in the tunnels;

WHEREAS it is in the general interest to amend Order in Council number 340 dated February 20, 1967;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Minister of Transportation and Communications, following a request of the Department of Roads:

THAT paragraph 6 of the traffic regulations for the Louis-Hippolyte-Lafontaine Tunnel of Order in Council number 340 dated February 20, 1967, be replaced by the following:

"6. It is forbidden to all towage contractor other than the one chosen exclusively by the Minister of Roads to remove an immobilized vehicle as well as all object causing an obstruction in the tunnel and its approaches as well as in the interchanges of the transcanadian highway in the interior of the following limits: going from a point of the transcanadian highway situated at the intersection of the Canadian National Railways, in the city of Jacques-Cariter, up to the intersection of the transcanadian highway with Sherbrooke Street, in the city of Montreal. In the cause of an obstruction caused by a motor vehicle, or by any object, in the tunnel, its approaches, and the interchantes, the security officers or the Provincial Police must see to the towage or the removal of the obstruction by the contractor chosen for this purpose by the Minister of Roads and, such, on the conditions agreed upon between this contractor and the said Minister."

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

21431

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2188

Québec, le 29 août 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'érection de la « municipalité scolaire de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent ».

IL EST ORDONNÉ sur la proposition du ministre de l'éducation:

1° QUE soit érigée, conformément à la Loi concernant la Commission scolaire de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent, 15-16 Elizabeth II, chapitre 125, une municipalité scolaire sous le nom de « municipalité scolaire de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent », comprenant les cantons suivants: Archipel du Blanc-Sablon, Archipel du Gros Mécatina, Achipel de Kécarpoui, Archipel du Petit Mécatina, L'Archipel Ouapitagone, Archipel de St-Augustin, Archipel de Ste-Marie, Archipel du Vieux Fort, Archipel Washicootai, Baune, Bellecourt, Bissot, Boishébert, Bonne Espérance, Bougainville, Brest, Brouage, Céry, Charnay, Chevalier, Cook, D'Audhebourg, Duchesneau, Duval, Kégashka, Lagordendière, Lalande, Legardeur, Liénard, Marsal, Montesson, Musquaro, Peuvret, Phelyppeaux, Ponchartrain, Saint-Vincent et Verrazzano;

2° QUE l'érection de ladite municipalité scolaire entre en vigueur à compter de la date du présent arrêté en conseil.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
21439-o JACQUES PRÉMONT.

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2483

Québec, le 20 septembre 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT le statut particulier des adjoints aux cadres supérieurs.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Premier ministre *pro tempore:*

QUE, sous l'autorité de l'article 16 de la Loi de la fonction publique, soit approuvé le règlement ci-joint de la Commission de la fonction publique édicté le 20 septembre 1967, concernant le statut particulier des adjoints aux cadres supérieurs.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC

Règlement de la Commission de la Fonction Publique concernant le statut particulier des adjoints aux cadres supérieurs

La Commission de la fonction publique décrète ce qui suit:

ATTRIBUTIONS

Les adjoints aux cadres supérieurs forment dans la fonction publique un corps de fonctionnaires qui font partie de la direction.

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2188

Québec, August 29, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the erection of the "school municipality of the North Shore of the Gulf of Saint Lawrence".

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Minister of Education:

1. THAT, pursuant to the Act respecting the School Commission of the North Shore of the Gulf of Saint Lawrence, 15-16 Elizabeth II, chapter 125, a school municipality under the name of "school municipality of the North Shore of the Gulf of Saint Lawrence", comprising the following Townships, be erected: Archipelago of Blanc-Sablon, Archipelago of Gros Mécatina, Archipelago of Kécarpoui, Archipelago of Petit Mécatina, Archipelago of Ouapitagone, Archipelago of St-Augustin, Archipelago of Ste-Marie, Archipelago of Vieux Fort, Archipelago of Washicootai, Baune, Bellecourt, Bissot, Boishébert, Bonne Expérance, Bougainville, Brest, Brouage, Céry, Charnay, Chevalier, Cook, D'Audhebourg, Duchesneau, Duval, Kégashka, Lagordendière, Lalande, Legardeur, Liénard, Marsal, Montesson, Musquaro, Peuvret, Phelyppeaux, Ponchartrain, Saint-Vincent and Verrazzano;

2. THAT the erection of the said school municipality become effective from and after the date of the present Order in Council.

True Copy.

JACQUES PRÉMONT,
21439 *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2483

Québec, September 20, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the special status of assistants at higher levels.

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Premier *pro tempore:*

THAT, under the authority of section 16 of the Civil Service Act, the annexed Civil Service regulation, enacted on September 20, 1967, concerning the special status of assistants at higher levels, be approved.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

QUEBEC CIVIL SERVICE COMMISSION

Civil Service Commission Regulation on thespecial status of assistants at higher levels

The Civil Service Commission orders as follows:

DUTIES

Within the Civil Service, assistants at higher levels constitute one group of civil servants who form part of the administrative class.

Ce corps est constitué du personnel affecté à des fonctions de collaborateur ou d'assistant immédiat des cadres supérieurs. L'adjoint aux cadres supérieurs détient généralement un poste de direction et peut se voir confier la responsabilité de la réalisation des projets d'une nature et d'une importance particulières. Les tâches dont il a la charge le situent entre les corps des fonctionnaires professionnels et les cadres supérieurs. Ils sont intégrés pour fins de classification dans ce corps mais conservent le titre de leur emploi.

CLASSIFICATION

Le corps des adjoints aux cadres supérieurs ne comprend qu'une classe; cette classe comprend huit (8) échelons.

RECRUTEMENT

A) *Concours*

Si, par suite de la tenue de concours parmi le personnel des corps de fonctionnaires professionnels, le nombre de candidats déclarés éligibles n'est pas suffisant pour combler les postes vacants, le recrutement doit alors se faire par voie de concours public.

B) *Conditions spécifiques d'admissibilité*

Aptitude manifeste à la direction et au travail de conception.

Posséder l'équivalent des qualifications d'un candidat admissible au concours ou à l'examen requis pour être admissible à la classe I d'un corps de fonctionnaires professionnels.

NOMINATION

La nomination de l'adjoint aux cadres supérieurs n'ayant que le minimum requis (1) se fait au premier échelon de la classe.

(1) *Pour le candidat à l'emploi du Gouvernement*

avoir atteint l'échelon qui rend admissible au concours ou à l'examen tenu pour la classe I d'un corps de fonctionnaires professionnels.

OU

Pour le candidat de l'extérieur

Posséder le nombre d'années d'expérience professionnelle jugée valable et correspondant à l'échelon qui rend admissible au concours ou à l'examen tenu pour la classe I d'un groupe de fonctionnaires professionnels.

La nomination de l'adjoint aux cadres supérieurs possédant une ou plusieurs années d'expérience additionnelle au minimum requis peut être faite à l'un des échelons de la classe, conformément aux règles de l'avancement, pourvu que cette expérience soit jugée valable.

Nul ne peut être nommé à titre permanent s'il n'a complété une pérode d'emploi continu d'au moins un (1) an à titre temporaire.

AVANCEMENT

La durée du séjour dans un échelon est normalement d'une (1) année et chaque échelon correspond à une (1) année d'expérience.

Le premier avancement d'échelon est consenti au début de la première période de paye de mai ou de novembre qui suit d'au moins neuf (9) mois la date de nomination.

Toutefois, pour l'adjoint aux cadres supérieurs à l'emploi du Gouvernement avant son entrée dans le corps, sa date d'avancement d'échelon n'est pas affectée du fait qu'il devient régi par le présent règlement.

This group is constituted of personnel assigned the duties of collaborators or direct assistants at higher levels. An assistant at higher levels usually holds an administrative post, and may be entrusted with the responsibility of carrying out projects of a special nature and importance. His duties place him between the groups of professional civil servants and the higher levels. For classification purposes, they are integrated into this group, but retain their title.

CLASSIFICATION

The group of assistants at higher levels only includes one class; this class is composed of eight (8) grades.

RECRUITMENT

(A) *Competitions*

If, after competitions have been held among the personnel of the professional civil servants groups, the number of candidates declared eligible is insufficient to fill the posts vacant, recruitment must then be made through public competitions.

(B) *Specific Eligibility Requirements*

An obvious aptitude for administration and conceptional work.

qualifications equal to those of a candidate admissible to the competition or examination required to be admissible to Class I of a group of professional civil servants.

APPOINTMENT

Appointment of an assistant at higher levels having only the minimum requirements (1) is to grade one of the Class.

(1) *For the candidate in the Government's employ*

He must have reached the grade making him admissible to the competition or examination held for Class I of a group of professional civil servants.

OR

For the candidate from outside

He must have the number of years of professional experience judged valid, and which correspond to the grade making him admissible to the competition or examination held for Class I of a group of professional civil servants.

The appointment of assistants at higher levels who have one or several years' experience over and above the minimum required may be made to one of the grades of the class, pursuant to the rules for promotion, provided that this experience is deemed valid.

No one shall be appointed on a permanent basis before he has completed at least one (1) year's continuous temporary employment.

PROMOTION

Ordinarily, one (1) year is spent in a grade, and each grade corresponds to one (1) year's experience.

The first grade promotion is granted at the beginning of the first pay period in May or in November that falls at least nine (9) months after the appointment date.

However, for the assistant at higher levels in the Government's employ before his entrance into the group, his grade promotion date is not affected by the fact that he becomes governed by the present regulation.

L'avancement accéléré de deux (2) échelons est possible à la date d'avancement d'échelon, dans les cas suivants:

1) lorsque l'employé a réussi des études de perfectionnement d'une durée équivalente à un (1) an à temps complet;

OU

2) lorsque les résultats du travail de l'adjoint aux cadres supérieurs sont jugés, sur preuves, comme étant exceptionnels.

L'avancement accéléré est recommandé par le supérieur hiérarchique de l'employé concerné. Cette recommandation est étudiée par un comité *ad hoc*. Ce comité se réunit dans le mois qui précède les dates prévues pour l'avancement d'échelon. Sur recommandation favorable dudit comité, l'avancement accéléré est consenti par le sous-chef.

EFFETS

Les fonctionnaires affectés à des emplois d'adjoint aux cadres supérieurs et dont l'éligibilité à l'un ou l'autre de ces emplois est déclarée par la Commission de la fonction publique deviennent des adjoints aux cadres supérieurs et sont régis par le présent règlement.

Tout fonctionnaire qui se croit lésé dans son nouveau classement en vertu du présent règlement a droit d'appel devant la Commission de la fonction publique dans le délai de deux (2) mois de calendrier, à compter de la date à laquelle il est informé de son nouveau classement, au moyen d'une lettre adressée au secrétaire de la Commission par la poste recommandée.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur à compter de la date de son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil et prend effet à compter du 1er janvier 1967.

Copie conforme.

Assemblée du 20 septembre 1967.

Le Secrétaire,
HENRI DION.

21465-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2484

Québec, le 20 septembre 1967.

Présent: **Le Lieutenant-gouverneur en conseil.**

CONCERNANT **le statut particulier du personnel des cadres supérieurs.**

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition du Premier ministre *pro tempore:*

QUE, sous l'autorité de l'article 16 de la Loi de la fonction publique, soit approuvé le règlement ci-joint de la Commission de la fonction publique édicté le 20 septembre 1967, concernant le statut particulier du personnel des cadres supérieurs.

Copie conforme.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE DU QUÉBEC

Règlement de la Commission de la Fonction publique concernant le statut particulier du personnel des cadres supérieurs

La Commission de la fonction publique décrète ce qui suit:

Accelerated promotion by two (2) grades is possible on the grade promotion date, in the following cases:

(1) when the employee has successfully completed graduate studies equivalent to those of one (1) full-time academic year;

OR

(2) when the quality of the assistant's work is considered demonstrably exceptional.

Accelerated promotion is recommended by the employee's immediate superior. This recommendation is then studied by an *ad hoc* committee. This committee meets during the month preceding regular grade-promotion dates. If its report is favourable, accelerated promotion is granted by the deputy head.

CONSEQUENCES

Civil servants occupying posts as assistants at higher levels, and whose eligibility to one or the other of these posts is declared by the Civil Service Commission, become assistants at higher levels, and are governed by the present regulation.

Any civil servant who believes he has been incorrectly classified pursuant to the present regulation, has the right of appeal before the Civil Service Commission within two (2) calendar months, from and after the date on which he was informed of his new classification, by means of a registered letter addressed to the Secretary of the Commission.

EFFECTIVE DATE

This regulation becomes effective from and after the date of its approval by the Lieutenant-Governor in Council, and takes effect as from January 1, 1967.

True copy.

Meeting of September 20, 1967.

HENRI DION,
Secretary.

21465

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2484

Québec, September 20, 1967.

Present: **The Lieutenant-Governor in Council.**

CONCERNING **the particular status of personnel at higher levels.**

IT IS ORDERED, upon the recommendation of the Prime Minister *pro tempore:*

THAT, under the authority of section 16 of the Civil Service Act, the regulation of the Civil Service Commission hereto joined, decreed on September 20, 1967, concerning the particular status of personnel at higher levels, be approved.

True copy.

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

QUÉBEC CIVIL SERVICE COMMISSION

Regulation of the Civil Service Commission concerning the particular status of personnel at higher levels

The Civil Service Commission orders as follows:

ATTRIBUTIONS

Le personnel des cadres supérieurs forme un corps de fonctionnaires, ci-après désignés les administrateurs, remplissant les emplois supérieurs de la fonction publique, à l'exception de l'emploi de sous-chefs au sens de la Loi. Ils sont intégrés pour fins de classification, à l'une des classes de ce corps, mais conservent le titre de leur emploi.

Les administrateurs sont généralement affectés à des fonctions d'étude générale, de conception et de direction, définies de la façon suivante:

La fonction de conception concerne essentiellement les agents chargés d'adapter la conduite des affaires administratives à la politique générale du Gouvernement, d'élaborer les projets de lois ou de règlements et les décisions ministérielles, de préparer les directives nécessaires à leur exécution, de coordonner et d'améliorer la marche des services publics.

La fonction de direction suppose l'exercice simultané d'un pouvoir de décision, d'un pouvoir hiérarchique et disciplinaire et d'un pouvoir d'organisation et de gestion.

Sont exclus de ce corps, les membres de commission, d'office ou de régie qui ne font pas partie de la fonction publique.

CLASSIFICATION

Le corps des administrateurs comprend quatre (4) classes: les classes IV, III, II et I. La classe est déterminée en tenant compte de l'ensemble des critères suivants: l'effectif sous direction, le pourcentage de personnel professionnel compris dans l'effectif, la variété des tâches, le niveau hiérarchique et les autres attributs de l'emploi.

RECRUTEMENT

A) *Concours*

Pour combler chaque emploi vacant des cadres supérieurs à l'exception de ceux de sous-ministre associé et de sous-ministre adjoint, la Commission de la fonction publique procède au recrutement généralement par concours d'avancement parmi les administrateurs et les adjoints aux cadres supérieurs ou selon toute autre méthode de sélection du personnel qu'elle estime la mieux adaptée à l'intérêt public et à l'efficacité administrative.

B) *Conditions d'admissibilité*

a) Condition générale:
habileté administrative éprouvée.

b) Condition spécifique:

être à l'emploi du Gouvernement comme adjoint aux cadres supérieurs;

pour le candidat de l'extérieur, posséder des qualifications jugées au moins équivalentes à celles de l'adjoint aux cadres supérieurs.

NOMINATION

L'administrateur est nommé à l'une des classes du corps des administrateurs compte tenu de l'ensemble des critères énumérés dans la rubrique « classification » et reçoit un traitement fixe.

Les classes d'administrateur constituent des classes d'emploi pour lesquelles une nomination immédiate à titre permanent est permise.

DUTIES

Personnel at higher levels form a functionary group, hereafter designated as administrators, filling higher civil service employments, with the exception of deputy-ministers according to law. They are integrated for classification purposes, to one of the classes of this group, but retain their title.

Administrators usually carry out duties of general study, conception and direction, defined in the following way:

Duties of conception essentially concern agents charged to carry out the administrative business according to the general politics of the Government, to elaborate projects of law or regulations and ministerial decisions, to prepare the directives necessary for their execution, to coordinate and ameliorate the run of public services.

Duties of direction imply the simultaneous exercise of decision rights, hierarchical and disciplinary rights and organization and management rights.

Commission, Bureau or Board members who are not part of the Civil Service are excluded from this group.

CLASSIFICATION

Administrator groups include four (4) classes: Classes IV, III, II and I. The class is determined bearing in mind the entire following criterion: The total under direction, the percentage of professionals included with the total, the variety of tasks, the hierarchical standards and other attributes of the employ.

RECRUITMENT

(A) *Exams*

To fill every vacant higher level post, with the exception of that of associate deputy-ministers and assistant deputy-ministers, the Civil Service Commission proceeds to the general recruitment by promotion exams among administrators and assistants at higher levels or according to any other method of selection it thinks best adapted to public interest and to administrative efficacy.

(B) *Eligibilty Requirements*

(*a*) General requirements
tested administrative ability.

(*b*) Specific requirements

to work for the Government as assistants at higher levels

for out of town candidates, possess qualifications judged at least equivalent to those of assistants at higher levels.

APPOINTMENT

The administrator is appointed to one of the classes of the administrator groups bearing in mind the entirety of the enumerated criteria under the heading "classification" and receives a fixed salary.

Administrator classes constitute employment classes for which an immediate appointment on a permanent basis is allowed.

EFFETS

Les titulaires des emplois supérieurs de la fonction publique, dont l'éligibilité est déclarée par la Commission, sont régis par le présent règlement.

Tout fonctionnaire qui se croit lésé dans son nouveau classement en vertu du présent règlement a droit d'appel devant la Commission de la fonction publique dans le délai de deux (2) mois de calendrier, à compter de la date à laquelle il est informé de son nouveau classement, au moyen d'une lettre adressée au secrétaire de la Commission par le poste recommandée.

ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement entre en vigueur à compter de la date de son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil et prend effet à compter du 1er janvier 1967.

Copie conforme.

Assemblée du 20 septembre 1967.

Le Secrétaire,

21465-o HENRI DION.

CONSEQUENCES

Holders of higher employment in the Civil Service, the eligibility of which is declared by the Commission, are governed by the present regulation.

Any functionary who believes to be wronged in his new classification pursuant to the present regulation has a right of appeal before the Civil Service Commission within a delay of two (2) calendar months, from and after the date on which he was informed of his new classification, by means of a letter addressed to the Secretary of the Commission be registered mail.

EFFECTIVE DATE

The present regulation comes into force from and after the date of its approval by the Lieutenant-Governor in Council and takes effect from and after January 1, 1967.

True copy.

Assembly of September 20, 1967.

HENRI DION,

21465 *Secretary.*

Associations coopératives

Association coopérative de Chazel

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, approuvé la fusion des deux associations coopératives « Association coopérative de consolidation de St-Janvier » et « Association coopérative de consolidation de St-Eugène », sous le nom de « Association coopérative de Chazel ».

Québec, le 25 septembre 1967.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

21432-o LUCIEN DARVEAU.

Association coopérative étudiante de l'Institut des Arts Appliqués (A.C.E.I.A.A.)

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a, approuvé la formation de l'association coopérative « Association coopérative étudiante de l'Institut des Arts Appliqués (A.C.E.I.A.A.) ».

Le siège social de cette association coopérative est situé à l'Institut des Arts Appliqués, Montréal, Québec, dans le district électoral de St-Jacques.

Québec, le 25 septembre 1967.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

21433-o LUCIEN DARVEAU.

Magasin Co-op de Havre-aux-Maisons

(*Loi des associations coopératives*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la demande du syndicat coopératif « Magasin Coopératif », de cesser d'être régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec, et de devenir une association régie par la Loi des associations coopératives, sous le nom de « Magasin Co-op de Havre-aux-Maisons ».

Québec, le 11 septembre 1967.

Le Sous-secrétaire adjoint de la province,

21466-o LUCIEN DARVEAU.

Cooperative Associations

Association coopérative de Chazel

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the amalgamation of two cooperative associations "Association coopérative de consolidation de St-Janvier" and "Association coopérative de consolidation de St-Eugène", under the name of "Association coopérative de Chazel".

Quebec, September 25, 1967.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary

21432 *of the Province.*

Association coopérative étudiante de l'Institut des Arts Appliqués (A.C.E.I.A.A.)

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the formation of the cooperative association "Association coopérative étudiante de l'Institut des Arts Appliqués (A.C.E.I.A.A.)".

The head office of this cooperative association is situated at Institut des Arts Appliqués, Montreal, Quebec, in the electoral district of St-Jacques.

Quebec, September 25, 1967.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary

21433 *of the Province.*

Magasin Co-op de Havre-aux-Maisons

(*Cooperative Associations Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved the request of the cooperative syndicate "Magasin Coopératif", to the effect that it cease being ruled by the Quebec Cooperative Syndicates Act, and become an association governed by the Cooperative Associations Act, under the name of "Magasin Co-op de Havres-aux-Maisons".

Quebec, September 11, 1967.

LUCIEN DARVEAU,

Associate Assistant Secretary

21466 *of the Province.*

Avis divers

Carl Marcovitz *et al*

Avis est donné par ces présentes que Carl Marcovitz, restaurateur, de la ville de Saint-Laurent, district de Montréal, résidant et domicilié au No 1050 rue Duruisseau, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, sous la Loi du changement de nom, demandant un changement de son nom patronymique de « Marcovitz » à « Marco ». Ce changement bénéficiera l'épouse du requérant, Dame Shirley Joy Weinberg Marcovitz et les enfants, issues du mariage entre le requérant et son épouse, à savoir: David Michael Marcovitz, Gail Rhona Marcovitz et Joanne Dale Marcovitz, tous de la même adresse que le requérant.

21358-39-2-o

Corporation municipale de Ste-Anne-des-Monts

Avis est, par les présentes, donné que la Corporation municipale de Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour l'obtention de lettres patentes dans le but d'ériger son territoire en municipalité de ville:

a) le nom de la municipalité de ville projeté sera « Ville de Ste-Anne-des-Monts »;

b) les limites de la municipalité de ville seront les mêmes que les limites de la municipalité actuelle;

c) le chiffre de la population, tel que constaté par le dernier recensement paroissial est de 5001 âmes;

d) la municipalité de Ste-Anne-des-Monts, comté de Gaspé-Nord, sera érigée en Ville sous l'empire de la Loi des Cités et Villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193).

Donné à Ste-Anne des Monts, ce 20e jour de septembre 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
MME CÉCILE LEPAGE.

21385-39-2-o

Herby Strolovitch *et al*

Avis est donné que « Herby Strolovitch », marchand, résidant à 5788, avenue Mapleridge, dans la cité de Côte St-Luc, district de Montréal, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour l'adoption d'un ordre changeant son nom en celui de Herby Strohl. Son épouse, née Deenalil Marilyn Caplan et ses enfants mineurs non émancipés, Marc Jeffrey Stuart et Tamara Rosalind, tous de la même adresse, bénéficieront dudit changement de nom.

Montréal, 19 septembre 1967.

Les Procureurs du requérant,
RAPPAPORT, WHELAN,
BESSNER & COHEN.

21359-39-2

Jack Lawrence Zwienicki

Avis est donné que « Jack Lawrence Zwienicki », alias Wiener, étudiant, 667, avenue Westluke, Côte St-Luc, district de Montréal, fera une requête pour le changement de nom en celui de Jack Lawrence Schachner.

Montréal, 13 septembre 1967.

Le Procureur du requérant,
ALBERT GOMBERG.

21371-39-2

Miscellaneous Notices

Carl Marcovitz *et al*

Notice is hereby given that Carl Marcovitz, restaurateur, of the city of St. Laurent, in the district of Montreal, and therein residing at 1050 Duruisseau St., will make application to the Lieutenant-Governor in Council, of the Province of Quebec, under the change of name Act, requesting a change of surname from: "Marcovitz", to "Marco". Such change will benefit the wife of the applicant, Dame Shirley Joy Weinberg-Marcovitz, and the children, issue of the marriage of the applicant and his said wife, namely: David Michael Marcovitz, Gail Rhona Marcovitz and Joanne Dale Marcovitz, of the same address as the applicant.

21358-39-2-o

Municipal Corporation of Ste-Anne-des-Monts

Notice is hereby given that the municipal Corporation of Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-North, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec to obtain letters patent for the purpose of erecting its territory into a town municipality.

(*a*) the name of the proposed town municipality shall be "Town of Ste-Anne-des-Monts";

(*b*) the boundaries of the town municipality shall be the same as the boundaries of the present municipality;

(*c*) the population, as established by the last parochial census is 5001 souls;

(*d*) the municipality of Ste-Anne-des-Monts, county of Gaspé-North, shall be erected into a town under the authority of the Cities and Towns Act (R.S.Q. 1964, chapter 193).

Given at Ste-Anne-des-Monts, this 20th day of September, 1967.

MRS CÉCILE LEPAGE,
Secretary-Treasurer.

21385-39-2

Herby Strolovitch *et al*

Notice is hereby given that "Herby Strolovitch", merchant, residing at 5788 Mapleridge Avenue, in the city of Côte St. Luc, district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for the adoption of an order changing his name to that of Herby Strohl. His wife, née Deenalil Marilyn Caplan and his unemancipated minor children, Marc Jeffrey Stuart and Tamara Rosalind, all of the same address, will benefit from the said change of name.

Montreal, September 19, 1967.

RAPPAPORT, WHELAN,
BESSNER & COHEN,
Attorneys for Applicant.

21359-39-2-o

Jack Lawrence Zwienicki

Notice is given that "Jack Lawrence Zwienicki", alias Wiener, student, of 667 Westluke Avenue, Côte St. Luc, district of Montreal, will petition for the change of his name to Jack Lawrence Schachner.

Montreal, September 13, 1967.

ALBERT GOMBERG,
Attorney for petitioner.

21371-39-2-o

Ville de Laval

Prenez avis qu'en date du 30 mars 1967, le Comité Exécutif de la Ville de Laval, district judiciaire de Montréal, a approuvé par résolutions une description de partie de la rue Bellevue, savoir:

Lots numéros 131-16, 131-17, 131-18, 131-19 et 130A-1.

Les lots ci-haut indiqués font partie des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Vincent-de-Paul, division d'enregistrement de Laval.

Des descriptions des lots ci-haut indiqués ont été faites par M. René Jodoin, A.G., le 28 février 1967, d'après le plan cadastral et le livre de renvoi faits et déposés conformément à la loi du cadastre pour la division d'enregistrement de Laval.

Prenez avis que la Ville de Laval entend se prévaloir en regard de parties de cette dite rue de l'article 430 de la Loi des cités et villes dont le texte intégral est reproduit ci-après et que les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 de cet article ont été accomplies.

Article 430: Les rues ou ruelles ouvertes au public depuis au moins dix ans deviennent propriété de la municipalité dès que sont accomplies les formalités suivantes:

1° Le Conseil approuve par résolution une description de toutes rues ou ruelles ou de toute partie de celles-ci, pour lesquelles la municipalité entend se prévaloir du présent article.

2° Cette description doit être faite d'après un plan cadastral et un livre de renvoi faits et déposés conformément à la Loi du cadastre.

3° L'original de cette description doit être déposé au bureau du greffier de la municipalité et une copie certifiée par un arpenteur-géomètre doit être déposée au bureau du régistrateur de la division d'enregistrement où se trouvent les terrains visés.

4° Le greffier de la municipalité fait publier deux fois dans la *Gaffiette officielle de Québec* et dans un journal quotidien circulant dans la municipalité, avec un intervalle d'au moins trois mois et d'au plus quatre mois, entre chaque publication, un avis contenant:

a) le texte intégral du présent article;

b) une description sommaire des rues ou ruelles concernées;

c) une déclaration à l'effet que les formalités prévues aux paragraphes 1 et 2 ont été accomplies.

Tout droit auquel des tiers pourraient prétendre à la propriété du fonds desdites rues ou ruelles est prescrit s'il n'est pas exercé par action devant le tribunal compétent dans l'année suivant la dernière publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

La municipalité ne peut se prévaloir de présent article à l'égard de rues ou ruelles sur lesquelles elle a prélevé une taxe au cours des dix années précédentes. 11-12 Eliz. II, c. 45, a. II.

Le Greffier,
20212-25-2-o JEAN GALARNEAU.

Paroisse de Château-Richer

Avis est donné que par résolution en date du 26 septembre 1967, le Conseil Municipal de la municipalité de la paroisse de Château-Richer a autorisé la présentation d'une requête à l'honorable lieutenant-gouverneur en conseil pour ériger son territoire en municipalité de ville sous l'empire de la Loi des Cités et Villes sous le nom de Ville Château-Richer.

City of Laval

Take notice that on March 30, 1967, the Executive Committee of the City of Laval, approved, by resolutions, a description of the following part of Bellevue Street.

Lots numbers 131-16, 131-17, 131-18, 131-19 and 130A-1.

The hereinabove mentioned lots form part of the plan and book of reference of the official cadastre of the parish of St. Vincent de Paul, registry division of Laval.

Descriptions of the above mentioned lots have been prepared by Mr. René Jodoin, land survoyor, on February 28, 1967, according to the cadastral plan and book of reference made and deposited in conformity with the cadastre act, for the registry division of Laval.

Take notice that the City of Laval proposes to avail itself, in respect to parts of this street, of section 430 of the Cities and Towns Act, the integral text of which is reproduced below and that the formalities prescribed by paragraphs 1 and 2 of this section have been observed.

Section 430: The streets or lanes open to the public for ten years or more shall become the property of the municipality upon the observance of the following formalities:

1. The Council shall approve by resolution a description of all streets or lanes or parts thereof with respect to which the municipality proposes to avail itself of this section;

2. Such description shall be made according to an official plan and book of reference made and deposited in conformity with the Cadastre Act.

3. The original of such description must be deposited in the City Clerk's Office and a copy certified by a land surveyor shall be deposited in the office of the registrar of the registration division where the lands concerned and situated.

4. The City Clerk shall cause to be published twice in the *Quebec Official Gazette* and in a daily newspaper circulating in the municipality, with an interval of not less than three months nor more than four months between publications, a notice containing:

(*a*) the full text of this section;

(*b*) a summary description of the streets or lanes concerned;

(*c*) a declaration to the effect that the formalities prescribed by paragraphs 1 and 2 have been observed.

Any right that third parties might claim to the ownership of the site of the said streets or lanes shall be prescribed unless exercises by suit before the competent court within one year after the last publication in the *Quebec Official Gazette.*

The municipality cannot avail itself of this section with respect to streets or lanes on which it has levied any tax with the preceding ten years. 11-12 Elizabeth II, chapter 45, section II.

JEAN GALARNEAU,
20212-25-2-o *City Clerk.*

Parish of Château-Richer

Notice is hereby given that by resolution dated September 26, 1967, the Municipal Council of the municipality of the parish of Château-Richer has authorized the presentation of a petition to the Honourable Lieutenant-Governor in Council to erect his territory into a town municipality under the rule of the Cities and Towns Act under the name of Town of Château-Richer.

Le territoire à être érigé en municipalité de ville est celui jusqu'à date connu comme Municipalité de la Paroisse de Château-Richer et décrit plus amplement au plan et à la description technique préparés par Adrien Dussault, arpenteur-géomètre en date du 20 septembre 1967, sous le numéro 1352 de ses minutes.

La population de cet municipalité est actuellement de 3,130 âmes.

Le Procureur de la requérante,
21435-40-2-o (S.) J. CHARLES LORD.

The territory to be erected into a town municipality is the one still known as Municipality of the Parish of Château-Richer, and described more fully on the plan and technical description prepared by Adrien Dussault, land-surveyor, dated September 20, 1967, under number 1352 of its minutes.

The population of this municipality is actually of 3,130 souls.

(S.) J. CHARLES LORD,
21435-40-2 *Attorney for the Petitioner.*

Giuseppe Agliuzzo

Avis est donné que Giuseppe Agliuzzo s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec afin d'obtenir l'adoption d'un ordre lui permettant de changer son nom de Giuseppe Agliuzzo en celui de Giuseppe Agliuzzo Foresta.

Daté à Montréal, Québec, ce 27e jour de septembre 1967.

Les Procureurs du requérant,
CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
21434-40-2 GELBER, REIS & BRONSTEIN.

Giuseppe Agliuzzo

Notice is hereby given that Giuseppe Agliuzzo will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name from Giuseppe Agliuzzo to Giuseppe Agliuzzo Foresta.

Dated at Montreal, Quebec, this 27th day of September 1967.

CHAIT, ARONOVITCH, SALOMON,
GELBER, REIS & BRONSTEIN,
21434-40-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Conseil Laprairie No 4569 des Chevaliers de Colomb de Laprairie

Le Conseil Laprairie No 4569 des Chevaliers de Colomb de Laprairie, 444, St-Charles, donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 14 septembre 1967.

Laprairie, le 14 septembre 1967.

Le Grand Chevalier,
GÉRARD LAMBERT.
Le Secrétaire-archiviste,
21436-o LUC ROY.

Council Laprairie No. 4569 of the Knights of Columbus of Laprairie

The Council Laprairie No. 4569 of the Knights of Columbus of Laprairie, 444 St. Charles, hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from September 14, 1967.

Laprairie, September 14, 1967.

GÉRARD LAMBERT,
Grand Knight.
LUC ROY,
21436-o *Recorder.*

Conseil St-Georges de Beauce No 2283 des Chevaliers de Colomb

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 21 septembre 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil St-Georges de Beauce No 2283 des Chevaliers de Colomb », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
21467-o 2283

Council St-Georges de Beauce No. 2283 of the Knights of Columbus

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on September 21, 1967, approved the general by-laws of the corporation "Council St-Georges de Beauce No. 2283 of the Knights of Columbus", and such, in virtue of section 9 of the Act concerning the Knights of Columbus of the Province of Quebec and of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
21467 2283

Conseil No 3462, St-Joseph, des Chevaliers de Colomb Carleton

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 25 septembre 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil No 3462, St-Joseph, des Chevaliers de Colomb Carleton », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
21468-o 15-66

Council No. 3462, of the Knights of Columbus Carleton

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on September 25, 1967, approved the general by-laws of the corporation "Council No. 3462, St-Joseph, of the Knights of Columbus Carleton", and such, in virtue of section 9 of the Act concerning the Knights of Columbus of the Province of Quebec and of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
21468 15-66

Caisse d'épargne et de crédit

La Caisse populaire de St-Joseph de Québec

(*Loi des caisses d'épargne et de crédit*)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé que le territoire dans lequel « La Caisse populaire de St-Joseph de Québec », peut recruter ses membres, soit étendu des limites de la paroisse de St-Joseph de Québec, aux limites de la ville de Québec.

Québec, le 29 septembre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

21489-o RAYMOND DOUVILLE.

Saving and Credit Unions

La Caisse populaire de St-Joseph de Québec

(*Savings and Credit Unions Act*)

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has approved that the territory in which "La Caisse populaire de St-Joseph de Québec", may recruit its members be extended from the limits of the parish of St-Joseph de Québec to the limits of the city of Quebec.

Quebec, September 29, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

21489 *Assistant Secretary of the Province.*

Chartes — Abandon de

Banner Industries Limited

Avis est donné que la compagnie « Banner Industries Limited », s'adressera au secrétaire de la province de Québec afin d'obtenir l'abandon de sa charte.

Montréal, 28 septembre 1967.

Le Secrétaire,

21437 JOSEPH GERTLER.

Berthiaume & Godin inc.

Avis est par la présente donné que « Berthiaume & Godin inc. », corporation incorporée sous la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité de Montréal, présentera une application au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 28e jour de septembre 1967.

Les Procureurs de la requérante,

BLAIN, PICHÉ, BERGERON,

21438-o GODBOUT & EMERY.

Capitol (Beauharnois) Ltd.

« Capital (Beauharnois) Ltd. », donne avis par la présente sous l'Acte des compagnies de Québec, qu'elle fera application au secrétaire de la province de Québec pour la permission d'abandonner sa lettre patente.

Daté à Montréal, ce 6e jour de septembre 1967.

Le Secrétaire,

21440-o (Signé) MORT L. PRÉVOST.

Collège Lapointe inc.

Avis est donné que « Collège Lapointe inc. », s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 8 mai 1967.

(Sceau) *Le Secrétaire,*

21441-o JACQUES MARCOUX.

Iroquois Theatre Ltd.

« Iroquois Theatre Ltd. », donne avis par la présente sous l'Acte des compagnies de Québec, qu'elle fera application au secrétaire de la province de Québec pour la permission d'abandonner sa lettre patente.

Daté à Montréal, ce 6e jour de septembre 1967.

Le Secrétaire,

21442-o (Signé) MORT L. PRÉVOST.

Charters — Surrender of

Banner Industries Limited

Notice is hereby given that "Banner Industries Limited", will make application to the Secretary of the Province ofQuebec, for the acceptance of the surrender of its charter.

Montreal, September 28, 1967.

JOSEPH GERTLER,

21437-o *Secretary.*

Berthiaume & Godin inc.

Notice is hereby given that "Berthiaume & Godin inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 28th day of September, 1967.

BLAIN, PICHÉ, BERGERON,
GODBOUT & EMERY,

21438-o *Attorneys for the Petitioner.*

Capitol (Beauharnois) Ltd.

"Capitol (Beauharnois) Ltd.", hereby gives notice under the Quebec Companies Act, that it will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 6th day of September, 1967.

(Signed) MORT L. PRÉVOST,

21440-o *Secretary.*

Collège Lapointe inc.

Notice is hereby given that "Collège Lapointe inc.", will apply to the Provincial Secretary for permission to surrender its charter.

Montreal, May 8, 1967.

(Seal) JACQUES MARCOUX,

21441 *Secretary.*

Iroquois Theatre Ltd.

"Iroquois Theatre Ltd.", hereby gives notice under the Quebec Companies Act that it will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 6th day of September, 1967.

(Signed) MORT L. PRÉVOST,

21442-o *Secretary.*

Malus Dress Incorporated

Avis est donné que « Malus Dress Incorporated », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 25e jour de septembre 1967.

Les Procureurs de la compagnie,
21443 MARKS, SHAPIRO & CYTRYMBAUM.

Meubles Citadel inc.

Prenez avis que la compagnie « Meubles Citadel inc. », demandera au secrétaire de la Province de Québec, la permission d'abandonner sa charte.

Signé à Québec, le 28 septembre 1967.

Le Procureur de la compagnie,
21444-o CYRILLE DELÂGE, NOTAIRE.

Pigeon Hole Parking (Mountain Street) Limited

Avis est par les présentes donné que « Pigeon Hole Parking (Mountain Street) Limited », une compagnie constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social dans la cité de Montréal demandera au secrétaire de la province de Québec l'autorisation de renoncer à sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Donné à Montréal, ce 22e jour d'août 1967.

(Sceau) *Le Secrétaire,*
21445-o M. P. DE FEYDEAU.

Buckingham Development Corporation

Avis est donné que la compagnie « Buckingham Development Corporation », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, province de Québec, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 25e jour de septembre 1967. *Le Secrétaire,*
21469 MAX SOBEL.

A. Cohen Holdings Inc.

Avis est par les présentes donné que « A. Cohen Holdings Inc. », ayant son bureau chef dans la cité et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à compter de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 2e jour d'octobre 1967.

Les Procureurs de la requérante,
21470-o STEIN & STEIN.

Kamex Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Kamex Ltd. », ayant son bureau chef dans la cité et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à compter de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 2e jour d'octobre 1967.

Les Procureurs de la requérante,
21471-o STEIN & STEIN.

Malus Dress Incorporated

Notice is hereby given that "Malus Dress Incorporated", a corporation under the Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 25th day of September, 1967.

MARKS, SHAPIRO & CYTRYMBAUM,
21443-o *Attorneys for the Company.*

Meubles Citadel inc.

Notice is hereby given that "Meubles Citadel inc.", will apply to the Provincial Secretary, for the permission to surrender its charter.

Signed at Quebec, on September 28, 1967.

CYRILLE DELÂGE, NOTARY,
21444 *Attorney for the Company.*

Pigeon Hole Parking (Mountain Street) Limited

Notice is hereby given that "Pigeon Hole Parking (Mountain Street) Limited", a company constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal will make application to the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Given at Montreal, this 22nd day of August 1967.

(Seal) M. P. DE FEYDEAU,
21445-o *Secretary.*

Buckingham Development Corporation

Notice is hereby given that "Buckingham Development Corporation", a corporation constituted under the Quebec Companies Act, and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 25th day of September, 1967. MAX SOBEL,
21469-o *Secretary.*

A. Cohen Holdings Inc.

Notice is hereby given that "A. Cohen Holdings Inc.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 2nd day of October, 1967.

STEIN & STEIN,
21470 *Attorneys for the Petitioner.*

Kamex Ltd.

Notice is hereby given that "Kamex Ltd.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrendre its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 2nd day of October, 1967. STEIN & STEIN,
21471-o *Attorneys for the Petitioner.*

Mountex Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Mountex Ltd. », ayant son bureau chef dans la cité et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à compter de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 2e jour d'octobre 1967.

Les Procureurs de la requérante,
21472-o STEIN & STEIN.

Rufus Ltd.

Avis est par les présentes donné que « Rufus Ltd. », ayant son bureau chef dans la cité et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, pour obtenir la permission d'abandonner ses lettres patentes, à compter de la date qu'il lui plaira de déterminer.

Daté à Montréal, ce 2e jour d'octobre 1967.

Les Procureurs de la requérante,
21473-o STEIN & STEIN.

Linton Clinic Inc.

Avis est donné que « Linton Clinic Inc. », une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Le Secrétaire,
21490 BENJAMI MITMAKER.

Surgical Associates Facilities Corp.

Avis est donné que « Surgical Associates Facilities Corp.», une corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec, afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Le Secrétaire,
21491 HARRY NUTIK.

Mountex Ltd.

Notice is hereby given that "Mountex Ltd.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 2nd day of October, 1967.

STEIN & STEIN,
21472-o *Attorneys for the Petitioner.*

Rufus Ltd.

Notice is hereby given that "Rufus Ltd.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec, for leave to surrender its letters patent, from and after the date which he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 2nd day of October, 1967.

STEIN & STEIN,
21473-o *Attorneys for the Petitioner.*

Linton Clinic Inc.

Notice is hereby given that "Linton Clinic Inc.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the Provisions of the Quebec Companies Act.

BENJAMIN MITMAKER,
21490-o *Secretary.*

Surgical Associates Facilities Corp.

Notice is hereby given that "Surgical Associates Facilities Corp.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city and district of Montreal will apply to the Provincial Secretary of the Province of Québec for lease to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

HARRY NUTIK,
21491-o *Secretary.*

Divers
Compagnies

Beaver Diversified Corp.

Avis est donné que la compagnie « Beaver Diversified Corp. », a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 4.

Le Secrétaire,
H. BROMBERG.
21446 1734-63

Lachute Amateur Athelic Association
L'Association Amateur Athlétique de Lachute

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 1er août 1967, approuvé les règlements généraux de « Lachute Amateur Athletic Association — L'Association Amateur Athlétique de Lachute », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
21447-o 498-67

Miscellaneous
Companies

Beaver Diversified Corp.

Notice is given that "Beaver Diversified Corp.", has changed the number of its directors from 10 to 4.

H. BROMBERG,
Secretary.
21446-o 1734-63

Lachute Amateur Athletic Association
L'Association Amateur Athlétique de Lachute

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on August 1, 1967, approved the general by-laws of "Lachute Amateur Athletic Association — L'Association Amateur Athlétique de Lachute", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
21447 498-67

Coges inc.

Avis est donné que la compagnie « Coges inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
JEAN RIVARD.

21448-o 3794-67

Delux Construction Inc.

Avis est donné que la compagnie « Delux Construction Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
M. CHARTO.

21449-o 5137-64

Gatehouse Inc.

Avis est donné que la compagnie « Gatehouse Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire-trésorier,
J. A. COLLINGE.

21450 12790-59

Hicliff Corporation

Avis est donné que la compagnie « Hicliff Corporation », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
ROBERT E. GLAYMON.

21451 15325-59

**Ligue des Propriétaires
Quartier St-François Ville Laval
St-François City of Laval
Home Owners Association**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 20 septembre 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Ligue des Propriétaires Quartier St-François Ville Laval — St-François City of Laval Home Owners Association », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21452-o 648-67

Pigeon Hole Parking (Mountain Street) Limited

Résumé du Règlement Spécial « A » (1967) autorisant la distribution de l'actif entre les actionnaires, adopté par les administrateurs de la compagnie le 22 août 1967 et approuvé par les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue le même jour:

« La compagnie est autorisée à distribuer quinze (15) jours après la publication d'un résumé du règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, tous ses biens entre ses actionnaires, proportionnellement au montant d'actions qu'ils détiennent dans la compagnie. »

Le Secrétaire,
P. DE FEYDEAU.

21453-o

**Ausable Mines Limited
(Libre de Responsabilité Personnelle)**

Avis est donné que la compagnie « Ausable Mines Limited » (Libre de Responsabilité Personnelle) a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le Secrétaire,
J. MAURICE LACHAPELLE.

21493-o 11860-51

Coges inc.

Notice is hereby given that "Coges inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

JEAN RIVARD,
Secretary.

21448 3794-67

Delux Construction Inc.

Notice is given that "Delux Construction Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 4.

M. CHARTO,
Secretary.

21449 5137-64

Gatehouse Inc.

Notice is given that "Gatehouse Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

J. A. COLLINGE,
Secretary-Treasurer.

21450-o 12790-59

Hicliff Corporation

Notice is given that "Hicliff Corporation", has changed the number of its directors from 3 to 4.

ROBERT E. GLAYMON,
Secretary.

21451-o 15325-59

**Ligue des Propriétaires
Quartier St-François Ville Laval
St-François City of Laval
Home Owners Association**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on September 20, 1967, approved the general by-laws of the corporation "Ligue des Propriétaires Quartier St-François Ville Laval — St-François City of Laval Home Owners Association", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21452 648-67

Pigeon Hole Parking (Mountain Street) Limited

Summary of Special By-law "A" (1967) authorizing the distribution of assets among the shareholders, adopted by the directors of the company on August 22, 1967 and approved by the shareholders at a special general meeting held on the same day:

"The company is authorized to distribute, fifteen (15) days after the publication of a summary of the by-law in the *Quebec Official Gazette*, all its assets rateably among its shareholders."

P. DE FEYDEAU,
Secretary.

21453-o

**Ausable Mines Limited
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Ausable Mines Limited" (No Personal Liability) has changed the number of its directors from 5 to 7.

J. MAURICE LACHAPELLE,
Secretary.

21493 11860-51

Corporation de Prêt et Revenu
Savings and Investment Corporation

Avis est donné que, par arrêté en conseil numéro 2678, en date du 28 septembre 1967, il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de confirmer les règlements numéros 20 et 21 de la « Corporation de Prêt et Revenu — Savings and Investment Corporation », 1° réduisant son capital de $750,000 à $660,000, le capital-actions annulé étant divisé en 90,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune; 2° augmentant son capital de $660,000 à $750,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 90,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21494-o 12949-58

Corporation de Prêt et Revenu
Savings and Investment Corporation

Notice is hereby given, by Order in Council number 2678, dated September 28, 1967, that the Lieutenant-Governor in Council was pleased to confirm by-law numbers 20 and 21 of "Corporation de Prêt et Revenu — Savings and Investment Corporation", 1. reducing its capital from $750,000 to $660,000, the annulled capital shares being divided into 90,000 preferred shares of a par value of $1 each; 2. increasing its capital from $660,000 to $750,000, the additional capital shares being divided into 90,000 preferred shares of a par value of $1 each.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21494 12949-58

Denelec ltée
Denelec Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Denelec ltée — Denelec Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
J. GASTON LAROCHE.

21495-o 5371-66

Denelec ltée
Denelec Ltd.

Notice is hereby given that "Denelec ltée — Denelec Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

J. GASTON LAROCHE,
Secretary.

21495 5371-66

Giroux & Morin inc.

Avis est donné que la compagnie « Giroux & Morin inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
CLAUDE MORIN.

21496-o 12922-60

Giroux & Morin inc.

Notice is hereby given that "Giroux & Morin inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

CLAUDE MORIN,
Secretary.

21496 12922-60

J. M. Jeanson ltée

Avis est donné que la compagnie « J. M. Jeanson ltée » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Président,
J. M. JEANSON.

21497-o 3382-47

J. M. Jeanson ltée

Notice is hereby given that "J. M. Jeanson ltée" has changed the number of its directors from 3 to 4.

J. M. JEANSON,
President.

41497 3382-47

Studio de Santé Silhouette
de Limoilou ltée
Silhouette Health Studio
of Limoulou Ltd.

Avis est donné que « Studio de Santé Silhouette de Limoilou ltée — Silhouette Health Studio of Limoilou Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Vice-Président,
LILIANE CHOQUETTE.

21498 4630-66

Studio de Santé Silhouette
de Limoilou ltée
Silhouette Health Studio
of Limoilou Ltd.

Notice is given that "Studio de Santé Silhouette de Limoilou ltée — Silhouette Health Studio of Limoilou Ltd." has changed the number of its directors from 4 to 3.

LILIANE CHOQUETTE,
Vice-President.

21498-o 4630-66

Karkajou Auto Club Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de l'article 4 de la Loi des Clubs de Récréation, chapitre 298, S.R.Q. 1964, le nom de Volvo Auto Club Québec Inc., a été changé en celui de « Karkajou Auto Club Québec Inc. ».

Québec, 27 avril 1967.

Le Notaire,
ADRIEN GRENIER.

21509-o C I-49-63

Karkajou Auto Club Québec Inc.

Notice is hereby given that pursuant to section 4 of the Amusement Clubs Act, chapter 298, RSQ 1964, the name of "Volvo Auto Club Québec Inc.", has been changed to that of "Karkajou Auto Club Québec Inc.".

Quebec, April 27, 1967.

ADRIEN GRENIER,
Notary.

21509 C I-49-63

Compagnie dissoute

Collège Victor Lelièvre

Nous, soussigné, Maurice Cardinal Roy, Archevêque de Québec, dissolvons, par le présent avis, la corporation dite « Collège Victor Lelièvre », constituée en vertu des dispositions de l'article 20 de la Loi des évêques catholiques romains (S.R.Q. 1964, chapitre 304), par lettres patentes émises le 4 avril 1962 et ayant son siège social dans notre diocèse.

Québec, le 11 septembre 1967.

L'Archevêque de Québec,
MAURICE CARDINAL ROY.

21492-o 9-62

Company Dissolved

Collège Victor Lelièvre

We, undersigned, Maurice Cardinal Roy, Archbishop of Quebec, dissolve, by the present notice, "Collège Victor Lelièvre", incorporated under the privisions of section 20 of the Roman Catholic Bishops Act (R.S.Q., 1964, chapter 304), by letters patent issued April 4, 1962, and having its head office in our Diocese.

Quebec, September 11, 1967.

MAURICE CARDINAL ROY,
Archbishop of Quebec.

21492 9-62

Sièges sociaux

Coges inc.

Avis est donné que la compagnie « Coges inc. », a changé son siège social de Montréal à Mont-Royal.

Le Secrétaire,
JEAN RIVARD.

21448-o 3794-67

Guy B. Baillargeon Transport inc.

Avis est donné que la compagnie « Guy B. Baillargeon Transport inc. », a changé son siège social de Montréal, à Saint-Stanislas-de-Kostka, Beauharnois.

Le Secrétaire,
JACQUELINE ROY.

21454-o 1362-67

Compagnie Cemalian ltée

Avis est donné que la compagnie « Compagnie Cemalian ltée », constituée en corporation dans la province de Québec par lettres patentes accordées en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, en date du 8 mars 1966, et ayant son bureau principal dans le district de Montréal, province de Québec, a établi son bureau au numéro 39, rue D'Avaugour, ville de Laval, Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Signé à Montréal, ce 9e jour du mois de mars 1966.

La Secrétaire,
JEANNE CHARTRÉ.

21455-o 1007-66

Institut Familial de Sainte-Marie de Beauce

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Institut Familial de Sainte-Marie de Beauce », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 octobre 1966, a établi son bureau et siège social à Sainte-Marie de Beauce, district de Beauce, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Sainte-Marie de Beauce, ce 8 septembre 1967.

Institut Familial Sainte-Marie de Beauce,
Par la Présidente,
PAULINE COUTURE, C.N.D.

21457-o E 14-66

Head Offices

Coges inc.

Notice is hereby given that "Coges inc.", has moved its head office from Montreal to Mount-Royal.

JEAN RIVARD,
Secretary.

21448 3794-67

Guy B. Baillargeon Transport inc.

Notice is hereby given that "Guy B. Baillargeon Transport inc.", has moved its head office from Montreal, to Saint-Stanislas-de-Kostka, Beauharnois.

JACQUELINE ROY,
Secretary.

21454 1362-67

Compagnie Cemalian ltée

Notice is hereby given that "Compagnie Cemalian ltée", incorporated in the Province of Quebec by letters patent granted under Part I of the Companies Act, dated March 8, 1966, and having its head office in the district of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 39 D'Avaugour Street, town of Laval, Quebec.

From and after the date of present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Signed at Montreal, this 9th day of the month of March, 1966.

JEANNE CHARTRÉ,
Secretary.

21455 1007-66

Institut Familial de Sainte-Marie de Beauce

Notice is hereby given that "Institut Familial de Sainte-Marie de Beauce", company incorporated by letters patent bearing the date of October 27, 1966, has established its office at Sainte-Marie de Beauce, district of Beauce, province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Sainte-Marie de Beauce, this September 8, 1967.

Institut Familial Sainte-Marie de Beauce,
Per: PAULINE COUTURE, C.N.D.,
President.

21457-o E 14-66

La Ferme Ste-Madeleine inc.
Ste-Madeleine Farm Inc.

Avis est donné que la compagnie « La Ferme Ste-Madeleine inc.— Ste-Madeleine Farm Inc. », a changé son siège social du numéro 1555, rue Girouard, St-Hyacinthe, au numéro 2950, rue Ontario est, Montréal.

Le Secrétaire-trésorier,
LUCIEN LAFORTUNE.

21456-o 532-65

Institut Familial de Saint-Pascal

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Institut Familial de Saint-Pascal », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 octobre 1966, a établi son bureau et siège social à St-Pascal de Kamouraska, district de Kamouraska, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à St-Pascal, ce 17 août 1967.

Institut Familial de Saint-Pascal,
Par la Présidente,
ALDÉE DELANEY, C.N.D.

21458-o E 13-66

Langvar Corp.

Avis est donné que la compagnie « Langvar Corp. », a transporté son siège social de suite 1100, 231 ouest, rue St-Jacques, Montréal, à suite 42, 81, rue St-Pierre, Québec.

Le Président,
LEON HESS.

21459 15234-61

Notre-Dame Secretarial School

Avis est, par les présentes, donné que la corporation « Notre-Dame Secretarial School », constituée en corporation par lettres patentes en date du 27 octobre 1966, a établi son bureau et siège social à 3040 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Montréal, le 31e jour d'août 1967.

Par la Présidente,
MYRTLE BRENNAN, C.N.D.

21460-o E 16-66

Les Placements Maisonneuve inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Placements Maisonneuve inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 4e jour de juillet 1957, et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 585 ouest, de la rue Fleury.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 31e jour d'août 1967.

Le Président,
JEAN-PAUL HAMELIN.

21461-o 12115-57

Prolith Incorporated

Avis est donné que la compagnie « Prolith Incorporated », a transporté son siège social de 2042, rue Papineau, Montréal, à 2279, Montée Saint-Aubin, Laval.

La Secrétaire,
DAME ELEANOR FRANK.

21462 10645-55

La Ferme Ste-Madeleine inc.
Ste-Madeleine Farm Inc.

Notice is hereby given that "La Ferme Ste-Madeleine inc.— Ste-Madeleine Farm Inc.", has transferred its head office from number 1555 Girouard Street, St-Hyacinthe, to number 2950 Ontario Street, East, Montreal.

LUCIEN LAFORTUNE,
Secretary-Treasurer.

21456 532-65

Institut Familial de Saint-Pascal

Notice is hereby given that "Institut Familial de Saint-Pascal", company incorporated by letters patent bearing the date of October 27, 1966, has established its office at St-Pascal, district of Kamouraska, province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at St-Pascal, this August 17, 1967.

Institut Familial de Saint-Pascal,
Per: ALDÉE DELANEY, C.N.D.,
President.

21458-o E 13-66

Langvar Corp.

Notice is given that "Langvar Corp.", has transferred its head office from Room 1100, 231 St. James Street West, Montreal, to Room 42, 81 St. Pierre Street, Quebec.

LEON HESS,
President.

21459-o 15234-61

Notre-Dame Secretarial School

Notice is hereby given that "Notre-Dame Secretarial School", company incorporated by letters patent bearing the date of October 27, 1966, has established its office at 3040 Sherbrooke Street West Montreal, district of Montreal, province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Montreal, this 31st day of August 1967.

Per: MYRTLE BRENNAN, C.N.D.
President.

21460-o E 16-66

Les Placements Maisonneuve inc.

Notice is hereby given that "Les Placements Maisonneuve inc.", incorporated by letters patent dated July 4, 1957, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at 585 Fleury Street West.

From the date of the present notice, the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Given at Montreal, this 31st day of August 1967.

JEAN-PAUL HAMELIN,
President.

21461-o 12115-57

Prolith Incorporated

Notice is given that "Prolith Incorporated", has been transferred its head office from 2042 Papineau Street, Montreal, to 2279 Montée Saint-Aubin, Laval.

DAME ELEANOR FRANK,
Secretary.

21462-o 10645-55

Roof Truss Inc.

Avis est donné que la compagnie « Roof Truss Inc. », a changé son siège social de suite 860, Édifice Sun Life, Montréal, au numéro 1405, Boulevard Industriel, Laprairie.

Le Secrétaire,
JACQUES LEDUC.

21463-o 15003-60

Servec inc.

Avis est donné que la compagnie « Servec inc. », a changé son siège social du numéro 880, Chemin Ste-Foy, Québec, au numéro 500, Béchard, Vanier.

Le Secrétaire,
PIERRE LARUE.

21464-o 13615-60

Go-Bel inc.

Avis est donné que la compagnie « Go-Bel inc. », a changé son siège social du numéro 880, Chemin Ste-Foy, Québec, au numéro 500, Béchard, Vanier.

Le Secrétaire,
PIERRE LARUE.

21474-o 13461-60

Garnier inc.

Avis est donné que la compagnie « Garnier inc. », a changé son siège social du numéro 880, Chemin Ste-Foy, Québec, au numéro 500, Béchard, Vanier.

Le Secrétaire,
PIERRE LARUE.

21475-o 13598-51

Les Immeubles Champlain limitée

Avis est donné que la compagnie « Les Immeubles Champlain limitée », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, suivant les lettres patentes en date du 5 mai 1958, et ayant son bureau principal dans la ville de Québec, où elle avait son bureau situé jusqu'aujourd'hui au numéro 1205, de la 2e Avenue, l'a transporté au numéro 113 de la rue St-Pierre.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme son bureau principal.

Donné à Québec, ce 16e jour d'août 1967.

(Sceau) *Le Secrétaire-trésorier,*
DENYS RHÉAUME, C.A.

21476-o 11610-58

Ace Food Distributors Co. Ltd.

Avis est donné que « Ace Food Distributors Co. Ltd. », a transporté son siège social de 6730, boulevard Roi René, Anjou, à 10745, avenue Edger, Montréal Nord.

Le Secrétaire,
JOAN K. T. BEAUCHAMP.

21499 482-66

Atkinson, Larochelle, Topping, Inc.

Avis est donné que la compagnie « Atkinson, Larochelle, Topping, Inc. », a changé son siège social du numéro 615, boulevard Pierre Bertrand, Vanier, au numéro 375, rue Marconi, Ste-Foy.

Le Secrétaire,
DOLLARD HUOT.

21500-o 13140-61

Roof Truss Inc.

Notice is hereby given that "Roof Truss Inc.", has moved its head office from suite 860, Sun Life Building, Montreal, to number 1405 Industrial Boulevard, Laprairie.

JACQUES LEDUC,
Secretary.

21463 15003-60

Servec inc.

Notice is given that "Servec inc.", has changed its head office from number 880 Ste-Foy Road, Quebec, to number 500 Béchard, Vanier.

PIERRE LARUE,
Secretary.

21464 13615-60

Go-Bel inc.

Notice is hereby given that "Go-Bel inc.", has moved its head office from number 880, Ste-Foy Road Quebec, to number 500 Béchard, Vanier.

PIERRE LARUE,
Secretary.

21474 13461-60

Garnier inc.

Notice is hereby given that "Garnier inc.", has moved its head office from number 880 Ste-Foy Road Quebec, to number 500 Béchard, Vanier.

PIERRE LARUE,
Secretary.

21475 13598-51

Les Immeubles Champlain limitée

Notice is given that "Les Immeubles Champlain limitée", incorporated in virtue of Part I of the Quebec Companies Act, according to letters patent dated May 5, 1958, and having its head office in the city of Quebec, where it had its office situated up to to-day at number 1205, of the 2nd Avenue, has moved it to number 113 St-Pierre Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as its head office.

Given at Quebec, this 16th day of August, 1967.

(Seal) DENYS RHÉAUME, C.A.,
Secretary-Treasurer.

21476 11610-58

Ace Food Distributors Co. Ltd.

Notice is given that "Ace Food Distributors Co. Ltd.", has transferred its head office from 6730 Boulevard Roi René, Anjou, to 10745 Edger Avenue, Montreal North.

JOAN K. T. BEAUCHAMP,
Secretary.

21499-o 482-66

Atkinson, Larochelle, Topping, Inc.

Notice is given that "Atkinson, Larochelle, Topping, Inc.", has transferred its head office from 615 Pierre Bertrand Boulevard, Vanier, to 375 Marconi Street, Ste-Foy.

DOLLARD HUOT,
Secretary.

21500-o 13140-61

Belvedere Finance Corporation
Corporation de Finance Belvedère

Avis est donné que « Belvedere Finance Corporation — Corporation de Finance Belvedère », a transporté son siège social de 93 rue St-Pierre, Québec, à 345 rue Dorchester, Québec.

Le Secrétaire,
ROBERT LEVESQUE.

21501-o 14594-53

Belvedere Finance Corporation
Corporation de Finance Belvedère

Notice is given that "Belvedere Finance Corporation — Corporation de Finance Bevedère", has transferred his head office from 93 St-Pierre Street, Quebec to 345 Dorchester Street, Quebec.

ROBERT LEVESQUE,
Secretary.

21501-o 14594-53

Gestion Eva Inc.

Avis est donné que la compagnie « Gestion Eva Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du neuvième (9ième) jour d'août mil neuf cent soixante-sept (1967) et ayant son siège social dans la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 1430 de la rue Mackay.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 2ième jour de septembre 1967.

CLAUDE DE CARUFEL.

21502 3398-67

Gestion Eva Inc.

Notice is hereby given that the "Gestion Eva Inc.", company, incorporated by letters patent on the ninth (9th) day of August nineteen hundred sixty-seven (1967), and having its head office in Montreal has established its office at No. 1430 Mackay Street.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Given at Montreal, this 2nd day of September 1967.

CLAUDE DE CARUFEL.

21502-o 3398-67

Meublo Itée

Avis est donné que la compagnie « Meublo Itée », a changé son siège social du numéro 840, St-Vallier ouest, Québec, au numéro 377, rue Marconi, Ste-Foy.

Le Secrétaire,
DOLLARD HUOT.

21503-o 2286-64

Meublo Itée

Notice is given that "Meublo Itée", has transferred its head office from 840 St-Vallier West, Quebec, to 377 Marconi Street, Ste-Foy.

DOLLARD HUOT,
Secretary.

21503-o 2286-64

Examen des Agronome — Agronomists Examination

La Corporation des Agronomes de la province de Québec

Aspirants à l'étude de l'agronomie
Candidates to the study of Agriculture

Tableau contenant les noms, prénoms, âge et domicile des aspirants à l'étude de l'agronomie ainsi que le nom de la dernière institution où ils ont étudié

Table containing the names, surnames, age and residence of candidates to the study of agriculutre and also the name of the last institution where they have studied

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile Residence	Institutions
Amyot, Bruno	18	150, Rang St-Ange, Ancienne-Lorette, comté d Québec	Pavillon Montcalm de Ste-Foy.
Arsenault, Jean	21	St-Elzéar, comté de Bonaventure	Collège des Jésuites.
Audette dit Audet, Raymond	17	St-Ubald, comté de Portneuf	Pavillon Montcalm de Ste-Foy.
Bélanger, Bruno	18	1057, 2e Avenue, Québec 3	École Saint-Esprit.
Bélanger, Laval	20	1940, rue Lafontaine, Québec 3	Ecole Saint-Esprit.
Belliard, Robert	20	Ville-Marie, comté de Témiscamingue	Collège de Rouyn.
Blouin, Raymond	18	R. R. no 4, Danville, comté de Richmond	Macdonald College.
Bourgault, Guy	18	R. R. no 1, Disraëli, comté de Wolfe	Ecole Secondaire Albert-Carrier.
Cameron, André-W.	20	12, rue Lafontaine, Lauzon, comté de Lévis	Eccle Secondaire Mgr Déziel.
Côté, Jean	20	Rang des Iles, St-Gédéon, comté du Lac St-Jean	Ecole Secondaire Champagnant.
Côté, Michel	19	412 chemin côte Ste-Catherine, Montréal 8	Cardinal Newman Highschool.
Cuthbertson, Harold	26	R. R. no 3, Shawville, comté de Pontiac	Shawville High School.
Deschênes, Wilfrid	19	R. R. no 1, Mont-Joli, comté de Matane	Institut de Technologie de Rimouski.
Drapeau, Rénald dit Raynald	18	Rang St-André, Jonquière, comté de Chicoutimi	Collège de Jonquière.
Drapeau, Ronald	17	St-Henri, comté de Lévis	Ecole Secondaire Mgr Déziel.
Dufour, Jean-Claude	18	7, avenue Forget, C.P. 164, Clermont, comté de Charlevoix	Ecole Secondaire Samuel-de-Champlain.

Noms et prénoms Names and surnames	Age	Domicile Residence	Institutions
Fillion, Robert	18	Beaumont, comté de Bellechasse.	Ecole Secondaire Mgr Déziel.
Forgue, Claude	20	4903, avenue Coolbrook, Montréal 29.	Collège Ste-Marie.
Fortin, Raymonde	18	3548, avenue Royale, Giffard, Québec 5	Ecole Secondaire Samuel-de-Champlain.
Fortin, Rémi	20	500, avenue Ste-Anne, Chicoutimi	Ecole Secondaire Dominique-Racine.
Fournier, Pierre	19	519A, rue Commerciale, St-David, comté de Lévis	Ecole Secondaire Mgr Déziel.
Gingras, Denis	22	R. R. no 4, Princeville, comté d'Arthabaska	Collège de Victoriaville.
Girard, Yvan	22	Rang St-Pierre, Chicoutimi	École Secondaire Dominique-Racine.
Gosselin, Gaston	21	R. R. no 1, St-Louis de Pintender, comté de Lévis	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval
Hivert, Étienne	18	R. R. no 1, Cookshire, county of Compton	École Secondaire Saint-François.
Horner, Edgar	17	R. R. no 1, Shawville, county of Pontiac	Shawville High School.
Johnstone, Christopher	18	4998 Maisonneuve Blvd., apt. 920, Westmount	John Rennie High School.
Kassab, Ludovic	34	55, Terrasse Roywood, app. 3, Ville Lemoyne, comté de Chambly	Institut Agricole d'Oka.
Kelly, Sandra	17	P.O. Box 33, Douglastown, New Brunswick	Harkins High School.
Lacasse, Jean-Marc dit Jean-Mark	19	C. P. 17, St-Honoré, comté de Beauce	Faculté de Foresterie et de Géodésie de l'Université Laval.
Laflamme, Gaétan	23	St-Augustin, comté de Portneuf	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Laplante, Simon	20	Ste-Hélène, comté de Kamouraska	Séminaire St-Augustin.
Laramée, François	18	3046, rue Lacordaire, Montréal 5	Collège Roussin.
Léger, Pierre-Paul	21	116, rue de la Fabrique, St-Romuald, comté de Lévis	Pavillon Montcalm de Ste-Foy.
Lirette, Pierre	18	R. R. no 3, St-Raymond, comté de Portneuf	Collège St-Joseph.
Malone, Maureen	17	12184 James Morrice Ave, Montréal 12	St. Pius X High School.
Marx, Georges	26	627, ave Notre-Dame, Notre-Dame des Laurentides, comté de Québec	Collège St-Alexandre.
Melitzer, Rodney G.	18	12 Lakeshore Road, Pointe Claire	Lindsay Place High School.
Moineau, Denis	19	3, rue St-Jean-Baptiste, St-Romuald, comté de Lévis	École Secondaire Mgr Déziel.
Munyampundu, Laurent	25	Pavillon Parent, Chambre 10607, Cité universitaire, Ste-Foy, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Nadeau, Gilles	20	79 ouest, rue St-François, Québec 8.	Collège St-Jean-Eudes.
Ngarambé, Jacques	22	Pavillon Biermans-Moraud, Chambre 3439, Cité universitaire, Ste-Foy, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Noël, Jean-Gilles	19	195 rue Berthiaume, Québec 3	Collège St-Jean-Eudes.
Ouellet, Denise	18	St-Étienne de Lauzon, comté de Lévis	Centre d'études supérieures d'Amos.
Plante, Grégoire	19	R. R. no 3, St-Henri, comté de Lévis	École Secondaire Mgr Déziel.
Raven, William D.	18	6 Valois Circle, Pointe Claire	Lindsay Place High School.
Reddick, Francis B. called Frank B.	17	Riverfield, county of Châteauguay	Howick High School.
Shea, Yvan	23	28, rue Leclerc, Québec 3	Collège Ste-Marie.
Swales, Penelope J.	18	186 Radin Road, Arvida, county of Chicoutimi	Saguenay Valley High School.
Tremblay, Pierre	18	10674, rue Royale, Ste-Anne de Beaupré, comté de Montmorency	École Secondaire Samuel-de-Champlain.
Trottier, Claude	19	Normandin, comté de Roberval	Séminaire de Chicoutimi.
Trottier, Pierre	20	Normandin, comté de Roberval	Séminaire de Chicoutimi.
Vilgrain, Alix	36	928, Place Belœil, app. 1, Ste-Foy, Québec 10	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.
Wahl, James B.	20	319 Dickie Street, Arvida, county of Chicoutimi	Saguenay Valley High School.
Wells, Mary A.	17	1325 Decarie Blvd., apt. 15, Montréal 9	St. Laurent High School.
Philibert, Marius	18	Petite Matane, comté de Matane	Collège deMatane.
Payette, Denis	24	R. R. no 48, Numéro 1590, L'Assomption	Faculté d'Agriculture de l'Université Laval.

Montréal 12, le 22 septembre 1967 — Montréal 12, September 22, 1967.
Le Secrétaire-général de la Corporation des Agronomes de la province de Québec,

THÉODORE MONGEON, AGRONOME,
General Secretary of La Corporation des Agronomes de la province de Québec.

21370-39-2-o

Demande à la Législature

Calvary Baptist Church

Prenez avis que « Calvary Baptist Church », située au Croissant Dubois au Boulevard St-Joseph, Châteauguay Centre, province de Québec, présentera une requête au lieutenant-gouverneur en conseil de la province de Québec pour incorporation sous la Loi de la constitution de certaines Églises et ses amendements, le chapitre 305 de l'année 1964 des Statuts Revisés de la province de Québec.

Montréal, 28 septembre 1967.

Les Notaires du requérant,
GODIN, GODIN, MEHNERT
& PRUD'HOMME.

21477-40-4-o

Application to Legislature

Calvary Baptist Church

Notice is hereby given that "Calvary Baptist Church", Croissant Dubois at St. Joseph Blvd., Châteauguay Centre, Province of Quebec, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council of the Province of Quebec for incorporation under the Church Incorporation Act, chapter 305 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1964, and Amendments.

Montreal, September 28, 1967.

GODIN, GODIN, MEHNERT
& PRUD'HOMME,
Attorneys for the Petitioner.

21477-40-4-o

Ministère des Affaires municipales

Ville de Buckingham

Avis est donné que, par l'arrêté en conseil No 2525 du 20 septembre 1967 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des Cités et Villes (S.R.Q. 1964, chapitre 193), il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement No 262 N.S. du conseil municipal de la ville de Buckingham et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décret ci-dessous est détaché de la municipalité du canton de Buckingham, partie Sud-Est, et annexé à la ville de Buckingham.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la municipalité de la partie sud-est du canton de Buckingham, comté de Papineau, comprenant en référence au cadastre officiel dudit canton, les lots 7A, 8B et une partie du lot 8A du quatrième rang et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, cours d'eau ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites du territoire ci-après décrites, à savoir:

Partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 6 et 7A du rang IV du canton de Buckingham avec le côté sud d'un chemin public séparant les rangs IV et V; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: le côté sud dudit chemin en allant vers l'ouest jusqu'à un point à une distance de deux cent soixante-six pieds (266′) à l'est de la ligne ouest du lot 8A du rang IV, distance mesurée le long du côté sud du susdit chemin; puis en suivant les limites actuelles de la ville de Buckingham, une ligne dans le lot 8A rang IV, parallèle à la ligne ouest dudit lot 8A dans la direction S. 5° 32′ E. et sur une longueur de mille sept cent cent trente-sept pieds (1737′), soit jusqu'à sa rencontre avec le prolongement de la ligne nord du lot 583 (rue Mac Laren) du cadastre officiel du village incorporé de Buckingham; ledit prolongement dans une direction N. 83° 45′ E. sur une longueur de trente-quatre pieds (34′); une ligne allant vers le sud sur une longueur de trois cent trente-cinq pieds et un dixième (335.1′) soit jusqu'au sommet de l'angle nord-est du lot 8A-53 rang IV du cadastre officiel du canton de Buckingham; puis en référence audit cadastre, a ligne nord du lot 8A-52 rang IV; une ligne

Department of Municipal Affairs

Town of Buckingham

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 2525 of September 20, 1967, and in conformity with the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1964, chapter 193), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve regulation No. 262 N.S. of the municipal council of the town of Buckingham and to decree that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said regulation and hereunder described is detached from the municipality of the township of Buckingham, South-East part, and annexed to the town of Buchingham.

This territory is the following:

A territory actually being part of the municipality of the south-east part of the township of Buckingham, county of Papineau, including in reference to the official cadastre of the said township, lots 7A, 8B and a part of lot 8A of the fourth range and their subdivisions, present and future as well as the roads, streets, water courses or parts of these, the whole enclosed within the limits of the territory hereafter described, to wit:

Starting from the intersection point of the separative line of lots 6 and 7A of range IV of the township of Buckingham with the south side of a public road separating ranges IV and V; thence, successively, the following lines and demarcations: the south side of the said road going west up to a point at a distance of two hundred and sixty-six feet (266′) on the east of the west line of lot 8A of range IV, distance measured along the south side of the above-mentioned road; then following the actual limits of the town of Buckingham, a line on lot 8A range IV, parallel to the west line of said lot 8A in a direction S. 5° 32′ E. and by a length of one thousand seven hundred and thirty-seven feet (1737′), up to its meeting with the prolongation of the north line of lot 583 (Mac Laren Street), of the official cadastre of the incorporated village of Buckingham; the said prolongation in a direction N. 83° 45′ E. by a length of thirty-four feet (34′); a line going south by a length of three hundred and thirty-five feet and one tenth (335.1′) up to the summit of the north-east angle of lot 8A-53 range IV of the official cadastre of the township of Buckingham; then in reference to the said cadastre, the north

dans le lot 8A rang IV allant vers l'est et faisant un angle de 90° avec la ligne est du lot 8A-52 et d'une longueur de cinq cent cinquante pieds (550′); une autre ligne allant vers le sud, perpendiculaire à la ligne précédente et d'une longueur de deux mille cent quatre-vingt-huit pieds (2188′); une autre ligne allant vers l'ouest, perpendiculaire à la ligne précédente et d'une longueur de mille deux cent cinquante-neuf pieds et sept dixièmes (1259.7′) soit jusqu'à la ligne ouest du lot 8A rang IV; la ligne ouest des lots 8A et 8B rang IV jusqu'au côté nord d'un chemin public séparant les rangs III et IV; puis laissant les limites actuelles de la ville de Buckingham, le côté nord dudit chemin en allant vers l'est jusqu'à la ligne séparative des lots 7B et 8A rang IV; une ligne brisée séparant le lot 7B des lots 8A et 7A du rang IV; enfin la ligne est du lot 7A jusqu'au point de départ.

Le Sous-ministre des affaires municipales,

21488-o JEAN-LOUIS DOUCET, C.R.

line of lot 8A-52 range IV; a line on lot 8A range IV going east and making a 90° angle with the east line of lot 8A-52 and a length of five hundred and fifty feet (550′); another line going south, perpendicular to the preceding line and at a length of two thousand one hundred and eighty-eight feet (2188′); another line going west, perpendicular to the preceding line and at a length of one thousand two hundred and fifty-nine feet and seven tenths (1259.7′) up to the west line of lot 8A range IV; the west line of lots 8A and 8B range IV up to the north side of a public road separating ranges III and IV; then leaving the actual limits of the town of Buckingham, the north side of the said road going east up to the separative line of lots 7B and 8A range IV; a broken line separating lot 7B from lots 8A and 7A of range IV; finally the east line of lot 7A up to the point of departure.

JEAN-LOUIS DOUCET, Q.C.,

21488 *Deputy Minister of Municipal Affairs.*

Ministère de l'Éducation

Collège d'enseignement général et professionnel d'Ahuntsic

Avis est donné qu'en vertu de l'article 3 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (15-16 Elizabeth II, chapitre 71), des lettres patentes ont été accordées le 14 septembre 1967, constituant en corporation: Le Collège d'enseignement général et professionnel d'Ahuntsic.

Le Sous-ministre de l'Éducation,

21439-o ARTHUR TREMBLAY.

Collège d'enseignement général et professionnel Lionel Groulx

Avis est donné qu'en vertu de l'article 3 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (15-16 Elizabeth II, chapitre 71), des lettres patentes ont été accordées le 14 septembre 1967, constituant en corporation: le Collège d'enseignement général et professionnel Lionel Groulx.

Le Sous-ministre de l'Éducation,

21439-o ARTHUR TREMBLAY.

Collège d'enseignement général et professionnel de Longueuil

Avis est donné qu'en vertu de l'article 3 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (15-16 Elizabeth II, chapitre 71), des lettres patentes ont été accordées le 14 septembre 1967, constituant en corporation: le Collège d'enseignement général et professionnel de Longueuil.

Le Sous-ministre de l'éducation,

21439-o ARTHUR TREMBLAY.

Collège d'enseignement général et professionnel de Salaberry-de-Valleyfield

Avis est donné qu'en vertu de l'article 3 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (15-16 Elizabeth II, chapitre 71), des lettres patentes ont été accordées le 14 septembre 1967, constituant en corporation: le Collège d'enseignement général et professionnel de Salaberry-de-Valleyfield.

Le Sous-ministre de l'éducation,

21439-o ARTHUR TREMBLAY.

Department of Education

Collège d'enseignement général et professionnel d'Ahuntsic

Notice is hereby given that under section 3 of the General and Vocational Colleges Act (15-16 Elizabeth II, Chapter 71), letters patent were granted on September 14, 1967, incorporating: Collège d'enseignement général et professionnel d'Ahuntsic.

ARTHUR TREMBLAY,

21439 *Deputy-Minister of Education.*

Collège d'enseignement général et professionnel Lionel Groulx

Notice is hereby given that under section 3 of the General and Vocational Colleges Act (15-16 Elizabeth II, chapter 71), letters patent were granted on September 14, 1967, incorporating: Collège d'enseignement général et professionnel Lionel Groulx.

ARTHUR TREMBLAY,

21439 *Deputy-Minister of Education.*

Collège d'enseignement général et professionnel de Longueuil

Notice is hereby given that under section 3 of the General and Vocational Colleges Act (15-16 Elizabeth II, chapter 71), letters patent were granted on September 14, 1967, incorporating: Collège d'enseignement général et professionnel de Longueuil.

ARTHUR TREMBLAY,

21439 *Deputy-Minister of Education.*

Collège d'enseignement général et professionnel de Salaberry-de-Valleyfield

Notice is hereby given that under section 3 of the General and Vocational Colleges Act (15-16 Elizabeth II, chapter 71), letters patent were granted on September 14, 1967, incorporating: Collège d'enseignement général et professionnel de Salaberry-de-Valleyfield.

ARTHUR TREMBLAY,

21439 *Deputy-Minister of Education.*

Collège d'enseignement général et professionnel Maisonneuve

Avis est donné qu'en vertu de l'article 3 de la Loi des collèges d'enseignement général et professionnel (15-16 Elizabeth II, chapitre 71), des lettres patentes ont été accordées le 14 septembre 1967, constituant en corporation: le Collège d'enseignement général et professionnel Maisonneuve.

Le Sous-ministre de l'Éducation,
21439-o ARTHUR TREMBLAY.

Collège d'enseignement général et professionnel Maisonneuve

Notice is hereby given that under section 3 of the General and Vocational Colleges Act (15-16 Elizabeth II, chapter 71), letters patent were granted on September 14, 1967, incorporating: Collège d'enseignement général et professionnel Maisonneuve.

ARTHUR TREMBLAY,
21439 *Deputy-Minister of Education.*

Saint-David d'Estcourt

Demande est faite de changer le nom de Saint-David d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata, en celui de Sully, dans le même comté.

Québec, le 19 septembre 1967.

Le Ministre de l'Éducation,
21375-39-2-o JEAN-JACQUES BERTRAND.

Saint-David d'Estcourt

Application is made to change the name of Saint-David d'Estcourt, in the county of Témiscouata, to that of Sully, in the same county.

Quebec, September 19, 1967.

JEAN-JACQUES BERTRAND,
21375-39-2 *Minister of Education.*

Ministère des Richesses naturelles

Avis de révocation de droits de mine

Conformément aux articles 206, 207 et 208 de la Loi des mines (S.Q. 1965, chapitre 34), permettant au lieutenant-gouverneur en conseil de révoquer les droits de mine compris dans les concessions de terre faites dans un canton avant le 24 juillet 1880, lorsqu'aucune exploitation ou exploration minière n'y a été faite par le propriétaire ou pour son compte durant les 10 années précédant la date de la première publication des présentes, avis est donné aux propriétaires de droits de mine des terrains ci-après mentionnés, qu'après un délai de 90 jours de la dernière publication des présentes, le ministre des Richesses naturelles en recommendera au lieutenant-gouverneur en conseil la révocation:

La demie sud-ouest du lot 23 (cadastre 23a), la demie nord est du lot 24 (cadastre 24 b), la demie nord-est du lot 26 (cadastre 26b), rang X, canton de Lingwick, district électoral de Compton.

Québec, le 14 septembre 1967.

Le Sous-ministre,
21376-39-2-o P.-E. AUGER.

Department of Natural Resources

Notice of revocation of mining rights

Pursuant to sections 206, 207 and 208 of the mining Act (S.Q. 1965, chapter 34) entitling the Lieutenant-Governor in Council to revoke the mining rights included in any concession of land made in any township before the 24th of July 1880, when no mining operation or exploration have been made there by the owner or on his behalf during the 10 years preceeding the date of the first publication of the presents, notice is hereby given to the owners of the mining rights of the hereunder lands that, 90 days after the last publication of this notice, the minister of Natural Resources will recommend to the Lieutenant-Governor in Council their revocation:

Southwest half of lot 23 (cadaster 23a), northeast half of lot 24 (cadaster 24b), northeast half of lot 26 (cadaster 26b), range X, township of Lingwick, electoral district of Compton.

Quebec, September 14, 1967.

P.-E. AUGER,
21376-39-2-o *Deputy-Minister.*

Ministère de la Voirie

Avis

Les sections de chemins ci-après désignées ne seront plus entretenues par le Ministère de la Voirie.

Dans le comté de Verchères:

Le chemin du rang des 25 dans la municipalité de la ville de St-Bruno-de-Montarville sur une longueur de 1,776 pieds, vis-à-vis les lots P. 53 à P. 68 au nord-est de la nouvelle route.

Le chemin du Grand Pays Brûlé dans la municipalité de la paroisse de Ste-Anne-de-Varennes sur une longueur de 568 pieds, vis-à-vis les lots P. 106, P. 290 et P. 291.

Québec, le 14 septembre 1967.

Le Ministre de la Voirie,
21504-o PAUL-E. ALLARD.

Department of Roads

Notice

The sections of roads hereinafter designated shall no longer be maintained by the Department of Roads.

In the county of Verchères:

Rang des 25 road in the municipality of the town of St-Bruno-de-Montarville, to a length of 1,776 feet, facing lots P. 53 to P. 68, northeast of the new highway.

Grand Pays Brûlé road in the municipality of the parish of Ste-Anne-de-Varennes, to a length of 568 feet, facing lots P. 106, P. 290 and P. 291.

Quebec, September 14, 1967.

PAUL-E. ALLARD,
21504 *Minister of Roads.*

Avis

Dans la ville de La Prairie, comté de Laprairie, une partie du chemin Brosseau, connu sous le nom de rue St-Ignace, sur une longueur de 412 pieds, vis-à-vis le lot P. 178, ne sera plus entretenue par le Ministère de la Voirie.

Québec, le 26 septembre 1967.

Le Ministre de la Voirie,

21504-o PAUL-E. ALLARD.

Notice

In the town of La Prairie, county of Laprairie, a part of Brosseau Road, known under the name of St-Ignace St., to a length of 412 feet, facing lot P. 178, shall no longer be maintained by the Department of Roads.

Quebec, September 26, 1967.

PAUL-E. ALLARD,

21504 *Minister of Roads.*

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 27 septembre 1967.

M. Jules St-Pierre, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la reine, de Drummondville: nommé en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge de la Cour provinciale, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, selon l'article 126 des Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 20, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de districts, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de « magistrat de district », avec résidence dans la ville de Montréal ou dans les environs, ledit M. Jules St-Pierre, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 466 du Code criminel, à compter du 29 août 1967, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

37-67

M. Jean-Paul Verschelden, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la reine, de Montréal: nommé en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge de la Cour provinciale, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, selon l'article 126 des Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 20, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de districts, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de « magistrat de district », avec résidence dans la ville de Montréal ou dans les environs, ledit M. Jean-Paul Verschelden, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 466 du Code criminel, à compter du 29 août 1967, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

36-67

M. Louis-Philippe Gagnon, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la reine, de Montréal: nommé en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge de la Cour provinciale, avec juridiction dans toute

Appointments

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council, has been pleased to make, by commission under the Great Seal of the Province, the following appointments:

Québec, September 27, 1967.

Mr. Jules St-Pierre, advocate, member of the Provincial Bar and Queen's Counsel, of Drummondville: appointed under section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), Provincial Court Judge, with jurisdiction in the entire Province, but especially and without restriction, in the judicial district of Montreal, according to section 126 of the Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 20, as district magistrate in that which concerns jurisdictions attributed by the laws of the Canadian Parliament to district magistrates, whether these jurisdictions be granted to them under the title of "magistrate" or under that of "district magistrate", with residence in the city of Montreal or in the vicinity; the said Mr. Jules St-Pierre, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Provincial Court Judge, authorized to exercise, under the authority of paragraph (*b*) of section 466 of the Criminal Code, from and after August 29, 1967, the jurisdiction of a magistrate under part XVI of said Criminal Code.

37-67

Mr. Jean-Paul Verschelden, advocate, member of the Provincial Bar and Queen's Counsel, of Montreal: appointed under section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), Provincial Court Judge, with jurisdiction in the entire Province, but especially and without restriction, in the judicial district of Montreal, according to section 126 of the Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 20, as district magistrate in that which concerns jurisdictions attributed by the laws of the Canadian Parliament to the district magistrates, whether these jurisdictions be granted to them under the title of "magistrate" or under that of "district magistrate", with residence in the city of Montreal or in the vicinity; the said Mr. Jean-Paul Verschelden, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Provincial Court Judge, authorized to exercise, under the authority of paragraph (*b*) of section 466 of the Criminal Code, from and after August 29, 1967, the jurisdiction of a magistrate under part XVI of said Criminal Code.

36-67

Mr. Louis-Philippe Gagnon, advocate, member of the Provincial Bar and Queen's Counsel, of Montreal: appointed under section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), Provincial Court Judge, with jurisdiction in the entire Province, but especially

la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, selon l'article 126 des Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 20, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de districts, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de « magistrat de district », avec résidence dans la ville de Montréal ou dans les environs, ledit M. Louis-Philippe Gagnon, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 466 du Code criminel, à compter du 29 août 1967, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 38-67

and without restriction, in the judicial district of Montreal, according to section 126 of the Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 20, as district magistrate in that which concerns jurisdictions attributed by the laws of the Canadian Parliament to the district magistrates, whether these jurisdictions be granted under the title of "magistrate" or under that of district magistrate", with residence in the city of Montreal or in the vicinity; the said Mr. Louis-Philippe Gagnon, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Provincial Court Judge, authorized to exercise, under the authority of paragraph (*b*) of section 466 of the Criminal Code, from and after August 29, 1967, the jurisdiction of a magistrate under part XVI of said Criminal Code.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 38-67

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 28 septembre 1967.

M. Louis Fortin, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la reine, de Québec: nommé en vertu de l'article 72 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge des Sessions, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Québec, avec résidence dans la ville de Québec ou dans les environs, ledit M. Louis Fortin, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge des Sessions, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 466 du Code criminel, à compter du 29 août 1967, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

40-67

M. Guy Guérin, avocat, membre du Barreau de la province, de Montréal: nommé en vertu de l'article 72 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge des Sessions, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, avec résidence dans la ville de Montréal ou dans les environs, ledit M. Guy Guérin, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge des Sessions, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe *b*) de l'article 466 du Code criminel, à compter du 29 août 1967, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21427-o 39-67

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make the following appointments, by commissions under the Great Seal of the Province:

Québec, September 28, 1967.

Mr. Louis Fortin, advocate, member of the Provincial Bar and Queen's Counsel, of Quebec: appointed, pursuant to section 72 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), judge of the Sessions, with jurisdiction in the entire Province, but particularly and without restriction, in the judicial district of Quebec, with residence in the city of Quebec or vicinity, the said Mr. Louis Fortin, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as judge of the Sessions, is authorized to exercise, under the authority of paragraph (*b*) of section 466 of the Criminal Code, from and after August 29, 1967, jurisdiction of a magistrate under part XVI of said Criminal Code.

40-67

Mr. Guy Guérin, advocate, member of the Provincial Bar, of Montreal: appointed, pursuant to section 72 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), judge of the Sessions, with jurisdiction in the entire Province, but particularly and without restriction, in the city of Montreal, with residence in the city of Montreal or vicinity, the said Mr. Guy Guérin, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as judge of the Sessions, is authorized to exercise, under the authority of paragraph (*b*) of section 466 of the Criminal Code, from and after August 29, 1967, jurisdiction of a magistrate under part XVI of said Criminal Code.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21427 39-67

Syndicats professionnels

L'Association des Enseignants de Yamaska

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 18 septembre 1967, autorisé le changement de nom de l'« Association des Éducateurs Catholiques de St-Hyacinthe », dont la constitution a été autorisée le 23 janvier 1961, et dont le siège social est situé à Saint-Hyacinthe, en celui de « L'Association des Enseignants de

Professional Syndicates

L'Association des Enseignants de Yamaska

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on September 18, 1967, authorized the change of name of "Association des Éducateurs Catholiques de St-Hyacinthe", whose incorporation was authorized on January 23, 1961, and whose head office is situated at Saint-Hyacinthe, into that of "L'Association des Ensei-

Yamaska », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 20 septembre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21478-o 764-60

gnants de Yamaska", and such, in pursuance to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, September 20, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21478 764-60

Syndicat des Gardes-malades et Infirmiers Auxiliaires Licenciés de l'Hôpital St-Vincent de Paul, de l'Hôpital d'Youville et de l'Hôpital Hôtel-Dieu de Sherbrooke

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des Gardes-malades et Infirmiers Auxiliaires Licenciés de l'Hôpital St-Vincent de Paul, de l'Hôpital d'Youville et de l'Hôpital Hôtel-Dieu de Sherbrooke », a été autorisée par le Secrétaire de la province, le 6 septembre 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Sherbrooke.

Québec, le 12 septembre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21479-o 55-67

Syndicat des Gardes-malades et Infirmiers Auxiliaires Licenciés de l'Hôpital St-Vincent de Paul, de l'Hôpital d'Youville et de l'Hôpital Hôtel-Dieu de Sherbrooke

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des Gardes-malades et Infirmiers Auxiliaires Licenciés de l'Hôpital St-Vincent de Paul, de l'Hôpital d'Youville et de l'Hôpital Hôtel-Dieu de Sherbrooke", has been authorized by the Provincial Secretary on September 6, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at Sherbrooke.

Quebec, September 12, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21479 55-67

Syndicat National des Employés de l'Entretien et des Concierges de la Commission des Écoles Catholiques de la Cité de Jacques-Cartier (C.S.N.) inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 31 août 1967, autorisé le changement de nom de « Le Syndicat National des Employés de la Commission des Écoles Catholiques de la Cité de Jacques-Cartier (C.S.N.) inc. », dont la constitution a été autorisée le 7 juin 1961, et dont le siège social est situé à Montréal, en celui de « Syndicat National des Employés de l'Entretien et des Concierges de la Commission des Écoles Catholiques de la Cité de Jacques-Cartier (C.S.N.) inc. », et ce, en vertu de la Loi des syndicats professionnels, Statuts refondus, 1964, chapitre 146.

Québec, le 5 septembre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21507-o 44-61

Syndicat National des Employés de l'Entretien et des Concierges de la Commission des Écoles Catholiques de la Cité de Jacques-Cartier (C.S.N.) inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on August 31, 1967, authorized the change of name of "Le Syndicat National des Employés de la Commission des Écoles Catholiques de la Cité de Jacques-Cartier (C.S.N.) inc.", the incorporation of which was authorized on June 7, 1961, and the head office of which is situated in Montreal, to that of "Syndicat National des Employés de l'Entretien et des Concierges de la Commission des Écoles Catholiques de la Cité de Jacques-Cartier (C.S.N.) inc.", and such, pursuant to the Professional Syndicates Act, Revised Statutes, 1964, chapter 146.

Quebec, September 5, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21507 44-61

Syndicat Professionnel des Auxiliaires en Nursing et des Garde-Malades Auxiliaires du Québec inc.

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat Professionnel des Auxiliaires en Nursing et des Garde-Malades Auxiliaires du Québec inc. », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 29 septembre 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Québec, district judiciaire de Québec.

Québec, le 2 octobre 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

21508-o 71-67

Syndicat Professionnel des Auxiliaires en Nursing et des Garde-Malades Auxiliaires du Québec inc.

(*Professional Syndicates Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat Professionnel des Auxiliaires en Nursing et des Garde-Malades Auxiliaires du Québec inc.", has been authorized by the Provincial Secretary on September 29, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at Quebec, judicial district of Quebec.

Quebec, October 2, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

21508 71-67

Proclamations

Canada
Province de Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général adjoint, JACQUES LAPOINTE, ATTENDU que, sous l'autorité des dispositions de l'article 2 de la Loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie et le district électoral de Saguenay (12 George VI, chapitre 37, et 14-15 George VI, chapitre 39) maintenant devenue la Loi des titres de propriété dans certains districts électoraux, chapitre 321, Statuts refondus de Québec, 1964, le Ministre des Terres et Forêts a fait dresser des plan et livre de renvoi revisés dans le district électoral des Iles-de-la-Madeleine, du cadastre de l'Ile Amherst, comprenant les municipalités de Havre-Aubert et du Bassin, division d'enregistrement des Iles-de-la-Madeleine;

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions des articles 2 et 3 de ladite loi, ledit Ministre:

1° A fait déposer les plan et livre de renvoi aux archives du Ministère des Terres et Forêts le 10 mars 1967;

2° A transmis, pour dépôt, une copie certifiée de ces plan et livre de renvoi au bureau d'enregistrement des Iles-de-la-Madeleine, à Havre-Aubert, et aux bureaux des secrétaires-trésoriers des paroisses de Havre-Aubert et du Bassin le 30 mars 1967;

ATTENDU QU'il y a maintenant lieu d'émettre la proclamation prévue à l'article 4 de ladite loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2589, en date du 21 septembre 1967, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons qu'une proclamation soit émise:

a) fixant au 2 octobre 1967, la date d'entrée en vigueur des plan et livre de renvoi revisés du cadastre de l'Ile Amherst, municipalités des paroisses de Havre-Aubert et du Bassin;

b) indiquant que des copies certifiées de ces plan et livre de renvoi revisés ont été déposées au bureau d'enregistrement des Iles-de-la-Madeleine, à Havre-Aubert, et aux bureaux des secrétaires-trésoriers des corporations municipales des paroisses de Havre-Aubert et du Bassin;

c) informant le public que, pendant les huit mois qui suivront la deuxième et dernière publication de cette proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, tout intéressé pourra consulter gratuitement lesdits plan et livre de renvoi revisés;

d) portant notification que, à l'expiration de ce délai, et à moins d'opposition écrite d'un intéressé, le Ministre des Terres et Forêts délivrera un certificat de propriété à tout occupant d'un immeuble inscrit aux plan et livre de renvoi revisés de l'Ile Amherst, ci-haut décrits;

Proclamations

Canada,
Province of Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada, and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JACQUES LAPOINTE, *Associate Deputy Attorney General*, WHEREAS, under the authority of the provisions of section 2 of the Act respecting title-deeds in the Gaspesian area and in the electoral district of Saguenay (12 George VI, chapter 37, and 14-15 George VI, chapter 39), now having become the Certain Electoral Districts Land Titles Act, chapter 321, Revised Statutes of Quebec, 1964, the Minister of Lands and Forests had revised plans and books of reference drawn up in the electoral district of the Magdalen Islands, in the cadastre of Amherst Island, including the municipalities of Havre-Aubert and Bassin, registration division of the Magdalen Islands;

WHEREAS, in conformity with the provisions of sections 2 and 3 of the said Act, the said Minister:

1. Had plans and books of reference deposited in the Archives of the Department of Lands and Forests on March 10, 1967;

2. Transmitted, to deposit, a certified copy of these plans and books of reference at the registry office of the Magdalen Islands, at Havre-Aubert, and at the offices of the secretary-treasurers of the parishes of Havre-Aubert and Bassin on March 30, 1967;

WHEREAS it is now expedient to issue the proclamation foreseen in section 4 of the said Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2589, dated September 21, 1967, We have decreed and ordered and, by the presents, decree and order that a proclamation be issued:

(*a*) fixing October 2, 1967, as the date of the coming into force of the revised plan and book of reference of the cadastre of Amherst Island, municipalities of the parishes of Havre-Aubert and Bassin;

(*b*) indicating that certified copies of these revised plans and books of reference were deposited at the registry office of the Magdalen Islands, at Havre-Aubert, and at the offices of the secretary-treasurers of the municipal corporations of the parishes of Havre-Aubert and Bassin;

(*c*) informing the public that, during the eight months following the second and last publication of this proclamation in the *Quebec Official Gazette*, anyone interested will be allowed to consult, free of charge, the said plans and revised books of reference;

(*d*) notifying that, at the expiration of this delay, and unless they receive written opposition from an interested party, the Minister of Lands and Forests will grant a certificate of ownership to any occupant of an immovable enrolled on the plan and revised book of reference of Amherts Island, hereabove described;

e) ordonnant que tout droit réel affectant un lot compris dans la partie du cadastre ci-haut mentionné, pour lequel des plan et livre de renvoi revisés ont été déposés, soit renouvelé dans le même délai en la manière prescrite par les articles 2172 et 2172A du Code civil;

f) informant aussi le public que, à défaut de tel renouvellement, les droits réels conservés par le premier enregistrement n'auront aucun effet à l'égard des autres créanciers ou des acquéreurs subséquents dont les droits seront régulièrement enregistrés.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce vingt-septième jour de septembre en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire adjoint, de la Province,
LUCIEN DARVEAU.

21355-39-2-o

(e) ordering that any real right affecting a lot included in the part of the cadastre hereabove mentioned, for which the plan and revised book of reference were deposited, be renewed within the same delay and the manner prescribed in sections 2172 and 2172A of the Civil Code;

(*f*) also informing the public that, failing such renewal, the real rights preserved by the first registration shall have no effect as regards other creditors or subsequent purchasers whose rights will be regularly registered.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well-Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this twenty-seventh day of September, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of our Reign.

By command,

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

21355-39-2

Canada
Province de Québec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, défenseur de la foi.

À tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

Proclamation

Le Sous-procureur général,
JULIEN CHOUINARD.

ATTENDU qu'en vertu de l'article 6 de la Loi concernant la construction d'un pont sur le fleuve St-Laurent à proximité de Trois-Rivières (15-16 Elizabeth II, chapitre 50), cette loi entrera en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil;

ATTENDU qu'il y a lieu de fixer au neuf octobre 1967 la date de l'entrée en vigueur de cette loi.

À CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil Exécutif, exprimés dans un décret portant le numéro 2691, en date du 4 octobre 1967, Nous avons décrété et ordonné et, par les présentes, décrétons et ordonnons que soit fixée au neuf octobre 1967 la date de l'entrée en vigueur de la Loi concernant la construction d'un pont sur le fleuve St-Laurent à proximité de Trois-Rivières.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Canada,
Province of Quebec.

HUGUES LAPOINTE

[L. S.]

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God, of the United Kingdom, Canada, and her other Realms and Territories, Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To all to whom these present letters shall come or whom the same may concern,

GREETING.

Proclamation

JULIEN CHOUINARD,
Deputy Attorney General

WHEREAS under section 6 of the Act respecting the construction of a bridge over the St. Lawrence river near Trois-Rivières (15-16 Elizabeth II, Chapter 50), this Act will come into force on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council;

WHEREAS it is expedient to fix October 9, 1967, as the date of the coming into force of this Act.

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in a decree bearing number 2691, dated October 4, 1967, We have decreed and ordered and, by the presents, decree and order that October 9, 1967, be fixed as the date of coming into force of the Act respecting the construction of a bridge over the St. Lawrence river near Trois-Rivières.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable HUGUES LAPOINTE, C.P., C.R., lieutenant-gouverneur de Notre province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre ville de Québec, de Notre province de Québec, ce quatrième jour d'octobre en l'année mil neuf cent soixante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la seizième année.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire adjoint de la province.

21427-o LUCIEN DARVEAU.

IN TESTIMONEY WHEREOF, We have caused these Our present letters to be made patent, and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed;

WITNESS: Our Right-Trusty and Well Beloved the Honourable HUGUES LAPOINTE, P.C., Q.C., Lieutenant-Governor of Our Province of Quebec.

Given in Our Parliament Buildings, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourth day of October in the year of Our Lord one thousand nine hundred and sixty-seven and in the sixteenth year of Our Reign.

By Command,

LUCIEN DARVEAU,
Associate Assistant Secretary of the Province.

21427

Soumissions

Ville de Baie St-Paul
Comté de Charlevoix

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Joseph Otis, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 39, St-Jean-Baptiste, Baie St-Paul, comté de Charlevoix, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi le 24 octobre 1967, pour l'achat de $64,000 d'obligations de la ville de Baie St-Paul, comté de Charlevoix datées du 1er novembre 1967 et remboursables par séries du 1er novembre 1968 au 1er novembre 1967 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement A-59 (A-66) — $64,000 — Centre culturel de plan d'urbanisme.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1967.

Tableau d'amortissement — $64,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1968	$1,500
1er novembre 1969	1,500
1er novembre 1970	2,000
1er novembre 1971	2,000
1er novembre 1972	2,000
1er novembre 1973	2,000
1er novembre 1974	2,500
1er novembre 1975	2,500
1er novembre 1976	2,500
1er novembre 1977	3,000
1er novembre 1978	3,000
1er novembre 1979	3,500
1er novembre 1980	3,500
1er novembre 1981	3,500
1er novembre 1982	4,000
1er novembre 1983	4,500
1er novembre 1984	4,500
1er novembre 1985	5,000
1er novembre 1986	5,500
1er novembre 1987	5,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la Loi.

Tenders

Town of Baie St-Paul
County of Charlevoix

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Joseph Otis, secretary-treasurer, Town Hall, 39 St-Jean-Baptiste, Baie St-Paul, county of Charlevoix, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, October 24, 1967, for the purchase of an issue of $64,000 of bonds for the town of Baie-St-Paul, county of Charlevoix, dated November 1, 1967, and redeemable serially from November 1, 1968 to November 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law A-59 (A-66) — $64,000 — Cultural Center and town-planning.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1967.

Table of redemption — $64,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1968	$1,500
November 1, 1969	1,500
November 1, 1970	2,000
November 1, 1971	2,000
November 1, 1972	2,000
November 1, 1973	2,000
November 1, 1974	2,500
November 1, 1975	2,500
November 1, 1976	2,500
November 1, 1977	3,000
November 1, 1978	3,000
November 1, 1979	3,500
November 1, 1980	3,500
November 1, 1981	3,500
November 1, 1982	4,000
November 1, 1983	4,500
November 1, 1984	4,500
November 1, 1985	5,000
November 1, 1986	5,500
November 1, 1987	5,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Baie St-Paul.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi le 24 octobre 1967 à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 39, St-Jean-Baptiste, Baie St-Paul, comté de Charlevoix, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Baie St-Paul, (Comté de Charlevoix), ce 25 septembre 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
JOSEPH OTIS.

39, St-Jean-Baptiste, Case postale No 127,
Baie St-Paul, (Charlevoix), P.Q.
Téléphone: 435-2205, code 418. 21480-o

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Baie St-Paul.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, October 24, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 39 St-Jean-Baptiste, Baie-St-Paul, county of Charlevoix, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Baie St-Paul, (County of Charlevoix) September 25, 1967.

JOSEPH OTIS,
Secretary-Treasurer.

39 St-Jean-Baptiste, Post Office Box No. 127,
Baie St-Paul, (Charlevoix), P.Q.
Telephone: 435-2205, code 418. 21480

Ville de Beloeil
Comté de Verchères

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Paul-R. Choquette, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 111, rue de l'Hôtel de Ville, Beloeil, comté de Verchères, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 23 octobre 1967, pour l'achat de $747,000 d'obligations de la ville de Beloeil, comté de Verchères, datées du 1er novembre 1967 et remboursables par séries du 1er novembre 1968 au 1er novembre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 264 — $150,000 — achats de propriété; 378 — $5,000 — éclairage; 384 — $9,500 — éclairage; 385 — $5,000 — éclairage; 391 — $9,500 — aménagement d'une bâtisse; 392 — $113,000 — aqueduc, égouts, voirie; 398 — $321,000 — consolidation de dettes; 400 — $47,000 — voirie; 402 — $9,500 — achat de machineries; 406 — $20,000 — éclairage, voirie; 409 — $26,000 — aqueduc, égouts, voirie; 410 — $26,000 — aqueduc, égouts, voirie; 411 — $5,500 — aqueduc, égouts, voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1967.

Tableau d'amortissement — $747,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1968	$53,000
1er novembre 1969	54,000
1er novembre 1970	54,000
1er novembre 1971	54,000
1er novembre 1972	54,000
1er novembre 1973	54,000
1er novembre 1974	54,000
1er novembre 1975	54,000
1er novembre 1976	56,000
1er novembre 1977	56,000
1er novembre 1978	20,000

Town of Beloeil
County of Verchères

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Paul-R. Choquette, secretary-treasurer, Town Hall, 111 Town Hall Street, Beloeil, county of Verchères, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, October 23, 1967, for the purchase of an issue of $747,000 of bonds for the town of Beloeil, county of Verchères, dated November 1, 1967, and redeemable serially from November 1, 1968 to November 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 264 — $150,000 — purchase of property; 378 — $5,000 — lighting; 384 — $9,500 — lighting; 385 — $5,000 — lighting; 391 — $9,500 — arrangement of a building; 392 — $113,000 — aqueduct, sewers, roads; 398 — $321,000 — consolidation of debts; 400 — $47,000 — roads; 402 — $9,500 — purchase of machineries; 406 — $20,000 — lighting, roads; 409 — $26,000 — aqueduct, sewers, roads; 410 — $26,000 — aqueduct, sewers, roads; 411 — $5,500 — aqueduct, sewers, roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1967.

Table of redemption — $747,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1968	$53,000
November 1, 1969	54,000
November 1, 1970	54,000
November 1, 1971	54,000
November 1, 1972	54,000
November 1, 1973	54,000
November 1, 1974	54,000
November 1, 1975	54,000
November 1, 1976	56,000
November 1, 1977	56,000
November 1, 1978	20,000

1er novembre 1979	$ 20,000
1er novembre 1980	20,000
1er novembre 1981	20,000
1er novembre 1982	20,000
1er novembre 1983	21,000
1er novembre 1984	21,000
1er novembre 1985	21,000
1er novembre 1986	21,000
1er novembre 1987	20,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Beloeil.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 23 octobre 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 111, Rue de l'Hôtel de Ville, Beloeil, comté de Verchères, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Beloeil, (Comté de Verchères), ce 29 septembre 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
PAUL-R. CHOQUETTE.

Hôtel de Ville, 111, rue de l'Hôtel de Ville,
Beloeil, (Verchères), P.Q.,
Téléphone: 467-2835, code 514. 21481-o

November 1, 1979	$ 20,000
November 1, 1980	20,000
November 1, 1981	20,000
November 1, 1982	20,000
November 1, 1983	21,000
November 1, 1984	21,000
November 1, 1985	21,000
November 1, 1986	21,000
November 1, 1987	20,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Beloeil.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, October 23, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 111 Town Hall Street, Beloeil, county of Verchères, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Beloeil, (County of Verchères), September 29, 1967.

PAUL-R. CHOQUETTE.
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 111 Town Hall Street,
Beloeil, (Verchères), P.Q.,
Telephone: 467-2835, code 514. 21481

La Commission scolaire régionale Chauveau
Comté de Chauveau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roger Pleau, secrétaire-trésorier, École Secondaire St-Joseph, 158, boulevard des Étudiants, Loretteville, Comté de Chauveau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 24 octobre 1967, pour l'achat de $193,500 d'obligations de la commission scolaire régionale Chauveau, Comté de Chauveau datées du 1er novembre 1967 et remboursables par séries du 1er novembre 1968 au 1er novembre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolutions datées du 17 janvier 1967 — $10,000 — agrandissement de l'école Béranger-Boivin; 20 juin 1967 — $183,500 — achat de terrains.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1967.

The Chauveau Regional School Board
County of Chauveau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roger Pleau, secretary-treasurer, St-Joseph Secondary School, 158 des Étudiants Boulevard, Loretteville, County of Chauveau, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, October 24, 1967, for the purchase of an issue of $193,500 of bonds for the Chauveau Regional School Board, County of Chauveau, dated November 1, 1967, and redeemable serially from November 1, 1968 to November 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolutions dated January 17, 1967 — $10,000 — enlargement of Béranger-Boivin School; June 20, 1967 — $183,500 — purchasing of land.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1967.

Tableau d'amortissement — $193,500 — 20 ans

Année	Capital
1er novembre 1968	$ 5,000
1er novembre 1969	6,000
1er novembre 1970	6,000
1er novembre 1971	6,500
1er novembre 1972	7,000
1er novembre 1973	7,500
1er novembre 1974	7,500
1er novembre 1975	8,000
1er novembre 1976	8,500
1er novembre 1977	9,500
1er novembre 1978	9,000
1er novembre 1979	9,500
1er novembre 1980	10,000
1er novembre 1981	11,000
1er novembre 1982	11,500
1er novembre 1983	12,500
1er novembre 1984	13,500
1er novembre 1985	14,000
1er novembre 1986	15,000
1er novembre 1987	16,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Québec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 24 octobre 1967, à 8 heures du soir, École Secondaire St-Joseph, 158, boulevard des Étudiants, Loretteville, Comté de Chauveau, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Loretteville, (Comté de Chauveau), ce 28 septembre 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
ROGER PLEAU.

École Secondaire St-Joseph, 158, Blvd des Étudiants, Loretteville, C.P. 99,
Comté de Chauveau, P.Q.
Téléphone: 842-1961, code 418. 21482-o

Table of redemption — $193,500 — 20 years

Year	Capital
November 1, 1968	$ 5,000
November 1, 1969	6,000
November 1, 1970	6,000
November 1, 1971	6,500
November 1, 1972	7,000
November 1, 1973	7,500
November 1, 1974	7,500
November 1, 1975	8,000
November 1, 1976	8,500
November 1, 1977	9,500
November 1, 1978	9,000
November 1, 1979	9,500
November 1, 1980	10,000
November 1, 1981	11,000
November 1, 1982	11,500
November 1, 1983	12,500
November 1, 1984	13,500
November 1, 1985	14,000
November 1, 1986	15,000
November 1, 1987	16,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Quebec.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Tuesday, October 24, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the St-Joseph Secondary School, 158 des Étudiants Boulevard, Loretteville, County of Chauveau, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Loretteville, (County of Chauveau), September 28, 1967.

ROGER PLEAU,
Secretary-Treasurer.

St-Joseph Secondary School, 158 des Étudiants Boulevard, Loretteville, P.O. Box 99,
County of Chauveau, P.Q.
Telephone: 842-1961, code 418. 21482

Cité de Côte St-Luc
Comté de D'Arcy McGee

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par la soussignée, Mme I. G. Wilcken, greffier, Hôtel de Ville, 5490, avenue Westminster, Côte St-Luc, Montréal 29, comté d'Arcy McGee, P.Q., jusqu'à 8 heures p.m., mardi, 24 octobre 1967, pour l'achat de $1,200,000 d'obligations de la cité de Côte St-Luc, comté de d'Arcy McGee, datées du 1er novembre 1967 et remboursables par séries du 1er novembre 1968 au 1er novembre

City of Côte St-Luc
County of D'Arcy McGee

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Mrs. I. G. Wilcken, city clerk, City Hall, 5490, Westminster Avenue, Côte St-Luc, Montreal 29, county of d'Arcy McGee, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, October 24th, 1967, for the purchase of an issue of $1,200,000 of bonds of the city of Côte St-Luc, county of d'Arcy McGee, dated November 1st, 1967 and redeemable serially from November 1st, 1968 to November 1st, 1987 inclusively,

1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 758 — $150,000 — viaduc; 769 — $140,000 — égouts; 803 — $1,200 — égouts; 828 — $143,000 — voirie; 860 — $22,200 — éclairage de rues; 865 — $100 — égouts; 866 — $100 — éclairage; 868 — $10,000 — voirie; 869 — $21,450 — voirie; 874 — $12,000 — voirie; 876 — $27,000 — autres travaux; 881 — $16,200 — aqueduc et égouts; 882 — $147,200 — voirie; 900 — $21,450 — aqueduc et égouts; 901 — $40,000 — services récréatifs; 902 — $38,000 — aqueduc et égouts; 907 — $90,000 — voirie; 908 — $35,000 — voirie; 920 — $130,000 — services récréatifs; 924 — $31,600 — éclairage; 932 — $2,400 — éclairage; 933 — $5,500 — éclairage; 934 — $100,600 — divers travaux; 937 — $2,700 — voirie; 938 — $8,000 — voirie; 939 — $4,300 — aqueduc, égouts et voirie.

Pour adjudication seulement, le calcul de de l'intérêt sera fait à compter du 1er novembre 1967.

Tableau d'amortissement — $1,200,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1968	$ 35,000
1er novembre 1969	36,000
1er novembre 1970	39,000
1er novembre 1971	41,000
1er novembre 1972	44,000
1er novembre 1973	47,000
1er novembre 1974	49,000
1er novembre 1975	52,000
1er novembre 1976	55,000
1er novembre 1977	58,000
1er novembre 1978	47,000
1er novembre 1979	51,000
1er novembre 1980	54,000
1er novembre 1981	56,000
1er novembre 1982	60,000
1er novembre 1983	64,000
1er novembre 1984	68,000
1er novembre 1985	72,000
1er november 1986	76,000
1er novembre 1987	196,000

De plus, des soumissions peuvent être envoyées et seront considérées comme fonds d'amortissement échéant le 1er novembre 1987. Des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à $115,000, et si supérieur à $115,000, ce montant devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance. Les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'Adjudication sera faite conformément à la loi.

with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, per annum, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 758 — $150,000 — viaduct; 769 — $140,000 — sewers; 803 — $1,200 — sewers; 828 — $143,000 — roadworks; 860 — $22,200 — street lighting; 865 — $100 — sewers; 866 — $100 — lighting; 868 — $10,000 — roadworks; 869 — $21,450 — roadworks; 874 — $12,000 — roadworks; 876 — $27,000 — other works; 881 — $16,200 — aqueduct and sewers; 882 — $147,200 — roadworks; 900 — $21,450 — aqueduct and sewers; 901 — $40,000 — recreation services; 902 — $38,000 — aqueduct and sewers; 907 — $90,000 — roadworks; 908 — $35,000 — roadworks; 920 — $130,000 — recreation services; 924 — $31,600 — lighting; 932 — $2,400 — lighting; 933 — $5,500 — lighting; 934 — $100,600 — sundry works; 937 — $2,700 — roadworks; 938 — $8,000 — roadworks; 939 — $4,300 — aqueduct, sewers and roadwords.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1967.

Table of redemption — $1,200,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1968	$ 35,000
November 1, 1969	36,000
November 1, 1970	39,000
November 1, 1971	41,000
November 1, 1972	44,000
November 1, 1973	47,000
November 1, 1974	49,000
November 1, 1975	52,000
November 1, 1976	55,000
November 1, 1977	58,000
November 1, 1978	47,000
November 1, 1979	51,000
November 1, 1980	54,000
November 1, 1981	56,000
November 1, 1982	60,000
November 1, 1983	64,000
November 1, 1984	68,000
November 1, 1985	72,000
November 1, 1986	76,000
November 1, 1987	196,000

Tenders may be forwarded and shall be considered for ten-year short-term or for fifteen-year short-term bonds. Moreover, tenders may be sent, and will be considered for sinking-fund bonds maturing November 1st, 1987. Furthermore, tenders will be received and considered for ten (10) year serial bonds, with the balance of the issue being forsinking-fund bonds maturing in twenty (20) years; in such case, at the tenderers' option, part of such balance may be issued as short-term ten (10)years and the balance thereof issued as twenty year (20) sinking-fund bonds, provided however that the latter part be for a minimum amount of $115,000 and, if for more than $115,000 this amount should include one or more complete annual amortizations as scheduled above, beginning with the last maturities. Tenders shall be sent in respect to only one of the modes of issue, and they shall be considered for one of the terms only, save in the case of the exceptions stipulated herein. Adjudication shall be made according to law.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er novembre de chaque année, mais seulement jusqu'à concurrence du montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables dans toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, 24 octobre 1967, à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville, 5490, avenue Westminster, Côte St-Luc, Montréal 29, comté de d'Arcy McGee, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Côte St-Luc, (Comté de d'Arcy McGee), ce 28 septembre 1967.

L'Assistant greffier,
J. G. BUTLER, C.A.

Hôtel de Ville,
5490, avenue Westminster, Montréal 29,
Côte St-Luc, (D'Arcy McGee), P.Q.
Télephone: 489-9771, code 514. 21483

The said bonds shall not be redeemable prior to maturity if they are issued in serial form. However, if they are issued as sinking-fund bonds, the bonds so issued will be redeemable by anticipation, at par, on November 1st of each year, but only to the extent of the annual amounts required for the purpose of amortizing the issue, in accordance with the redemption table.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Principal and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the principal office of said bank in Toronto.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether the interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, October 24th, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at City Hall, 5490, Westminster Avenue, Côte St-Luc, Montreal 29, county of d'Arcy McGee, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Côte St-Luc, (County of d'Arcy McGee), September 28, 1967.

J. G. BUTLER, C.A.,
Assistant City Clerk.

City Hall,
5490, Westminster Avenue, Montreal 29,
Côte St-Luc, (D'Arcy McGee), P.Q.
Telephone: 489-9771, code 514. 21483-o

Cité de Hull
Comté de Hull

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roland Stevens, greffier, Hôtel de Ville, C.P. 667, Hull, comté de Hull, P.Q., jusqu'à 3 heures de l'après-midi, mardi, le 24 octobre 1967, pour l'achat de $340,500 d'obligations de la cité de Hull, comté de Hull, datées du 1er novembre 1967 et remboursables par séries du 1er novembre 1968 au 1er novembre 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 523 — $33,500 — renouvellement; 525 — $238,500 — renouvellement; 527 — $68,500 — renouvellement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à comrter du 1er novembre 1967.

Tableau d'amortissement — $340,500 — 15 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1968	$16,500
1er novembre 1969	17,000
1er novembre 1970	17,500
1er novembre 1971	19,000
1er novembre 1972	19,500
1er novembre 1973	20,500
1er novembre 1974	21,500
1er novembre 1975	22,000
1er novembre 1976	24,000
1er novembre 1977	24,500

City of Hull
County of Hull

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Roland Stevens, City Clerk, City Hall, P.O. Box 667, Hull, county of Hull, P.Q. until 3:00 o'clock p.m., Tuesday, October 24, 1967, for the purchase of an issue of $340,500 of bonds for the city of Hull, county of Hull, dated November 1, 1967, and redeemable serially from November 1, 1968 to November 1, 1982 inclusively, with interest a a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 523 — $33,500 — renewal; 525 — $238,500 — renewal; 527 — $68,500 — renewal.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1967.

Table of redemption — $340,500 — 15 years

Year	*Capital*
November 1, 1968	$16,500
November 1, 1969	17,000
November 1, 1970	17,500
November 1, 1971	19,000
November 1, 1972	19,500
November 1, 1973	20,500
November 1, 1974	21,500
November 1, 1975	22,000
November 1, 1976	24,000
November 1, 1977	24,500

1er novembre 1978	$ 25,500
1er novembre 1979	26,000
1er novembre 1980	28,000
1er novembre 1981	29,000
1er novembre 1982	30,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Hull.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto et à Ottawa, Ont.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumissions devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes à la séance du comité exécutif qui sera tenue mardi, le 24 octobre 1967, à 3 heures de l'après-midi, Hôtel de Ville, C.P. 667, Hull, comté de Hull, P.Q., et elles seront prises en considération à une séance du conseil qui sera tenue le même jour à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, C.P. 667, Hull, comté de Hull, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hull, (Comté de Hull), ce 29 septembre 1967.

Le Greffier,
ROLAND STEVENS.

Hôtel de Ville, C.P. 667,
Hull, (Hull), P.Q.,
Téléphone: 777-2781, code 819. 21484-o

November 1, 1978	$ 25,500
November 1, 1979	26,000
November 1, 1980	28,000
November 1, 1981	29,000
November 1, 1982	30,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Hull.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as the principal office of the said bank in Toronto and Ottawa, Ont.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened at a meeting of the Executive committee to be held on Tuesday, October 24, 1967, at 3:00 o'clock p.m., at the City Hall, P.O. Box 667, Hull, county of Hull, P.Q. and they shall be taken into consideration at a meeting of the Council to be held on th same day at 8:00 p.m., City Hall, P.O. Box 667, Hull, County of Hull, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Hull, (County of Hull), September 29, 1967.

ROLAND STEVENS,
City Clerk.

City Hall, P.O. Box 667,
Hull, (Hull), P.Q.,
Telephone: 777-2781, code 819. 21484

Les Commissaires d'écoles pour la municipalité de Repentigny-les-Bains
Comté de l'Assomption

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Morin, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7 heures du soir, Bureau de la Corporation, 13, Ave Bord de l'Eau, Repentigny, comté de l'Assomption, P.Q. et par après de 7 heures 30 du soir jusqu'à 8 heures du soir, Salle de l'École N.-D. des-Champs, 129, rue Notre-Dame, Repentigny, comté de l'Assomption, mardi, le 24 octobre 1967, pour l'achat de $142,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Repentigny-les-Bains, comté de l'Assomption datées du 1er novembre 1967 et remboursables par séries du 1er novembre 1968 au 1er novembre 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 14 août 1967 — $142,000 — aménagement, réparations, ameublement, divers.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1967.

The School Commissioners for the Municipality of Repentigny-les-Bains
County of L'Assomption

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Fernand Morin, secretary-treasurer, until 7:00 o'clock p.m., Office of the Corporation, 13 Bord de l'Eau Ave., Repentigny, county of l'Assomption, P.Q. and thereafter from 7:30 o'clock p.m. until 8:00 o'clock p.m., School Hall, N.-D. des-Champs, 129 Notre-Dame St., Repentigny, county of l'Assomption, Tuesday, October 24, 1967, for the purchase of an issue of $142,000 of bonds for school commissioners for the municipality of Repentigny-les-Bains, county of l'Assomption, dated November 1, 1967, and redeemable serially from November 1, 1968 to November 1, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated August 14, 1967 — $142,000 — equipping, repairs, furnishing, miscellaneous.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1967.

Tableau d'amortissement — $142,000 — 10 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1968	$10,000
1er novembre 1969	11,000
1er novembre 1970	12,000
1er novembre 1971	12,500
1er novembre 1972	13,500
1er novembre 1973	14,500
1er novembre 1974	15,500
1er novembre 1975	16,500
1er novembre 1976	17,500
1er novembre 1977	19,000

On est prié de noter que des soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Repentigny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier **si** le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 24 octobre 1967, à 8 heures du soir, Salle de l'École N.-D.-des-Champs, 129, rue Notre-Dame, Repentigny, comté de l'Assomption, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Repentigny, (Comté de l'Assomption), ce 27 septembre 1967.

Le Secrétaire trésorier,
FERNAND MORIN.

Bureau de la Corporation, 13, Ave Bord de l'Eau,
Repentigny, (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 581-0755, code 514. 21485-o

Table of redemption — $142,000 — 10 years

Year	*Capital*
November 1, 1968	$10,000
November 1, 1969	11,000
November 1, 1970	12,000
November 1, 1971	12,500
November 1, 1972	13,500
November 1, 1973	14,500
November 1, 1974	15,500
November 1, 1975	16,500
November 1, 1976	17,500
November 1, 1977	19,000

Please note that tenders are requested for bonds redeemable according to the above table only, and that offers made for short-term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Repentigny.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School commissioners, to be held on Tuesday, October 24, 1967, at 8:00 o'clock p.m., in the School Hall, N.-D.-des-Champs, 129 Notre-Dame St., Repentigny, county of l'Assomption, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Repentigny, (County of L'Assomption), September 27, 1967.

FERNAND MORIN,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation, 13 Bord de l'Eau Ave.,
Repentigny, (L'Assomption), P.Q.
Telephone: 581-0755, code 514. 21485

Corporation municipale de Rock-Forest
Comté de Sherbrooke

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Lucien Sévigny, secrétaire-trésorier, bureau municipal, rue St-Roch, C.P. 29, Rock-Forest, comté de Sherbrooke, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, lundi, le 23 octobre 1967, pour l'achat de $418,000 d'obligations de la corporation municipale de Rock-Forest, comté de Sherbrooke, datées du 1er novembre 1967 et remboursables par séries du 1er novembre 1968 au 1er novembre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 92 — $394,000 — aqueduc et égouts; 94 — $24,000 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1967.

Municipal Corporation of Rock-Forest
County of Sherbrooke

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Lucien Sévigny, secretary-treasurer, Municipal Office, St-Roch St., P.O. Box 29, Rock-Forest, county of Sherbrooke, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, October 23, 1967, for the purchase of an issue of $418,000 of bonds for the municipal corporation of Rock-Forest, county of Sherbrooke, dated November 1, 1967, and redeemable serially from November 1, 1968 to November 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6% nor more than 7%, payable semi-annually on May 1 and November 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 92 — $394,000 — aqueduct and sewers; 94 — $24,000 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1967.

Tableau d'amortissement — $418,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1968	$ 5,000
1er novembre 1969	6,000
1er novembre 1970	6,000
1er novembre 1971	6,000
1er novembre 1972	7,000
1er novembre 1973	7,000
1er novembre 1974	7,000
1er novembre 1975	8,000
1er novembre 1976	8,000
1er novembre 1977	9,000
1er novembre 1978	9,000
1er novembre 1979	10,000
1er novembre 1980	11,000
1er novembre 1981	11,000
1er novembre 1982	12,000
1er novembre 1983	13,000
1er novembre 1984	13,000
1er novembre 1985	15,000
1er novembre 1986	15,000
1er novembre 1987	240,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 23 octobre 1967, à 8 heures du soir, bureau municipal, rue St-Roch, C.P. 29, Rock-Forest, comté de Sherbrooke P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rock-Forest, (Comté de Sherbrooke), ce 29 septembre 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
LUCIEN SÉVIGNY.

Bureau municipal, rue St-Roch,
C.P. 29, Rock-Forest, (Sherbrooke), P.Q.
Téléphone: 864-4747, code 819. 21486-o

Table of redemption — $418,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1968	$ 5,000
November 1, 1969	6,000
November 1, 1970	6,000
November 1, 1971	6,000
November 1, 1972	7,000
November 1, 1973	7,000
November 1, 1974	7,000
November 1, 1975	8,000
November 1, 1976	8,000
November 1, 1977	9,000
November 1, 1978	9,000
November 1, 1979	10,000
November 1, 1980	11,000
November 1, 1981	11,000
November 1, 1982	12,000
November 1, 1983	13,000
November 1, 1984	13,000
November 1, 1985	15,000
November 1, 1986	15,000
November 1, 1987	240,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made accordingto law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sherbrooke.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, October 23, 1967, at 8:00 o'clock p.m., in the municipal office, St-Roch St., P.O. Box 29, Rock-Forest, county of Sherbrooke, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or nay of the tenders.

Rock-Forest, (County of Sherbrooke), September 29, 1967.

LUCIEN SÉVIGNY,
Secretary-Treasurer.

Municipal Office, St-Roch St.,
P.O. Box 29, Rock-Forest, (Sherbrooke), P.Q.
Telephone: 864-4747, code 819. 21486

Cité de Rimouski
Comté de Rimouski

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Hubert Dubé, greffier, Hôtel de Ville, 55, rue de la Cathédrale, C.P. 710, Rimouski, comté de Rimouski, P.Q., jusqu'à 7 heures du soir, lundi, le 23 octobre 1967, pour l'achat de $886,000 d'obligations de la cité de Rimouski, comté de Rimouski, datées du 1er novembre 1967 et remboursables par séries du 1er novembre 1968 au 1er novembre 1987 inclusivement, avec intérêt

City of Rimouski
County of Rimouski

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Hubert Dubé, clerk, Town Hall, 55 de la Cathédrale Street, P.O. Box 710, Rimouski, county of Rimouski, P.Q., until 7:00 o'clock p.m., Monday, October 23, 1967, for the purchase of an issue of $886,000 of bonds for the city of Rimouski, county of Rimouski, dated November 1, 1967, and redeemable serially from November 1, 1968 to November 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not

à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 716 — $160,000 — aqueduc, égouts, voirie; 730 — $200,000 — fins industrielles; 731 — $55,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 732 — $310,000 — aqueduc, égouts, voirie, etc.; 736 — $161,000 — fins industrielles.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1967.

Tableau d'amortissement — $886,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1968	$22,000
1er novembre 1969	24,000
1er novembre 1970	26,000
1er novembre 1971	27,000
1er novembre 1972	29,000
1er novembre 1973	31,000
1er novembre 1974	33,000
1er novembre 1975	35,000
1er novembre 1976	38,000
1er novembre 1977	40,000
1er novembre 1978	43,000
1er novembre 1979	47,000
1er novembre 1980	49,000
1er novembre 1981	52,000
1er novembre 1982	55,000
1er novembre 1983	59,000
1er novembre 1984	63,000
1er novembre 1985	66,000
1er novembre 1986	71,000
1er novembre 1987	76,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rimouski.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 23 octobre 1967, à 7 heures du soir, Hôtel de Ville, 55, rue de la Cathédrale, C.P. 710, Rimouski, comté de Rimouski, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rimouski, (Comté de Rimouski), ce 29 septembre 1967.

Le Greffier,
HUBERT DUBÉ.

Hôtel de Ville,
55, rue de la Cathédrale, C.P. 710,
Rimouski, (Rimouski), P.Q.
Téléphone: 723-3313, code 418. 21487-o

less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos: 716 — $160,000 — aqueduct, sewers, roads; 730 — $200,000 — industrial purposes; 731 — $55,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 732 — $310,000 — aqueduct, sewers, roads, etc.; 736 — $161,000 — industrial purposes.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1967.

Table of redemption — $886,000 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1968	$22,000
November 1, 1969	24,000
November 1, 1970	26,000
November 1, 1971	27,000
November 1, 1972	29,000
November 1, 1973	31,000
November 1, 1974	33,000
November 1, 1975	35,000
November 1, 1976	38,000
November 1, 1977	40,000
November 1, 1978	43,000
November 1, 1979	47,000
November 1, 1980	49,000
November 1, 1981	52,000
November 1, 1982	55,000
November 1, 1983	59,000
November 1, 1984	63,000
November 1, 1985	66,000
November 1, 1986	71,000
November 1, 1987	76,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Rimouski.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, October 23, 1967, at 7:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 55 de la Cathédrale Street, P.O. Box 710, Rimouski, county of Rimouski, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Rimouski, (County of Rimouski), September 29, 1967.

HUBERT DUBÉ,
Clerk.

Town Hall,
55 de la Cathédrale Street, P.O. Box 710,
Rimouski, (Rimouski), P.Q.
Telephone: 723-3313, code 418. 21487

Village de Lafontaine
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Fernand Campbell, secrétaire-trésorier, jusqu'à 7:00 heures du soir, Bureau du secrétaire-trésorier, 104, 106e Rue, Lafontaine, comté de Terrebonne, P.Q., et par après, jusqu'à 8 heures du soir, École du Sacré-Coeur, 70, Boul. des Hauteurs, Lafontaine, comté de Terrebonne, P.Q., mercredi, le 25 octobre 1967, pour l'achat de $170,500 d'obligations du village de Lafontaine, comté de Terrebonne, datées du 1er novembre 1967 et remboursables par séries du 1er novembre 1968 au 1er novembre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6% ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement nos 48 (59) — $10,500 — voirie; 54 — $61,600 — aqueduc et égouts; 56 — $84,400 — voirie; 58 — $14,000 — aqueduc, égouts, voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1967.

Tableau d'amortissement — $170,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1968	$6,000
1er novembre 1969	6,500
1er novembre 1970	6,500
1er novembre 1971	6,500
1er novembre 1972	7,000
1er novembre 1973	7,000
1er novembre 1974	7,500
1er novembre 1975	7,500
1er novembre 1976	8,500
1er novembre 1977	8,500
1er novembre 1978	7,500
1er novembre 1979	7,500
1er novembre 1980	8,500
1er novembre 1981	8,500
1er novembre 1982	9,500
1er novembre 1983	10,000
1er novembre 1984	10,500
1er novembre 1985	11,500
1er novembre 1986	12,500
1er novembre 1987	13,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Jérôme.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 25 octobre 1967, à 8 heures du soir, École du Sacré-Coeur, 70, Boul. des Hauteurs, Lafontaine, comté de Terrebonne, P.Q.

Village of Lafontaine
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Fernand Campbell, secretary-treasurer, until 7:00 o'clock p.m., at the office of the secretary-treasurer, 104, 106th Street, Lafontaine, county of Terrebonne, P.Q., and after, until 8:00 o'clock p.m., at Sacré-Coeur School, 70 des Hauteurs Boulevard, Lafontaine, county of Terrebonne, P.Q., Wednesday, October 25, 1967, for the purchase of an issue of $170,500 of bonds for the village of Lafontaine, county of Terrebonne, dated November 1, 1967, and redeemable serially from November 1, 1968 to November 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6% nor more than 7%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos. 48(59) — $10,500 — roads; 54 — $61,600 — aqueduct and sewers; 56 — $84,400 — roads; 58 — $14,000 — aqueduct, sewers, roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1967.

Table of redemption — $170,500 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1968	$ 6,000
November 1, 1969	6,500
November 1, 1970	6,500
November 1, 1971	6,500
November 1, 1972	7,000
November 1, 1973	7,000
November 1, 1974	7,500
November 1, 1975	7,500
November 1, 1976	8,500
November 1, 1977	8,500
November 1, 1978	7,500
November 1, 1979	7,500
November 1, 1980	8,500
November 1, 1981	8,500
November 1, 1982	9,500
November 1, 1983	10,000
November 1, 1984	10,500
November 1, 1985	11,500
November 1, 1986	12,500
November 1, 1987	13,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Jérôme.

Capital and interest are payable at all the branches in the province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, October 25, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at Sacré-Coeur School, 70 des Hauteurs Boulevard, Lafontaine, county of Terrebonne, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lafontaine, (Comté de Terrebonne), ce 29 septembre 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
FERNAND CAMPBELL.

Bureau du secrétaire-trésorier,
104, 106e Rue,
Lafontaine, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: 438-2264, code 514. 21505 o

The council does not bind itself to accept the highest or nay of the tenders.

Lafontaine, (County of Terrebonne), September 29, 1967.

FERNAND CAMPBELL,
Secretary-Treasurer.

Office of the Secretary-Treasurer,
104, 106th Street,
Lafontaine, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: 438-2274, code 514. 21505

Village de Papineauville
Comté de Papineau

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné André Gauthier, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Papineauville, comté de Papineau, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, jeudi, le 26 octobre 1967, pour l'achat de $53,500 d'obligations du village de Papineauville, comté de Papineau, datées du 1er novembre 1967 et remboursables par séries du 1er novembre 1968 au 1er novembre 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements nos. 111 — $16,000 — aqueduc et égouts; 112 — $37,500 — aqueduc et égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er novembre 1967.

Tableau d'amortissement — $53,500 — 20 ans

Année	*Capital*
1er novembre 1968	$ 500
1er novembre 1969	500
1er novembre 1970	500
1er novembre 1971	500
1er novembre 1972	500
1er novembre 1973	500
1er novembre 1974	500
1er novembre 1975	500
1er novembre 1976	500
1er novembre 1977	500
1er novembre 1978	500
1er novembre 1979	500
1er novembre 1980	500
1er novembre 1981	500
1er novembre 1982	500
1er novembre 1983	1,000
1er novembre 1984	1,000
1er novembre 1985	1,000
1er novembre 1986	1,000
1er novembre 1987	42,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Papineauville.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Village of Papineauville
County of Papineau

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned André Gauthier, secretary-treasurer, Town Hall, Papineauville, county of Papineau, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Thursday, October 26, 1967, for the purchase of an issue of $53,500 of bonds for the village of Papineauville, county of Papineau, dated November 1, 1967, and redeemable serially from November 1, 1968 to November 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on May 1st and November 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 111 — $16,000 — aqueduct and sewers; 112 — $37,500 — aqueduct and sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from November 1, 1967.

Table of redemption — $53,500 — 20 years

Year	*Capital*
November 1, 1968	$ 500
November 1, 1969	500
November 1, 1970	500
November 1, 1971	500
November 1, 1972	500
November 1, 1973	500
November 1, 1974	500
November 1, 1975	500
November 1, 1976	500
November 1, 1977	500
November 1, 1978	500
November 1, 1979	500
November 1, 1980	500
November 1, 1981	500
November 1, 1982	500
November 1, 1983	1,000
November 1, 1984	1,000
November 1, 1985	1,000
November 1, 1986	1,000
November 1, 1987	42,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Papineauville.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 26 octobre 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Papineauville, comté de Papineau, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Papineau, (Comté de Papineau), ce 29 septembre 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ GAUTHIER.

Hôtel de Ville, C.P. 101,
Papineauville, (Papineau), P.Q.
Téléphone: 427-6228, code 819. 21506-o

the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Thursday, October 26, 1967, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, Papineauville, county of Papineau, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Papineauville, (County of Papineau), September 29, 1967.

ANDRÉ GAUTHIER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O. Box 101,
Papineauville, (Papineau), P.Q.
Telephone: 427-6228, code 819. 21506

Vente d'effets non-réclamés

La Cie des Messageries Canadien Pacifique

Avis est par les présents donné que tous les effets reçus avant le 1er jour de novembre 1966, et non réclamé aux bureaux des Messageries Canadien Pacifique, à divers endroits de la province de Québec, seront vendus aux enchères publiques au plus haut enchérisseur par Frank Waddington, encanteur, 128 est, rue King, Toronto, Ontario, à onze heures du matin, le 2ième jour de novembre 1967, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Québec, Qué. le 18 septembre 1967.

La Cie des Messageries Canadien Pacifique.

Le Surintendant général,
21337-38-6-o E. M. THRASHER.

Sale of Unclaimed Goods

Canadian Pacific Express Company

Notice is hereby given that all goods received previous to the 1st day of November, 1966, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company, at different points in the Province of Quebec, will be sold at public auction to the highest bidder by Frank Waddington, auctioneer, at 128 King Street East, Toronto, Ontario, at 11 o'clock in the forenoon, on the 2nd day of November, 1967, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Quebec, Que. September 18, 1967.

Canadian Pacific Express Company.

E. M. THRASHER,
21337-38-6-o *General Superintendent.*

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUHARNOIS

De Terris
District de Beauharnois

Cour Supérieure, No 10229. J. O. CLERMONT LTÉE, corporation dûment constituée suivant les Lois de la province de Québec, et ayant son siège social et sa principale place d'affaires, à Valleyfield, district de Beauharnois, demanderesse, *contre* GEORGES PACKWOOD, demeurant à St-Timothée, district de Beauharnois, défendeur, a obtenu devant notre Cour Supérieure dans notre district de Beauharnois, jugement déclarant l'immeuble suivant à savoir:

« Un certain immeuble situé à St-Timothée et connu comme étant le numéro cinquante-quatre de la subdivision du lot numéro cent soixante-six (166-54) du cadastre officiel de la paroisse de St-Timothée, mesurant ledit immeuble, cinquante pieds de largeur par la profondeur dudit terrain.

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUHARNOIS

De Terris
District of Beauharnois

Superior Court, No. 10229. J. O. CLERMONT LTÉE, a corporation duly constituted, in pursuance with the laws of the Province of Quebec, and having its head office and principal place of business in Valleyfield, district of Beauharnois, plaintiff, *against* GEORGES PACKWOOD, living in St-Timothée, district of Beauharnois, defendant, has obtained before our Superior Court, in our district of Beauharnois, judgement declaring the following immoveable, to wit:

"A certain immoveable situated in St-Timothée and known as being number fifty-four of the subdivision of lot number one hundred and sixty-six (166-54) of the official cadaster for the parish of St-Timothée, the said immoveable measuring fifty feet in width by the depth of the lot of land.

Ainsi que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées audit immeuble, et avec la bâtisse dessus érigée. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division de Beauharnois, à Beauharnois, MERCREDI, le HUITIÈME jour de NOVEMBRE 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ERNEST LEBLANC.

Bureau du Shérif,
Salaberry de Valleyfield,
le 27 septembre 1967. 21510-o

As the whole now subsists with all the servitudes active and passive, apparent or unapparent attached to the said immoveable, and with the building thereon erected."

To be sold at the registration office of Beauharnois division, in Beauharnois, WEDNESDAY, the EIGHTH day of NOVEMBER, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST LEBLANC,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Salaberry de Valleyfield,
September 27, 1967. 21510

BEDFORD

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Provinciale, No 43247. CHABOT & DOWNS, demandeurs, *vs* MAURICE BOUCHARD, défendeur.

« Une terre située en la paroisse de St-Valérien de Milton comté de Shefford, composée des lots connus et désignés comme étant les numéros soixante-dix-huit et soixante-dix-neuf et cent soixante-trois (Nos. 78, 79 et 163) du cadastre officiel de ladite paroisse de St-Valérien de Milton, avec les bâtisses y érigées. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Waterloo, comté de Shefford, Québec, district de Bedford le QUINZIÈME jour de NOVEMBRE 1967, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
ANTONIN BOURASSA.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice, Cowansville, P.Q.
ce 27 septembre 1967. 21511-o

Canada — Province de Québec
District de Bedford

Cour Supérieure, No 12,980. QUEENSWAY TANK LINES LTD., demanderesse, *vs* GÉRARD ROBERT défendeur.

« Un local portant le numéro civique No 58 rue St-Joseph à Farnham, érigé sur une partie du lot No 344 du cadastre de la ville de Farnham, comprenant un compresseur à air et un vérin hydraulique (jack), et comprenant tous droits dans un terrain de 62 pieds (62′) de profondeur par 42 pieds (42′) de largeur sur lequel est érigée ladite bâtisse, et aussi incluant tous droits dans une bande de terrain sise au nord-ouest du terrain ci-dessus mentionné, et compris dans les bornes suivantes: vers le sud-ouest par une ancienne voie d'évitement; vers le nord-ouest par la rue Hôtel de Ville; vers le nord-est par un panneau-réclame, et vers le sud-est par la bât sse ci-dessus mentionnée. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Bedford, comté de Missisquoi, Québec, district de Bedford, le HUITIÈME jour de NOVEMBRE 1967, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Député-Shérif,
ANTONIN BOURASSA.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice, Cowansville, P.Q.
ce 27 septembre 1967. 21512-o

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Provincial Court, No. 43247. CHABOT & DOWNS, plaintiffs, *vs* MAURICE BOUCHARD, defendant.

"A farm situated in the parish of St-Valérien de Milton, county of Shefford, composed of lots known and disignated as being numbers seventy-eight and seventy-nine and one hundred and sixty-three (Nos. 78, 79 and 163) of the official cadaster for the said parish of St-Valérien de Milton, with the buildings thereon erected."

To be sold at the registration office of Waterloo, county of Shefford, Quebec, district of Bedford, the FIFTEENTH day of NOVEMBER, 1967, at THREE o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Deputy-Sheriff.

Sheriff's Offici,
Court House, Cowansville, P.Q.
September 27, 1967. 21511

Canada — Province of Quebec
District of Bedford

Superior Court, No. 12,980. QUEENSWAY TANK LINES LTD., plaintiff, *vs* GÉRARD ROBERT, defendant.

"Premises for business bearing civic number 58 St-Joseph Street, in Farnham, erected on a part of lot No. 344 of the cadaster for the town of Farnham, comprising an air compressor and an Hydraulic jack and including all the rights in a lot of land of 62 feet (62′) in depth by 42 feet (42′) in width upon which is erected the said building, and also including all rights in a strip of land lying on the north-west of the lot of land herein-above mentioned and contained in the following boundaries: towards south-west by a former siding; towards north-west by the Town Hall Street; towards north-east by a signboard, and towards south-east by the building hereinabove mentioned."

To be sold at the registration office of Bedford, county of Missisquoi, Quebec, district of Bedford, the EIGHTH day of NOVEMBER, 1967, at THREE o'clock in the afternoon.

ANTONIN BOURASSA,
Deputy-Sheriff.

Sheriff-s Office,
Court House, Cowansville, P.Q.
September 27, 1967. 21512

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Gaspé

Cour Provinciale, No 309-193. J. L. THÉRIAULT & FILS LTÉE, corps politique légalement constitué ayant son siège social à 710, 1ère Avenue, Québec 3,

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Gaspé

Provincial Court, No. 309-193. J. L. THÉRIAULT & FILS LTÉE, body politic legally incorporated having its head office at 710, 1st Avenue, Quebec 3, plain-

demanderesse, *vs* DAME VVE JOSEPH BERNATCHEZ, domiciliée à Mont-Louis comté de Gaspé, défenderesse.

"No 195-3 de figure irrégulière, borné au nord-ouest par le lot 196-2, à l'est par le lot 195-1, au sud-est par le lot 195-2, à l'ouest par le lot 311; mesurant quatre chaînes et trente-six mailles (4.36 chs.) de largeur sur vingt-six chaînes et cinquante mailles (26.50 chs.) de profondeur moyenne, contenant en superficie 11.55 acres, de la Seigneurie de Mont-Louis.

No 225-A-1 de figure irrégulière, borné au nord-ouest par le lot 226-1, à l'est par le lot 225-A-4, au sud-est par le lot 225-1, à l'ouest par une route; mesurant quatre chaînes et dix mailles (4.10 chs.) de largeur sur quatre-vingt-cinq chaînes de profondeur (85 chs.) contenant en superficie 34.85 acres, de la Seigneurie de Mont-Louis."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Ste-Anne des Monts, situé au palais de Justice de Ste-Anne des Monts, comté de Gaspé-Nord, LUNDI, le TREIZIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif-Intérimaire,
J. ALBERT ROY.

Bureau du Shérif,
Percé, le 25 septembre 1967. 21513-o

tiff, *vs* MRS. JOSEPH BERNATCHEZ, WIDOW, domiciled at Mont-Louis, county of Gaspé, defendant.

"No. 195-3 of an irregular figure, bounded on the north-west by lot 196-2, on the east by lot 195-1, on the south-east by lot 195-2, on the west by lot 311; measuring four chains and thirty-six links (4.36 ch.) in width by twenty-six chains and fifty links (26.50 ch.) in depth on the average, containing in area 11.55 acres, on the Seigniorial of Mont-Louis.

No. 225-A-1 of an irregular figure, bounded on the north-west by lot 226-1, on the east by lot 225-A-4, on the south-east by lot 225-1, on the west by a route; measuring four chains and ten links (4.10 ch.) in width by eighty-five chains in depth (85 ch.), containing in area 34.85 acres, on the Seigniorial of Mont-Louis."

To be sold at the registry office of Ste-Anne des Monts, situated at the court house of Ste-Anne des Monts, county of Gaspé-North, MONDAY, the THIRTEENTH day of the month of NOVEMBER, 1967, at TEN o'clock in the morning.

J. ALBERT ROY,
Interim Sheriff.

Sheriff's Office,
Percé, September 25, 1967. 21513

HAUTERIVE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Hauterive

No: IT-649-67. LA COUR DE L'ÉCHIQUIER DU CANADA, demandeur *vs* MARIUS BOUCHARD, 947 Doucet, Sept-Iles, P.Q., défendeur.

Désignation:

Le lot mille neuf cent quatre-vingt-dix (1990) du rang deux (2), village des Sept-Iles, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Letellier.

Description: Un rectangle. Borné vers le nord par le lot 1991, vers l'est par le lot 1967 (une rue), vers le sud par le lot 1989, vers l'ouest par les lots 2010 et 2011. Mesurant soixante-neuf pieds (69′) de largeur et cent vingt pieds (120′) de profondeur contenant en superficie huit mille deux cent quatre-vingts pieds carrés. M.A. (8280′ p.c.).

Les lots neuf-deux et neuf-quatre (9-2, 9-4) du rang deux (2) nord, Baie des Sept-Iles, aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Letellier.

Lot: 9-2.

Description: De figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 9-3, au sud-est par le lot 10 non subdivisé, au sud-ouest par le lot 9-1, au nord-ouest par le lot 8-2; mesurant huit cent cinquante-huit pieds et quatre dixièmes (858.4′) au nord-est et sud-ouest, cent quatre-vingt-dix-huit pieds et un dixième (198.1′) au sud-est et cent quatre-vingt-treize pieds et huit dixièmes (193.8′) au nord-ouest, contenant en superficie trois acres et huit cent soixante et un millièmes. M.A. (3.861)

Lot: 9-4.

Description: De figure irrégulière, borné au nord-est par le lot 9 non subdivisé, au sud-est par le lot 10 non subdivisé, au sud-ouest par le lot 9-3, au nord-ouest par les lots 8 non subdivisé

HAUTERIVE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Hauterive

No: IT-649-67. EXCHEQUER'S COURT OF CANADA, plaintiff, *vs* MARIUS BOUCHARD, 947 Doucet, Sept-Iles, P.Q., defendant.

Designation:

Lot one thousand nine hundred and ninety (1990) in range two (2), village of Sept-Iles, on plan and book of reference of the official cadaster for the township of Letellier.

Description: A rectangle. Bounded towards north by lot 1991, towards east by lot 1967 (a street), towards south by lot 1989, towards west by lots 2010 and 2011. Measuring sixty-nine feet (69′) in width and one hundred and twenty feet (120′) in depth, containing in superficial area eight thousand two hundred and eighty square feet E.M. (8280′ s.f.)

Lots nine-two and nine-four (9-2, 9-4) in range two (2) north, Baie of Sept-Iles, on plan and book of reference of the official cadaster for the township of Letellier.

Lot 9-2.

Description: Of irregular figure, bounded on the northeast by lot 9-3, on the southeast by lot 10, unsubdivided, on the southwest by lot 9-1, on the northwest by lot 8-2; measuring eight hundred and fifty-eight feet and four tenths (858.4′) on the northeast and southwest one hundred and ninety-eight feet and one tenth (198.1′) on the southeast and one hundred and ninety-three feet and eight tenths (193.8′) on the northwest, containing in superficial area three acres and eight and eight hundred and sixty one thousandths. E.M. (3.861)

Lot: 9-4

Description: Of irregular figure, bounded on the northeast by lot 9 unsubdivided, on the southeast by lot 10 unsubdivided, on the southwest by lot 9-3, on the northwest by lots 8 unsubdi-

et 8-4; mesurant huit cent cinquante-huit pieds et quatre dixièmes (858.4′) au nord-est et au sud-ouest, cinq cent quatre-vingt dix-huit pieds et sept dixièmes (598.7′) au sud-est et six cent trois pieds (603′) au nord-ouest; contenant en superficie onze acres et huit cent trente-neuf millièmes. M.A. (11.839)

Avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, Palais de Justice, Sept-Iles, le QUATORZIÈME jour de NOVEMBRE 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif-Adjoint,
JEAN TRUCHON.

Bureau du shérif,
Sept-Iles le 22 septembre 1967. 21523-o

vided and 8-4, measuring eight hundred and fifty-eight feet and four tenths (858.4′) on the northeast and southwest, five hundred and ninety-eight feet and seven tenths (598.7′) on the south-east and six hundred and three feet (603′) on the northwest; containing in superficial area eleven acres and eight hundred and thirty-nine thousandths. E.M. (11.839)

With buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the registration office, Court House, Sept-Iles, the FOURTEENTH day of NOVEMBER, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

JEAN TRUCHON,
Associate-Sheriff.

Sheriff's Office,
Sept-Iles, Septembre 22, 1967. 21523

HULL

Canada — Province de Québec
District de Hull

Cour Supérieure, No 10-611. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., corporation légalement constituée, ayant une place d'affaires au 100, rue Gloucester, à Ottawa, province d'Ontario, demanderesse, *vs* WYTSE BRUINSMA et WILKHE BRUINSMA, épouse de Wytse Bruinsma, dûment autorisée aux présentes par son époux, tous deux domiciliés et résidant au 2488 Bronte Road, Palermo, Ontario, défendeurs.

« Un emplacement situé à Plaisance, connu et désigné comme étant une partie du lot numéro quatre cent trente-cinq au cadastre officiel de la paroisse Ste-Angélique, contenant quatre-vingt-quinze pieds (95′) de front par cent soixante-seize pieds (176′) de profondeur mesure française; borné au nord et à l'ouest par la propriété de Pierre Charbonneau, à l'est par le chemin Papineau, et au sud, par la propriété de Damasse Charbonneau; avec bâtisses y érigées, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement, division de Papineau, à Papineauville, le HUITIÈME jour de NOVEMBRE 1967, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.

Bureau du Shérif,
ce 29 septembre 1967. 21514-o

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 10-611. { INTERPROVINCIAL BUILDING CREDITS LTD., a corporation legally constituted, having a place of business at 100 Gloucester Street, in Ottawa, Province of Ontario, plaintiff, *vs* WYTSE BRUINSMA and WILKHE BRUINSMA, wife of Wytse Bruinsma, duly authorized by her husband for the presents, both domiciled and residing at 2488 Bronte Road, Palermo, Ontario, defendants.

"An emplacement situated in Plaisance, known and designated as being part of lot number four hundred and thirty-five on the official cadaster for the parish of Ste-Angélique, containing ninety-five feet (95′) in front by one hundred and seventy-six feet (176′) in depth, french measure; bounded on the north and west by the property of Pierre Charbonneau, on the east by Papineau Road, and on the south, by the property of Damasse Charbonneau; with buildings thereon erected circumstances and dependencies."

To be sold at the registration office, Papineau division, in Papineauville, the EIGHTH day of NOVEMBER, 1967, at THREE o'clock in the afternoon.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
September 29, 1967. 21514

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris
Cour Provinciale — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 01372. { ROBERT BEAULIEU, demandeur, *vs* MARCEL LAROCQUE, defendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Lecavalier, en la cité de Vimont, connu et désigné comme étant le lot numéro soixante-neuf de la subdivision officielle du lot originaire numéro six cent cinquante-trois (653-69) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Martin. Avec bâtisse dessus érigée portant le numéro civique 1964, rue Lecavalier, circonstances et dépendances, tel que plus amplement décrit dans le titre d'acquisition enregistré sous le numéro 182215 ».

MONTREAL

Fieri Facias de Terris
Provincial Court — District of Montreal

Montreal, to wit : No. 01372. { ROBERT BEAULIEU, plaintiff, *vs* MARCEL LAROCQUE, defendant.

"An emplacement having front on Lecavalier Street, in the city of Vimont, known and designated as being lot number sixty-nine of the official subdivision of original lot number six hundred and fifty-three (653-69) on official plan and book of reference for the parish of St-Martin. With building thereon erected bearing civic number 1964 Lecavalier Street, circumstances and dependencies, as more completely described in the purchasing deed registered under number 182215".

Pour être vendu au bureau d'enregistrement du comté de Laval, à Laval, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, ce 2 octobre 1967. 21515-o

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 665 670. { VICMAR CORPORATION, demanderesse *vs* JULIUS KUGLER, défendeur.

Un septième non-divisé de:

« Une ferme située dans le « rang de la Grande Côte », paroisse de St-Vincent de Paul, comté de Laval, P.Q., et étant la partie entière située sur le côté nord du chemin publique de « Grande Côte » de ce lot connu et désigné sous le numéro trois cent trente-six (Ptie 336) aux plan et livre de renvoi de la paroisse de St-Vincent de Paul; ledit terrain mesurant cinq cent soixante-seize pieds de largeur en front sur le boulevard Lévesque et cinq cent soixante-treize pieds et cinq dixièmes d'un pied de largeur sur sa ligne dans l'extrême nord-ouest, mesure anglaise et bornée en front vers le sud-est par le boulevard Lévesque; en arrière au nord-ouest par les lots Nos 362, 363 et partie du lot 364 aux mêmes plan et livre de renvoi; d'un côté au nord-est par le lot No 336-B et de l'autre côté au sud-ouest, par le lot 335; et mesurant en superficie quatre-vingt-quatorze arpents et cinquante-quatre centièmes d'un arpent, mesure française. »

Pour être vendue au bureau d'enregistrement du comté de Laval, en la ville de Laval, le DIXIÈME jour de NOVEMBRE 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 2 octobre 1967. 21516

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: No 720 548. { MICHEAL ZUCKERMAN, demandeur *vs* HERBERT ZUCKERMAN, aussi connu sous le nom de Tristan Korman, défendeur.

« Un emplacement ayant front sur la rue Rachel en la ville de Montréal, contenant dix-sept pieds de largeur (17′) sur quatre-vingt-dix-huit pieds de profondeur (98′), mesure anglaise, plus ou moins, avec la maison et autres bâtisses dessus érigées, portant les numéros civiques 215 et 217 de ladite rue Rachel, avec l'usage de la ruelle limitant l'emplacement à sa profondeur sans aucune garantie de la part du vendeur concernant le droit de passage dans ladite ruelle, ledit emplacement étant composée d'une partie du lot numéros douze cent vingt-quatre, douze cent vingt-cinq, douze cent vingt-six, douze cent vingt-sept et douze cent vingt-huit de la subdivision du lot originaire numéro quinze (15-ptie 1224, 1225, 1226, 1227, 1228) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de St-Jean-Baptiste dans le comté d'Hochelaga, et étant borné comme suit: En front, par la rue Rachel en arrière par le lot numéro 15-1223 auxdits plan et livre de renvoi, d'un côté par la ruelle ci-dessus mentionnée et de l'autre côté par le résidu dudit lot Nos 15-1224, 1225, 1226, 1227 et 1228 auxdits plan et livre de renvoi, ainsi que ladite propriété subsiste présentement, avec tous ses droits, membres et appartenances. »

To be sold at the Registration office for the county of Laval, at Laval, the TENTH day of NOVEMBER 1967, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, October 2, 1967. 21515

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montréal

Montreal, to wit: No. 665 670. { VICMAR CORPORATION, plaintiff, *vs* JULIUS KUGLER, defendant.

One undivided seventh of:

"A farm situated at "Rang de la Grande Côte" parish of St-Vincent de Paul, Laval county, P.Q., and being the entire part situated on the north side of the public road of "Grande Côte" of that lot known and designated under the number three hundred and thirty-six (Pt 336) upon the plan and book of reference of the parish of St-Vincent de Paul; the said land measuring five hundred and seventy-six feet in width in front on Levesque Blvd, and five hundred and seventy-three feet and five tenths of a foot, in width in its extreme northwest line, English measure and bounded in front, towards the southeast by Levesque Blvd; in rear, to the northwest by the lots nos 362, 363 and part of lot 364, of the same plan and book of reference; on one side to the northeast by the lot no. 336-B and on the other side, to the southwest, by the lot 335; and measuring a superficial area of ninety-four arpents and fifty-four hundredths of one arpent, French measure."

To be sold at the registry office of the county of Laval, in the town of Laval, on the TENTH day of NOVEMBER, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, October 2, 1967. 21516-o

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 720 548. { MICHEAL ZUCKERMAN, plaintiff, *vs* HERBERT ZUCKERMAN, also known as Tristan Korman, defendant.

"An emplacement fronting on Rachel Street in the city of Montreal containing seventeen feet in width (17′) by ninety-eight feet in depth (98′) English measure more or less, with the house and other buildings thereon erected bearing civic numbers 215 and 217 of said Rachel Street with the use of the lane bounding the emplacement at its depth without any guarantee on the part of the vendor as to right of passing in the said lane, the said emplacement being composed of part of the lot numbers twelve hundred and twenty-four, twelve hundred and twenty-five, twelve hundred and twenty-six, twelve hundred and twenty-seven and twelve hundred and twenty-eight of the subdivision of original lot number fifteen (15-Pt. 1224, 1225, 1226, 1227, 1228) on the official plan and book of reference of the incorporated village of St-Jean-Baptiste in the county of Hochelaga, and being bounded as follows: in front by the Rachel Street; in rear by the lot number 15-1223, on the said plan and book of reference, on one side by the lane herein above mentioned and on the other side by the residue of said lot Nos. 15-1224, 1225, 1226, 1227 and 1228 on the said plan and book of reference, as the said property now subsists with all its rights, members and appurtenances."

Pour être vendu au bureau du shérif, le NEUVIÈME jour du mois de NOVEMBRE 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, BERNARD SARRAZIN, C.R.
Montréal, 2 octobre 1967. 21517

To be sold at the sheriff's office on the NINTH day of the month of NOVEMBER 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, October 2, 1967. 21517-o

QUÉBEC

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 122-923. GERTRUDE LABBÉ, 324, rue Carillon, Québec, *contre* PAUL-ÉMILE LECLERC, 727, rue de l'Alsace, Ste-Foy.

« Lot 48-95 du cadastre de Ste-Foy, de figure trapézoïdale, borné au nord-ouest par la rue 48-64, au nord par le lot 48-94, au sud-est par les lots 48-66 et 48-67 et au sud-ouest par le lot 48-63. Mesurant 39′ au nord-ouest, 120′ et 4 dixièmes au nord; 120′ au sud-est et 89′ et 7 dixièmes au sud-ouest; contenant en superficie 7140 pieds carrés, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le QUINZIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif-Adjoint,

Bureau du Shérif, ALBERT-F. RACETTE.
Québec, le 3 octobre 1967. 21518-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure No 149-953. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant siège social à Québec, *contre* DAME ALPHEMA POULIN, autrefois de Fortierville, comté de Lotbinière, maintenant domiciliée à 810 rue Laval, Drummondville-Sud, P.Q.

« Une terre située dans la paroisse Ste-Philomène de Fortierville, comté de Lotbinière, contenant environ cent vingt arpents (120 arp.) en superficie, connue et désignée au cadastre officiel de St-Jean Deschaillons, division d'enregistrement de Lotbinière, comme étant les subdivisions numéros cinquante-cinq et cinquante-six du lot originaire numéro sept cent vingt-trois (Nos 723-55 et 723-56), avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu « en bloc » au bureau d'enregistrement de Lotbinière, à Ste-Croix, comté de Lotbinière, le QUINZIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif-Adjoint,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 3 octobre 1967. 21519-o

Fieri Facias de Terris

Québec, à savoir: Cour Supérieure, No 148-968. JACK ROSENHEK, marchand, domicilié à 1085, rue Père Marquette, cité et district de Québec, *contre* LES APPARTEMENTS LAMO LTÉE., corps politique ayant son bureau chef au 496 Richard Turner, Ste-Foy, district de Québec, et CHARLES GAUDRÉAULT, gentilhomme, domicilié au 1172 Ch. du Château-Bigot, Charlesbourg, district de Québec, et SUZANNE DION, fille majeure, domiciliée au 690 ouest, rue St-Vallier, cité et district de Québec, et JEAN CHARLES PICHER, régistrateur pour la division d'enregistrement de Québec, mis-en-cause.

QUÉBEC

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Quebec, to wit: Superior Court, No. 122-923. GERTRUDE LABBÉ, 324 Carillon Street, Quebec, *vs* PAUL-ÉMILE LECLERC, 727 de l'Alsace Street, Ste-Foy.

"Lot 48-95 of the cadastre of Ste-Foy, of a trapezoidal figure, bounded on the northwest by street 48-64, on the north by lot 48-94, on the southeast by lots 48-66 and 48-67 and on the southwest by lot 48-63. Measuring 39′ on the northwest, 120′ and 4 tenths on the north, 120′ on the southeast and 89′ and 7 tenths on the southwest, containing in area 7140 square feet, with buildings constructed thereon, circumstances and dependencies."

To be sold at the Registry Office of Quebec, at Quebec, on the FIFTEENTH day of NOVEMBER next at TEN o'clock in the morning.

ALBERT-F. RACETTE,
Sheriff's Office, *Associate-Sheriff.*
Quebec, October 3, 1967. 21518

Fieri Facias de Terris

Quebec, to wit: Superior Court, No. 149-953. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, a body politic and incorporated, having its head office in Quebec, *against* DAME ALPHEMA POULIN, formerly of Fortierville, county of Lotbinière, now domiciled at 810 Laval Street, Drummondville-South, P.Q.

"A farm situated in the parish of Ste-Philomène de Fortierville, county of Lotbinière, containing about one hundred and twenty arpents (120 arp.) in superficial area, known and designated on the official cadaster of St-Jean Deschaillons, registration division of Lotbinière, as being subdivisions number fifty-five and fifty-six of original lot number seven hundred and twenty-three (Nos 723-55 and 723-56), with buildings thereon erected circumstances and dependencies."

To be sold "en bloc" at the registration office of Lotbinière, in Ste-Croix, county of Lotbinière, the FIFTEENTH day of NOVEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office, *Associate-Sheriff.*
Quebec, October 3, 1967. 21519

Fieri Facias de Terris

Quebec, to wit: Superior Court, No. 148-968. JACK ROSENHEK, merchant, domiciled at 1085 Père Marquette, city and district of Quebec, *versus* LES APPARTEMENTS LAMO LTÉE, body politic having its head office at 496 Richard Turner, Ste-Foy, district of Quebec, and CHARLES GAUDREAULT, gentleman, domiciled at 1172 Château-Bigot Road, Charlesbourg, district of Quebec, and SUZANNE DION, fille majeure, domiciled at 690 St-Vallier St. West, city and district of Quebec, and JEAN CHARLES PICHER, registrar for the Quebec registration division, mis-en-cause.

« A) Le lot numéro deux des subdivisions du lot originaire numéro trois cent trente-six (336-2) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, division d'enregistrement de Québec.

B) Le lot numéro deux des subdivisions du lot originaire numéro trois cent trente-huit (338-2) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, division d'enregistrement de Québec.

C) Le lot numéro vingt des subdivisions du lot originaire numéro trois cent quarante (340-20) du cadastre officiel pour la paroisse de Beauport, division d'enregistrement de Québec.

Avec maison dessus construite, portant le numéro civique 1106 et 1108 avenue Royale, Villeneuve, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Québec, à Québec, le SEIZIÈME jour de NOVEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif-Adjoint,

Bureau du Shérif, ALBERT F. RACETTE.
Québec, le 3 octobre 1967. 21520-o

"(A) Lot number two of the subdivisions of original lot number three hundred and thirty-six (336-2) of the official cadaster of the parish of Beauport, registration division of Quebec.

(B) Lot number two of the subdivisions of original lot number three hundred and thirty-eight (338-2) of the official cadaster of the parish of Beauport, registration division of Quebec.

(C) Lot number twenty of the subdivisions of original lot number three hundred and forty (340-20) of the official cadaster of the parish of Beauport, registration division of Quebec.

With the house constructed thereon, bearing civic number 1106 and 1108 Royale Ave., Villeneuve, circumstances and dependencies."

To be sold in the Quebec Registry Office, in Quebec, on the SIXTEENTH day of NOVEMBER next at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,
Sheriff's Office, *Associate-Sheriff.*
Quebec, October 3, 1967. 21520

SAINT—FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris

District de St-François

Cour Provinciale, Magog, No M-556. LA CITÉ DE MAGOG, corporation municipale dûment incorporée, ayant son siège social à Magog, district de St-François, demanderesse, *vs* ÉMILE DIONNE, de la cité de Magog, et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

« La subdivision 49 du lot No 5c dans le rang 9 du canton de Magog-Bolton."

Pour être vendu au bureau d'enregistrement à Stanstead Plain, comté de Stanstead, MARDI, le SEPTIÈME jour de NOVEMBRE 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, DONAT JACQUES.
Palais de Justice,
Sherbrooke, ce 27 septembre 1967. 21521-o

Fieri Facias de Terris

District de St-François

Cour Provinciale, Magog, No. M-563. LA CITÉ DE MAGOG, corporation municipale dûment incorporée, ayant sa place d'affaires à Magog, district de St-François, demanderesse, *vs* A.H. MOORE, de la cité de Magog, et maintenant de lieux inconnus, défendeur.

« Les subdivisions 16 et 91 du lot No 19 dans le onzième (11e) rang du canton de Magog-Hatley. »

Pour être vendus en bloc au bureau d'enregistrement, à StansteadP lain, comté de Stanstead, MARDI le SEPTIÈME jour de NOVEMBRE 1967, à DIX heures TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,

District de St-François, DONAT JACQUES.
Sherbrooke, ce 27 septembre 1967. 21522-o

SAINT—FRANCIS

Fieri Facias de Terris

District of St. Francis

Provincial Court, Magog, No. M-556. THE CITY OF MAGOG, a municipal corporation duly incorporated, having its head office at Magog, district of St. Francis, plaintiff, *vs* ÉMILE DIONNE, of the city of Magog, and now from an unknown place, defendant.

"Subdivision 49 of lot No. 5c in range 9 of the township of Magog-Bolton."

To be sold at the registry office at Stanstead Plain, county of Stanstead, TUESDAY, the SEVENTH day of NOVEMBER, 1967, at TEN o'clock in the morning.

DONAT JACQUES,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Court House,
Sherbrooke, September 27, 1967. 21521

Fieri Facias de Terris

District of St. Francis

Provincial Court, Magog, No. M-563. THE CITY OF MAGOG, a municipal corporation duly incorporated, having its business place at Magog district of St-Francis, plaintiff, *vs* A.H. MOORE, of the city of Magog, and now from an unknown place, defendant.

"Subdivisions 16 and 91 of lot No. 19 in the eleventh (11th) range of the township of Magog-Hatley."

To be sold "en bloc" at the registry office, at Stanstead Plain, county of Stanstead, TUESDAY, the SEVENTH day of NOVEMBER, 1967, at TEN THIRTY in the morning.

DONAT JACQUES,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Sherbrooke, September 27, 1967. 21522

TERREBONNE

Canada — Province de Québec
District de Terrebonne

Cour Supérieure, No 59,055. { LA CAISSE POPULAIRE STE-THÉRÈSE DE BLAINVILLE, corps politique, incorporé en vertu de Loi des Syndicats Coopératifs de Québec, ayant sa place d'affaires au numéro 37, rue Turgeon, en la cité de Ste-Thérèse, district de Terrebonne, demanderesse, *vs* AURÈLE SÉGUIN, domicilié à 4, rue Hertel, à Ste-Thérèse, district de Terrebonne, défendeur.

Les immeubles ci-après désignés, en la possession du défendeur Aurèle Séguin.

« Un emplacement situé dans la ville de Ste-Thérèse, connu et désigné comme étant le lot No cinquante-deux de la subdivision officielle du lot originaire numéro deux cent neuf (209-52) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville. Avec maison et construction dessus érigées. »

Pour être vendu au Bureau d'enregistrement division de Terrebonne, situé à 190 rue Parent dans l'Édifice de la Caisse Populaire, Saint-Jérôme, MARDI le SEPTIÈME jour de NOVEMBRE 1967 à DEUX heures de l'après-midi.
Conditions: Comptant.

Le Shérif,
VILLENEUVE HUOT.

Bureau du Shérif,
St-Jérôme, le 27 septembre 1967. 21524-o

TERREBONNE

Canada — Province of Quebec
District of Terrebonne

Superior Court, No. 59,055. { LA CAISSE POPULAIRE STE-THÉRÈSE DE BLAINVILLE, body politic, incorporated in virtue of the Cooperative Syndicates Act of Quebec, having its place of business at number 37 Turgeon Street, in the city of Ste-Thérèse, district of Terrebonne, plaintiff, *vs* AURÈLE SÉGUIN, domiciled at 4 Hertel street, at Ste-Thérèse district of Terrebonne, defendant.

The immoveables hereunder described, in the possession of the defendant Aurèle Séguin.

"An emplacement situated in the town of Ste-Thérèse, known and designated as being lot No. fifty-two of the official subdivision of original lot number two hundred and nine (209-52) on the official plan and book of reference for the parish of Ste-Thérèse de Blainville. With house and construction thereon erected".

To be sold at the registry office of the division of Terrebonne, situated at 190 Parent Street in the Caisse Populaire building, Saint-Jérôme, TUESDAY, the SEVENTH day of NOVEMBER 1967 at TWO o'clock in the afternoon.
Conditions: Cash.

VILLENEUVE HUOT,
Sheriff.
Sheriff's Office,
St-Jérôme, September 27, 1967. 21524

INDEX No 40

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

1583 — Sac à main, province (*Erratum*) ... 5938
1583 — Handbag, Province (*Erratum*) ... 5938
2188 — Municipalité scolaire de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent (*Érection*) ... 5953
2188 — School Municipality of the North Shore of the Gulf of Saint Lawrence (*Erection*) ... 5953
2381 — Règlements en exécution de la Loi des appareils sous pression (*Amendements*) ... 5950
2381 — Regulations erected under the Pressure Vessels Act (*Amendments*) ... 5950
2483 — Statut particulier des adjoints aux cadres supérieurs ... 5953
2483 — Special Status of assistants at higher level ... 5953
2484 — Statut particulier du personnel des cadres supérieurs ... 5955
2484 — Particular status of personnel at higher levels ... 5955
2535 — Employés de garage, Drummond ... 5940
2535 — Garage Employees, Drummond ... 5940
2544 — Règlements de circulation pour le Tunnel Louis-Hippolyte-Lafotaine ... 5952
2544 — Traffic regulations for the Louis-Hippolyte-Lafontaine Tunnel ... 5952
2685 — Robe, province ... 5938
2685 — Dress, Province ... 5938
2686 — Camionnage, Québec ... 5939
2686 — Cartage, Quebec ... 5939

ASSOCIATIONS Coopératives — ***COOPERATIVE Associations***

Association coopérative de Chazel (*Fusion-Amalgamation*) ... 5957
Association coopérative étudiante de l'institut des arts appliqués (A.C.E.I.A.A.) (*Formation*) 5957
Magasin Co-op du Havre-aux-Maisons (*Nom – Name ch.*) ... 5957

AVIS divers — ***MISCELLANEOUS Notices***

Agliuzzo, Giuseppe (*Dem.-Appl.*) ... 5960
Château-Richer, ville-town ... 5959
Chevaliers de Colomb de Carleton, conseil 3462 ... 5960
Chevaliers de Colomb de Laprairie, conseil 4569 ... 5960
Chevaliers de Colomb de St-Georges de Beauce, conseil 2283 ... 5960
Knights of Columbus of Carleton, Council 3462 ... 5960
Knights of Columbus of Laprairie, Council 4569 ... 5960
Knights of Columbus of St-Georges de Beauce, Council 2283 ... 5960
Laval, ville – city (*Rues-ruelles – Streets-Lanes*) ... 5959
Marcovitz, Carl (*Dem.– Appl.*) ... 5958
Ste-Anne-des-Monts, corp. (*Requête – Petition*) ... 5958
Strolovitch, Herby (*Dem.– Appl.*) ... 5958
Zwienicki, Jack Lawrence (*Dem.– Appl.*) ... 5958

CAISSES d'épargne et de crédit — ***SAVINGS and credit unions***

Caisse populaire de St-Joseph de Québec (La) (*Ext. Terr.*) 5961

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatif à la loi des — ***Notices relative to the Act of***

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

Banner Industries Ltd. 5961
Berthiaume & Godin inc. 5961
Buckingham Development Corporation 5962
Capitol (Beauharnois) Ltd. 5961
Cohen (A.) Holdings Inc. 5962
Collège Lapointe inc. 5961
Iroquois Theatre Ltd. 5961
Kamex Ltd. 5962
Linton Clinic Inc. 5963
Malus Dress Incorporated 5962
Meubles Citadel inc. 5962
Mountex Ltd. 5963
Pigeon Hole Parking (Mountain Street) Limited 5962
Rufus Ltd. 5963
Surgical Associates Facilities Corp. 5963

Dissoute — ***Dissolved***

Collège Victor Lelièvre 5966

Divers — ***Miscellaneous***

Association Amateur Athlétique de Lachute (L') (*Règl.*) 5963
Ausable Mines Limited (*Dir.*) 5964
Beaver Diversified Corp. (*Dir.*) 5963
Coges inc. (*Dir.*) 5964
Corporation de Prêt et Revenu (*Règl.*) . 5965
Delux Construction Inc. (*Dir.*) 5964
Denelec Ltd. (*Dir.*) 5965
Denelec ltée (*Dir.*) 5965
Gatehouse Inc. (*Dir.*) 5964
Giroux & Morin inc. (*Dir.*) 5965
Hicliff Corporation (*Dir.*) 5964
Jeanson (J.M.) ltée (*Dir.*) 5965
Karkajou Auto Club Quebec Inc. (*Nom-Name ch.*) 5965
Lachute Amateur Athletic Association (*By-laws*) 5963
Ligue des Propriétaires Quartier St-François Ville Laval (*Règl.*) 5964
Pigeon Hole Parking (Mountain Street) Limited (*Dist. Actif-Assets*) 5964
St-François City of Laval Home Owners Association (*By-laws*) 5964
Savings and Investment Corporation (*By-laws*) 5965
Silhouette Health Studio of Limoilou Ltd. (*Dir.*) 5965
Studio de santé silhouette de Limoilou ltée (*Dir.*) 5965

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Acme Awning & Co. Ltd. 5881
Acrytec inc. 5878
Agences Tasso inc. (Les) 5878
Almac Industries Ltd. 5879
Ambrosino (A.) inc. 5879
Angelco Containers Ltd. 5879
Artistat Ltd. 5880
Association des ateliers protégés du Québec (L') 5880
Association générale des Étudiants de l'École des Beaux-Arts de Montréal (A. G. E. E. B. A. M.). 5881
Association générale des étudiants du Collège de Jonquière. 5881
Auvents Acme & Cie ltée (Les) 5881
Bagnole Auto-Lave inc. 5882
Besmetal Inc. 5882
Bissonnette (Jean-Paul) inc. 5882
Boilard (C.) inc. 5883
Bouchard (R.) Service station inc. 5883
Boulevard l'Oasis inc. 5883
Bourbonnais (Maurice) ltée. 5883
Cable Realty Ltd. 5884
Camp Olympique de Tir à la Volée du Québec inc. 5884
Canarondack Quarries Inc. 5885
Chez Garnier ltée 5885
Cinéma V Ltd 5885
Cinéma V ltée 5885
Club de Hockey Senior de Drummondville inc 5886
Club de Hockey Shawinigan inc. 5886
Club Optimiste Orsainville, Québec. 5886
Club récréatif Shawlab. 5887
Club Social l'Adagio inc. 5887
Club social Pie IX inc. 5888
Collège d'enseignement général et professionnel d'Ahuntsic (Montréal) 5972
Collège d'enseignement général et professionnel Lionel Groulc 5972
Collège d'enseignement général et professionnel de Longueuil 5972
Collège d'enseignement général et professionnel Maisonneuve (Montréal) .. 5973
Collège d'enseignement général et professionnel de Salaberry-de-Valleyfield 5972
Concorde Industries Ltd 5888
Corporation d'Épargne de Laval ltée ... 5888
Corporation du Centre d'Accueil de Lachine (La) 5889
Corporation of the Lachine Senior Citizens' Home (The) 5889
Delta Clothing Inc. 5889
Distributeurs de bois St-Laurent inc. (Les) 5889
Dorais & Dorais inc. 5890
Drali inc. 5890
Electri-Test inc 5890
Eltech Corporation 5891
Entreprises Baril & fils inc. (Les) 5891
Entreprises Ravenelle, ltée (Les) 5891
Entreprises Yvan incorporée. 5892
Équipement de Tracteur du Québec ltée 5900
Eyton-Jones P Inglis Inc. 5892
Faucher (N.) ltée. 5892
Fonds Laval inc. 5892
G. C. G. ltée. 5893
Grinstein Trading Co. Ltd. 5893
Honest Maurice Department Store Ltd. 5893
House of Garnier Ltd. 5885
Hymus Development Corp 5894
Lador Equipment Co. Ltd. 5894
Lahoud (Maurice) Ford Vente & Service inc. 5894
Lahoud (Maurice) Ford Sale & Service Inc. 5894
Lake Chevrolet Olsmobile Inc. 5895
Laliberté (Camille) inc. 5895
Laurendeau Entreprise ltée 5895
Manard Holdings Inc. 5896
Martin (Roger) inc. 5896
Mazza Pizza Inc. 5896
Ménard (R.) & fils inc. 5897
Mored Outlet Store Inc. 5897
Moulées Dominic inc. 5897

Lettres patentes *Letters Patent*
(*suite*) (*continued*)

Mount-Royal Tile and Terrazzo Inc. . . 5898
Optimist Club of Orsainville, Québec . . . 5886
Ouellet (L.) & fils ltée . . . 5898
Pâtisserie Julien inc. . . . 5898
Placements B. C. D. inc. (Les) . . . 5899
Placements Esplanade limitée (Les) . . . 5899
Provinciale Forme ltée . . . 5899
Quebec Association of Sheltered Workshops (The) . . . 5880
Quebec Tractor Equipment Ltd. . . . 5900
R. P. B. construction ltée . . . 5900
Rancourt & Veilleux inc. . . . 5900
Rex Air Québec distributeur inc. . . . 5900
(Roberval) Fortin Tire Service Ltd. . . . 5901
Sands Music Inc. . . . 5901
Service d'Entretien professionnel Idéal inc. . . . 5901
Service de Pneus Fortin (Roberval) ltée 5901
Service des loisirs St-Irénée . . . 5902
Shawlab Recreational Club . . . 5887
Société de Gestion Bourassa inc. . . . 5902
Société de Gestion Hôtelière de Montréal inc. . . . 5902
Société de gestion Roméo Fortin, ltée 5903
Société d'Entretien Impar ltée (La) 5903
Superior Secretarial Services Inc. . . . 5903
Taber Investments Inc. . . . 5904
Tasso Agencies Inc. . . . 5878
Travaux mécanisés de Matane inc. . . . 5904
Two G'S Investments Inc. . . . 5904
Universal Lining & Supply Ltd. . . . 5905
Vanier (J.) inc. . . . 5905
Vézina (Armand) automobile ltée . . . 5905
Viandes Demers limitée (Les) . . . 5906

Lettres patentes supplémentaires *Supplementary Letters Patent*

A. L. Industries & Co. Ltd. . . . 5906
Andest Ltd. . . . 5906
Bazinet inc. . . . 5906
Beckwith Corporation Ltd. . . . 5907
Bertolli Canada Ltd. . . . 5907
British Rubber Company Limited (The) 5907
Colibri Furniture inc. . . . 5907
Corporation d'Epargne et de Placement Nationale . . . 5907
Crown Laundry and Dry Cleaning Company . . . 5908
D. M. S. inc. . . . 5908
Fortin (Roméo) inc. . . . 5908
Galerie Moos (1967) Inc. . . . 5908
Gauthier & Bonhomme inc. . . . 5908
Gruen (T.) & Co. Ltd. . . . 5909
Industries A. L. et Cie ltée (Les) . . . 5906
Lotaparc Inc. . . . 5909
Mart Steel & Metal Corp. . . . 5909
Mayfair Buildings Ltd. . . . 5909
Nanart Inc. . . . 5909
National Savings and Investment Corporation . . . 5907
Persona inc. . . . 5910
Placements Decem inc. . . . 5910
Produits Laitiers Pelletier inc. (Les) . . . 5910
Richmond Shoe Supplies Limited. . . . 5910
Service d'Accueil aux Voyageurs et aux Immigrants . . . 5910
Soprebec limitée . . . 5911
Spear Corporation Ltd. . . . 5911
Téléphone Princeville ltée . . . 5911
Vaco Products (of Canada) Ltd. . . . 5911
Vek Inc. . . . 5911
Zee Investments Limited . . . 5912

Sièges sociaux *Head Offices*

Ace Food Distributors Co. Ltd. . . . 5968
Atkinson, Larochelle, Topping Inc. . . . 5968
Baillargeon (Guy B.) Transport inc. . . . 5966
Belvedere Finance Corporation . . . 5969
Coges inc. . . . 5966
Compagnie Cemalian ltée . . . 5966
Corporation de Finance Belvedère . . . 5969
Ferme Ste-Madeleine inc. (La) . . . 5967
Garnier inc. . . . 5968
Gestion Eva inc. . . . 5969
Go-Bel inc. . . . 5968
Immeubles Champlain limitée (Les) . . . 5968
Institut Familial de Ste-Marie de Beauce . . . 5966
Institut Familial de Saint-Pascal . . . 5967
Langvar Corp. . . . 5967
Meublo ltée . . . 5969
Notre-Dame Secretarial School . . . 5967
Placements Maisonneuve inc. (Les) . . . 5967
Prolith Incorporated . . . 5967
Roof Truss Inc. . . . 5968
Ste-Madeleine Farm Inc. . . . 5967
Servec Inc. . . . 5968

DEMANDE à la Législature *APPLICATION to Legislature*

Calvary Baptist Church . . . 5971

EXAMEN des Agronomes *EXAMINATION Agronomists*

Québec, (*Étude – Study*) . . . 5969

MINISTÈRES *DEPARTMENTAL*

Affaires municipales *Municipal Affairs*

Buckingham, ville-town (*Annex.*) . . . 5971

Éducation *Education*

Municipalité scolaire de: *School Municipality of:*

Collège d'enseignement général et professionnel d'Ahuntsic (Montréal) (*L.P.*) . . . 5972
Collège d'enseignement général et professionnel Lionel Groulx (Ste-Thérèse de Blainville) (*L.P.*) . . . 5972
Collège d'enseignement général et professionnel de Longueuil (*L.P.*) . . . 5972
Collège d'enseignement général et professionnel Maisonneuve (Montréal) (*L.P.*) . . . 5973
Collège d'enseignement général et professionnel de Salaberry-de-Valleyfield (*L.P.*) . . . 5972
St-David d'Estcourt, (*Dem.–Appl.*) . . . 5973

Richesses naturelles *Natural Resources*

Rénovation de droits de mine . . . 5973
Renovation of mining rights . . . 5973

Voirie *Roads*

Entretien de routes discontinué . . . 5973
Maintenance of roads discontinued . . . 5973

NOMINATIONS *APPOINTMENTS*

Divers . . . 5974
Miscellaneous . . . 5974

PROCLAMATIONS *PROCLAMATIONS*

Loi relative aux titres de propriété dans certains districts électoraux au cadastre de l'Ile Amherst . . . 5977

PROCLAMATIONS ***PROCLAMATIONS***

(*suite*) (*continued*)

Act respecting title-deeds in certain electoral districts of the cadaster of Ile Amherst 5977

Pont sur le fleuve St-Laurent à proximité de Trois-Rivières (*Loi concernant la construction*) 5978

Bridge over the St. Lawrence river near Trois-Rivières (*Act respecting the construction*) 5978

SOUMISSIONS ***TENDERS***

Baie St-Paul, ville-town 5979
Beloeil, ville-town 5980
Chauveau, c.s.r.-r.s.b. 5981
Côte St-Luc, city-city 5982
Hull, cité-city 5984
Lafontaine, village 5989
Papineauville, village 5990
Repentigny-les-Bains, c.s.-s.c 5985
Rimouski, cité-city 5987
Rock-Forest, munic 5986

SYNDICATS ***SYNDICATES***
Professionnels ***Professional***

Association des enseignants de Yamaska (*Nom-Name ch.*) 5975

Syndicat professionnel des auxiliaires en nursing et des garde-malades auxiliaires du Québec inc. (*Const-Inc.*) 5976

Syndicat des garde-malades et infirmiers auxiliaires licenciés de l'hôpital St-Vincent de Paul, de l'Hôpital d'Youville, et de l'Hôpital Hôtel-Dieu de Sherbrooke (*Const-Inc.*) 5976

Syndicat national des employés de l'entretien et des concierges de la commission des écoles catholiques et Jacques-Cartier (C.S.N.) inc. (*Nom-Name ch.*) 5976

VENTES ***SALES***
Effets non-réclamés ***Unclaimed Baggage***

Canadian Pacific Express Company 5991

Cie des messageries Canadien Pacifique (La) 5991

SHÉRIFS ***SHERIFFS***

Beauharnois ***Beauharnois***

Clermont (J.O.) ltée *vs* Packwood 5991

Bedford ***Bedford***

Chabot & Downs *vs* Bouchard 5992
Queensway Tank Lines Ltd. *vs* Robert 5992

Gaspé ***Gaspé***

Thériault (J.L.) & fils ltée *vs* Bernatchez 5992

Hauterive ***Hauterive***

Cour de l'Échiquier du Canada *vs* Bouchard (La) 5993
Exchequer Court of Canada (The) *vs* Bouchard 5993

Hull ***Hull***

Interprovincial Building Credits Ltd. *vs* Bruinsma *et al* 5994

Montréal ***Montreal***

Beaulieu *vs* Larocque 5994
Vicmar Corporation *vs* Kugler 5995
Zuckerman *vs* Zuckerman 5995

Québec ***Quebec***

Labbé *vs* Leclerc 5996
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Poulin 5996
Quebec Farm Credit Bureau (The) *vs* Poulin 5996
Rosenhek *vs* Les Appartements Lamo ltée 5996

Saint-François ***Saint-Francis***

Magog, cité-city *vs* Dionne 5997
Magog, cité-city *vs* Moore 5997

Terrebonne ***Terrebonne***

Caisse Populaire de Ste-Thérèse (La) *vs* Séguin 5998

Taxes ***Taxes***

Montréal-Nord, cité 5912
Montreal-North, city 5912
Montréal, ville-city 5922
Hull, cité-city 5915
Saint-Laurent, cité – city 5914